

t les autres places as l'imes d'un accès de faible

Service and ante area

Control Section

in the property of

-

84 W 1880

我面面不成了。 2 - - 4-5---

900 AB - - 31-

10 800 GW

1997年 安日

300 m

2

getter og til

in plane . in

Ce monde

TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA

Freud, l'histoire



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 16418 - 7,50 F

DIMANCHE 9 - LUNDI 10 NOVEMBRE 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Un livre relance le débat sur les crimes du communisme

OUVRAGE COLLECTIF, rédigé par des historiens et des spécialistes des régimes communistes, Le Livre noir du communisme (Robert Laffont) se présente comme une somme des connaissances sur les exactions du système soviétique et des autres pouvoirs d'inspiration marxiste-léniniste. Il établit à 85 ou 100 millions de morts le nombré des victimes du communisme à travers le monde. Dans un texte d'introduction, l'historien Stéphane Courtois pade de « similitude » eotre le oazisme et le système communiste, dont il estime qu'il s'est rendu coupable, hii aussi, de crimes contre l'humanité. D'autres collaborateurs de l'ouvrages, notamment Phistorien Nicolas Werth, se désolidarisent de ce parti pris « idéologique » que condamne également le PCF. «Le communisme est à la fois bourreau et victime », répond l'historien communiste Roger Martelli.

Un jour pour l'Algérie

 Les associations de défense des droits de l'homme organisent, lundi 10 novembre, des manifestations en France • Elles culmineront à Paris avec une « marche de lumières »

Six intellectuels arabes appellent dans « Le Monde » à la solidarité avec la population civile

DEPUIS le début des atrocités en Algérie, les intellectuels arabes, à l'exception des quelques initiatives individuelles, étaient restés étonnemment absents. Six d'entre eux s'interrogent aujourd'hui sur les raisons de ce silence et décident de réagir en lançant un appel au refus collectif de la folie meurtrière. L'écrivain égyptien Gamal Ghitany, le Marocain Tahar Ben Jelloun, les Libanais Elias Khoury et Hanan El Cheikh, le cinéaste palestinien Michel Khleifi et le psychanalyste tunisien Fethi Beoslama réclameot dans Le Monde, une réunioo des intellectuels arabes indépendants des pouvoirs pour créer « un choc psychologique » dans le monde arabe et au-delà.

Cette initiative intervient à la veille de l'organisation, à Paris et en régions, d'« un jour pour l'Algérie ». A l'appel des principales organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, la journée du lundi 10 novembre sera en effet marquée par une série de manifestations culturelles et de débats qui devraient notamment mobiliser la



mettant en cause la responsabilité du pouvoir dans l'assassinat de certains journalistes. Depuis mercredi, un chroniqueur du même journal. Yassir Benmiloud, qui devait être entendu pour un article dans lequel il avait mis en cause le président Liamine Zéroual et deux hauts responsables algériens, a dispant Le pouvoir algérien a réfuté, vendredi, l'implication des services de sécurité dans la disparition de M. Benmiloud, dénonçant « une tentative delibérée de manipulation médiatique »

communauté artistique. Elles culmi-neront, hindí soir, à Paris, avec un

rassemblement à la gare de l'Est qui

se prolongera par une « marche de

himières » vers le parc de la Villette,

où se tiendra une veillée en pré-

sence d'artistes français et algé-

La condamnation à Alger du di-

recteur du quotidien El Watan,

Omar Belhouchet, à un an de pri-

son ferme, a été vivement critiquée

à l'étranger. M. Belhouchet a été

coodamné pour des déclarations

Lire pages 24 et 25

La fin du conflit des routiers

Un arrête ministeriel dott élargir le protocole signé par la CFDT et le patronat routier à l'ensemble des entreprises de transport. Cinq barrages subsistaient, samedi

et notre editoriai p. 15

Sommet franco-britannique

Malgre la convergence de vues affichée par Tony Blair, Jacques Chirac et Lionel Jospin, les moyens de lutte contre le chômage et le dossier Eurotunnel divisent les

L'enfant terrible du procès Papon

L'un des avocats de la partie civile, Arno Klarsfeld, exaspère et bouscule l'audience qui ne parvient pas encore à definir la place exacte de Maurice Papon

Luchini séduit



Avec grace et génie, l'acteur récite Nietzsche, puis Baudelaire, Molière, Flaubert et transmet à un public varié son qoût p. 13 des beiles lettres.

E Le plus grand barrage du monde

La fin des opérations de dérivation du fleuve Yangtzé marque une étape décisive de la construction de la plus grande usine hydroélectrique de la planète. p. 4

Prudence pour les petits épargnants

Les petits actionnaires ne doivent pas prendre de décisions hátives, la crise asiatique n'étant pas terminée. p. 17 à 19

Le financement de l'art lyrique

La fermeture annoncée de l'Opéra de Rouen est révélatrice des difficultés de gestion des dix-huit théâtres lyriques p. 23.

Les « boîtes » d'Eugène Poubelle

A force de ténacité, le préfet de la Seine Poubelle a su imposer ces « récipients communs pour recevoir les résidus de

■ Au « grand Jury »

Julien Dray est l'invité du • Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 9 novembre à 18 h 30. L'émission est retransmise en direct sur LCU

International Z	Aujourd hai
France6	jenz météorologie Z
Sodésé	Colture Z
Horizons 13	Guide 2
Entreprises 16	Carnet 2
Placements/marchés 17	Radio télévision Z

L'empereur du pastis



INDUSTRIEL mythique, Paul Ricard est décédé, veodredi 7 novembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Il laissera son nom dans la mémoire populaire, à un moment où le secteur des spiritueux est en pleine restructuration.

> Lire page 26 et 16 et notre chronique page 28

Le président de la République signe plus vite que le Sénat autre, les parlementaires qui envisagent de

LE SÉNAT aime prendre le temps de la réflexion. Mais cette fois, les élus du Palais du Luxembourg ont vralment trop trainé: la saisine de soixante-deux d'entre eux contre la réforme du service national a été déposée au lendemain de la promulgation de la loi par le président de la République. Jacques Chirac a été plus rapide qu'eux. Le Conseil constitutionnel n'a pu, vendredi 7 novembre, que constater qu'il n'avait plus le droit de se pronnoncer sur le fond.

Les textes sont impératifs : les lois peuvent être déférées au Conseil constitutionnel, notamment par soixante députés ou soixante sénateurs, mais * avant leur promulgation *; la Constitution impose au chef de l'Etat quinze jours maximun, après leur adoption définitive par le Parlement, pour les promulguer sans lui fixer un délai minimun. Théoriquement, une course de vitesse peut ainsi être engagée pour éviter un contrôle de constitutionnalité. Pratiquement, il.n'en est rien. Par une de ces « conventions » non écrites qui permettent de bons rapports entre les pouvoirs publics, il est admis que, dans les quarante-huit heures suivant le vote final par une chambre ou par une

déposer un recours préviennent le Conseil constitutionnel qui, immédiatement, fait suspendre la procédure de promulgation par le

secrétariat général du gouvernement. Jusqu'à maintement cela a fonctionné sans aucune anicroche. Mais ce système implique que chacun soit bien organisé. Au cours des débats, Serge Vinçon, sénateur RPR du Cher et rapporteur du projet, a certes souligné que « l'amendement Quillès », qui prévoit une dispense de service national pour les jeunes titulaires d'un emploi, lul paraissait contraire au principe constitutionnel d'égalité. Mais, bien vite, il a fait savoir au Consell qu'il devrait renoncer à son recours faute de trouver suffisamment de cosignataires. Les groupes de droite ne lui ont, en effet, apporté aucun soutien logistique, ne tenant pas à se lancer dans une guérilla contre un projet qui, pour l'essentiel, était la traduction de la décision de Jacques Chirac de mettre fin à l'armée de conscription. En administration bien rodée, le secrétariat général du gouvernement a donc enclenché la procédure de promulgation,

après l'adoption définitive du texte par l'As-

semblée nationale le 21 octobre. Comme il convient, la loi a reçu les contreseings du chef du gouvernement et des autres ministres concernés et s'est retrouvée sur le bureau du président de la République.

Sans attendre, il a, le 28 octobre, sorti son stylo. Huit lours entre le vote et la promulgation, c'est un délai habituel. Mais, pendant ce temps, têtu, M. Vincon, continuait sa chasse aux signatures. Finalement. il a convaincu quarante-trois de ses amis RPR et dix-neuf centristes de s'associer à son combat. Hélas l son altié, Xavier de Villepin, sénateur centriste représentant les Français de l'étranger et président de la commission des affaires étrangères et de la défense, parti assister à la session de l'ONU, n'a pas eu l'occasion d'en parler à son fils, Dominique, secrétaire général de l'Elysée...

Lorsque le recours a été déposé le 29 octobre, il a juste été possible de suspendre la parution de la loi au Journal officiel. Le Conseil constitutionel, lui, n'a pu que constater que les sénateurs francs-tireurs étaient hors jeu.

Ecole: les sorties Les Etats-Unis en panne réglementées

LES ENSEIGNANTS, et particulièrement ceux du premier degré, partent en guerre contre la nouvelle réglementation des sorties scolaires. Publiée le 25 septembre, une circulaire de Ségolène Royal, ministre déléguée aux enseignemeots scolaires, détaille les règles d'organisation, de sécurité et de responsabilité des activités bors l'école. Ce texte provoque l'inquiétude d'enseignants qui redoutent une multiplication des procédures judiciaires en cas d'accident. Le syndicat SE-FEN a appelé, le 700vembre, « les personnels à suspendre à titre conservatoire toute sortie scolaire ». « Nous y sommes contraints face à votre refus de publier de nouwater textes », écrit son responsable, Hervé Baro, à Mª Royal.

Lire page 10





de stratégie irakienne SI L'IRAK se pliaît aux exi-leoces de la commission de l'égard de Bagdad. Il o'empêche

geoces de la commissioo de l'ONU chargée de son désarmemeot (Uoscom), il placerait le Conseil de sécurité et plusieurs pays de la région devant un dilemme : que faire uoe fois que Bagdad aura été désarmé? Les cinq membres permaneots du Cooseil de sécurité, pas davantage que les pays voisins de l'Irak, n'oot une seule et même vue sur le sujet. Si tous demeurent unis pour exiger do président Saddam Hossein la stricte application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, ils o'en font pas tous la même lecture, ni oe paraisseot envisager de la même manière l'avenir de ce pays.

«La triste vérité », écrivait Robert Pelletreau, ancien secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, est que les Etats-Uois o'oot pas de stratégie

concernant l'Irak. Ils oe sont pas noo plus capables, s'ils le veulent, d'organiser la chute du régime de Saddam Hussein, ajoutait M. Pelletreau, dans une tribune libre récemment publiée par le quotidien saoudien El Hayat, qui n'en defendant pas moins la justesse de

que cette absence de stratégie a entraîné une multitude de faux pas américains en Irak depuis la guerre de libération du Koweit, en janvier 1991.

Il y a d'abord eu les encouragements dounés en 1991 par l'ancieo président George Bush aux populations irakiennes à se soulever, ce qui a entraîné la répressioo brutale, par les forces de Bagdad, des insurrections kurde au nord, et chitte dans le sod. La création de deux zooes d'exclusion aérienne au oord du 36° parallèle et au sud du 32º - repoussée au 33º eo septembre 1996 o'a pas réussi à assurer des havres de paix pour les populations kurde et chilte.

La mise sur pied d'une coalition de l'opposition, le Cooseil national irakien (CNI), financée par la CIA, s'est soldée par un fiasco total avec les luttes interkurdes, puis l'intervectico de l'armée de Bagdad aux côtés du Parti démocratique du Kurdistan, en septembre 1996.

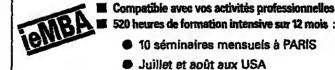
Mouna Naim

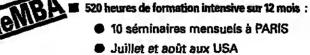
Lire la suite page 15



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA Membre et/ou accréditée de ACBSP - ECBE - WAUC FLORIDE - MASSACHUSETTS - NEW YORK

International Executive **Master of Business Administration**





Master of Business Administration in International Management



■ Programme intensif de 12 mois dont 8 aux USA. Pour dipiômés de l'enseignement supé-

rieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT PROGRAMMES IUA

148, rue de Granelle 75007 Paris Tel. : 33 01-45-51-09-09 - Fax : 33 01-45-51-09-08

: IUA@IUA.EDU

NTERNATIONAL

DIPLOMATIE Le 20 sommet franco-britannique, qui s'est tenu à vembre, s'est déroulé dans un dimat unanimement qualifié de « remar-

quablement chaleureux et amical ». La participation de la Grande-Bretagne à l'euro, la préparation du sommet sur l'emploi et l'élargisse-ment de l'Union européenne ont été

les principaux sujets abordés. • EU-ROTUNNEL, et l'extension de sa concession, aura été la seule ombre au sommet. Alors que Paris et Londres ne s'entendent pas sur le

partage des compensations, les Britanniques ont récemment demandé que le réseau ferré français soit ouvert aux trains de marchandises d'outre-Manche. • LES CONSERVA- **TEURS** britanniques sont d'autre part de plus en plus divisés sur l'Europe, les tories pro-européens se rebiffant contre la ligne eurosceptique du nouveau chef du parti, William Hague.

L'euro et l'élargissement de l'Union au cœur du sommet franco-britannique

Jacques Chirac, Lionel Jospin et Tony Blair ont voulu afficher une grande convergence de vues sur quelques grands dossiers. Mais les moyens de lutter contre le chômage divisent les deux pays avant le Conseil extraordinaire consacré à l'emploi, le 20 et 21 novembre à Luxembourg

de nos envoyés spéciaux Dans la relation franco-britannique, il y a toujours l'une des parties qui, à tort ou à raison, perçoit l'autre comme un canard boiteux. Loogtemps, ce fut la France qui voyait soo partenaire d'outre-Manche comme un pays paralysé par des grèves déclenchées par des syndicats de fooctionnaires surpuissants, puis durement violenté pendant l'ère thatchérieooe. Le 20 sommet franco-britannique, réuni jeudi 6 et vendredi 7 novembre à Loodres, s'est teou sur fond d'image inversée : c'est la France qui paraissait sur la défensive, aux prises avec une grève des routiers qui fait, chaque jour, la « une » de la presse britannique et suscite des commentaires acerbes sur l'état de biocage de la société française.

A tel point que Jacques Chirac a éprouvé le besoin, vendredi matin, de remonter le moral d'un groupe d'eotrepreneurs français installés à Londres. Il a rappelé que la France restait le quatrième exportateur mondial, le deuxième dans le secteur des services et le premier par tête d'habitant; qu'elle est encore une terre privilégiée par nombre d'investisseurs étrangers et un pays à la balance commerciale excédentaire (ce qui n'est, pour ce dernier point, pas le cas de la Grande-Bretagne). Il est vrai que Londres avait voulu placer le sommet sous l'enseigne de la modernité retrouvée, et triomphante qu'incarne la Grande Bretagne du flamboyant charmeur qu'est Tony Blair.

Les entretiens ne se tenaient plus dans la pénombre de quelque pas lais officiel hente de l'empire. Ils eurent lieu dans les salons « desiit telence contan a.n immeuble moderne du oouveau quartier d'affaires de Canary Wharf, construit sur les ruines des anciens docks de Londres. Sir Terence a enfoocé le clou: «Si la France o été à l'avant-gorde dans le design dons les années 70 et 80, en partie ovec la modernisation de l'ameublement de l'Elysée, disait-il jeudi soir, elle o désormais été remplacee par lo Grande-Bretagne. Jock Lang vient de me le confirmer. »

BATAILLE D'IMAGE

Dans la bataille d'image eo cours, Jacques Chirac a encore voulu assurer la défense française en avançant sans détour, lors de la conférence de presse tenue vendredi avec Tony Blair et Lionel Jospin: « Nous n'avons pas l'intention d'importer le modèle social britannique en France et les Anglais n'ant pas l'intention d'importer le modèle français en Angleterre. » M. Jospin commutte John Major, je suis siar qu'il est venu à la rescousse en souli-



gnant les bienfaits de la « différence »: « Nos deux pays vont en-semble vers lo modernité, a assuré le premier ministre, mais dans un monde d'uniformité il est heureux que nous ayons chocun notre origi-

Cela n'a pas empêché les uns et les autres de célébrer le climat « remarquoblement chaleureux et amicol » de ce sommet. L'euro et la préparation des deux sommets européens de Luxembourg - celui des 20 et 21 novembre sur l'emploi, celui du début décembre sur l'élargissement de l'Union – ont dominé les entretiens. MM. Chirac et jospin, à l'unissan sur tous les sojets abor-dés, se sont félicités de la décision

de principe de la Grande-Bretagne de participer en 2002 à la troisième phase de l'Unioo économique et

Ils ont dit « comprendre » que M. Blair avait besoin d'un peu de temps, à la fois pour que son pays soit plus en phase avec le cycle de crolssance qui est celui du continent et pour convaincre son opinion publique des bienfaits de l'euro. Les Français ont fait deux bonnes manières aux Britanniques sur des sujets qui suscitent quelque inquiétude.lci. Paris.rappelle, certes, que seuls les pays participant à l'euro peuvent être représentés au directoire à six de la fu(BCF). Autrement dit, il o'est pas questioo, comme l'a laissé cotendre le chancelier Helmut Kohl, de garder l'un de ces sièges vacants dans l'attente de l'adhésion britannique. Mais MM. Chirac et Jospin ont jugé qu'il allait de soi que la Grande-Bretagne siégerait au directoire de la BCE des quelle participerait à la troisième phase de

Il o'empêche : comme les Britanniques ne seront pas non plus dans le Conseil de l'euro - là encore réservé aux seuls pays participants qui se réunira avant chaque conseil économique et financier des Quinze, ils craignent d'être marginalisés, au moins jusqu'en 2002, dans des domaines essentiels de la vie de l'Union. Là encore M. Chirac a tendu une main charitable. Il a observé qu'il oe fallait pas que les pays « out » « soient sans influence » sur les grandes orientations écooomiques et monétaires de l'Union; au contraire, « il faut une articulation étroite » entre les pays « out » et « ceux du Conseil de l'euro », a-til affirmé.

L'approche est plus conflictuelle quand il s'agit de l'emploi et de la préparation du rendez-vous de novembre. Les Britanniques font circuler un document de travail où l'horrible anglicisme d'« employabilité » - assurer l'aptitude des Européens à l'emploi du futur - masque mal un désir de déréglementer les marchés du travail, d'abaisser les charges pesant sur l'emploi, bref d'injecter sur le continent une dose de l'épouvantable libéralisme ture Banque centrale européenne l'anglo-saxonne. Pas dupe, et un té au créneau pour débusquer la ruse sémantique de l'allié anglais: « C'est sur le thème de lo fleabilité que nous avons des différences, a observé le chef de l'Etat; mais

« préalable » de l'aggiornomento institutionnel auquel doit procéder l'Union avant de s'élargir; lls veulent que cela soit expressémen mentionné dans le communique

La presse londonienne n'est pas tendre...

La presse britannique du samedi 8 novembre estime que le somme franco-britannique a sacrifié plus au décorum qu'à la substance en ironisant sur la « jeune et nouvelle Grande-Bretagne » que le premier ministre, Tony Blair, veut présenter au monde. Le Times s'interroge sur le choix du Canary Wharf, le plus haut gratte-ciel de Londres, comme lieu de la rencontre franco-bultannique. Le quotidien explique que « la Grande-Bretagne n'est pas un produit de consommation qu'on peut vendre comme le fait la pu blicité ». Le véritable « repositionnement de l'image » du pays oe pourra se produire, selon le journal, que lorsque le gouvernement aura pris des décisions difficiles et couragenses sur l'euro ou la politique sociale. Express estime que « la rencontre de Tony Blair avec Lionel Jospin et Jacques Chirac o été un modèle du genre : branchée, démesurément médiatisée, très compétitive et presque totalement hors sujet ». Le Guardian est plus indulgent et proclame gentiment: « Ca, c'est de l'amour ! » - (AFP.)

comme on n'o pos exoctement conscience de ce qu'"employabilité" veut dire, ce sera plus facile de s'entendre là dessus »...

En revanche, Londres et Paris approchent l'élargissement de l'Union du même pas, ou à peu près. Les Prançais semblent avoir gagné les Britanniques à l'idée de réunic une conférence européenne qui serait un forum où pourraient s'expliquer avec les Quinze tous les pays candidats à l'entrée dans l'Union, même s'ils ne font pas partie de ceux dont l'adhésion va blentôt entrer dans les faits. Les deux pays sont d'accord pour que la Turquie soit admise à cette

du deuxième sommet de Luxembourg. Comme à chaque sommet franco-britannique ou franco-allemand, la nécessité pour les Européeus de constituer des groupes aéronautiques et électroniques communs, de la tallle requise pour faire le poids face aux géants de l'industrie de défense américains fut, bien sûr, répétée sur tous les tons jeudi et vendredi. C'est la mise en pratique de cette belle recommandation qul, four après jour, à Londres, Bonn ou Paris, se

Patrice de Beer

19.19

بهنع

e to the engineering

The State of the S

Un groupe d'« amis »

; de presse réunissant, vendredi 7 novembre à Londres, le président Jacques Chirac et les premiers ministres Tony Blair et Lionel Jospin, on se donna du « Merci Tony ». « A vous Jacques », « Merci mon cher Lionel ». Comme un journaliste demandait à M. Blair si, en tant que travailliste, il se sentait « plus proche de son ami Lionel que de son ami Jacques », le premier ministre britannique a répondu : « En tant que nouveau travailliste (New Labour), je suis capable de m'entendre aussi bien avec l'un qu'avec l'autre. » Et comme on demandait à Jacques Chirac s'îl avait autant apprécié John Major que « son ami Tany », le chef de PEtat a répondu : « Mon ami John est actuellement aux Etats-Unis, et j'ai demandé o mon ami Tony de loi transmettre mon amitié. » Pour ne pas être en reste, M. Jospin a ajouté: « Si l'ovais en l'occasion de

Le différend Eurotunnel doit être résolu « dans le cadre des règles communautaires »

LONDRES

de nos envoyés spéciaux Outre la question de l'indemnisation des camionneurs britanniques bloqués par la grève des routiers en France (lire page 8), la seule véritable ombre à la nouvelle entente franco-britannique entre « Jacques, Lionel et Tony » fut l'affaire de l'extension de la concession d'Eurotunnel. Ombre au demeurant furtive dans l'atmosphère chaleureuse de Canary Wharf, même si Paris avait, au départ, fait d'un accord sur le règlement du conteotieux d'Eurotunnel un préalable au succès de ce sommet.

Début juillet, Londres et Paris s'étaient entendus sur les conditioos de la prolongation de la concession d'Eurotunnel pour une durée de trente-quatre ans après 2052 : l'aval des actionnaires (doot les petits porteurs, eo majorité français) et des hanques créditrices, les compensations financières à cette prolongation et les modalités de la libéralisation du tra-

fic ferroviaire. Selon Paris, les Britanniques ont paru remettre en cause ces conditions au cours de l'été. Le désaccord était apparent sur le partage des compensations, les Britanniques étant plus gourmands que les Français. Les premiers souhaitent que les profits dégagés après 2052 soient taxés à 75 %, les seconds sont favorables à un taux beaucoup plus réduit (25 %).

SUR LA BASE DE L'ACCORD DE JUILLET

Mais, surtout, la récente demande du vicepremier ministre, John Prescott, que le réseau ferré français soit ouvert aux trains de marchandises d'outre-Manche, a surpris. Du côté français, on expliquait que cet open access reveodiqué par les Britanniques pour leurs compagnies privatisées - Il ne semble pas qu'ils aient proposé la réciprocité à la SNCF - allait bien plus loin que le concept de couloirs ferroviaires traversant la France en direction de pays tiers prévu dans la directive européenne

91-8040. On ajoutait qu'il n'était pas questioo d'aller plus loin que la directive et oo attendait un geste de M. Blair. Le sujet a été évoqué très clairement dès le dîner au 10, Downing Street

par la partie française.

A l'issue de la réunion, si le différend n'était pas totalement aplani, les deux parties ont décidé de poursuivre la oégociation sur la base de l'accord de principe de juillet, selon les termes de Tony Blair, lors de la conférence de presse qui a clôturé le sommet. Pour sa part, Lionel Jospin a déclaré que cette « décision commune devait être mise en œuvre », que les problèmes financiers de la concession devaient être réglés sans que la situation des actionnaires ne soit remise en cause et que celui de l'accès des trains de fret britanniques au marché français devait être résolu « dans le codre des règles

P. de B. et Al. Fr.

Les conservateurs restent très divisés sur l'Europe

Sortez des sentiers battus L'appel des grands espaces Documentation gratuite sur séjours et randonnées : Office Suédois du Tourisme, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris Tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24.

LONDRES de notre correspondant Alors que les travaillistes et les libéraux démocrates se sont mis d'accord pour faire campagne en faveur de l'Europe et convaincre les Britanniques que l'euroscepticisme est contraire aux intérêts du pays - comme vient d'ailleurs de le rappeler Tony Blair dans un eotretien (Le Monde du 7 novembre) -, la guerre entre les conservateurs rebondit de plus belle à ce propos. Après avoir fait le dos rood, les tories pro-européens se rebiffent,

eo effet, devant la ligne de plus eo plus eurosceptique du nouveau chef du parti. Pour calmer sa minorité europhile, William Hague s'était rallié à une formule de compromis en vertu de laquelle le parti était opposé à l'euro « pour un avenir prévisible ». Em octobre, sous la pression d'un eotourage profondément eurosceptique, M. Hague a durci le ton, affirmant soo hostilité à l'euro pour la durée de ce Parlement et du suivant, soit jusqu'en l'an 2007. Il s'est toutefois refusé à rejeter la monnaie unique à jamais, entraînant la démission du financier europhobe

Malmené dans les soodages, moins populaire que M. Blair dans son propre parti, le jeune chef de

file tory vient de passer une semaine ooire. Deux membres de son cabinet fantôme, le porte-parole pour l'Irlande du Nord, lan Taylor, et celui pour l'agriculture, David Curry, oot démissionné pour exprimer leur profood désaccord. Les dinosaures du parti, qui avaient joué un rôle considérable sous Me Thatcher et M. Major -les anciens ministres Kenneth Clarke, Michael Heseltine, lord Howe, lord Hurd et Sir Leon Brittan - ont publiquement pris posttioo pour l'euro, et donc, en quelque sorte, pour la politique

MENACE D'EXCLUSION L'entrée en scène de ces grands anciens a évité de justesse la défectioo du député Peter Temple-Morris, qui était prêt à passer au Lahour. En même temps, elle a cootribué à rouvrir les vieilles blessures qui avaient tant participé à la défaite des todes. M. Clarke a proposé dans le Daily Telegraph uoe alliance de tous les partisans de l'euro, de quelque parti qu'ils soient. L'ex-vice premier ministre Michael Heseltine est sorti de sa semi-retraite pour prendre la tête de la minorité eu-

Le vieux lioo o'a pas mâché ses té, M. Hague risque de se heurter

mots: « A moins d'une guerre nu- à une révolte du même type que cléaire ou d'un catachysme de ce genre, il y aura une monnoie
unique. Le seul problème est de saul s'agit sans doute d'un voir quand la Grande-Bretagne en fera partie (...) Plus naus attendrons, plus nous refuserons de dire aux Britanniques la vérité sur nos relations avec l'Europe, plus nous nuirons à nos intérêts nationaux », a-t-il déclaré à la BBC. La position de M. Hague, a-t-il affirmé, constitue un « véritable danger »: « Naus risquons de voir aux prochaines elections un Parti conservateur attaquant les principales sociétés britanniques à propos de l'Europe. Je ne puis comprendre camment un cabinet fantôme peut penser sérieusement que l'intérêt des tories est de se battre contre nos entreprises. »

La réaction de M. Hague a été de mettre eo doote la loyauté de ses adversaires, qualifié d'hommes du passé, et de réaffirmer qu'il ne reviendrait pas sur ses positions. Ses amis ont été plus loin en menaçant leurs opposants de sanctions, voire d'exclusion. Le prochain accrochage entre les deux camps devrait intervenir autour de la ratification du traité d'Amsterdam: en voulant imposer la discipline de vote aux pro-européens et les forcer à voter contre le trai-

celle des eurosceptiques cootre

Il s'agit sans doute d'un combat d'arrière-garde face à l'imposante majorité de députés tories eurosceptiques. Mais il montre que les différences au sein du parti demeureot irréductibles. Certains observateurs, y compris cooservateurs, les comparent à celles qui firent éclater le Labour au début des années 80 et doot la conséquence fut de le cantonner dans l'opposition pendant plus de dix-

Accusé d'indécision ces dernières semaines, le gouvernement ne pouvait espérer mieux. Ses faux-pas ont été éclipsés par ceux de M. Hague, grâce auquel se dessine une oouvelle alliance au centre - comme le souhaitait M. Blair - autour de l'Europe, qui dépasse les allégeances politiques et s'étend aux organisations patronales et syndicales. Gordon Brown a déjà tendu la main aux rebelles tories « d'accard sur le principe de la monnaie unique et pour qui l'intérêt national et non le dogme doit être le critère décisif ». L'occasion était trop belle pour ne pas en profiter.



7.72

4 - 2 - - - - -----

 $= \{(X_i, \nabla_i h, x_i)\}$ 2.197 5 7 4 s 1900

Asy .

A STATE OF ÷---- $g_{X,\sigma}(\lambda) = \pi_{X,\sigma}$

Section 1

1.

1.24

Andrew Toronto Swall To $(\mathbf{x}, \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{p}, \mathbf{r}}, \mathbf{r}_{i}, \mathbf{r}_{i}^{\mathbf{r}}, \mathbf{r}_{i}^{\mathbf{r}}) \in \mathbb{R}^{n \times n}$

des grandes villes russes, écoutant des orateurs annuncer que « les grands idéaux de Lénine et de la Révolution d'octobre vont revivre ». Boris Eitsine, dans une brève allocution télévisée, a ordonné, comme l'an dernier déjà, la construction d'un monument aux victimes de la Révolution. En précisant, cette fois, qu'il s'agira d'un « manument commun aux Blancs et aux Rouges, aux espoirs et aux erreurs, au courage et aux soufmances du peuple ». Le chef du PC Guennadi Ziouganov, contesté dans

guités du Kremlin.

cord entre Blancs et Rouges car « les millions d'enfants sans-logis, de chômeurs et de réfugiés ne l'accepteront pas ». Ces victimes directes du postcommunisme, souvent confinées dans de lointaines banlieues, ne participent guère à de telles manifestations rituelles.

CONDAMNATION DU PASSÉ

Le 7 novembre reste en Russie

la fête des communistes

Dans son discours, M. Eltsine a affirmé qu'on « ne peut simplement supprimer une fête à laquelle sont des persistantes souffrances des liées les longues années d'une vie », en précisant avoir repoussé des demandes en ce sens. Certains, en effet, s'obstinent en Russie à réclamer une condamnation formelle du passé communiste comme cela fut fait en Europe de l'Est.

Oubliant ses diatribes passées, Boris Eltsine a appelé à « comprendre et pardonner ceux qui ont fait une erreur historique fatale en plaçant une utopie au-dessus de la vie humaine ». principal bulletin d'information de la soirée, au profit d'une autre phrase du président : «Le temps n'est pas encore venu de définir la vraie signification de ces événements. »

Sophie Shihab

→ L'évêque de Saint-Sébastien prône le dialogue avec l'ETA

Mgr Setien estime qu'il faut engager des discussions « préliminaires » sans exiger de l'organisation terroriste qu'elle dépose les armes

carrespondance L'éternelle question qui se pose au Pays basque - faut-il négocier avec l'ETA pour en finir avec le terrorisme? - a resurgi avec la proposition de l'évêque de Saint-Sébastien, l'une des principales villes de l'Euzkadi, d'ouvrir des pourparlers avec l'ETA sans attendre une éventuelle trêve de l'organisation séparatiste basque armée. Quand négocier guni? Les deux tiers des Basques interrogés dans un sondage, il y a quelques mois, estimaient que la solution définitive au problème basque passait par la né-

Pour le gouvernement espagnol, qu'il soit de droite ou de gauche, tnut dialogue avec l'ETA ne peut s'nuvrir que si l'organisation renonce officiellement au terrorisme. Et c'est sur ce terrain hautement sensible que l'évêque de Saint-Sébastien, Mgr José Maria Setien, s'est une nouvelle fois engagé en déclarant que la cooditioo posée - l'abandon des armes - n'était pas indispensable car il valait mieux entamer des conversations préliminaires le plus rapidement possible.

VIVES RÉACTIONS Mgr Jose Maria Setien, évêque au Pays basque depuis un quart de siècle, est l'une des grandes personnalités de la société basque. Très respecté par les milieux nationalistes et connu pour ses homélies engagées, il a maintes fois proposé la médiation de l'Eglise, L'entretien qu'il a accordé, dimanche 2 novembre, au quotidien El País a suscité une vive polémique et les attaques des grands partis politiques espagnols. « fattends que quelqu'un m'explique pourquoi l'interruption de la violence devraît conditionner l'ouverture de paurpariers préliminaires », a-t-il déclaré au quotidien madrilène. . Je suis partisan de canversations - qu'il y ait négociation ou pas - pour qu'an se mette d'accord sur ce que daivent être les conditions permettant de sortir de cette si-

tuatian »... « le dis : parlez et voyez s'il est possible de négocier. » En octobre 1996, l'évêque de Bilbao, qui, lui, o'est pas basque, Mgr Ricardo Blazquez, avait estimé que la pacification de l'Euzkadi (Pays basque) était aussi la tâche de l'Eglise et que cette Eglise ne refuserait pas d'aider à une négociation. Mais que Mgr Setien affirme, lui, qu'on peut parler avec l'ETA sans que celle-ci ait déposé les armes a provoqué les réactions les plus pas-

Les responsables au Pays basque du Parti populaire de Jose Maria Aznar et du Parti socialiste ont rappelé

MOSCOU

de notre correspondante Les résolutions prises il y a un an

par Boris Eltsine seront restées lettre morte: le 80 amiversaire de la Ré-

volution d'octobre, célébré vendredi

7 novembre en Russie, fut, à l'image

des années passées, la féte des

communistes et non celle « de l'en-

tente et de la réconciliation », comme

l'avait souhaité, il y a un an, le pré-

sident. A cause du poids des habi-

tudes et de la nostalgie, mais aussi

nouveaux pauvres » et des ambi-

Les foules habituelles et les dra-

peaux rouges ont envahi les centres

ses propres rangs pour ses compro-

mis avec le pouvoir, en profita pour

affirmer qu'il ne peut y avoir d'ac-

que la volonté de la mainrité du peuple basque est que l'ETA cesse immédiatement de tuer. L'ancien ministre socialiste de la justice, Enrique Mugica, dont le frère fut assassiné en février dernier par l'ETA, a comparé l'évêque de Saint-Sebastien aux prélats de l'Allemagne nazie. Consuelo Ordonez, la sœur du dirigeant du Parti populaire basque assassiné à Saint-Séhastien en 1995 a indiqué qu'elle n'avait aucune confiance en Mgr Seden * paur l'ambiguité qu'il pratique et grace à laquelle il n'aura jamais besoin de re-

garder derrière lui ou sous sa voi-

APPUI EPISCOPAL

Devant le tollé provoqué par la déclaration du prélat basque, le ministre de l'intérieur, Jaime Mayor Oreja, a tenté de calmer ses collègues en affirmant que « l'ennemi n'est pas Setien mais l'ETA ». Le ministre espagnni de l'agriculture, M™ Loyola de Palacio, a conseillé à l'évêque de Saint-Sébastien une révision de « son état mental ». En revanche, l'ancienne secrétaire d'Etat à l'intérieur, la socialiste Margarita Robles, partage l'opinioo de Mgr Setien. Le journal El Pais a remis les pendules à l'heure dans un éditorial écrivant que « l'évêque de Saint-Sébastien n'est pas l'évêque de l'ETA, ni même un complice ou un ami de

l'ETA. C'est un évêque politique ». Là est le problème, car comment faire abstraction de la politique lorsqu'on vit au Pays basque et qu'on a vu le jour, comme Mgr Setien, à Hernani, grand fief indépendantiste? Comment, lorsque les voltures piégées explosent ou les pistolets sont braqués sur les nuques noo loin de l'évéché, peut-on monter en chaire le dimanche et parler unique-

ment des anges? L'évêque de Saint-Sébastien a le plein appui de la conférence épiscolale espagnole, dont l'un des membres a rappelé qu'il avait toujours condamné le terrorisme « avec clarté et sans ambiguité ». Le curé du 'petit village basque d'Ermua qui a mis en terre, en juillet, le conseiller municipal Miguel Angel Blanco, exécuté par l'ETA, qualifie de « sensée » la proposition de l'évêque Setien: «Il n'y a pas d'autre solution car l'ETA ne va pas arrêter de tuer dans un futur immédiat, et si nous, les pacifistes, ne faisons pas un pas en

avant, le problème va s'éterniser. » Les formations nationalistes basques modérées comme le Parti oationaliste basque, au pouvnir dans cette région, ont pris à nouveau bonne note des propositions de l'Eglise.

Mireille Lemaresquier

L'émissaire américain, M. Holbrooke, tente de relancer les négociations à Chypre

Ankara a organisé au nord de l'île les plus grandes manœuvres militaires depuis 1974

Richard Holbrooke, emissaire spécial de Bill Clin- Chypre. Il essaiera, notamment, d'organiser une et le président de la partie grecque Glafcos Cléri-

rencontre entre le président de la « république » dès. Le différend sur Chypre est l'une des autoproclamée du nord de l'île, Rauf Denktahs.

tenter de débloquer la guestion du statut de GUZELYURT (nnrd de Chypre)

de notre envoyée spéciale Raids aériens, débarquement amphibie et tirs d'artillerie étaient au programme, les 4 et S novembre, des plus importantes manœuvres militaires conjointes organisées par la Turquie et la . République turque de Chypre du Nord » (RTCN) depuis l'intervention turque sur l'île méditerranéenne en 1974. Ces manœuvres nnt eu lieu quelques heures seulement après la rencontre, en Crète, du premier ministre turc Mesut Yilmaz et de son homologue grec Costas Simitis.

« Ces exercices sont purement défensifs, ils ant lieu chaque année », a affirmé le ministre de la défense turc Ismet Sezgin, rejetant les rumeurs selon lesquelles cette spectaculaire démonstration de force - au cours de laquelle un colonel turc a perdu la vie - était une riposte directe aux jeux de guerre organisés récemment par la Grèce et les Chy-

En détruisant des maquettes simulant les missiles S-300 que les Chypriotes grecs not commandés a la Russie, les Turcs ont clairement

signifié qu'ils s'npposeraient par tous les movens - la force si nécessaire – au déoloiement de ces fusées

MARASME ÉCONOMIQUE

L'achat par la partie grecque de ces missiles, qui devraient être livrés l'an prochain, ainsi que des disputes territoriales en mer Egée ont largement contribué à la détérioration des relations entre Athènes et Ankara, pourtant partenaires au sein de l'OTAN. Au cours des dernières semaines, la tension avait même atteint un niveau dangereux, mais la poignée de main échangée par les deux premiers ministres a suffi pour qu'nn estime passé le danger d'un

La querelle turco-grecque et la questinn de Chypre ne vont pas, pour autant, être reléguées aux oubliettes. Les événements risquent de s'accélérer avec le début des négociations d'adhésion prévues, en avril 1998, entre Chypre et l'Union européenne. Les plus optimistes parmi les Européens pensent que cette écbeance agira comme un catalyseur pour une solutioo du problème. D'autres, plus prudents, craignent, au contraire, qu'en acceptant d'engager ces pourparlers - une compensation faite par l'Union européenne à la Grèce qui avait accepté, en échange, de lever son veto à l'union douanière avec la Turquie - l'Europe ne se trouve entrainée dans un processus qui pourrait mener à la partition définitive de l'île, la partie nord étant de facto

rattachée à la Turquie. Le président de la RTCN Rauf Denktahs, inflexible, a affirmé qu'il considérerait le début des négociations comme une reconnaissance formelle par l'Union européenne (UE) de l'unique légitimité du gouvernement grec de l'île, et qu'il se verrait forcé d'intégrer graduelle-

ment la RTCN à la Turquie. L'ONU et l'administraonn américaine, avec Richard Holbrooke, qui est attendu lundi 10 novembre à Nicosie, essaient de trouver une issue. Les Européens, pour leur part, tentent de convaincre la RTCN de s'assenir à la table aux côtés des Chyprintes grecs afin que l'ensemble de l'île puisse bénéficier de l'adhésioo à l'UE. Mais le président

Denktahs et la Turquie continuent de refuser, arguant que les Chypriotes turcs ne peuvent pas participer tant que leur statut n'est pas

clairement défini. Embourbés dans un marasme éconnmique qui les rend dépendants de la Turquie, les Chypriotes turcs sont ambivalents sur la participatinn de l'île à l'Uninn européenne. Après plus de vingt ans d'isolement, l'idée d'une intégration à l'Europe est tentante, d'autant plus que leur niveau d'éducation et de culture, hérité de leur passé colonial britannique, étant généralement plus élevé que celui de leurs cnusins de Turquie et des colons turcs qui se sont installés sur leur territoire, ils se seotent oaturellement proches des Européens, mais leur sort est désormais mextricablement lié à celui de la Turquie. Le fait que la Turquie, elle-même, se voie pour l'instant poliment écartée par les Européens rend la participation des Chypriotes turcs problématique, même si ce n'est pas admis officiellement.

Nicole Pope



La dérivation du fleuve Yangtzé, étape décisive vers le plus grand barrage du monde

Les travaux de la retenue des Trois-Gorges, en Chine, seront terminés en l'an 2009

des Trois-Gorges, cette « cèrémonie » a marque

Le chef de l'Etat chinois, Jiang Zemin, et le pre-mier ministre, Li Peng, ont preside, samedi 8 nodu Yangtze Kiang, l'un des plus longs fleuves du une étape déterminante de l'édification de la plus monde. Au-delà des controverses sur le barrage grande usine hydroélectrique du monde, dont les

PÉKIN

vembre, aux demières opérations de comblement

de notre correspondant Le Yangtzé kiang, le fleuve le plus long de Chine - qui est aussi, avec ses 4989 kilometres, l'un des deux ou trois plus longs du monde - ne coule plus sur tout son parcours dans son lit naturel. Samedi 8 novembre, deux semaines après que le fleuve Jaune, au nord du pays, a subi un sort identique, une amorce de barrage l'a détourné. Il en résultera, en 2009, la plus grande usine hydroélectrique du monde, appuyée sur S7 millions de mètres cubes de terre dont 27 millions de mètres cubes de béton.

La cnuverture médiatique qui a accompagné l'opération aura été à la mesure de ses proportions phy siques. Jamais la télévision chinnise n'avait consacré autant d'heures d'antenne en direct à un événément. Tous les aspects du sujet, sauf ceux prētant à controverse, ont été explores, culminant avec un moment préparé depuis des mois: la fermeture, dans l'apres-midi, du lit principal du Yangtzé au point dit des Trois-Gorges, lors d'une « cérémonie » présidée par le chef de l'Etat Jiang Zemin et son premier ministre Li

AUTANT QUE 20 CENTRALES

Ce projet achève de placer les maîtres du pays parmi les souverains qui, dans leur histoire, ont imposé leur volonté politique à la nature... et aux hommes. Au sein du barrage provisoire fermé, samedi, à coups de camions et pelleteuses déversant des tonnes de terre et pierre, sera coulé le mur définitif de béton devant abriter la plus grosse batterie de générateurs Jamais assemblée dans l'histoire de l'bydroélectricité. De quoi produire autant qu'une vingtaine de centrales nucléalres... Le fleuve passe désormais par un canal de dérivation que devront emprunter les nombreux navires parcourant

sible la suspension ou l'abandon 600 kilomètres de long remontant, ment à la botte du Parlement, sous



de ce projet contesté : les constructeurs ont six mois, jusqu'en mal 1998, pour édifier le géant des Trois-Gorges à temps pour qu'il tienne le choc des crues d'été. Tout retard risquerait d'entraîner une catastrophe. Pour des raisons politiques, il aurait fallu un acte divin pour empecher la réalisation de cet ouvrage, la plus massive intervention de l'homme sur la nature en vingt siècles de déploiements de puissance étatique en Chine. Le gouvernement s'est impliqué dans sa construction plus encore que dans aucun autre des grands chantiers réalisés depuis 1949.

L'ouvrage n'évoque que de très lolt les visions des « fourmis bleues », ces ouvriers qui modifialent le paysage à la pelle, petit panier d'osier à la main, du temps de Mao Zedong. Aujourd'bul, c'est une armée d'engins d'acter pétaradant opérant à travers la vallée, pour produire, déplacer, déverser, tasser et consolider ce qui est probablement la plus grande quantité de matière terrestre iamais amassée par l'homme en un seul point du globe.

Cela rend techniquement impos- 2009, va créer un lac de retenue de Un tiers des délégués normale-

depuis la ville de Yichang, au Hu-bei en direction de la vieille cité industrielle de Chongqing au Sichuan. Une ville entière, Wanxian, va progressivement disparaître, engloutie, comme une trentaine d'autres agglomérations. Un million de riverains répartis sur le bas des pentes sont relogés dans de nouvelles babitations situées plus haut que la colossale masse d'eau de 40 milliards de mètres cubes qui s'accumulera dans la vallée et celle de la dizaine d'affluents se jettant dans « le long Fleuve ».

SITES HISTORIQUES ENGLOUTIS L'édition asiatique du Wall Street Journol, quotidien de la baute finance new-yorkaise, ironaisait sur le fait qu'on voyait peut-être là se former le dernier des mastodontes techniques par lesquels l'homme a voulu imposer sa volonté à la nature. Seul, peut-être, un gouvernement comme celui de la Chine est en mesure, aujourd'hui, de réaliser un tel ouvrage, sans s'inquiéter des oppositions diverses qu'il suscite. Ces oppositions se sont manifestées sur une écbelle en rapport avec les proportions de l'ouvrage.

contrôle communiste, se sont ex-

primés contre sa mise en route quand le plan leur a été soumis en

Le coût faramineux pour un Etat aux caisses encore fragiles n'était ou'un des motifs de préoccupa tion. Les autres objections concernent, en effet, les risques d'une attaque militaire sur cette cible, les dégâts infligés à l'environnement, l'annéantissement de sites historiques et culturels appelés à être engloutis, le traumatisme psychologique et économique infligé à deux millions de « nouveaux réfugiés » intérieurs, et les retombées d'une aussi profonde modification des règles d'écoulement des eaux à travers toute une région où les fleuves charrient des quantités énormes de sédiments.

Dans un pays où la moindre critique envers le gouvernement vaut à son auteur la sollicitude appuyée de la police, le « lobby anti-Trois-Gorges » est parvenu à faire entendre sa voix de manière persistante. Des spécialistes de domaines concernés ont fait parvenir aux autorités des pétitions les engageant à renoncer. Entre autres exemples, un universitaire du nom de Huang Wanli est allé jusqu'à prédire que les inondations résultant de l'accumulation des sédiments en amont du barrage risquent de tuer un demi-million de personnes et d'engendrer une rébellion à travers tont le Sichuan, qui menacera de révolution le pays tout entier. Bref, on entre, là, dans l'irrationnel - ce qui est précisé-

Tout cela permet de penser que le barrage des Trois-Gorges, envisagé depuis 1919 et réalisé après sept décennles d'atermotements, fera parler de lui bien après avoir été achevé. Il est même à prévoir que les polémiques à son sujet alimenteront, ou masqueront, d'autres débats politiques loin dans le XXIº siècle.

ment un des fondements du pou-

Francis Deron

Pyongyang et Tokyo cherchent à renouer un dialogue interrompu

Des Japonaises mariées à des Nord-Coréens ont pu revenir dans leur pays

TOKYO

de notre correspondont L'arrivée au Japon, samedi 8 novembre, de quinze Japonaises mariées à des Coréens du Nord et autorisées pour la première fois depuis quarante ans par le régime de Pyongyang à revoir leur pays, constitue un signe encorageant de détente entre la République populaire démocratique de Cnrée (RPDC) et le Japon. Ce qui devrait conduire à une reprise du dialogue politique entre les deux pays, interrompu

« Il est important de restaurer la confionce entre nos deux peuples et ce geste humonitoire pourrait morquer un tournont dons les relotions nippo-nard-caréennes », estime un représentant de l'Association des résidents coréens au lapon (Chosen Soren), organisation pro-Pyongyang.

EN PHASE AVEC WASHINGTON

Cette visite d'une semaine de quinze des quelque mille huit cents Japonaises qui ont suivi leurs maris en Corée du Nord entre 1989 et 1984 est le fruit d'une laborieuse négociation. Elle est d'autant plus significative que, le 11 novembre, une mission de membres des partis de la coalition gouvernementale (libéral démocrate, socialiste et Parti pionnier) se rend à Pyongyang afin de préparer le terrain à une reprise des négociations gouvernementales en vue de la normalisation

des relations entre les deux pays. Tant à Pyongyang qu'à Tokyo, on est conscient de la nécessité de reprendre le dialogue interrompu par la « crise » nucléaire du détrut de la décennie (quand la RPDC sembla être et train de se doter

la question des mystérieuses disparitions d'une dizaine de jeunes Japonaises entre 1977 et 1980 que la police nippone supppose avoir été enlevées par des agents nordcoréens. Pour le Japon, il est important que le dialogue avec la RPDC soit en phase avec les pourparlers entre Pyongyang et Washington.

Mais pour l'instant, et en dépit de l'importance qu'a pour Tokyo la stabilité de la péninsule, ce téchauffement des relations avec « terre promise » et la seule véri-

toire. L'infortune de ces Japonaises est certes un des fruits empoisonnés du totalitarisme. Mais elle est aussi révélatrice du traitement infligé aux Coréens résidant dans l'archipel. Dans les années 60, époque de la plus forte émigration de Coréens du Japon vers le Nord, la RPDC connaissait un développement plus rapide que le Sud, où se succédaient les dictatures sous la tutelle américaine. Pour nombre de Coréens, n'est pas le cas. Pour la RPDC, un elle apparaissait comme une

Exécutions publiques en Corée du Nord

Un des dix secrétaires du Parti des travailleurs, So Kwan-hi, chargé des questions agricoles, ainsi que trois respunsables de la Ligue de la jeunesse socialiste et quatorze « contre-révolutionnaires » au-raient été exécutés en public à Pyongyang, la capitale, à la mi-septembre, écrit de Pékin l'agence de presse japonaise Kyodn, citant des voyageurs de retour de Corée du Nord.

So, soixante-quatorze ans, qui auraît été accusé d'erreurs politiques, était un proche de Hwang Jang-yop, le plus haut dignitaire du régime à avoir fait défection en février. Les trois responsables de la Ligue de la jeunesse auraient été accusés de corruption. Des sources proches des milieux nord-coréens au Japon font état également de ces exécutions, ajoutant que les parents de Hwang Jangyop auraient été envoyés dans des camps de travail. Séoul n'a pas confirmé ces informations. - (Corresp.)

le Japon a pour but de s'assurer une aide alimentaire et financière de la première puissance économique de la région. Tokyo a decidé d'accorder une aide humanitaire de 27 millions de dollars à la RPDC en réponse à un appel des Nations unies, mais Pyongyang attend beaucoup plus et demande la réparation des dommages subis par la RPDC pendant et même après la guerre.

Le sort des «épouses Japonaises » (nihonjin-zumo) fait parde l'arme atomique), et par la tie de cette poussière de drames poursuite d'une controverse sur individuels soulevée par l'His-

table patrie. La plupart des reportages des journaux japonais de l'époque louaient les progrès de la RPDC. Mais beaucoup de Coréens choisirent aussi de partir parce que leur situation au Japon, un pays encore pauvre, n'était guère enviable : victimes de ségrégation, ils se taillaient difficilement nne place dans la société.

Près de deux millions de Coréens étaient arrivés dans l'archipel au cnurs de la colonisation nippone de la péninsule (1910-1945), d'abord volontairement puis, l'effort de guerre s'accen-

six cent mille qui restèrent au Japon après la défaite, quatrevingt-quatre mille s'embarquèrent pour Corée du Nord dans le cadre du programme de rapatriement lancé en 1958 par Chosen Soren. Satisfaites de s'en débarrasser plutôt que de chercher à amélio rer leur sort, les autorités nippones encouragèrent cet exode organisé sous les auspices de la Croix-Rouge.

D'amères déceptions attendaient ces émigrants partis dans l'enthousiasme vers la « mère-patrie ». Quant aux Japonaises qui suivirent leurs maris, elles ne furent jamais autorisées à retourner au Japon et une chape de plomb tomba sur leur sort.

MONNAIE D'ÉCHANGE Les Coréens du Nord résidant

au Japon qui ont de la famille en RPDC peuvent leur rendre visite. mais ce fut très exceptionnellement le cas pour les parents des épouses japonaises. Certaines d'entre elles finirent dans des camps. Ce n'est qu'en 1991, dans le cadre des négociations en vue de la normalisation des relations nippo-nord-coréennes, que leur sort fut pour la première fois évoqué. Pyongyang s'est engagé à s'efforcer de recenser toutes les Japonaises mariées à des Coréens vivant sur son territoire.

Les quinze femmes, agées de soixantes-dix ans en moyenne. qui, prnfondément émues, viennent de reposer le pied sur le sol natal, devralent étre suivies par d'autres. Hier otages, elles sont devenues aujourd'hui une monnaie d'échange pour Pynngyang qui a besoin de l'aide nip-

Philippe Pons

Toujours pas de nouvelles du journaliste algérien Benmiloud

ALGER. La rédaction du quotidien privé El Watan était toujours sans nouvelles, vendredi 7 novembre, de son chroniqueur, Yassir Benmi-loud, porté disparu depuis mercredi. Benmiloud devait être entendu, au même titre que le directeur d'El Wotan, Omar Belhouchet, au suiet d'un billet au ton caustique mettant en cause le président Liamine Zeroual et deux hauts responsables algériens. Les services du porteparole du gonvernement ont publié un communiqué affirmant que « toute ollégation affirmée ou sous-entendue en Ce qui concerne les services de sécurité, en rapport avec lo disparition [de M. Benmiloud] est fermement démentie et procède d'une tentative délibérée de monipula-

La condamnation à un an de prison ferme de M. Belbouchet pour des déclarations mettant en cause la responsabilité du pouvoir dans l'assassinat de certains journalistes (Le Monde du 7 novembre) a été vivement critiquée dans le monde entier. (Lire aussi pages 24, 25.) -

M. Clinton veut éviter un grave revers de politique étrangère au Congrès

WASHINGTON. Le vote à la Chambre des représentants sur le fast track, autorité déléguée au président américain pour négocier des accords de libre-échange sans que le Congrès puisse les amender, a été reporté, vendredi 7 novembre, d'au moins vingt-quatre beures à la demande de la Maison Blanche. Selon un porte-parole du bureau du speaker (président) de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, le vote devrait intervenir an plus tard dimanche. En demandant le report dn vote, Bill Clinton veut éviter un grave revers sur une question qu'il juge essentielle pour la politique étrangère. La Maison Blanche veut mettre à profit ce sursis pour accentuer sa pression sur les membres indécis de la Chambre des représentants, républicains et démocrates. Le chef de file de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Richard Gephardt, résolument bostile au projet de fast track, a accusé M. Clinton et les républicains de « se livrer à des morchandages ». Un porte-parole de la Maison Blancbe, Joe Lockhart, a pour sa part indiqué que le report du vote avait été décidé « en concertation » et non à la demande de la présidence. - (AFR)

L'Armée républicaine irlandaise admet des défections dans ses rangs

BELFAST. La direction clandestine de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a admis, vendredi 7 novembre, que plusieurs de ses membres avaient fait sécession, mais assure que ces défections ne remettent pas en cause le cessez-le-feu en vigueur depuis juillet. Dans un communiqué remis « de source proche de la direction de l'IRA » au quotidien nationaliste Irish News, l'organisation catholique armée indique que seul « un petit nombre de personnes » ont quitté ses rangs. Jeudi également, douze cadres du Smn Fein, la branche politique de l'IRA, ont annoncé à leur tour leur défection lors d'une réunion du parti à Dundalk, en République d'Irlande. Les douze critiquent l'absence de débat au sein du mouvement de Gerry Adams et redoutent que la participation aux pourpariers de paix, obtenue en contrepartie de l'adoption du code de non-violence édicté par le président des négociations. George Mitchell, ne conduise au désarmement des commandos de l'IRA. La direction du Sinn Fein s'est efforcée de minimiser l'impact de ces démissions en bloc. - (Reuter.)

Le gouvernement norvégien présente son budget

OSLO. Le nouveau gouvernement norvégien de centre droit a présenté, vendredi 7 octobre, sa proposition de budget pour 1998, qui prévoit un excédent de 69,3 milliards de couronnes (57 milliards de francs). Issu des élections du 15 septembre, le cabinet ultraminoritaire du chrétien-populaire Kjell Magne Bondevik souhaite accroître les dépenses publiques de 4,3 milliards de couronnes et les recettes de 2 milliards par rapport à la proposition de budget présentée par les travaillistes avant leur démission. Craignant une surchauffe de l'économie, le nouveau gouvernement a fait preuve d'une certaine retenue par rapport à ses promesses électorales. Principale force au Parlement, le Parti travailliste s'est toutefois montré sceptique quant à ces mesures, qui ne sont pas assurées d'obtenir la majorité. Pour 1998, il a tablé sur une croissance de 4,6 %, une inflation de 2,5 % et un chômage de 3,8 %. - (Corresp.)

■ ÉTATS-UNIS : le taux de chômage aux Etats-Unis, en octobre, s'est étabb à 4,7 % contre 4,9 % en septembre et l'économie américaine a créé 284 000 nouveaux emplois pendant la même période a annoncé, vendredi 7 novembre, le département du travail. C'est le taux de chômage le plus bas depuis octobre 1973. - (AFP.)

■ PROCHE-ORIENT : une délégation de l'Union européenne, dingée par le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, Jacques Poos, dont le pays assure la présidence de l'UE, se rendra du 11 au 14 novembre au Proche-Orient pour soutenir les efforts de la diplomatie américaine et « réaffirmer le rôle politique » des Quinze dans la région, a annoncé, vendredi 7 novembre, la présidence de l'UE.

■ LIBYE: le Conseil de sécurité de PONU a maintenu, vendredi 7 novembre, l'embargo aérien et sur les armes imposé à la Libye depuis 1992, pour son refus de coopérer dans l'attentat contre un avion de la Pan Am, qui avait fait 270 morts en décembre 1988, au-dessus

et les rebelles du sud du Soudan se sont terminés sur un échec, vendredi 7 novembre à Nairobl, au Kenya, après dix jours de travaux, ont indiqué des sources proches des négociateurs. - (AFP.)

BULGARIE: la Bulgarie tient la première place en Europe pour

les cas de cancer, selon un rapport de médecins publié, le 6 novembre, dans le journal Continent. Quelque 15 000 personnes tombent malades du cancer chaque année dans le pays et la catastropbe nucléaire de Tchernobyl (Ukraine), en 1986, en est l'une des principales raisons. Le cancer de la glande thyroide chez les enfants bulgares a augmenté de 2 000 % en dix ans souligne le rapport. - (AFP.) CORÉE DU SUD: le président Kim Young-sam a annoncé, ven-dredi 7 novembre, qu'il quittait son parti, le NKP, l'actuel responsable de cette formation ayant récemment affirmé que le chef de l'Etat était un « homme politique fini ». Le président sud-coréen, qui ne se représente pas lors des élections de décembre, a vu sa popularité

■ PHILIPPINES: un prêtre catholique irlandais a été relâcbé, samedi 8 novembre, par des séparatistes musulmans qui l'avaient capturé. Le père Harford avait été enlevé, le 27 octobre, par des militants.

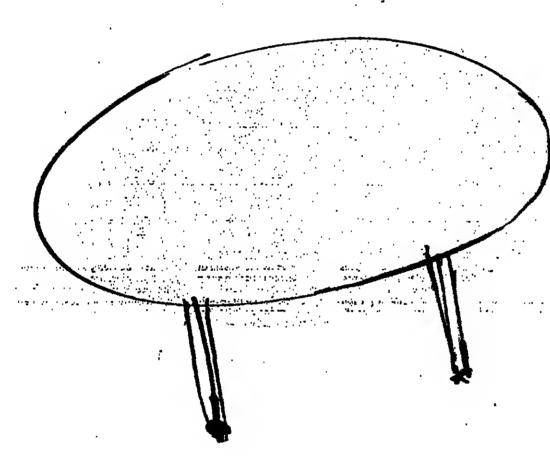
de Lockerbie, en Ecosse. – (AFR) ■ SOUDAN : les pourpariers de paix entre le régime de Khartoum

s'effondrer depuis le début de l'année. - (AFP.)

du Front moro islamique de libération (MILF) dans le nord de l'ile de Mindanao. - (AFP.)

JUSQU'AU 15 NOVEMBRE 1 enves

D'HABITAT, ELLES FONT TOUT POUR FAIRE DES HEUREUX!



LES EURES / D'HABITAT, C'EST : L'EURE À NE PAS MANQUER, L'EURE OÙ TOUT CE QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE, L'EURE DE CHOISIR ENSEMBLE, LE MEUBLE ET LES OBJETS QUI SONT EN ARMONIE!

PENDANT LES EURES D'HABITAT, QUAND VOUS ACHETEZ UN MEUBLE, HABITAT VOUS OFFRE UNE RÉDUCTION DE SUR TOUS LES OBJETS QUI VONT AVEC.

*D'UN MONTANT MINIMUM DE 1900 F, PAR EXEMPLE UNE TABLE, VOUS AVEZ -20% DE RÉDUCTION SUR LA VAISSELLE, LES NAPPES, LES PLATS, LES COUVERTS ET LES VERRES, CETTE OFFRE NON CUMULABLE EST VALABLE DANS TOUS LES MAGASINS HABITAT SAUF BAZAR BAZAR.



ALORS, EUREUX ?

LISTE DES MAGASINS SUR 3615 HABITAT (1,01 F LA MINUTE).

HISTOIRE Un livre publié par six auteurs à l'occasion du quatre-ving-tième anniversaire de la Révolution et sur la culpabilité des militants qui ont participé à ces régimes ou qui les ont défendus dans les pays non

d'octobre ravive la polémique sur communistes. • RASSEMBLANT les et sur las destructions humaines les crimes des régimes communistes données les plus récentes, le Livre provoquées par le système léniniste

noir du communisme comprend กotamment une très longue étude de Nicolas Werth sur l'Union soviétique

et stalinien. • AUTEUR des pages d'introduction et de conclusion du livre, l'historien Stéphane Courtois, spécialiste du communisme, est critiqué par certains collaborateurs de

l'ouvrage - dont Nicolas Werth et Jean-Louis Margolin, qui a répondu aux questions du Monde - pour l'orientation idéologique que ses textes donnent au livre.

Nouvelle controverse sur le caractère criminel du communisme

Un ouvrage collectif, associant des spécialistes du système né à Moscou en 1917, relance le débat sur la nature de ce totalitarisme. Certains de ses auteurs s'opposent à l'historien Stéphane Courtois sur les similitudes qu'il établit avec les régimes fasciste et nazi

LE COMMUNISME a-t-il commis des crimes contre l'humanité dans les pays où il a régné? Les communistes du monde entier ont-ils été complices de ces crimes? Sous le titre Le Livre noir du communisme, les éditions Robert Laffoot publient un gros vohume signé de six auteurs qui se veut, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la révolution d'octobre 1917 en Russie, une somme sur l'étendue des exactions du communisme partout où il s'est installé au pouvoir : en Union soviétique, en Europe de l'Est, en Asie et en Afrique. Dans les pages d'ouverture du livre, l'historieo Stéphane Courtois invite à s'interroger sur la «similitude » entre le régime nazi et le système communiste. A ses yeux, le crime contre l'humanité, tel qu'il a été défini, à l'origine, pour juger les dirigeants nazis au procès de Nuremberg, en 1946, peut être retenu contre les

pouvoirs communistes. Cette affirmatioo, placée sous l'invocation de François Furet - cepté de préfacer l'ouvrage - provoque les débats qu'elle était destinée à soulever. Elle a entraîné, aussi, une discorde entre les auteurs du livre, dont plusieurs reprochent à M. Courtois de donner leur travail collectif, dans son texte d'ooverture et dans sa conclusion, une portée idéologique imprévue et qui ne leur convient

NUREMBERG DU COMMUNISME » La référence au crime contre l'humanité et an procès de Nuremberg rappelle les propos tenus à plusieurs reprises par Jean-Marie Le Pen, président du Front national, opposant à ceux qui dénoncent les crimes du fascisme et du nazisme que l'on attend toujours un « Nuremberg du communisme ». L'ouvrage, en outre, paraît au moment ou Maurice Papon répond, devant la cour d'assises de Bordeaux, des charges de « complicité de crime contre l'humanité », reteoues contre cet ancien fonctionnaire au titre des arrestations et déportations de familles juives

bordelaises qu'il est accusé d'avoir organisées sur ordre de ses supé-

rieurs. Dans L'Humanité du vendredi 7 novembre, cinq pages ont été consacrées à l'anniversaire de la révolution bolchévique d'octobre 1917, que le Parti communiste francais ne célèbre pas. Evoquant la comparaison faite par Le Livre noir entre communisme et nazisme, Claude Cabanes, rédacteur en chef du quotidien du PCF, écrit : « Elle est humainement insuppartable pour les communistes qui ont pris les armes contre les occupants nazis. (...) Au-delà de la biessure intime, elle ne résiste pas à l'analyse fondamentale que le grand écrivain italien Primo Levi, revenu de l'univers concentrationnaire, ramassait dans une phrase: "On ne peut pas penser

La « querelle des historiens allemands »

Philosophe, disciple d'Heidegger, Ernst Nolte faisait jadis figure d'intellectuel de gauche en Allemagne. Le 6 juin 1986, il lance la célèbre Historikerstreit, la « querelle des historiens allemands », par un article intitulé « Uu passé qui ne vent pas passer », paru dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung. Il tente de remettre en cause le ca-ractère unique du génocide, thèse réfutée violemment par le philosophe Jürgen Habermas. Pour Nolte, fascisme et nazisme ne sont que des phénomènes seconds par rapport à la violence communiste, Auschwitz devenant la copie d'un modèle originel qui a pour nom le goulag. Dans une note très controversée de son Passé d'une illusion, François Furet avait rendu hommage à Nolte, tout en se distanciant de certaines de ses positions. Le résultat fut l'importation en France de la « querelle des historiens » et do révisionnisme noltien. Publié eu 1988 aux éditions du Cerf, le recueil Devant l'Histoire reprend l'ensemble des documents de la controverse allemande.

un nazisme sans les chambres à gaz, an peut penser un communisme

sans les camps. " » Vendredi soir, sur France 2, l'émissioo « Bouilloo de culture » a donné lieu à un échange eotre deux des auteurs du Livre noir -M. Courtois et Nicolas Werth, par ailleurs en désaccord - et des représentants de la sensibilité communiste, dont Roland Leroy, ancieo directeur de L'Humanité, et Roger Martelli, membre du comité oational. L'affrontement a porté essentiellement sur l'assimilation, reprochée à M. Courtois, entre ununisme et nazisme. Pour le PCF, fidèle à une ligne de défense adoptée il y a vingt ans, la défense du système stalinien par les communistes français, jusqu'au milieu des années 70, ne doit pas occulter leur engagement dans les combats sociaux et politiques de la gauche française ni, surtout, leur participation massive à la Résis-

Soumettant l'information et la recherche historique à une censure inspirée par des objectifs de propa-

gande, le communisme, sous tous ses aspects, a toujours donne lieu à des affrontemeots doot l'enjeu était la simple vérité des faits. Ces affrontements avaient davantage de sens lorsque les partis commu nistes, détenant le pouvoir d'Etat on exercant une influence politique ou intellectuelle, étaient en mesure de dissimuler ou de travestir la réalité. L'effoodrement du système soviétique et l'ouverture des archives ont fait passer l'historiographie communiste du domaine du combat politique à celui de la recherche.

La polémique provoquée intentionnellement par le Livre noir moutre cependant que, dans un pays où le communisme a rassem-blé jusqu'à 30 % des électeurs (en 1946) et dont le gouvernemeot compte aujourd'hui trois membres du PCF, la question de la nature du système communiste et du sens de l'engagement communiste est une braise sur laquelle il est toujours possible de souffler.

Patrick Jarreau

Les victimes oubliées de la mémoire du communisme

LA MÉMOIRE volootariste pratiquée par l'équipe du Livre noir du communisme présuppose que les crimes des régimes communistes font l'objet, surtout en Occident, d'une amnésie collective - à la mesure de l'occultation de cette



terreur à l'époque de soo déchaînemeot. Dans soo Passé d'une illusion, Francois Furet avait teoté d'expliquer cette défaillance de la lucidité et de la mémoire par la puissance du paradigme révolutionnaire et

BIBLIOGRAPHIE par les dévoiements de l'antifascisme dans les années 30. Nicolas ursuit cette analyse dans sa cootributioo (« Un État contre soo peuple. Violences, répressions, terreurs en Unioo soviétique »), à laquelle oous avons limité ce compte-reodu.

Dans la première partie du Livre nair, il constate une convergence paradoxale entre la cooceptioo trotskiste de la répression stalinienne - même si l'oo ne peut nier que les trotskistes furent parmi les premiers et les rares à la dénoocer - et la satisfaction d'une drolte conservatrice enchantée des procès de Moscou en 1937. Vu comme un « thermidorien », un « autre tsar » ou un liquidateur de l'utopie. Staline o'en aurait eu qu'après les authentiques révolutionnaires. D'où l'idée fausse mais durablement enracinée qui veut que les principales victimes du communisme aieot été... les communistes eux-mêmes! En revanche, les « victimes ordinaires », les opposants démocrates, socialistes-révolutionnaires, les grévistes matés à coups de fusils par les diverses polices politiques, les paysans affamés systématiquement qui avaient porté, eux, presque tout le faix de la terreur furent promptement évacués de l'histoire. Là est sans doute le grand mérite de ce livre: d'avoir cherché à réinstaller au centre, ces oubliés de la mémoire du commu-

Mais, du coup, le bilan o'en est que plus accablant. La contributioo de Nicolas Werth est un exemple accompli de traitement historiographique sérieux d'une matière douloureuse. Une matière d'autant plus sensible qu'elle à été frayée par des historiens de renom, au premier chef par le Britannique Robert Conquest, dans les années 60, qui faisait de Staline le grand ordonnateur de la guerre contre les paysans acculés à la famine (six millions périrent, majoritairement en Ukraine, en 1932-1933), puis de la « grande terreur » des années 1936-1938

UNE TERREUR COMMENCÉE AVEC LÉNINE

A Conquest, Nicolas Werth concède voloutiers que la « grande terreur » des années 1936-1937 fut bel et bien une initiative partie du bureau politique, assortie d'uo ordre écrit l'ordre opérationnel 00447, signé par lejov. En revanche, le oombre des victimes de la *lejov*schina paraît avoir été exagéré par Robert Conquest, lequel l'estimait à trois millions de morts. Nicolas Werth arrête son bilan au total déjà atroce - de 681 692 exécutions pour les scules années 1937 et 1938 l Pour ce qui est des chiffres du Goulag, s'il relève sept millious d'entrées pour la période 1934-1941, il remarque également une rotatioo résultant des libérations. Au 1ª janvier 1941, les « camps et colonies de travail correctif » n'en auront pas moins trôlé les deux millions de détenus.

Pour Nicolas Werth enfin, la terreur communiste a bel et bien commencé avec Lénine et las Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkownon avec son successeur. Pour la période tsariste 1825-1917, observe-t-il, le nombre de sen- Robert Laffont, 830 p., 189 F.

tences de mort d'« ordre politique » s'était élevé à 6 321. Or, sitôt constituée, le 20 décembre 1917, par le Polonais Dzerjinski, la oouvelle police politique, la Tcheka, réussit eo quelques semaines à doubler ce chiffre, et ce bien avant que la guerre civile oe serve de prétexte à la radicalisatioo du pouvoir bolchevik.

Souveot brillants dans leur analyse de la terreur, les auteurs peinent à rendre compte des longues périodes de reflux répressif, voire dans certains cas de phases post-totalitaires (PURSS du « dégel », par exemple, ou de la Perestroi-ka). La tentation est grande de ne considérer ces plages de temps que comme des « pauses » entre deux phases paroxystiques. Tel serait le cas de la NEP, parfois encore invoquée par ceux qui o'ont pas renoncé à s'appuyer sur un passé léniniste présentable. Certes, de mars 1921 à 1928, la collectivisation marque le pas. Mais c'est pendant la NEP que le général Toukhatchevski fusille et déporte les paysans révoltés de Tambov, et va même jusqu'à proposer au bureau politique - qui se récrie - soo ordre 171 : l'éradication des rebelles par gazage systéma-tique des forêts où ils ont été refoulés.

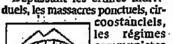
En tout état de cause, c'est dans cette « zone grise » que se trouve peut-être le chantier de l'avenir pour d'autres historiens du communisme : là où se brouille la distinction entre victimes et bourreaux, où tout se joue autrement qu'en rouge ou blanc.

Nicolas Weill

* Le Livre noir du communisme. Crimes, terreurs, répression, de Stéphane Courtois, Nicoski, Karel Bartosek, Jean-Louis Margolin:

« Le génocide "de classe" rejoint le génocide "de race" »

Dans le texte d'ouverture du Livre vaieot être exterminés. (...) Ici, le noir du communisme. Stéphane Courtois écrit : Dépassant les crimes indivi-





oot, pour asseoir leur pouvoir, érigé le masse en véri-

VERBATIM table système de gouvernement. Il est vrai qu'au bout d'un laps de temps variable allant de quelques années en Eu-rope de l'Est à plusieurs décennies en URSS ou en Chine - la terreur a perdu de sa vigueur, les régimes se sont stabilisés dans une gestioo de la répression au quotidien, à travers la censure de tous les moyens de communication, le contrôle des frontières, l'expulsioo des dissidents. Mais la « mémoire de la terreur » a cootinué à assurer la crédibilité et, donc, l'efficacité de la

menace répressive. (...)
D'emblée, Lénine et ses camarades se sont situés dans le cadre d'une « guerre des classes » sans merci, où l'adversaire politique, idéologique, ou, même, la population récalcitrante étaient considérés - et traités - en ennemis et de-

génocide « de classe » rejoint le génocide « de race » : la mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien délibérémeot acculé à la famine par le régime stalioieo « vaut » la mort d'un enfant juif communistes du ghetto de Varsovie acculé à la famine par le régime nazi. (...)

Les faits (...) montrent que les régimes communistes ont commis des crimes coocernant eoviroo cent millions de personnes, cootre environ vingt-cinq millions de personnes au oazisme. Ce simple constat doit au moins inciter à une réflexion comparative sur la similitude entre le régime qui fut considéré à partir de 1945 comme le régime le plus criminel du siècle et un système communiste qui a conservé, jusqu'en 1991, toute sa légitimité internationale et qui, jusqu'à aujourd'hui, est au pouvoir dans certains pays et garde des adeptes dans le monde entier.

(...) Cependant, le fait que le degré et les techniques de violence de masse aient été inaugurés par les communistes et que les nazis aient pn s'en inspirer o'implique pas, à nos yeux, que l'on puisse établir un rapport direct de cause à effet entre prise du pouvoir par les bolcheviks et émergence du

Andreï Gratchev, ancien porte-parole de Mikhaīl Gorbatchev

« Il faut avoir connaissance de la totale vérité »

« Quel est selon vous le sens dèles », il faut remonter à leurs rade la polémique qui s'est ouverte au sein de l'équipe des auteurs du Livre nair du cammu-

- Je ne veux intervenir dans cette polémique qu'en strict observateur: pour souligner la nécessité impérative d'éviter le piège de la simplification. La réalité, avec ses contradictions, résiste à des verdicts trop simplistes. Je conselle la prudence et le calme historique. Attention aux exploitations politiques que ce type de dossier peut

- Peut-on appliquer au communisme la notion de crime contre l'humanité ?

- Personne ne peut contester qu'en ce qui concerne le nombre de morts, dans le communisme comme dans le nazisme, les chiffres soot comparables, tout comme les méthodologies de la terreur et l'utilisation de la démagogie. Il y a une éclatante similitude entre les deux systèmes totalitaires. Mais, pour comprendre ce qui différencie les deux « mocines. Si, dans les deux cas, il y eut des montagnes de morts, les démocraties occidentales se sont alliées dans la bataille contre le nazisme, elles ne se sont pas alliées au nazisme pour lutter contre le commu-

» Le bolchevisme prend racine à l'arrêt de la guerre, tandis que, pour le nazisme, la guerre est le moyen déclaré de réaliser ses objectifs. Le nazisme a mis en jeu un conflit racial, le communisme une guerre civile. Et toute guerre civile des conséqueoces meurtrières. D'où l'embarras, pour tous ceux qui ont été séduits par le commu-nisme, face à ces chiffres ; et l'obligation de sortir de la « mentalité » communiste. D'évidence, des intellectuels, parmi les meilleurs, out été séduits par l'idéal communiste. Très peu des meilleurs esprits, garants d'intégrité morale, furent séduits par le projet nazi. L'utopie communiste à créé un conflit intérieur, où l'on se débat comme vic-

time ou comme complice. - Dans quelles directions doitcherche bistorique sur le communisme après la publication de ce livre?

- L'objectivité et la vérité historiques dépendent de ce pour quoi îl faut lutter : l'ouverture de la totalité des archives. Quand ce sera fait, on découvrira peut-être que certains chiffres ont été excessifs, ou d'autres, par exemple ceux des victimes du goulag, amoindris. Mais les chiffres, quels qu'ils soient, ne diminuent en rien l'horreur de la barbarie. Si l'on veut classer ce chapitre de l'histoire du siècle, il faut avoir connaissance de la totale vérité. Et, je le répète, se mésier des exploitations politiques. Ce qui me choque, c'est la marginalisation de la révolution de 1917. La présenter comme un putsch orchestré par un groupe de supporters de Lénine. c'est une manière gratuite de nier son importance. En ferait-on autant de la prise de la Bastille? Il faut être conséquent.»

Propos recueillis par Jean-Luc Douin Jean-Louis Margolin, coauteur du « Livre noir »

« Historien, militant politique ou procureur ? »

mique qui secone les auteurs du

Livre noir? -Veut-on faire de ce livre un travall d'historien, avec le sérieux et la prudence requis, avec des informa-tions authentifiées, ou s'agit-il d'un travail de militant politique, voire de procureur, qui retient des éléments à charge au service d'une cause, celle d'une condamnation globale du phénomène commnniste comme phénomène d'essence

criminelle? » La première controverse qui a opposé les auteurs a été celle dn titre. Nicolas Werth et moi avons menacé de nous retiter si Stéphane Courtois imposait le sien : Le Livre des crimes communistes. La questioo o'est pas de savoir s'il y a eu crime ou non, tout le monde est d'accord là-dessus: il y a en des crimes, énormes, monstrueux, mais, à partir de là, Stéphane Courtois pense que la clé de voûte du communisme, c'est le crime de masse, alors que nous, nous estimons que c'est une dimension, parmi d'autres, des stratégies répressives. Pent-on comparer les rait remis en cause la Shoah. Uo deux millions de morts en quatre ans du Cambodge avec les trois mille morts en quarante ans de la Tcbécoslovaquie? Par ailleurs, existe-t-il une distance entre la doctrine communiste et les pratiques répressives? Je note que Courtois, dans sa préface, dit des choses contradictoires sur ce pro-

- Jusqn'où pent aller la comparaison entre les crimes du uazisme et ceux du commn-- Je conteste la comparaison de

Courtois, trop rapide, entre communisme et nazisme. Il ne faut pas la ramener au nombre de morts. Il est clair, par ailleurs, qu'on u'a pas adhéré au commnnisme pour des raisons comparables à celles pour lesquelles on a adhéré au nazisme. Clair aussi que des intellectuels communistes ont remis en cause la criminalité de masse (Khroucbtchev, Dubcek, Deng Xiaoping), alors que j'attends que l'on me cite qui, dans l'Italie

rapprochement formel du nombre de morts ne peut suffire. Rappelons aussi que c'est l'Angleterre victorienne qui a inauguré les camps de cooceotration, pendant la

guerre des Boers. - Dans quelles directions doiton poursuivre la recherche historique?

- Pour nous, ce livre lance des pistes de réflexion. Le communisme reste la grande énigme du siècle, un point obscur pour les Russes eux-mêmes. Une partie senlement des archives a été ouverte. Le bilan reste à faire, en essayant d'intégrer à la fois ressemblances

et différences entre les régimes. » l'ajoute que Nicolas Werth et moi, nous almerions que le débat ne s'arrête pas à la préface. Une fois signifiés les points de diver-gence, invitons les lecteurs à dépasser la page 41 et à se plonger dans le bilan nuancé, mais accablant, du communisme dans toutes ses fa-

•

Propos recueillis par J.-L. D.

des mais

1 140 17

1

32y

 $\tau ::$

criminel du communisme

ERRA LA GAL

\$40 PMA = 4

ب بربيد کر چھ

See of the second

with the second

Mar and Marie Land

A THE PROPERTY . THE P.

海びこちできずっかり.

7.4

party of the state of the

()

4.20

(c)

and the second

600 mm - 10 m Maria de la compansión de la compansión

 $\operatorname{supp}_{\mathcal{A}_{k}(X_{k},Y_{k})}^{\mathcal{A}_{k}(X_{k},Y_{k})} = \operatorname{supp}_{\mathcal{A}_{k}(X_{k},Y_{k})}^{\mathcal{A}_{k}(X_{k},Y_{k})}$

والمعالمة المعالج المعالج . Januarya, et al. 1881. Secretary and the second

and the state of the

الما مساء المؤرع وجويد المعارض المستنقط الأستني

Alast to treet, to the E- A- - - grade our

----Service Constitution of the

4 Tables

	_						
		Les trois	grandes familles	s de l'histo	oriographie du c	ommunisme	
2	1937	1948	1951	1963	1974	1980	1981
Publications anti-			Chains at a troublens Best anticeds, Best by Lesland, publisher de Represent Aces (195 that Charat, Ellerine, parpai, etc.		L'Accident du goules, Africante Sollente, et (1974)		
Historiographie critique	Statine, Boris Souvarine (1935)	Staline, Léon Trotski (1948)	Livre blenc sur les camps soviétiques, David Rousset (1951)	Le Parti bolchevique, Pierra Broué (1963)	Aux origines du communeme français, Annie Knegel (1964)	Le PCF dans la guerre, Sciephane Courtois (1980)	Fistore secréte du Part communiste par Annie Knegel, trançais. Praippe Rubmeux Rubmeux Praippe Rubmeux

L'histoire du communisme redevient un enjeu politique

la tête de nombreux militants, voire de certains historiens, il n'y a plus d'histoire officielle du Parti communiste français: le Manuel d'histoire du PCF date de 1964. Les clivages entre universitaires communistes et non communistes s'estompent doucement: il faut remonter au 200º anniversaire de la révolution française pour retronver, entre Michel Vovelle et François Furet, une joute aussi classique. Les querelles que provoque, depuis le début de 1997, la parution d'ouvrages consacrés au communisme ou à ses figures dessinent pourtant deux camps d'his-

son rôle, son bilan dans le siècle. La première galaxie tourne autour d'Annie Kriegel, décédée en 1995. Avec sa thèse, Aux origines du communisme françois (1964), cette ex-responsable communiste, qui avait rompu avec le PCF après

toriens, qui s'opposent sur l'appré-

ciation globale du communisme,

1956, donne ses lettres de noblesse à l'histoire du communisme. Loin de l'école des Annoles, qui méprise la politique, ou des traditionalistes, tournés vers le passé, elle y explique que le PCF, « greffe » du communisme russe, rompt avec le mouvement ouvrier français. Puis livre, dans Les Communistes francois, l' ethnogrophie b de cette contre-société.

du PC (b)

Le comité de rédaction de la revue Communisme, qu'elle fonde en 1981 avec Stéphane Courtois, regroupe ses disciples: Marc Lazar, Philippe Buton, tous attachés à la prééminence de l'international, mais aussi au lien « téléologique et sociétal » du PCF avec la France. La vive critique qu'Annie Kriegel, qui ne cache pas son engagement à droite, dresse du troisième tome de l'Histoire intérieure du Parti communiste, de Philippe Robrieux, provoque dès le départ quelques tensions. Une dizaine d'années plus tard, Claude Pennetier, Denis

quittent la revue, critiquant un glissement politique. Pour une autre famille, en re-

vanche, le communisme est fondamentalement enraciné dans les terres françaises. C'est le cas des communistes Roger Martelli ou Serge Wolikow, ou encore de Roger Bourderon, qui dirige la bibliothèque marxiste de Paris. Proches de ceux-ci, autour du gigantesque Dictionnoire biogrophique du mouvement ouvrier françois en quarante-trois tomes, dirigé jusqu'à sa mort, en 1987, par Jean Maitron, on trouve des historiens férus d'histoire sociale comme Jacques Girault, le pionnier de l'« implontotion . Bernard Pudal, Claude Pennetier ou Marie-Claire La-

Dans les années 80 - repli électoral du parti dirigé par Georges Marchais, effondrement du mur de Berlin -, le communisme est en régression. « La majorité des uni-

Peschanski ou Michel Dreyfus versitaires estiment que l'offaire etait entendue. Tout cela o eu des conséquences énormes en termes de recherche, de recrutement, d'édition », estime Marc Lazar. Des auteurs comme Michel Verret ou Jean-Paul Molinari ne trouvent pas à faire publier leurs thèses chez de grands éditeurs.

Le Passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste ou XXº siècle, de François Furet, qui paraît fin 1994, tourne symboliquement cette page. L'ouverture des archives (en 1992 à Moscou, en 1993 en France) éclaire les pans restés dans l'ombre. Une révolution historiographique, le « passage de l'histoire du communisme à l'âge scientifique », dit alors Annie Kriegel, qui reprend avec Stéphane Courtois la biographie abandonnée d'Eugen Fried, éminence grise de Maurice Thorez (Le Monde daté 19-20 janvier). Enfin, les recherches semblent d'autant plus fondées que les transitions démocratiques à l'Est se révèlent difficiles. « Les étudionts reviennent travailler sur ces sujets », constate M. Lazar, qui s'est vu confier, Il y a deux ans, un cours sur l'historiographie du communisme à Sciences-Po.

Surtout, François Furet a ouvert un débat de fond. Que retient-on aujourd'hui du communisme : la répression, voire le totalitarisme, on bien l'antifascisme? Quel fut le rôle exact des dirigeants français. l'importance de l'URSS dans l'imaginaire militant? Le communisme est-il essentiellement criminel et, si oui, est-il alors comparable au nazisme? Y aurait-il à nouveau les historiens qui veulent « sauver » le PCF et les autres ? Autour de la revue Communisme, il n'y a plus unanimité: Karel Bartosek et Nicolas Werth ont quitté son comité de rédaction (Le Monde du 31 octobre), arguant que la querelle est passée, cette fois, « du scientifique... à l'idéologique ».

Le PCF et le stalinisme : des condamnations générales

ENGAGÉ depuis 1994 par son nouveau secrétaire national dans une entreprise de « mutation », le Parti communiste français a mal à son histoire. Soucieux de construire sa nouvelle image et de s'inscrire définitivement dans l'espace politique français, il est tiraillé entre deux exigences. A la fois éviter de renier ce qui a fait son identité communiste et prendre ses distances avec un passé qui rappellerait trop alors sa dimension internationale. Ce que Robert Hue résumait, vendredi 7 novembre, en une formule tonte d'ambiguité : « Les racines profondes de l'âge nouveau du commu-

L'année écoulée a donné plusieurs signes de ce déchirement. Partagée entre commémorations et « anti-commémorations ». la Place du Colonel-Fabien fête avec faste le centenaire de la naissance de Louis Aragon, intellectuel stalinien, mais bien français, en juillet, tandis que les quatre-vingts ans de la révolution d'Octobre ne suscitent aucune célébration officielle (Le Monde du 6 novembre). L'idée, en effet, est de montrer que le PCF

est d'abord et avant tout français. Fortement influencé par les travaux de l'historien Roger Martelli, Robert Hue rappelle volontiers la « réolité fronçoise » du drapeau rouge, de L'Internationale, du mot « communisme ». « Il y o un bien (...), un Parti communiste de ce pays et de ce peuple, et non une simple décimole « nationale » sur un ensemble soviétique », écrit-il dans Communisme, lo mutation (Stock, 1995). « Le communisme françois, c'est de la fibre ouvrière lestée d'un zeste de réolisme soviétique », explique M. Martelli dans Le Rouge et le Bleu (Editions de l'Atelier, 1995).

Après avoir admis « dons lo propre pratique du PCF les éléments d'un stolinisme à lo fronçoise », M. Hue demeure réticent à s'impliquer davantage. Soucieux de se démarquer de Georges Marchais, cet ancien - et jeune - élu local qui n'appartenait pas aux hautes sphères dirigeantes avant la chute do mur de Berlin répète volontiers l'Union soviétique. Pour répondre au bilan accablant dressé par les auteurs du Livre noir du communisme, il a décliné l'invitation de Bernard Pivot, vendredi soir, préférant mettre en avant l'ancien directeur de L'Humonité, Roland Leroy, devenu l'un de ses proches.

« UNE CERTAINE SOUFFRANCE »

Juge-t-il qu'il y a peu de profit à retirer d'une telle autocritique? M. Hue évite le plus soigneusement possible de répondre personnellement aux mises en cause et de s'engager dans les débats sur la responsabilité du PCF. Et les Ar. Ch. actes symboliques forts - comme

plusieurs exclusions prononcées par le PCF à la fin des années 50 devant l'ancien résistant communiste Maurice Kriegel-Valrimont ne concernent jamais l'histoire ré-

· Sons lo moindre hésitation dons la condomnotion du stalinisme et foit que le communisme a été en même temps un idéal. Aujourd'hui, des millions d'hommes et de femmes

« Meeting-débat » à Aubervilliers

Il ne s'est tronvé personne pour trouver quelque mérite an Livre noir du communisme parmi les cent cinquante personnes qui ont participé, vendredi 7 novembre, à Anbervilliers (Seine-Saint-Denis), au « meeting-débat » organisé à l'initiative de la Ganche communiste sur la révolution d'octobre (Le Monde dn 7 novembre). L'unanimité s'y est falte, entre communistes et trotskistes, sur la condamnation dn stalinisme et sur celle de la participation de ministres communistes au gouvernement « bourgeois . de Lionel Jospin. « Ils ont trouvé un bouc émissaire avec Stoline, dont ils oublient qu'ils l'ont soutenu pendant des années. Tout ca foit un peu grand-messe révisionniste de gouche », estimait un militant libertaire venu en voisin. Un membre du parti préférait se féliciter du dialogue enfin rétabli entre communistes et trotskistes, appelant ces dermiers « à réinvestir le PCF pour fuire route ensemble ».

qui ont cru à lo foçon dont le communisme se construisoit sont dons une certaine souffronce », a expliqué vendredi M. Hue, lors d'un débat à l'Espace Regards, refusant « l'omolgame foit par Stéphane Courtois entre communisme et ce qui est le régime le plus exécrable : le nazisme ».

En expliquant aussi qu'il eut été « préféroble » que le PCF opère qu'il ne connaît ni le russe ni une «rupture avec un modèle de pensée qui l'enfermoit dans un étotisme fou, dès le rapport Khrouchtchev », M. Hue a ensuite repris la thèse d'un « retard historique » qui aurait été pris « depuis 1956 ». Rien de nouveau sur l'analyse de la terreur ou du totalitarisme, ou sur la complicité entre le PCF et les dirigeants staliniens de Moscou. Le PCF se contente de condamnations générales, pour ne pas « périodiser » l'histoire du communisme, français ou interna-

Ariane Chemin

« A la fois le bourreau et la victime »

« BOUILLON de culture », sur Fronce 2, vendredi 7 novembre. Parmi les invités, Stéphane Courtois, le maître d'œuvre du Livre poir du communisme, et Roger Martelli, communiste « refondoteur », membre du comité national du PCF, auteur de plusieurs livres sur le communisme françois et les luttes



ouvrières. Et Roland Leroy: - Roger Martelli: Pour moi, dans l'onvrage coordonné par militude des systèmes. Stépbane Courtois, il y a plusieurs livres en un. D'une part, une série d'études appuyées sur des travaux récents, avec bilans critiques : un

ensemble sérieux. Et puis, d'autre part, une introduction et une conclusion, dans lesquelles on quitte l'interprétation historique pour aborder l'engagement politique. Stéphane Courtois a une thèse: il faut un procès de Nuremberg du communisme. Pour lui, le goulag est dans la nature du communisme.

- Stéphane Courtois : Moi, un procès de Nuremberg dn communisme? Je suis surpris. Ce n'est pas notre rôle. Nous ne sommes pas des juges ni des procureurs. Au nom de quoi des historiens français juge-

- R. M.: l'affirme que Stéphane Courtois pose la question dans son livre: "Pourquol n'y a-t-il pas eu de Nuremberg du communisme?" - S. C.: Comment qualifiez-vous ces crimes?

- R. M.: Je n'accepte pas cette expression de "Nuremberg". Le génocide est constitutif de nazisme, je récuse le raisonnement à l'égard du communisme. La similitude des méthodes ne peut pas entraîner une si-- S. C.: Personne n'a dit, dans ce livre, que les ré-

gimes communiste et nazi étaient assimilables. J'ai dit que ces deux régimes étalent comparables (...).

- R. M.: Selon Stéphane Courtois, le stalinisme est la vérité du communisme. Je récuse cette affirmation. Le stalinisme en fait partie, mais n'est pas sa vérité. Le communisme est à la fois le bourreau et la victime. Il y a eu des antistaliniens communistes, pas des antistaliniens nazis. Les bolcheviks ont été prisonniers de l'image de la Révolution française et n'ont pas pris la mesure des risques de l'engrenage terroriste. - Roland Leroy: A l'origine du nazisme, il y a la

baine des hommes. A l'origine du communisme, il y a l'amour des hommes.

- 5. C.: Oul, Platon, Thomas More, Babeuf étaient communistes !

Prix Femina étranger Jia Pingwa La Capitale déchue Le livre lu par des millions de Chinois malgré la censure. Nouveau Cabinet Cosmopolite

L'accord signé par la CFDT et le patronat routier s'impose à toute la profession³

A l'exception de cinq barrages routiers qui persistaient, samedi 8 novembre au matin, tous ceux qui avaient été établis sur le territoire ont été levés, au lendemain de la signature du protocole d'accord

Au terme de six jours de conflits, vendredi 7 novembre, l'UFT et l'Unostra, qui représentent les entreprises du secteur du transport routier, ainsi que la CFDT, le principal syndicat de la profession, et la

ports, à Paris. FO, la CGT, la CFTC et les autonomes ont refusé de le parapher. Jean-Claude Gayssot, ministre (PCF) des trans-Tenez bon , les gars! Vous voyez bien qu'ils reculent!

CFE-CGC, ont signé le protocole élabore la

nuit précédente au ministère des trans-

ports, avait appelé de ses vœux la levée des barrages routiers, et s'est félicité de ■ la reconnaissance d'un salaire minimum professionnel garanti ». Le ministre a indiqué qu'un arrête ministériel sera publié dans les prochains jours pour que cet accord soit étendu et « s'impose à toutes les entreprise du transport routier ». Samedi matin, le Centre national d'information routière ne recensait plus que cinq bar-

rages. Un projet de loi sur les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier sera examiné au conseil des ministres avancé au lundi 10 novembre (lire aussi notre editorial page 15).

LA CFDT, principal syndicat du secteur routier, la CFE-CGC et les fédératians patranales du transport routier, UFT et Unostra, représentant les grandes et les petites entreprises, ant signé. vendredi 7 novembre, le protocole élaboré la nuit précédente par les partenaires sociaux. Les autres syndicats des transports FO, CGT, CFTC et FNCR (autannmes) n'ant pas signé.

Jean-Claude Gayssat, ministre des transports, s'est félicité de « la reconnaissance d'un salaire minimum professionnel garonti ». Il a immédiatement indiqué qu'« un arrêté ministériel serait pris pour que cet accord soit étendu et donc s'impose ò toutes les entreprise du transport routier ». Ce texte attendait, avant lundl, les signatures de Martine Aubry, ministre de l'emploi, et de M. Gayssot.

Alors que plusieurs barrages routiers avaient cammencé à se défaire dès la matinée de vendredi, le rythme s'est rapidement accélérè, selan le Centre naoanal d'informatians rautières (CNTR), quelques minutes après l'annonce du protocole. « Des barrages impor-

tants disparaissent », constatait le CNIR, avec notamment la libératian des accès aux zanes partuaires de Lesquin (Nord) et Calais ains) qu'aux ponts de Brotonne. Tancarville et de Narmandie.

Dans le Rhône, taus les bar-

rages, notamment à la raffinerie de Feyzin, ont été levés, et, selon les gendarmes, les routiers des Alpes-Isère, Savoie et Haute-Savaie ant cessé leur mauvement. Les barrages de rautiers qui bloquaient deux dépôts d'essence depuis le début de la semaine dans la Sarthe ont été levés et le préfet a mis fin aux mesures de limitation de l'approvisinnnement en carburant. Les forces de l'nrdre sont intervenues en douceur pour lever au moins deux barrages, samedi matin.

ROBERT HUE SATISFAIT Plusieurs syndicats ont estimé que l'accord est insuffisant. Les autanames de la Fédératian oationale des chauffeurs rautiers (FNCR) dénoncent « des augmentations largements insuffisantes. l'échéancier trop éloigné pour atteindre les 10 000 francs pour les grands routiers, le non-paiement de

la prime des 3 000 francs promise lors du conflit de l'an dernier et l'annualisation plus au moins affirmée

de la durée du travail ». La fédération FO considère que l'accord salarial est trop limité, les 10 000 francs par mois n'étant accordés qu'à la catégorie la plus élevée des chauffeurs. Le syndicat s'inquiète de la probable dénonciation des accords d'entreprise et de l'auverture de oégociations sur l'améoagement du temps de travail. La CFTC a finalement renancé

problème de la réduction du temps de travail ait été éludée par la partie patronale. « Si en effet on fait une projection avec 169 heures, que restero-t-il des 10 000 francs? ». s'inquiète la CFTC. La CGT estime, quant à elle, que

à signer le texte, regrettant que le

« les revendications salarioles n'ont pas toutes été satisfaites » mais que « la grève o permis d'engranger des ovancées, notamment les engagements gouvernementaux sur un meilleur contrôle de lo profession et l'obtention d'un salaire minimum de bronche ». Le secrétaire national dn PCF, Robert Hue, a salué, vendredi. l'accord comme « une avancée significative », attribuant cette issue positive à la « methode nouvelle du gouvernement de gauche », et particulièrement de son « omi », M. Gavssot.

Le gouvernement se porte garant de l'après-conflit. Outre l'arrèté d'extension annoncé par le ministre, le gauvernement a fait preuve, dès vendredi, d'un véritable activisme juridique. Il a publié, au journal officiel, le décret pramis par le premier ministre pour « assurer un meilleur contrôle

de l'accès à la prafession de transparteur [banorabilité, compétences professionnelles et capacités financières] ». Le soir, il a déposé un amendement au projet de budget des transports et lundi 10 navembre, le gouvernement présentera le projet de loi annoncé mardi par Lionel Jospin aux députés (lire ci-dessous). Le ministère des transports a annoncé aussi la publication prochaine d'un décret étendant aux canducteurs sur courtes distances la réglementatioo sur le décompte des temps de

M. Gayssot, enfin, a indiqué qu'il réunira, probablement avant la fin de l'année, « une table ronde avec la profession du transport routier, les donneurs d'ordre, les chargeurs et les autres modes de transport pour améliorer leurs relations réciproques ». Il s'est engagé à « exiger » de Bruxelles, lors du prochain conseil européen des ministres des transports, que « l'harmanisation sociale dans le transport routier precède la libéralisation européenne prévue au 1º juillet 1998 ».

Christophe Jakubyszyn

Le pari d'une modernisation du système de rémunération

S'IL APPARAÎT que les modalités de la grève des routiers - les barrages - étaieot exceptionnelles, leur objectif l'était tout autant. Ils ont engagé leur mouvement pour une revendication que beaucoup jugeraient a priori dépassée : la revalorisation des rémunérations minimales définies par leur branche professionnelle. Chacun sait aujourd'hul que les routiers se battalent pour obtenir 10 000 francs brut pour 200 beures de travail. Cette revendication prouve que la grande majorité des entreprises se cootentaient d'appliquer les salaires définis par la branche alors qu'en principe ceux-ci ne devraient être que des *minima.* L'accord conclu augmente ces derniers, mais surtaut il redéfinit

complètement la notion de rémunération. Il va provoquer de véritables bouleversemeots. C'est eo partie parce qu'elles craignent de ne pas les maîtriser que la CGT et FO n'ont pas signé l'accord.

Dans un premier temps, les augmeotations prévues soot cooséquentes: les « rémunérations globales garantles » des chauffeurs routiers progresseront de 3 % à 5 % dès le 1º novembre. Les « rémunérations mensuelles professiannelles garanties » des grands routiers - qui passent plus de 6 ouits par mois sur la route - augmentent de 6 % dès le 1er octobre, avec effet rétroactif, et les rémunérations des autres profes sions de transport (personnel roulant des entreprises de transport de

voyageurs et de transport sanitaire, personnel sédentaire de tous les secteurs) augmentent de 4 % au 1º novembre. Mais surtout, ces niveaux devront être nettement relevés d'ici à l'an 2000. Un grand routier débutant qui gagne, depuis octobre, 8 700 francs par mois pour 200 heures, devrait au plus tard en juillet 2000, toucher les fameux 10 000 francs, soit une augmentation d'environ 15 % à ajouter aux 6 % dé-

jà obtenus. De même, un ouvrier ou un employé qui gagoe aujourd'hul 6 816 francs par mois en gagnera à cette date 8135 francs paur heures, ce au correspo 10 000 francs pour 200 heures. Pour la CFDT, il « va de soi » que toutes les autres rémunérations doiveot suivre, mais cela ne pouvait être précisé puisque l'accord prévoit également d'élaborer une nouvelle grille de classification. Marc Blondel estime au contraire que ce n'est pas acquis. Actuellement, la « rémunéra-

Comme les primes sont définies par les entreprises et non par la branche, rien n'empêche théoriquedes primes pour compenser les augmentations prévues. La CFDT reconnaît qu'il est très vraisemblable que certaines disparaîtront et seront

intégrées dans le salaire. «Notre objectif était de signer un accord de branche qui garantisse un salaire horaire. Nous l'avons fait puisqu'il suffit de diviser le solaire mensuel garanti par le nombre d'heures effectuées pour l'abtenir. Il revient maintenant aux délégués syndicaux d'entreprise d'en négocier l'application », explique Prançois Yvemeau, secrétaire fédéral CFDT.

Un article prévoit que « les éventuelles modifications des structures de œuvre des dispositions du présent article ne doivent entrainer aucune diminution des salaires effectifs mensuels ou annuels ». Les entreprises ont, au plus tard, jusqu'au 30 juin 1998 - un délai très court - pour s'adapter à la nouvelle donne. A cette date, l'accord de branche s'appliquera. Si les employeurs en profitent pour supprimer massivement des primes considérées jusqu'ici par les routiers comme faisant partie du salaire de base, ceux-ci, pour reprendre une expression fameuse, se

sentiront « bernés ». Le rendez-vous de l'automne prochain sera d'autant plus crucial que les négociations sur l'aménagement du temps de travail et sur l'actualisation des emplois des personnels roulants devrant être bouclées « avant la fin du troisième trimestre

Frédéric Lemaître de champagne offertes, regardent

« Merci aux patrons, on sait de mieux en mieux se battre »

LE MANS de notre envoyé spécial Debout sur une pile de palettes, Marc Le Saux, secrétaire CFDT des routiers de la Sarthe-Mayenne,

REPORTAGE.

A la fois sceptiques et résolus, les grévistes . de la Sarthe ont levé leurs barrages

cerclent un centre pétrolier: * Pourquoi on ne cantinuerait pas plus longtemps, on a tellement pris notre pied? » Mais c'est une demiboutade. Il est quinze beures, ça sent le hareng cuit sur la braise. Tout le mande est fatigué. Un noogréviste fait déjà chauffer son moteur depuis une heure. Un autre a failli s'empoigner avec un jeune syndiqué. C'est vrai que l'envie de continuer plane. * Nos petits barrages flottants, la nuit, les kidnappines des récalcitrants, ço marchait bien », canfie Jeao-Claude, une

pointe de malice dans l'œil. Vendredi matin, les délégués ont longuement épluché le projet d'accord et, disent-il, au vu de ce texte, la « feuille de chou », c'est-à-dire la convention collective va faire un bond. Ils ant voté sans barguigner pour la signature et la levée du barrage. Ils sortent les bouteilles

le feu qui meurt, la file des semiremorques interceptés. Les grévistes se lancent les dernières vannes. Ils sont heureux, et méfiants. « On n'o pas gagné, on s'est battu, on sait de mieux en mieux se battre. Un grand merci aux patrons de pas avoir respecté leur parole en 96, ça nous o permis de réattaquer et d'arracher beaucoup plus », tente de conclure Thierry.

« Ce n'est pas comme une victoire sportive ressentie tout de suite, explique Jean-Michel. Il y o un du temps pour palper les résultats. » On s'inquiète. « Si les patrons ne respectent pas ces accards, lo CFDT sera décrédibilisée. Au prochain conflit, les mecs de la base diront : votre négociation, c'est bien beau, maintenont an veut voir l'argent liquide sur la table », pense tout baut Marc Le Saux.

« Maintenant, an se connaît bien. an est une bande de copains, rodés, de mieux en mieux organisés, faut pas qu'ils nous prennent pour des Mickeys », expliquent les roubers, qui dannent aux organisations natronales « un crédit de six mois »: « On s'est tellement fait blauser. » Certains mettent quelque espoir dans le nouveau gouvernement, sa volanté déclarée de faire un peu de ménage chez les tricheurs. Mais sans plus. « Ouand tu vois que certains petits patrons ne savent pas lire une convention collective. Les autres, même les gros, trouverant toujours des combines pour faire travailler les gars la nuit en relais».

raconte lean-Claude. Comme de combreux grévistes. il travaille dans une entreprise adhérente au contrat de progrès « Nous, on ne gagnera presque rien avec cet accord parce qu'on est audessus de la convention collective. En faisant cette greve, an perd du fric et c'est fau car an se bat uniquement pour les autres, les petits salaires, pour moraliser cette profession de m... Quand tu vois la moîtié des routiers, pleutres, fatalistes, grandes gueules. Je les entend déjà dans les restaurants, lundi. Faut pas

regretter. On continuera. » Près d'un camion, un chauffeur non gréviste dit : « C'est sur, vous êtes en train de défendre notre pain. > Un camioo passe. Thierry se précipite, se cabre devant les roues, tout le monde l'applaudit. En quelques minutes, le barrage est dissous. Les semi-remorques s'ébranlent, et des paquets d'eau retenus sur le tait des bâches s'écrasent de chaque côté. Certains chauffeurs bloqués s'en vant en faisant de grands signes amicaux, d'autres ont le sourire plus crispé. Les grévistes, eux, retardent le moment de se quitter.

Dominique Le Guilledoux

Les dispositions du projet de loi

UN PROJET DE LOI sur les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier sera examiné au prochain conseil des ministres avancé au lundi 10 novembre. Ce texte souligne que « la dérégulation du secteur des tronsports routiers entraîne une concurrence exacerbée. Il en résulte des conditions de travail très difficiles pour les conducteurs de poids lourds et des atteintes répétées à la réglementation sociale ».

 Généralisation de l'obligation de formation professionnelle à l'ensemble des conducteurs (article 1°). La formation professionnelle, qui n'est obligataire aujourd'hui que pour les salariés des entreprises de transport de marchandises pour compte d'autrui, sera étendue à tous les conducteurs. Cette disposition a pour but «d'assurer une concurrence équitable, de renforcer la sécurité et de favoriser l'insertion professionnelle et l'emploi », qui plus est « dans une perspective de concurrence européenne ». Les branches concernées disposeroot d'« un an pour négocier », à défaut de quoi un décret d'extension

s'appliquera.

• Modification du régime d'autorisation applicable en matière de transports routiers (art. 2). Il est prévu de modifier la législation actuelle afin de créer une licence de transport intérieur pour les véhicules compris entre 3.5 tonnes et 6 tonnes (les licences communautaires restent en place pour les plus de 6 tonnes). « Ces dispositions imposeront la présence dans chaque véhicule d'un titre administratif de tronsport unique,

quel que soit le trafic effectué. » • Création d'une sanction administrative d'immobilisation de véhicule (art. 3). Le dispositif actuel de sanctions administratives étant peu efficace, il est prévu d'autoriser « le retrait de tout ou partie des licences prévues par l'article 2 » pour sanctionner certaines infractions. Ce retrait entraînerait l'immobilisation du véhicule, créant un délit en cas de

remise en cuculation du véhicule.

• Institution d'une commission des sanctions administratives (CSA) en région Ue-de-France (art. 4). Une CSA existe dans chaque région. Les dispositions législatives spéciales qui devaient être prises pour mettre en place une telle commission dans la région-capitale ne l'ayant jamais été, il est proposé de remédier à cette carence.

• Renforcement des pouvairs de constatation des contrôleurs des transports terrestres (art. 5). Les contrôleurs, qui ne sont pas habilités actuellement à constater les infractions de faux et usage de faux sur les titres administratifs de trans-

port, le seront désormais. Renforcement des sanctions (art. S). L'article 5 étend le dispositif de sanction à d'autres intervenants participant aux apérations de transport (les commissionnaires notamment) et le rend effectivement applicable à tout transporteur circulant en France.

Renforcement des pouvoirs d'investigation des contrôleurs (art. 6). Le projet prévoit qu'ils pourront « se faire communiquer tout document leur permettant de constater les prix pratiqués, ainsi que le volume de l'activité traitée et sous-traitée ». Ils mèneront leurs investigaonns en collaboratian avec les agents des services de la concurrence.

 Bilan présenté au Parlement sur les conditions d'exercice de la profession (art. 7). Avant le 31 décembre 1998, le gouvernement remettra au Parlement un rapport sur l'application des règles d'exercice et de cantrale de la profession de

transporteur routier. A l'occasion du vote des crédits du ministère de l'équipement et des transports, vendredi 7 novembre, le gouvernement a déposé un amendement créant 15 emplois de controleurs et 5 emplois d'inspecteurs du

Olivier Biffaud

tion globale garantie » peut intégrer les primes. De son côté, la « rémunération mensuelle professionnelle gorantie » des grands routiers peut intégrer les primes mensuelles, mais pas les primes différées (comme le 13º mois). Or l'accord prévoit la disparition de ces deux catégories au profit d'un salaire mensuel professionnel garanti, qui exclut toutes les primes et indemnités, ainsi qu'une garantie annuelle de rémunération.

ment un employeur de supprimer

A Londres, M. Chirac félicite M. Jospin devant M. Blair

LONDRES

de nos envoyés spéciaux La grève des routiers a danné l'occasion à Jacques Chirac et à Liooel Jaspin d'un numéro de duettistes. Ils ont expliqué, sans fausse note, la pasition française à une apinion publique britannique irritée. Interrogé au terme du sommet de Londres, vendredi 7 novembre, sur l'éventualité de divergences entre l'Elysée et Matignon dans la gestion de la crise, le président de la République a rendu « acte au gou-

vernement qu'il a fait le maximum ». * C'est une situation très difficile. a-t-il dit. On est dans une période de libéralisation totale des transports routiers. C'est bien. Mais il faut une harmonisation des modulités de travail dans ce métier. Cela fait partie du modèle social européen. » Le premier ministre avait auparavant déclaré que son gouvernement a « essayé de tirer les leçons du conflit de 1996. (...) Naus sommes intervenus dans le conflit dès le début », seule référence à la gestion de la crise de l'an dernier par soo prédécesseur,

Alain luppé. * Dès que naus avons senti que

naus avons prévenu nas partenaires. » Paris a immédiatement ménagé des voies de passage pour les camionneurs étrangers vers l'Espagne et l'Allemagne, ainsi qu'un itinéraire de dégagement pour les Britanniques via la Belgique. Ce qui explique, selon M. Jaspin, que le nombre de routiers étrangers bloqués soit très inférieur à celui de

A Tony Blair, qui avait soulevé avec beaucoup de fermeté la questian «importante » de la compensation de ses camionneurs pénalisés par la précédente grève, M. Jospin a répondu que « tous ceux aui auront déposé leur dassier conformément aux règles - et ce n'est pas toulours le cas - recevront une réponse positive ou négative] dans les trois mois ». En ce qui coocerne le conflit qui vient de s'achever, les revendications serant étudiées « aussi rapidement que possible ». D'ailleurs, a-t-il conclu, Neil Kinnock, le commissaire européen aux transports - Britannique et travailliste - « naus a accordé quelques satisferits ».

Les Britanniques admettent mal

nous ne pouvions pas éviter la grève, la lenteur de la procédure d'indemnisation: seuls une douzaine de dossiers sur un millier ont déjà été indemnisés, environ 200 ont été rejetés. Il faut dire que les règles sont complexes: juqu'à présent, les dossiers devalent être remplis en français. Seuls les dommages directs subis en France peuvent être indemnisés sur facture. L'immobilisation d'un camion en dehors du territoire français n'est pas prise en compte. Conscients que les choses trainent, les Français ont promis de les accélérer, en dépêchant des fonctionnaires du ministère de l'in-

térieur dans les préfectures. Cette bonne volonté annquée explique sans doute que M. Blair ait jugé les assurances de M. Jaspin « importantes » et comme « un pas en avant ». Mais il faudra en convaincre les camionneurs anglais. Le représentant de l'Association des transporteurs de fret a ainsi déclaté: « Nous voulons voir la couleur de l'argent français, et nous ne l'avons pas encare vue l »

> Patrice de Beer et Alain Frachon

La ministre des sports réclame 14 millions de francs

MARIE-GEORGE BUFFET, ministre de la jeunesse et des sports, a demandé que soit tenue en janvier une réunion des ministres européens sur le problème du dopage (Le Mande du 6 novembre). « Ce fléau, nous devons le combattre avec la plus grande fermeté », a insisté Mª Buffet, vendredi 7 novembre, devant l'Assemblée nationale où elle défendait son projet de budget pour 1998. « Les contrôles antidopage hors compétition seront multipliés, la surveillance médicale des sportifs de haut niveau sera renforcée par des unités médicales mobiles », a précisé la ministre.

der s'impose à toute la profession

Carried to the second

12 12 man

4-1-2

La ministre a annoncé que les crédits consacrés à la prévention et à la lutte cootre le dopage passaient « de 7 millions à plus de 14 millions de francs » (Le Mande du 6 oovembre) dans un budget général pour 1998 de 2,9 milliards

l'Etat), en baisse de 20 millions par rapport à 1997 (du fait de la fin du financement de la construction du Stade de France). La participation du ministère de

la jeunesse et des sports an plan Emploi-jeunes, au travers du monvement associatif, devrait se traduire par la création de 8 000 emplois dont 5 000 dans le domaine sportif, qui s'ajouteroot à 2000 postes aidés (60 millions de francs) au titre du plan Sport-emploi. La ministre de la jeunesse et des sports a déclaré qu'elle était contre l'infléchissement de la lol Evin interdisant l'affichage en faveur de l'alcool et du tabac, à l'occasion de la Coupe du monde de football 1998. « Les contrats signés entre la Fédération Internationale de foot et une marque de bière l'ant été en toute connaissance de couse de la loi Evin, de lo loi républicaine de francs (0,18 % du budget de française », a déclaré M= Buffet.

Bernard Pons veut regrouper les chiraquiens en marge du RPR

Les fidèles du chef de l'Etat attendent le retour du droit de dissolution

L'association des Amis de Jacques Chirac, que préside vince. M. Pons ne se cache pas de songer au mais de Bernard Pons, député (RPR) de Paris et ancien ministre, cherche à développer sa propre implantation en proretrouvera le droit de dissoudre l'Assemblée nationale.

NICE

هِ كَذَا مِن رِلامِلُ

de notre envoyé spécial Bernard Pons vent voir grand, et loin. De l'aimable amicale, fondée autour de Jacques Chirac aux lendemains de l'élection présidentielle de 1988 par un restaurateur provençal, l'ancien ministre de l'équipement et des transports avait déjà voulu faire, l'an dernier à pareille époque, «la garde du cœur» du président de la République (Le Monde du 17 octobre 1996).

L'épreuve de la cohabitation aidant, le président de l'association des Amis de Jacques Chirac affiche désormais un autre abjectif: rien moins que de passer des quelque 400 aficionedos du printemps dernier à 40 000 adhérents à la fin de 1998. Bigre! Cela représenterait la maitié des effectifs actuellement revendiqués par l'UDF, la deuxième formation de l'opposition, et un bon tiers des adhérents déclarés de

la première, le RPR. « Nous n'avons aucune vocation à concurrencer les partis politiques, se défend M. Pons. Il faut même les aider à réussir leur rénovation, particulièrement celle entreprise, au RPR, par Philippe Séguin, qui représente l'esprit de la campagne présidentielle de 1995. »

En trois accasians en mains d'une semaine, M. Pons a pu vérifier que le fonds de commerce de la « chiraquie » n'est pas éteint. Le 4 novembre, dans un grand bôtel parisien, pour le troisième anniversaire de la déclaration de candidature de M. Chirac à l'élection présideotielle de 1995, près de 500 personnes se sont acquittées chacune de 250 francs pour entendre - lors d'un jeu de rôle inversé - des «biagraphes» de M. Chirac (trois journalistes du Figaro, un de Marianne et un psycha-

nalyste) dire combien l'homme a un « appétit légendaire », combien Il est « sympathique », « toujours en mouvement », « pointilliste », « besogneux > et « extrêmement secret».

« COMME SEULS LES VRAIS AMIS » Il y avait, ce soir-là, parmi les coovives, Jérôme Monod, ancien secrétaire général du RPR et PDG de la Lyonnaise des Eaux, Yvon Chotard, ancien vice-président du CNPF, et plusieurs anciens ministres, François Baroin, Calette Codaccionni, Anne-Marie Couderc, Elisabeth Hubert, Pierre-André Périssol, Eric Raoult, dont on espère qu'ils o'auront pas attendu ce moment pour appreodre quelque chose d'essentiel sur leur ancien

Deux jours plus tard, à Marseille, M. Pons présidait une réunion publique rassemblaot eoviroo 1500 personnes, au cours de laquelle le maire (UDF), Jean-Claude Gaudin, s'est notamment expliqué sur son amitié envers M. Chirac. puisque celui-ci avait été le premier, et le seul à ce jaur, à l'appeler dans un gouvernement. Vendredi 7 novembre, enfin, devant la quasitotalité des notables de droite des Alpes-Maritimes, dant Jacques Peyrat, maire de Nice, l'ancien ministre a expliqué soo analyse et ses

propositions. Premier constat : * les présidents de la V République sont toujours un peu coupés des vraies informations ». D'où la nécessité de parler eo toute franchise au président de la République « camme seuls peuvent le faire les vrais amis ».

Deuxième constatation de l'ancieo ministre: « De 1995 à 1997, nous nous sommes éloignés du projet et des valeurs de "La France pour tous". » D'où la oécessité de « revenir au projet de la campagne présidentielle de 1995 ». D'où, encore, cette ultime bypothèse: les Amis de Jacques Chirac organiseront, le 7 mai 1998, dans chaque région, un dîner républicain pour le troisième anniversaire de l'élection présiden-

« Jacques Chirac seru, olors, à la veille de retrouver le droit de dissolution. Son langage et son action seront, alors, peut-être différents d'aujourd'hui. Ceux qui ont des étots d'âme n'en auront plus. Au lendemoin du 7 mai, l'espoir changera de

M. Pons, qui s'est entretenu récemment avec le chef de l'Etat, estime que l'association qu'il préside peut être « le prélude d'un grand mouvement qui se créera autour du président de la République »

Jean-Louis Saux

DÉPÊCHES

M CONSEIL CONSTITUTION-NEL: la loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier a été validée, veodredi 7 navembre, par les gardiens de la Constitution. Saisi par les députés RPR qui contestaient le changement du taux de plus-values pour les entreprises sur les opératians inscrites dans les comptes ouverts à partir du le janvier 1997, le Canseil a rappelé sa jurisprudence selon laquelle le principe de nonrétroactivité des lois ne s'applique

qu'en matière répressive. TOURISME: les députés ont adopté, vendredi 7 novembre, le projet de budget du tourisme paur 1998 qui, s'élevant à 338 millions de francs, est en baisse de 5 % par rapport à 1997. Les élus PS, PC et RCV ont voté pour, ceux de l'UDF et du RPR contre. L'ensemble des grateurs ont déploré la baisse de ces crédits, alors que la France occupe le 1º rang mondial dans l'accueil des touristes, et que ce secteur lui a rapporté 145,1 milliards de francs de recettes en devises en 1996.

PRIMES: le Journal officiel du samedi 8 novembre public plusieurs textes régissant les primes des policiers. Le ministre de la fonctioo publique, Emile Zuccarelli, avalt indiqué, le 5 novembre, en présentant son projet de réforme de l'Etat, qu'il voulait faire la transparence sur les primes, et qu'il commencerait par celles des

PRUD'HOMALES: le patronat essaiera d'écarter de ses listes « les éléments politiques, en porticulier Front national », aux élections prud'bomales du 10 décembre, a iodiqué l'uo de ses représeotaots, vendredi 7 00vembre, devant l'Association des journalistes de l'information soclale. « Si l'an repère des éléments FN dans les deux collèges (saloriés et employeurs), on fera en sorte qu'ils soient involidés », a-t-il

■ VIGNETTE: la vignette-antomobile 1998, de couleor Jaune, sera mise eo vente à partir du veodredi 14 novembre dans les débits de tabac, les recettes locales des impôts et les recettes des douanes, a annoncé le secrétariat d'Etat au budget, vendredi 7 novembre.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Roger Garaudy

A la suite de notre article intitulé « La bibliathèque idéale du parfait militant du Front national » (Le Monde du 6 septembre), naus ovons reçu de Roger Garaudy lo

l'ai été mis en cause dans un article paru en première page du Monde, dont l'auteur prétend que je tiens pour « mythes » la volonté active des nazis d'exterminer les juifs. Je défie quiconque de trouver dans l'ouvrage incriminé le moindre passage où le mot « juif » soit employé dans un sens péjoratif. Au contraire, j'y dénonce incessamment la barbarle oazle une religion que je respecte, avec

(pages 152 à 250). J'écris (page 157): «L'une des idées les plus monstrueuses des nazis fut d'en vider l'Allemagne puis l'Europe (Judenrein). » J'ajoute même que, loin de faire « une comptabilité macobre » du nombre de victimes. n'y eût-il qu'un seul homme persécuté pour so fai ou san appartenonce ethnique, il n'y ourait pas moins eu un crime contre l'humanité tout entière » (pages 159 à 257).

En aucun moment je ne confonds le «judoïsme», qui est

dont le racisme avait fait des juifs le sionisme, qui est une politique uoe « cible préférée » d'Hitler que je combats, comme j'ai toujours combattu toute politique nationaliste et colonialiste. A travers moo livre, Les Mythes fondoteurs de la politique israélienne, ma lutte cootre le sionisme est danc inséparable de ma lutte cootre l'antisémitisme, qui est un crime justement condamné par la

INDER: Poursulvi pour diffamation raciale et pour contestation de crime contre Phumanité, Roger Garandy est cité à marature, les 8 et 9 janvier 1998, devant



UN SEUIL DE CHARGEMENT TRÈS BAS ÇA PEUT AIDER.

Le nouveau Master possède un seuil da chargemant très bes : de 517 à 539 mm aelon les fourgons. De plus, Master existe an 3 longuaurs de chargement différentes (271, 321, 371 cm), 3 hauteurs utiles (167, 191, 214 cm) ainsi que 2 motorisations, diesal atmosphérique at diesel turbo-compressé. Avec de telles innovations, fini la sport pendant les heuras da travail. Ce n'ast pas une raison pour ne pas an faire après. Modèle présenté Master L1 H2 avec options



NOUVEAU MASTER

CA AIDE

Ou 1º au 30 novembre, aux Journées Professionnelles RENAULT, découvrez et essayez le nouveau Master dans tout le réseau RENAULT et RENAULT V.I.



EDUCATION Des enseignants, en particulier ceux de l'école primaire, partent en guerre contre la réglementatinn des sorties scolaires. Le 25 septembre, Ségolène Royal,

ministre déléguée aux enseignements scolaires, avait publié une circulaire faisant le point sur les autorisations, les questions de sécurité et clarifiant les responsabilités des

différents Intervenants. • CE TEXTE d'autres organisent une journée a créé un choc et les syndicats critiquent vivement les nouvelles dispositions. Certains appellent à un boycottage des sorties scolaires,

d'action le 19 novembre. ● REDOU-TANT une multiplication des actions judiciaires en cas d'accident, plusieurs écoles ont d'ores et déjà supprimé ou limité les sorties scolaires. C'est le cas dans l'isère, département traumatisé par la catastrophe du Drac, qui avait cause la mort de

Des enseignants appellent à boycotter les sorties scolaires

La nouvelle réglementation, détaillant organisation et responsabilités, est vivement critiquée par les syndicats. Le SE-FEN appelle à « suspendre », à titre conservatoire, toute activité hors de l'école. Le SNUIPP et le SGEN-CFDT annoncent une journée d'action, le 19 novembre

EN PUBLIANT une muvelle ré- laires. Le SE-FEN, quant à lui, apglementatinn sur les snrties scnlaires (Le Monde du 17 septembre), Ségolène Royal a suscité une vague de protestadon inédite parmi les enseignants du premier degré. Alors que, pour la ministre déléguée aux enseignemeots scolaires, il s'agissait de tenter l'apaisement après la catastrophe du Drac (lire ci-dessaus), où six enfants et une accompagnatrice avaient trouvé la mnrt, en établissant des règles claires qui protégeraient à la tois les élèves et les enseignants.

Parue dans un numéro spécial du Bulletin officiel, daté du 25 septembre, cette circulaire, qui remplace vingt-cinq textes anciens, fixe dans le détail les conditions d'nrganisation des sorties scolaires et les degrés de responsabilité des personnels de l'éducation nationale. La découverte de l'ampleur de ces devoirs, autant que des cootraintes qui s'y attachent, ont provoqué un choc dans le monde eoseignant. « C'est un métier à haute responsabilité et à haut risque. Les enseignants en ant pris conscience pleinement en décauvrant en meme temps les anciens textes et le nauveau. Beaucoup ignaraient ce maquis réglementaire », explique Daniel Le Bret, secrétaire général du Souipp, syndicat majoritaire du premier degré.

Vendredi 7 novembre, ce syndi-cat, eo accord avec le SGEN-CFDT, a învité les enseignants à mener une journée d'action intitulée « Le 19 novembre, sortez l », pour protester cootre un texte juge restrictif au point d'empêcher les sorties sco-

pelle « les personnels à suspendre à titre conservatoire toute sortie scolaire », ce qui est déià le cas, de fait. dans de onmbreuses académies. Hervé Baro, secrétaire général de ce syndicat, avertit la ministre de ce boycottage, dans une lettre datée du 7 onvembre, avec ce commentaire: « Nous mesurons la gravite de notre décisian, mais naus y sommes contraints face à votre refus de publier de nouveaux textes. »

NOTE D'EXPLICATION

Cnmmeot en est-nn arrivé là? Engagé depuis des mnis à la demande expresse des syndicats, le travail de refonte des textes sur les nouvelle équipe ministérielle dès le mnis de juin. Le texte publié le 25 septembre tenait compte d'une partie des remarques syndicales. Mais il a raté sans ambigüité soo examen de passage auprès des instituteurs de terrain. Les représentants M™ Royal ont donc remis l'ouvrage sur le métier ; la nouvelle concertation devant aboutir à la publication d'un texte remanié le 23 octobre. Après quelques Jours d'hésitation, Me Royal a tranché: «Il n'y aura pas de nouvelle circulaire », nous at-elle déclaré, jeudi 6 novembre. La ministre a ajouté qu'elle rédigerait une note d'explication « après aue les syndicats d'enseignants aient pris leurs responsabilités par écrit ». Elle venait en effet de leur demander la liste définitive des modifications qu'ils souhaitaient voir apporter au

texte. Cette requête a provoqué un agacement non dissimulé dans les ėtats-majnrs syndicaux. « Naus avons eu une réunian le 16 octobre au ministère et tous les syndicats étaient d'accord sur ce qu'il fallait modifier. On tourne en rond », s'énerve Gilles Avinain du SGEN-CFDT,

Les syndicats souhaitent que le directeur d'école, qui signe l'autorisation de sortie, o'ait pas à se prononcer sur son bien-fondé pédagogique. Celui-ci dnit rester, estiment-ils, du seul ressort de l'instituteur. Ils contestent, pour les sornes avec nuitée(s), autorisées par les inspecteurs d'académie, la présence ohligatoire de titulaires du BAFA, car « cette condition pose des difficultés dans les petites

communes ». D'une manière générale les nouveaux taux d'encadrement imposés leur paraissent trop élevés, en particulier en milieu ru-

Enfin, la procédure ayant trait aux transports, jugée lourde et même inapplicable, est rejetée par les directeurs, les instituteurs et les transporteurs. «Lorsque l'an demande à l'instituteur de s'assurer que le conducteur d'un car est en état de conduire, il ne s'agit pas de lui faire souffler dans un ballon. De même, la pause à faire respecter taute les quatre heures relève de l'attitude responsable et citoyenne : c'est dans le code de la route », fait valnir M= Royal. En ce qui concerne

rassembler les directeurs d'école pour un voyage en car ou en bus, le ministère observe que toutes ces pièces étaient déjà exigées dans la réglementation antérieure, mais la plupart du temps ignorées.

A III ISTEMBRANTS

M™ Royal souligne qu'elle a déjà procédé à quelques ajustements. La liste des sports autorisés « est bien évidemment indicative » et non limitative, comme elle l'a écrit le 13 octobre aux recteurs et aux inspecteurs. « Dans l'immédiat, il vous appartient (...) de donner des autorisations de bon sens qui permettent le maintien des activités prévues », ajoute la ministre. Or, pour les syn-

en cas de problème, mais bien les conditions établies par le texte offi-

Par ailleurs, cette circulaire sur les sorties scolaires s'accompagnait de trois autres textes ayant trait à la surveillance, aux activités de piscine et aux intervenants extérieurs. Ce dernier est paru, mais il a été retiré car il ne tenait pas compte de l'arrivée des emplois-jeunes dans les écoles. Ceux sur la surveillance et la natation snnt retardés. La complexité des problèmes posés et les résistances culturelles expliquent, sans doute, cette valse-hé-

B. G.

En Isère, le souvenir vif du drame du Drac

GRENOBLE de notre correspondante

Dans le département de l'Isère, marqué par la catastrophe du Drac, où six enfants et leur accompagna-

REPORTAGE.

Les textes résoudront-ils le problème de la responsabilité?

trice sont morts en décembre 1995, la plupart des sorties scolaires ont été annulées en primaire. « Nous avons été les seuls à lancer une

cansigne de boycattage, mais lo grande majorité de nos collègues ant tout blaqué », se félicitait, juste avant les vacances de la Toussaint, le délégué départemental du Syndicat des enseignants (SE FEN), tandis que l'inspecteur d'académie de l'Isère, André Clausse, oouvellemeot nommé, oe pouvait que constater la situadoo de hlocage « sans précédent » du département.

Rendu une semaine après la ren-

trée scolaire, le jugement du tribuoal correctionnel de Grenohle, qui a condamné l'institutrice à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et mis hors de cause la directrice de l'école ainsi que les deux fonctionnaires de l'éducation oationale (Le Monde du 17 septembre) a fait l'effet d'un électrochoc. Un grand oombre d'enseignants s'étaient rendus sur le site de la Rivoire, où s'est produit le drame, fréquenté d'enfants. « Lorsque j'ai appris la catastrophe, je me suis dit que je l'avais échappé belle », témoigne l'un d'eux, parti à peine trois se-

Largement relayée localement par la FEN, cette interprétation laissant penser que o'importe quel enseignant aurait pu se retrouver devant la justice, a aggravé le senti-ment d'iniquité laissé par le juge-ment, depuis frappé d'appel. « On a eu l'impressian que l'institutrice

payait pour les autres », justifie une de ses collègues. Lorsque, le 17 septembre, un document siené d'un collectif d'inspecteurs de l'éducatioo nadonale « déconseillant les sorties » est tombé sur le bureau des directeurs des écoles de l'Isère, bien des portails se sont fermés. « On s'est sentis lâchés par nos supérieurs », s'offusque une institutrice de CM2 que la circulaire publiée quelques jours plus tard par le ministère o'a pas rassurée. « Il y a cinq ans, j'ai emmené ma classe aux Etats-Unis. Aujourd'hui, Je ne repartirais plus », regrette-t-elle, estimant qu'en l'état la réglementation « est de nature à dégoliter les institu-

teurs de faire quoi que ce soit ».

Certains oot décidé de passer

outre aux consignes et aux conseils, jugeant « injuste de pénaliser les enfants ». « Avec 200 mètres carrés au sol pour cent dix-huit galaisser enfermés dans la cour de récréatian », raisonne le directeur de l'école Menon à Grenoble, qui, a déjà envoyé à l'administration son projet de sorties de ski pour l'hiver. D'autres avoueot avoir pris sur eux. « Il sera toujours plus facile de rester dans sa classe, avec un livre et des exercices », raille aussi une enseignante de CE2, qui au-delà voit se profiler un glissement de la fonction de directeur et une transformation de l'école, à ses yeux au-

trement plus inquiétants. « Est-ce que l'on n'est pas en train de ramener l'instituteur d un rôle d'apprentissage de la lecture et du calcul? », interroge le secrétaire départemental adjoint du SNU IPP, Blaës Pail-

Pour certains parents de toute manière « les enfants ont leurs activités d'éveil à la maison ». Bien qu'il ait autant traumatisé les familles que les enseignants, le drame du Drac n'a toutefois pas conditionné à l'excès leurs réactions, globalement partagées entre l'irritation de voir leurs enfants « pris en otage » et le soulagement devant la prise en compte de la sécurité. « En tant que parents, cela ne naus choque pas que l'instituteur ait à vérifier des documents administratifs », souligne la représentante de la FCPE tandis que son homologue de la PEEP se demande si les oouveaux problème de la responsabilité ». « Lorsque j'ai annancé aux parents qui savaient que j'étais allée sur le site de la Rivoire que je souhaitais aucun ne s'y est apposé », dit la directrice de l'école du jardin de ville de Greooble. Quant aux enfants qui étaient avec elle, leur seul souci a, paraît-il, été de savoir qui, désormais, « nourrissait les animaux ».

Connaissez-vous la qualité de l'air dans votre région?

En novembre dans Ca m'intéresse



Ce qui fait notre époque, Ça m'intéresse

En vente des aujourd'hui chez votre marchand de journaux.

Ce qu'il reste d'une culture du parapluie

LA SÉCURITÉ des enfants est la fait. Il se trouvera sans doute des comme le souligne Gilbert Castelli, priorité essentielle du ministère de l'éducation nationale qui recherche, dans son nouveau règlement sur les sorties scolaires, un

ANALYSE.

La crainte d'une « judiciarisation » croissante de la société

équilibre entre la liberté pédagogique des enseignants et la clarification comme le partage des res-ponsabilités des adultes. Ce juste

ficile à trouver.

On comprend le désir des instituteurs de voir préserver les sorties sculaires, une pratique pédagogique conquise au fil des années. Apprendre en dehors de la classe, dans la nature nu sur un site scientifique, pratiquer un sport à l'extérieur, se rendre à la bibliothèque, au musée, font désormais partie de la vie scolaire qunodienne. Pour certains, sortir de l'école est même une obligation, par exemple dans les petites communes rurales

chemin semble de plus en plus dif-

La perspective du maintien dans la classe ne sourit guère à la grande majorité des maîtres, des élèves et des parents. Serait-il de bonne pédagogie aujourd'hui de vivre dans un monde entièrement clos? S'îl faut qu'une école soit onverte ou fermée, le cbnix paraît avoir été

lorsque le gymnase est distant de

nostalgiques pour assurer que les « sorties scolaires » font perdre un temps qui pourrait être utilement employé à étudier. Certains enseignants, peu enclins à quitter la « boîte noire » de la classe, trouveront sans doute dans les nouveaux textes prétexte à rester enfermés dans une conception un pen monolithique de l'enseignement. Les sorties scolaires ne sont évidemment pas une panacée. Mais îl serait dommage pour le système éducatif de les voir disparaître au nom de la sécurité.

Pour autant, la réticence, voire la peur exprimées par les enseignants devant les règles qui vienneot d'être établies pour clarifier les responsabilités de tous les intervenants posent quelques questions.

UN ÉPAIS MAQUIS

Peut-oo réclamer à cor et à cri des règles cohérentes et précises et en refuser les contraintes ? La nouvelle réglementadon a au moins un avantage: elle met les adultes devant leurs responsabilités et tente d'éclaircir un épais maquis. La culture du paraphile, chère à l'éducatioo nationale, est bousculée. En récusant ce texte, les enseignants expriment une autre crainte, celle d'une « judiciarisation » croissante de la société. Depuis l'affaire du sang contaminé, l'écroulement de la tribune de Puriani ou l'incendie des thermes de Barbotan, les victimes ou leurs proches « ont voulu voir des personnes responsables physiquement de ce qui s'était passé ».

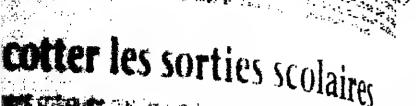
syndicaliste enseignant. « La société d'aujourd'hui veut un responsable et si possible un responsable pavant ». ajnnte le respnnsable d'une

compagnie d'assurances scolaires. Habitués à voir l'Etat se substituer à eux pour la réparation des dommages depuis la loi de 1937, votée d'ailleurs sous la pression des instituteurs, les enseignants d'aujnurd'hui nnt du mal à accepter que les parents mettent en cause leur responsabilité sur le plan pénal. Mais qui contesterait la légitimité du père d'une des victimes du Drac à demander devant un tribunal, à « comprendre où il y a eu né-

gligences, maladresses »? « Nui ne peut être écarté du champ pénal », nbserve un proche de Ségolène Royal, tout en soulignant que dans toute affaire il n'y a pas forcement un cnupahle. Le code pénal a d'ailleurs été modifié en 1996 pour prendre en compte la situatinn propre des fnoctionnaires. Ceux-ci ne peuveot être condamnés que « s'îl est établi qu'ils n'ant pas accampli les diligences narmales, campte tenu de leurs compétences, du pouvoir dant ils disposaient ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi leur confie ». A l'heure nù le discnurs ministériel est à la morale civique et à la transmission des valeurs, o'est-il pas temps d'apprendre aux enfants à devenir des adultes respnnsables par la vertu de l'exemple ?

Béatrice Gurrey





d'irrégularités financières seraient relaxés

Le dossier concerne la gestion du cabinet de Roland Dumas entre 1988 et 1991

Trois des quatres fonctionnaires du Quai d'Orsay qui avaient été déférés, mercredi 5 novembre, devant la mer cette information, transmise au Monde par Roland

cour de discipline budgétaire et financière, pourraient Dumas et deux des personnes mises en cause.

TROIS des quatre fonctionnaires du Quai d'Orsay déférés, mercredi 5 novembre, devant la cour de discipline budgétaire et financière, à la suite d'une mission d'inspection de la Cour des comptes sur la gestion, entre 1988 et 1991, du ministère des affaires étrangères, Inrsque Roland Dumas était en fonctions, pourraient être relaxés (Le Monde du 7 novembre). Cette information a été transmise au Monde par M. Dumas et deux des personnes mises en cause par la cour de discipline, l'ancien chef de cabinet Gérard Pardini et l'ancien directeur du personnel et de l'administration générale du Quai d'Orsay, Bernard Garcia.

La cour de discipline, présidée par Pierre Joze, premier président de la Cour des comptes, aurait décidé de ne pas condamner M. Garcia, M. Pardini et le régisseur de l'hôtel du ministre. Jacques Demorand, chef adjoint du cabinet de M. Dumas à l'époque des faits, aurait, quant à lui, été condamné à une amende de 3 000 francs. La Cour s'est refusée à infirmer ou confirmer cette information. « Nous nous en tenons ou respect de lo procedure, qui n'est pas terminée », oous a-t-on simplement in-

Le ministère public reprochait aux quatres fonctionnaires le prélèvement irrégulier, vio des certificats administratifs, de 10 millions de francs, en moyenne, effectué, chaque année, entre 1988 et 1991. Ce système préexistant d'attestatioos comptables a permis, au rythme de deux cents à trois cents par an, au cabinet du ministre de prélever, autant de fois, près de 50 000 francs à la comptabilité publique sans conserver aucum justificatif. Ces fonds étaient destinés à rémunérer près de trente fonctionnaires sans contrat de travail attachés au service do ministre et à fioancer des frais de représentation tels que des réceptions ou « les distroctions des entourages de chefs d'Etat étrangers ».

Dans son réquisitoire. Hélèce Gisserot, procureur près la Cour des comptes, avait insisté sur le ca-

A lo suite de la publication dans nos

éditions du 7 novembre, d'un orticle in-

titulé « De graves irrégularités finan-

cières ont été constatées entre 1988 et

1991 au cabinet de Roland Dumas »,

M. Dumas, président du Conseil consti-

tutionnel, nous o fait parvenir la lettre

Votre article comporte une omis-

sion et une erreur dont je ne peux pas

penser qu'elles soient l'une et l'autre

involontaires. L'omission porte sur le

fait qu'il a été mis fin à cette pratique

des certificats administratifs, pour-

tant en vigueur depuis 1947, dès que

celle-ci a été portée à ma connais-

sance en 1991. Cette façon d'agir avait

pour fondement une circulaire du mi-

nistère des finances qui datait de l'im-

médiat après-guerre et sur laquelle

personne n'a trouvé à redire pendant

cette longue période. Permettez-moi

A lo suite de ce même orticle,

M. Pardini nous o foit porvenir lo

La teneur de votre article ainsi

que les expressions employées

« caisse noire », « sommes illégale-

ment soustroites », « obsence de

démonstration par les intéressés de

l'emploi des fonds », portent grave-

ment atteinte à mon honneur et à

celui de tous les functionnaires

oommement cités dans cet article.

5i *Le Monde* avait pris la pelne de

vérifier ses informations auprès de

la Cour de discipline hudgétaire et

financière, il aurait appris que

cette juridiction a prononcé le 5

novembre 1997 une décision de

relaxe totale à mon eodroit, ce

dont j'ai été informé immédiate-

ment par le greffe de cette Cour.

Le Monde aurait pu compléter utilement son article en précisant

lettre suivante :

suivante:

Une lettre de Roland Dumas...

CORRESPONDANCES

ractère inhabituel de ce dossier au regard « des mosses financières en jeu, de l'ancienneté des pratiques et de l'irrégulorité monifeste et non contestée, d'autant qu'il y a eu destruction complète et systématique des documents comptobles ». La Cour des comptes n'a pas transmis les résulats de son enquête à la justice pénale, seule en mesure d'apporter des éclairages sur l'utilisation de ces fonds publics.

L'arrêt de le cour ne devant être prononcé que dans trois ou quatre mois - les considérants rédigés par les membres de la Cour requérant toujours une grande attention-, cette connaissance rapide du sort réservé à chacun des fonctionnaires met en lumière une pratique unique au sein des juridictions françaises. En effet, bien que la décision de la cour de discipline n'ait aucune existence officielle tant que les motivations de l'arrêt ne sont pas ootifiées, cette instance accepte de transmettre par téléphone dans la journée même, aux intéressés, la conclusion de son délibéré, décidée à huis clos, Interrogé par Le Monde, M. Gar-

cia a expliqué que les magistrats avaient, sans doute, pris en compte ses arguments: « C'est nous qui avons, en 1991, avec M. Pardini, engagé lo régularisation de lo trentaine de fonctionnaires clandestins oul travaillolent depuis fort longtemps au service des ministres des affaires étrangères. Et lo direction du budget ne nous o pas focilité lo táche. » En ce qui concerne le système des certificats administratifs. M. Pardini avait indiqué aux membres de la cour « qu'il étuit pour le moins paradoxal de retrouver devant cette cour les personnes qui avaient mis fin, en 1991, à un système en vigueur depuis 1947 ».

Face à l'émoi suscité par cette audience, le ministre des affaires étrangères. Hubert Védrine, par la voix de son porte-parole, Jacques Rummelhardt, a tenn à préciser, vendredi 7 oovembre, que « des mesures (avaient) été prises dans le sens de lo transparence et de la ri-

de m'étormer que le ministère public,

si ardent lors de ses réquisitions dans

cette affaire, n'ait pas poussé ses in-

Par ailleurs, trois sur quatre des

fonctionnaires cités ont été relaxés

purement et simplement après une

courte délibération de la Cour de dis-

cipline budgétaire et financière de la

Cour des comptes. Un seul d'entre-eux a été condamné à l'amende mini-

mum. c'est-à-dire 3 000 francs.

Certes la rédaction de l'arrêt deman-

dera plusieurs semaines comme il est

d'usage mais il n'en demeure pas

moins que tout le monde a eu

compaissance du sort réservé à ces

quatre fonctionnaires qui conservent

toute mon estime, sauf votre repré-

sentant sur place dont tout laisserait

plutôt supposer qu'il prît ses informa-

que le directeur de l'administra-

tion générale de l'époque, Bernard

Garcia, et moi-même avons été à

l'origine de la réforme complète

d'un système qui datait de 1947 et

qui n'avait fait l'objet jusqu'alors

d'observations de la part des ins-

tances traditionnelles de contrôle qui ont eu à en connaître (payeur

|NDLR: Notre collaborateur a assisté à

l'intégralité de l'audience publique de la

Cour de discipline budgétaire. Le juge-

ment officiel et définitif ne devant être

cendu que dans plusieurs semaines, la

Cour des comptes se refuse à infirmet ou

confirmer la relaxe des trois fonction-

naires mis en cause, ainsi que la condam-

nation d'un quatrième, dont les intéressés

ont été officieusement informés. Quand II

sera rendu public, Le Monde rendra évi-

demment compte des affendus et des

conclusions de ce jugement.

général et contrôle financier).

tions en un autre lieu.

... et une lettre de Gérard Pardini

vestigations dans cette direction.

gueur ». Les services du Quai d'Orsay ont expliqué que le système des certificats administratifs avait, fié en 1992. Le cabinet du ministre Roland Dumas ne pouvant, à partir de cette date, extraire des sommes que pour les seules réceptions et non plus pour gérer l'environnement des chefs d'Etat ou payer du personnel. Dans uo deuxième temps, en 1993, à son arrivée à la tête du ministère, Alain Juppé avait stoppé l'utilisation des certificats pour revenir à des pratiques financières plus classiques.

هِ كذا من رالامل

La gestion des affaires du Quai d'Orsay, alors dirigé par Roland Dumas, sera de nouvean examinée, au mois de janvier 1998, par la Cour de discipline budgétaire et financière. Thierry Reynaert, actuel directeur adjoint de la direction Amérique du ministère, comparaitra, à cette date, devant la Cour pour une affaire de marchés publics lorsou'il était directeur des immenbles et de l'administration

Jacques Follorou

Trois fonctionnaires du Quai d'Orsay accusés Les évêques entendent poursuivre « sans naïveté, ni agressivité » un dialogue avec l'islam

L'approche religieuse prime désormais sur l'approche sociologique

LOURDES

de notre envoyé spécial Ni naïveté, ni agressivité: telle est la position que l'épiscopat, réuni, vendredi 7 novembre, en assemblée plénière à Lourdes (Hautes-Pyrénées), a défendue par rapport à l'islam. Il y a une ving-taine d'années, certains membres du clergé cédaient des lieux de cuite à des immigrés musulmans. Aujourd'hui, les évêques affirment qu'- une opproche noive », « irénique » de l'islam ne facilite pas le « diologue de vérité » qo'ils entendent poursuivre sans pour autant céder à la panique devant la montée du fondamentalisme ou aux peurs qu'exploite le Front na-

Quelle est la capacité de l'islam à évoluer dans une société laïque, à s'adapter aux règles de la vie démocratique? Comment exiger une « réciprocité » de la part de pays à majorité islamique qui oe respectent pas la liberté de leurs minorités chrétiennes? En posant de telles questions, les évêques francais ont d'abord voulu « exorciser des peurs » qui, cooviennent-ils,

traversent toutes les communautés

L'enjeu n'est pas mince pour des responsables confrontés à des questions nouvelles comme la multiplication des mariages islamo-chrétiens, les demandes de hantême provenant de musulmans (trois cents par an) nu l'accueil d'élèves musulmans dans l'enseignement catholique. Après ce premier inventaire, les évêques se sont donné une année pour aboutir à un document dont la rédaction a été confiée à Mo Bernard Panafieu, archevêque de Marseille et président du secrétariat pour les relations avec l'islam (SRI).

CEJVRE DE « PROPHÈTIE »

Mais quelques tendances ont déia été esquissées. Les évêques reiettent les images caricaturales de la religioo musulmane. Ils ne considèrent plus l'islam sous le seul angle de l'intégration sociale. C'est à « un islam de musulmans » que l'Eglise est désormais affrontée, en raison de la quete spirituelle dont témoigneot les jeunes « réislamisés » et d'une volonté d'intégration

qui s'identifie de plus en plus à la

Quelles sont les chances d'un tel dialogue théologique avec l'islam? Mgr Joseph Doré a tracé les zones de convergence - le sens de l'absolu de Dieu et de la communauté. l'acceptation d'une loi extérieure qui s'impose à tous - et de divergence, comme l'affirmation de la supériorité d'une révélation islamique. Comme les pouvoirs puprétations, à l'absence d'autorité et de magistère dans cette religion. les évêques souffrent de ne pouvoir rencontrer d'interlocuteurs re

présentatifs et incontestés. Aussi recherchent-ils des intellectuels musulmans capables d'une réflexion critique sur leurs textes sacrés, d'une volonté d'acclimata tion à la société laïque et démocratique. Les évêques entendent ainsi faire ceuvre de « prophétie », sachant ou un tel dialogue religieux, s'il réussit en France, peut avoir valeur d'exemple dans les pays majoritairement musulmans.

Henri Tinca



Dans la filière des télécom

la Bretagne forme chaque

Aujourd'hui...

année : 600 ingénieurs, 950 techniciens supérieurs et plus de 250 titulaires de dipiômes universitaires (Bac + 5). PH écoles du secteur ont élu domicile dans la région : ENST de Bretagne, ENSSAT, ISEB, Supélec, Louis de Broglie... Leurs dipiômés ont de bonnes chances de rester travailler en Bretagne, polsone la région accueille de très nombreuses PME-PMI de haute technologie et des grands groupes tels que Alcatel, Thomson, AT&T, TRT, Matra, Canon, Mitsubishi... sans oublier les 4 000 chercheurs des centres d'études (CNET, CCETT, INRIA-

... et demain

rançaise.

IRISA...), soit l'équivalent

de 40% de la recherche

Depuis 1995, la Bretagne a déjà mobilis 80 millions de francs dans le programme ITR (Informatique-Télécommu nications Réseaux). Objectif: alder å la diffusion et au développement des technologies de l'Information. Avec, par exemple, ITR-Formation qui vise à préparer les ieunes et les adultes à l'utilisation des technologies maltimédia. Une façon de démontrer que si la Bretagne est

terre de spécialistes.

elle n'oublie pas pour

autant de faciliter

l'accès de tous aux

Pour rester un des premiers pôles français des télécommunications, il faut préparer l'avenir • Chaque année, la Bretagne forme quelque 1800 ingénieursétudiants spécialisés dans le domaine de l'informatique, des télécoms et des réseaux • De jeunes diplômés dont sont très friands les grands groupes français ou étrangers et les PME de pointe •

Bretagne, la matière grise des télécoms



ui dit mieux? Eu 1996, nous avons reçu phis de 3000 offres d'emploi, soit presque 20 par futur diplômė; et la

moitié des élèves de 3 année a reçu une proposition avant la fin de la scolarité. · Bernard Ayrault, le directeur de l'École Nationale Supèneure des Télécommunications de Bretagne (ENST) ne cache pas sa satisfaction.

Depuis sa création, en 1977, cet établissement, installe à la fois à Brest et à Rennes, surfe avec bonheur sur le secteur des télécommunications.

Les diplômés collent au marché

La raison en est simple : ses ingénieurs répondent parfaitement aux besoins exprimés par les entreprises, grandes, moyennes ou peutes, qu'elles soient implantées en Bretagne... ou ailleurs!

Tous veulent des jeunes opérationnels et inventifs, afin d'être prèsents demain sur les nouveaux marchès émergeants.

· Cette adaptabilité aux évolutions des télécoms est une de nos forces : explique Bernard Ayrault. · Nous cherchons à nous caler constamment sur les grandes tendances du secteur. De plus, tous nos étudiants multiplient les stages en entreprise durant leurs trois années d'études. Un quart d'entre eux passent même un an en entreprise, entre la deuxième et troisième année.

Former des étudiants qui répondent à l'attente des industriels, c'est bien sur aussi un des objectifs de l'École Nationale Supérieure de Sciences Appliquées et de Technologie (ENSSAT), implantèe à Lannion. · Comme notre école est assez récente - 11 aus - elle a pu démarrer avec la

nouvelle génération des télècoms , explique Jean Seguin, le directeur. Mais nous devons faire constamment èvoluer nos enseigne-

ments, car le domaine des télècoins est très mourant. -

Des étudiants rodés à l'entreprise

Côté emploi, les étudiants ont de nombreux atouts en poche. • Leur profil très généraliste leur permet de trouver des postes dans des secteurs três divers : électronique, réseaux de télécommunications, génie logiciel, optronique... · Les diplomés de l'ENSSAT mettent effectivement, en moyenne. moins de 4 mois à trouver leur première embauche. Il faut dire que ces étudiants sont bien rodés à l'entreprise. Afin de leur donner une rèelle expérience pré-professionnelle, l'ENSSAT a imagine une collaboration originale avec l'industrie : le tutorat de l'innovation, qui se pratique uniquement au niveau local. • Durant 11 mois, l'étudiant de troisième année travaille sur un sujet d'étude commandé par une PMI bretonne. Cela débouche três souvent par une application concrète dans l'entreprise... et souvent même par une embauche. L'adéquation des grandes écoles bretonnes au marché est confirmée par les entreprises. Les formations d'ingénieurs en France, sont parmi – et ce sont les étrangers qui le disent - les meilleures du monde. En Bretagne, la proximité des établissements d'enseignement et de recherche avec les entreprises permet, de plus, de nouer des contacts et d'établir des coopérations fructueuses , tèmoigne Jean-Pierre Coudreuse, directeur du laboratoire de recherche de Mitsubishi Electric ITE, installe à Rennes.

LE PROCÈS PAPON

La cour démêle l'écheveau des responsabilités au sein de la préfecture

Organigrammes, délégation de signature, tutelle sur les services : quelle était la place exacte de Maurice Papon, secrétaire général à Bordeaux ? De nouveaux témoignages n'ont pas encore permis d'éclairer ce complexe jeu de piste

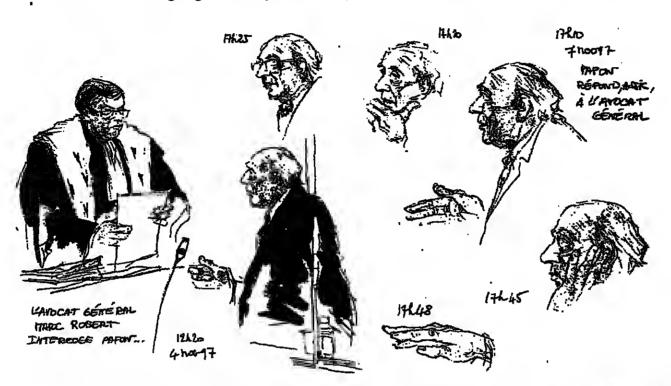
BORDEAUX

de notre envové spéciol Ce sont deux vieux messieurs ea costume noir qui s'avancent, chacun leur tour, et donnent, subitement, l'impression que le procès recule. Comme deux retardataires, parmi les témoins de moralité, il provoquent un curieux reflux de l'importante houle des temoignages, qai avaient pourtant conduit la veille, enfin, à l'examen de l'organisatioa, entre 1942 et 1944, de la préfecture de la Gironde, à l'antichambre des faits.

Le premier, Bernard Bergerot, soixante-dix-neuf ans, retraité, fut directeur du personnel du ministère de l'intérieur eatre 1951 et 1958. Membre du réseau Défense de la France pendant l'occupation, cet homme grand, chauve et légèrement voûté, ae semble pas connaître particulièrement Maurice Papon - ou, tout au moins, ne le dit pas. Il part bille en tête : . Mourice Papon n'est responsoble de nen, puisque c'était Maurice Sobatier. »

Reprenant sur ce point la discussion où l'avait laissée, la veille, la cour d'assises, qui examinait la délégation de signature octroyée, en juin 1942, par le préfet régional au secrétaire général de la préfecture de la Gironde, Bernard Bergerot brosse le tableau des relations usuelles entre ces deux types de fonctionnaires, au risque de verser dans l'imagerie d'Epinal. « Quond on travaille, c'est tellement agréoble de servir son patron et de le servir avec cœur. C'est sacré, un patron », dit le témoin, qui fut deux fois secrétaire général de préfecture.

Celui-ci rappelle qu'en droit administratif « celui qui delègue reste toujours responsable des pouvoirs qu'il delègue ». « Peut-être en droit administratif, mals en drolt pénot? », demande, agacé, le procureur général Henri Desclaux. Maurice Papon intervient : « En terme de fonction publique, il y a une autorité, c'est le préfet (...). En un mot comme en dix, Il n'y a pus de » « Ce débat ne donnera pas plus de certitudes, c'est une questian qui sera tranchée plus tard », coupe le président Jean-Louis Castagnède, dont l'objectif est de savoir comment, « au jour le jour », se prenaient les décisions, notamment au regard des questions juives.



« J'ai eu, malheureusement, des relations avec la Gestapo. J'ai été convoqué plusieurs fois par nuit !... » – Maurice Papon.

Puis le témoin est soumis à un feu de questions de Me Arno Klarsfeld, conseil des Fils et filles des déportés juifs de France. « Pourquoi. d'après vous, Mounice Papon, dont l'obligation morale était de protéger ses odministrės, ne s'est-il jamais inquiété par la suite de leur sort?» Ce qu'on oublie dons ce procès, dit, sans répondre, le témoin, c'est qu'en 1942-1944 il y avait les Allemonds. C'est très facile d'en parler quand on est dons un salon. A l'époque, vous n'étiez pas sur de coucher le soir dans votre lit », dit l'ancien résistant.

DOUCHE ÉCOSSAISE

Le deuxième de ces messieurs en noir, Bernard Vaugon, quatrevingt-sept ans, préfet de région honoraire, racoute, iui, comment « dénoncé comme goulliste notoire » par l'hebdomadaire collaborationniste Je suis partout, il ne put rester que deux mois à la sous-préfecture de Dax, en 1941. Petit, cheveux blancs lissés vers l'arrière, il passe sans transition à ses activités à la LIbération et insiste sur l'ignorance dans laquelle, selon lui, tout le monde se trouvait par rapport à l'existence des camps d'extermina-

Sa voix trahit l'émotion, Comme d'autres avant lui, il implore «indulgence et compréhension ». « A qui demande-t-on des comptes? A l'un des cent secrétaires généraux, collaborateurs subordonnés des préfets, ò l'un des quotre cents membres du corps préfectoral, sans compter les ministres, les chefs de service (...). N'est-il pas temps de commencer de se pardonner? »

et déportés, ne discrédite votre té-La précision jette un froid. « C'est exact, répond le témoin, il avait fait

Le procureur général rappelle,

une fois de plus, qu'il s'agit bien du

« proces d'un homme et non d'un

bouc-émissoire ». Et puis Me Klars-

feld intervient à nouveau, posant

une question facoo douche écos-

saise: « Ne pensez-vous pas que le fait d'avoir été, en 1942, chefadioint

du cabinet du préfet de police à Pa-ris, l'amiral Bard, au moment où

deux mille enfants Juifs étaient raflés

Michel Slitinsky traité de « faussaire»

Alors qu'était évoquée, sans la détailler, une note interne à la préfecture de Bordeaux datée de juillet 1942, Maurice Papon s'est brussouvenir car elle a servi à la fabrication d'un faux par M. Slitinsky [partie civîle, qui fut l'un des premiers plaignants et dont le père fut déporté) qui l'a diffusé sur Antenne 2 en 1982 (...). M. Slitinsky est un faussaire et j'en ferai la preuve.» Le procureur général Marc Robert a jugé « inadmissible » la mise en cause d'une partie civile. Me Michel Touzet, conseil de Michel Slitinsky, a demandé que les propos de Paccusé solent « actés », ajontant que Maurice Papon, « depuis longtemps, fait passer des bourreaux pour des victimes ».

de mol son secrétaire particulier, » « Alors, dons le courrier odressé au préfet de police, vous avez peut-être eu connoissance de cette lettre, parmi des dizaines? .-

Et l'avocat de lire in extenso la supplique d'un juif amputé de la jambe gauche, père de six enfants, qui demaodait grace pour sa femme arrêtée pour non-respect du port de l'étoile jaune. « Non, maire, je ne l'al pas lue, répond Bernard Vaugon, d'une petite volx. Si Je l'avais lue, je ne l'aurai pas laissée sans réponse. »

M. Klarsfeld, hors de lui : « Là, ce n'est pas le peuple de France qui est en cause ! Pas les Français chers à Henri Amouroux I Ceux qui avaient faim, qui avaient froid, ceux qui ont réagi. Mais des hommes comme n'ont pas réagi l » « J'ai été Jugé par quatre comités composés de résistonts qui m'ont maintenu à mon poste (à la Libératioo), se défend le témoin. Jules Moch m'o fait bénéficier de lo hors-classe. >

Mº Alain Lévy repreod : « Vous dites que vous n'ouriez pas loissé

cette lettre sans suite? » « J'oi toujours eu pour principe de répondre au courrier... l'ourai envoyé une lettre apaisante. Je ne sais pas si i aurai pu faire plus. »

A son poste, le témoin reconnaît qu'il a'ignorait rien des rafles et des spoliations. « Que soviez-vous de la destination des deportations? », demande Me Alain Jakubowicz, avocat du Coasistoire central. « Comme lo plupart des François : que ceux-ci avaient un sort comparable aux prisonniers de guerre. » « Avec des enfants de six mois, dont on se demande même comment on a pu les transporter? », questionne le président. « l'étais bouleverse, le ne croyais pas que c'était monstrueux. Il o fallu les voir revenir. Ils ovaient tous

QUESTION SANS RÉPONSE

Puis le président cède la parole à l'avocat général Marc Robert, qui reprend l'interrogatoire de l'accusé sur l'organisation de la préfecture régionale de Bordeaux. Plus combatif que la veille, l'accusé répond du tac au tac. ~ Vous rester dans le codre rigide de lo théorie. A côté des principes, il y o la réalité ». dit-il au magistrat. Et quand le propos lui semble d'importance, il se

Pour mettre en cause la méthodologie de l'instructioo: « fai l'impression que l'on o cherché dans les archives tout ce qui a comporte la signature Papon. C'est le jeu. Mais on n'o pas cherché les papiers signés Duchon [l'intendant de police régional] ou Chapel [directeur de cabinet du préfet régional]. »

« Pourquoi ne pas avoir demandé au préjet Sabatier (inculpé de crime contre l'humanité en 1988, décédé en février 1990] d'être relevé du service des questions Juives ?, tente encore le représentant du ministère

- Je n'ai pas à vous faire de confidences, répond Maurice Papon. Ce serait peut-être le moment. Mais i'oi le respect des morts [la salle réagit].

- Je n'aurai donc pas de réponse à la question, constate l'avocat géné-- Oh! Peut-être l'ourez-vous un

jour », conclut l'accusé.

Jean-Michel Dumay Dessins : Noelle Herrenschmidt

Arno Klarsfeld, un chien fou qui bouscule l'audience, marque des points et exaspère

BORDEAUX de notre envoyé spéciol Arno Klarsfeld a trente et un ans. Le même âge que Maurice Papon lorsqu'il arrivait à Bordeaux, en

PORTRAIT.

Culot, provocation, fausse colère et vrai travail: « Il faut avoir un truc en soi »

1942, pour prendre ses fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Gironde. A cette époque, Arno Klarsfeld, soa grand-père paternel, partait pour Auschwitz et le père de sa mère, Kurt Künzel, était soldat dans la Wehrmacht, Aujourd'hui, Arno Klarsfeld et Maurice Papon se foat face dans le prétoire de la cour d'assises de Bordeaux.

Dans son box, le vieil homme, émacié, bautain, toujours tiré à quatre épingles, utilise mots choisis et constructions logiques, sans lesquels la haute fonctioo publique trançaise ne serait que l'ombre d'elle-même. Un « Moasieur », qui a l'habitude d'être écouté et dont on croit parfois qu'il va se lever et déclarer la

séance levée. De l'autre côté, tout en baut des bancs des avocats des parties civiles, le jeune bomme fiévreux, aux longs cheveux aoirs, parvient difficilement à rester en place et à contenir ses vraies ou fausses colères. D'une voix sarcastique, de . cartades de l'avocat. « Je ne suis celle qu'oat souvent les adolescents, Arno Klarsfeld semble bafouiller ses émotioos. Parfois, après ses interventions, journalistes et avocats se regardent, un peu interloqués, pour finir par

s'apercevoir que la flèche, même sur les mauvais traitements subis je dis les choses comme je les reslancée maladroitement, a souvent réussi à faire mouche.

Oue pense-t-il de son adversaire? « Il n'y a rien qui me rende Papon sympathique, sout peut-être son gout pour la philosophie. » « Papon, ajoute-t-il en riant tristement, ourait pu foire le bien si on le lui avait demande! ». S'il ne serre plus la main de Jean-Marc Varaut, « depuis qu'il o dit que des juifs avoient fait deporter d'outres iuifs », il compare l'avocat de la défense à « un vieux matou, un peu rusé et poresseux, qui pense ottraper l'oiseau en ollongeant lo patte et qui est bien confondu lorsqu'il n v o nen sous lo patte ».

SUR DES ROLLERS

L'audience terminée, alors que Maurice Papoa s'eagouffre. comme depuis ses trente ans. dans une voiture avec chauffeur et escorte de policiers, c'est en jeans et ea pull, et sur des rollers, qu'Arno Klarsfeld rentre à son hôtel. « Pourquoi foire des compronus, s'insurge-t-il, pourquoi le fait de ne pos mettre de cravate devrait-il ottirer des ennuis? ». Et de grogner contre cette « société française qui n'a pas chongé depuis Stendhol ».

immanquablemeat, la cohabitation promettait d'être tendue entre l'iconoclaste en rollers et le président de la cour, Jean-Louis Castagnède. Avec exaspératioa, souvent, un rien d'indulgeoce, parfols, le président réagit aux inpos un garde-chiaurme », a-t-il ainsi répliqué, vendredi 7 novembre, à une nouvelle provocation d'Arno Klarsfeld. Mardi 4 novembre, un incideat s'était produit à propos d'un document

par les juifs parqués dans les sens. camps français de la zone libre. Extrait:

· Je veux vous demonder, monsieur le president, si j'ai le droit de montrer ces photos ou jury.

- Je n'oi pas, maître, à vous dire ce que vous pouvez ou ne pouvez pas foire, mais je pense que ce n'est pas le moment de foire circuler ces photos. (Légers rires dans la salle.) - Monsieur le président, ce ne sont pas des photos de chorme ; ces

- Vous ressentez mal les choses ! Très violemment pris à parti-par Arno Rlarsfeld après l'annonce de la décision de la cour de remettre Maurice Papon en liberté, Jean-

Louis Castagnède s'était félicité du retour, sans grande gloire, de l'avocat dans le prétoire. En quelques phrases, il avait pourtant teou à mettre les choses au point et à reveodiquer un droit à l'émotion qu'Arno Klarsfeld a teadance à



photos sont terribles et ne justifient pos l'ironie ovec laquelle vous m'ovez répondu!

- Mª Klorsfeld, la noture du débat ne m'incite pos ò l'iranie ; si je reussis à contrôler mon émotion, c'est déjà une performance pour moi ; si je réussis a contrôler mon impatience, c'est encore une performance parce que mon tempérament ne m'y incline pas. Je ne suis pas enclin à me loisser faire des re-

proches, mois vous l'avez mol pris; grands vins et se balade à minuit

monopoliser. « Il ne m'échappe pas, avait dit le présideat, que se trouvent devant moi ceux qui ont échappé à l'ignominie; Il ne m'échoppe pas que le souvenir du molheur est encore le malheur... »

« GARDER L'ÉMOTION VIVACE »

Arno Klarsfeld o'a toujours pas accepté cette libération qui, seloo lui, prive les jurés de la possibilité de mettre Maurice Papon en prison. Et de fustiger un « Papon qui - le ne vous fais pas de re- fume comme un pompier, boit des

dons les parcs des châteaux ». « En fait, explique-t-il, je m'en fous que Papon soit là ou non, cor il est là pour le spectocle. Ce spectacle, je m'en fous ; ce que je veux, c'est arri-

ver à lo condomnotion de Papon. » Immature, dérangeant, exaspérant, insupportable, Amo Klarsfeld a un autre défaut : il travaille. Bénéficiant de l'inlassable labeur de militant de la mémoire de son père, ses dossiers sont bieo au point. « A force de lire et de relire les documents du dossier Papon, de faire des recherches, je commence à connoitre les prénoms des secrétoires, qui les ont tapés à lo machine». Alliée à son culot, cette connaissance lui a permis de déstabiliser nombre de témoins de moralité cités par la défense et d'animer les premières semaines

du procès. Dans le désordre de sa table, un cahier oe le quitte jamais. Il y a collé les photos de quelques-uns des enfants juifs de Bordeaux emmenés en coovoi à Drancy en août 1942. Sur un plan de la ville, il a coché les eodroits où ils babitaient. « Je vais souvent voir ces rues, ces opportements, pour mieux me rendre compte, il faut toujours gorder l'émation vivace, ressentir les choses, il faut ovoir un truc en

soi, s'investir. » Ses relations avec les autres avocats des parties civiles soot de plus en plus difficiles. «En quelques minutes, il peut détruire le travaîl de toute une journée », expiquent certains de ses confrères qui lui reprochent essentiellement de n'en faire qu'à sa tête. Le divorce risque d'exploser, comme il s'était produit lors du procès Touvier, lorsque Aroo Klarsfeld, contrairement aux autres parties civiles, avait démontré que le milicien n'avait pas reçu d'ordre des Allemands pour accomplir ses for-

Aujourd'hui, Arno Klarsfeld est l'un des seuls à estimer que Maurice Papoo ne mérite pas la peine maximale. « Il y o une différence. explique-t-il, entre ceux qui ont donne l'impulsion criminelle et ceux qui lui ont apporté leur concours zélé. La chasse aux juifs, ce n'est pas lui qui l'o lancée, mais il a occepté de lo mener. »

L'OMBRE PATERNELLE

Pour lui, la démarche historique prime sur la démarche juridique. Comme pour son père, serait-on tenté d'écrire une nouvelle fois. Un père très présent dans ce procès, même s'il n'y est pas physiquement. Me Varaut a ainsi plusieurs fois ironisé sur l'ombre paternelle qui se trouve derrière Arno Klarsfeld. « Contrairement à ce que l'on peut penser, se défendil, mo jeunesse n'o pas été envahie par la Shoah. A la maison, on ne portoit pas que de Mengele I Et on parlott aussi d'outres juifs que ceux de l'Holocouste, comme Graucho Morx ou Chorlie Choplin. »

Ne supportant pas « l'identification totale à une entreprise ou à l'argent qui est obligotoire aujourd'hui », Arno Klarsfeld a quitté le cabinet d'affaires new-yorkais qui l'avait engagé. Que dire encore? Que sa croyance en Dieu * évolue selon la partition de so vie ». Qu'il se seat juif, « osse: proche des juifs viennois da début du siècle ». Que, parfaitement bi-lingue, il se plaît à citer Hamlet à l'audience. Enfin qu'il a écrit deux romaas, autobiographiques et

José-Alain Fraion

sabilités au sein de la présen



Seul en scène, il récite et parfois commente Nietzsche, Baudelaire, Victor Hugo, La Fontaine, Céline, Flaubert. Des mots précieux qui touchent le cœur et l'esprit, et révèlent l'alchimie intime d'un acteur visité par la grâce et le génie des grands auteurs

L entre en scène, chaque soir, vêtu de noir, sur un fand nnir. Entre un fauteuil, une table et une chaise, son visage blanc et ses mains se découpent dans la lumière du projecteur. On entend encore dans le hall du Théâtre de la Gaîté-Montparnasse un spectateur furieux de ne pouvoir entrer : la salle est comble, pleine comme

Tnut doucement, il dit un texte sommell sous une humble pe-

Après quoi, nn est libre de passer à un entremets joyeux avec Le Mot, de Victor Hugo, et d'attaquer les choses sérieuses, La Fontaine, Céline, Flaubert. Le public est enfin attentif devant ces grands textes qui l'intimidaient, tour à tour grave, amusé, plié en deux, calmé, éclairé, conquis. Il en redemande.

un malentendu, il semble que la clé de celui-ci vienne au contraire de ce qu'on y entend quelque chose de vrai, de rare, de précieux, des mots qui touchent le cœur et l'esprit, par le truchement, l'alchimie intime d'un acteur que le

en un éclair pnur cueillir ses de dix-huit ans comme mineur enfin peu de professeurs sauraient mnuches favnrites. Il n'est pas dans l'est de la France. Sa mère est dans la représentation solennelle, française. Et lui se sent vrahnent ampoulée, ni dans le laisser-aller né à Montmartre, rue Labat, ou convivial, invial de l'époque, il ses parents tenaient un cours des onère autrement, de l'intérieur. « le pense que mon brisme est qu service de l'auteur. Les gens en-

tendent. Ce que je veux, c'est qu'ils

n'entendent pas uniquement moi,

mois le texte. Ils viennent à une

séance de travail. Il ne faut pas être

hystérisé par le désir de séduire, de

ploire. Il faut assumer que lorsqu'on

prend Le Voyage, de Boudeloire,

qui fait douze minutes, et qu'on en

redit cinq minutes, celo foit dix-sept

minutes de Baudelaire, et là, si les

gens s'ennuient, eh bien, ils s'en-

nuieront. On ne fero rien pour le

rendre plus attrayant. Mais depuis

Baudelaire, je commence à le trou-

ver. Ce poème n'est pas là pour qu'il

y oit tout de suite une complicité

confronté oux évocations sublimes

mouvais sens du mot, mais à un di-

je ne pourrais plus rattraper mo

Où a-t-il pris le goût des grands

classiques? Pas en famille.

Comme il le dit, ses parents, dont

il se sent très proche, n'étaient pas

ne la laisse pas filer comme ca.

A formation scolaire s'est arrêtée à treize ans et demi, avec le certificat d'études. Il est garçon coiffeur pendant cinq ans, jusqu'au jour où il rencontre Philippe Labro, qui le fait tourner dans son film Tout peut orriver. Peu après, il tourne avec Rnhmer (Le Genou de Claire) et Borowczyk (Les Contes immoraux). « Ensuite, j'ai décidé d'opprendre le métier et d'entrer dons un cours de théâtre. Là, j'oi eu lo révélation, lo sensation de comprendre ce dont on me par-

quelque temps je m'en opproche, de Au théâtre, il joue Guitry, Bernstein, et surtout il adapte à la scène Voyage ou bout de la nuit, de ovec le public. Le public est Céline, la grande émntion littéraire de ses vingt ans avec Rimde Baudelaire. Je n'associe pas le baud. * Je ne suis pas du tout un fou de lecture. Je n'ai pas le bien-être thédtre à un divertissement au profond ni le mal-être aigu pour être dans cet acte de rétraction. Je vertissement qui pourrait elever. Je ne donne la version de Le Corbeau ne suis pas un dévoreur de romons. et le Renard en verion qu'à la C'est un projet idéol, la lecture, 52 minute. Si je la mettois plus tôt. inaccessible pour des raisons de tempérament. Je suis trop orixieux, salle. » Et sa salle, Dien sait qu'il f'ai trop besoin d'oction pour passer cinq ou six heures o lire. En même temps, je ne cesse pas de lire. Le répertoire du théâtre, bien sur, et Céline, La Fontaine, Floubert, alors là de manière obsessionnelle, je relis, je rumine. Et Cioran. »

d'un milieu qui entraînerait un jeune homme à devenir comédien. On n'a rien coutre la coiffure, Son père est italien, venu de Gub- certes, qui ne prépare pas plus à la bio, dans la région d'Assise, à l'âge lecture qu'elle ne s'y oppose, mais pas que les octeurs parlent d'outre

mettre autant de finesse à dire ces géants de la poésie et de la prose oli Luchini fait son nid. . Flaubert. c'est mon psychanalyste qui me l'o fait lire, avec Freud. J'oi été en onolyse plus de vingt-cinq ons, et ço va un petit peu mieux, merci. » Ah bon, on y voit plus clair. Un bomme qui, a quarante-six ans, a déjà passé plus de la mnitié de sa vie sur un divan sait généralement ce que les mots veulent dire et ce

Luchini, le démon

des belles-lettres

qu'il en coûte. A part cela, il n'est pas marié, a une fille de dix-huit ans, vit maritalement avec une femme, ce qu'il commente : « Etre un couple, disait Oscar Wilde, c'est ne foire qu'un. mois lequel? > Et voilà pour la vie privée, vous n'en saurez pas plus.Il de manière moderne. Pourquoi o-til tourné à la haine ? Tout a été écrit là-dessus. C'est une offaire de spéciolistes. » Il cite aussi des fragments de la correspondance d'Elie Faure avec Céline, le passage de Sartre contre Céline dans Réflexions sur la question juive, et la réponse de Céline à l'« agité du bo-

Voyage fascinait to gauche quand il

est sorti. On pensait qu'on olloit

avoir un très grand humoniste,

quelqu'un qui regardait le peuple

Il tourne le dos à la salle, une épaule plus haute que l'autre, et tout à coup il est la silhnuette même de Céline, marmonnant plusieurs fois : « La Fontaine, c'est fin, c'est ça et c'est tout. C'est final. » Pour dire La Fontaine, il se redresse, ses mains s'envolent, il détache les mots, léger, gracieux, et l'on voit les canards voiturant la

« Ma priorité, c'est de me rapprocher de ce qui m'émeut, en le restituant. Rabâcher inlassablement »

n'a pas de hobbies, n'aime pas les objets, mène une vie simple, n'a pas de maison dans le Lubéron, ne collectionne rien. Il fait un peu de sport, mais ce n'est pas dans sa nature. Il n'est pas un consommateur. « Je n'ai même pas de goût. Un antiquoire m'a dit: "Comme ça, vous êtes tranquille." Ma priorité, c'est de me rapprocher de ce qui m'émeut, en le restituant. Rabâcher inlossoblement. Prendre du plaisir avant d'avoir travaillé, chez moi, c'est contre noture. Je n'aime

rant du monde dans un fromage de Hallande, le meunier cheminant avec son fils et son âne. Ces textes qu'on a appris à l'école sans les savourer, contraints, et qui finit partie du terreau culturel français, les voilà rendus à la vie, à Pinsolence, à la fraîcheur. La Fontaine est réparé.

On devrait nummer Luchini docteur honoris causa de la Sorbonne, parce qu'il fait plus pour la langue française que bien des universitaires et le ministère de la francophonie au complet. Et ja-

m'a dit, fl y a dix ans : "A la fin. au mnment du salut, tu devrais montrer que tu es plus fatigué." Barthes a écrit sur l'acteur bourgeois, qui offrait des efforts phy-siques visibles pour que le spectateur bourgeois, qui ovait payé cher son billet, puisse voir la difficulté du rôle et la sueur et se dise : j'oi donné 250 froncs, il m'a rendu. Aujourd'hul, au contraire, il fout foire disporaître toute trace de travoil pour approcher de la sim-pli-ci-té. Ça se travaille, ça fait dix ans que je fois ço, en plus des films. L'inspira-tion ne vient pas toujours, olors il fout la technique de l'artisan, essaver de se mettre à la houteur de

mais il ne pèse. « Un jour, mon père

A première partie de son spectacle (envirnn une beure et dix minutes) reste toujours la même, mais il cholsit entre différents auteurs pour la seconde : Molière, Jehan Rictus, Jnnjnurs sans amhiguité. Le public, émnustillé par une saillie, continue de rire quand Luchini explique que la grande ambitinn de Flaubert était d'écrire un jour « un livre sur rien », ce qui n'a rien de spécialement désopilant. Il dit : « Bon, je ne vais pas vous infliger les dix premières pages d'Un cœur simple, c'est lo description d'une maison. » Le public, qui se sonvient du lycée, se détend, soulagé. Luchini hésite, sourit: « Oh ... mais puisque vous avez l'air en forme, on va lo faire quond même, cette description. » Et il commence de réciter: « Pendant un demi-siècle, les bourgeoises de Pont-l'Evêque envièrent à M™ Aubain so servante Félicité. » Il continue, entre dans la maison et s'arrête sur la phrase : « Contre le lambris, peint en blonc, s'alignaient huit choises d'occiou. » Et la répète trois fois, jusqu'à ce que la grosse dame qui s'esclaffe au septième rang se calme et comprenne en un instant ce que peut signifier « un livre sur rien », qui tient par la seule force de son style.

Ensuite, il peut faire entendre ce qui se joue chez Flaubert dans le passage de l'imparfait au passé simple. Et chacun de s'apercevoir qu'il faisait de la prose sans le savoir. Il y a là comme un tour de main zen. « Certains solrs, ou théâtre, on s'approche d'un silence. C'est peut-être ça que l'on est venu

Il se souvient que, un jour qu'il allait aux Halles, son père avait vu un marchand devant la bouche du métro qui vendait des pommes, un énnrme tas, avec un écriteau: « Magnifiques pommes. » Le lendemain, le père Luchini repasse. Le tas n'avait pas bougé, pas une de vendue. Le marchand dit : « Elles sont petites, personne n'en veut. » « Mon père réfléchit et lui répond : "Tu devrais marquer en lettres énormes: petites pommes". Et les pommes sont porties. Nietzsche prétend que les originaux, les artistes, sont des "nommeurs". Ils donnent un nom à ce qu'inconsciemment, bizarrement, nous n'avions pas formulé. Un nom sur des terres in-

> Michel Braudeau Photographie : Jeanloup Sieff

chose que de leur métier. Et co. les journalistes, ça les emmerde o un point ... » Il a raison. Le plus intéressant de Luchini, il le donne sur les planches, quand il récite et parfois commente les textes. Il dit la mnrt de la concierge, M™ Bérenge, dans Mort à crédit, il raconte le gamin Bébert qui a de mauvaises habitudes dans Voyage au bout de la nuit, de la poésie pure. « Je m'occupe du Voyage, de Mort à crédit, du Céline d'ovant les pamphlets antisémites. Je ne retiens que ce qui est sublime, qui n'a pas de fond politiquement scandoleux. Je plonge dans ce qu'il y o de plus étonnont. Cette écriture unique qui va aux nerfs. Le rapport de Céline aux écrivains, à Soint-Simon me passionne, et son côté très efficace. très music-hall. C'était un immense comédien. Il faut se rappeter que le

terrible de Nietzsche sur la mort qui nous attend, sur l'activité grotesque que les hommes déploient pour s'entre-duper et ne pas penser à la mnrt. Le public, qui ne s'attendait pas à ce crochet au foie, encaisse, médusé. Aussitôt, Fabrice Luchini enchaîne sur le Voyage de Baudelaire. « A l'enfunt omoureux de cortes et d'estampes »; quelque cent cinquante alexandrins que l'on croyait connaître et qu'il nnus révèle, Il se chauffe, se remplit le coffre d'air, s'anime et redit la deuxième moitié du poème avec encore plus de force, ça y est, il le tieut, son Baudelaire, ses grandes orgues difficiles, il peut embrayer avec *La servante ou grond cœur dont vous étiez jolouse /Et qui dort son

Et Luchini en redonne, une fois, deux fois. Un soir, il a récité en entier Un cœur simple, de Flaubert, jusqu'à 2 heures du matin. Qui l'eût cru? Pas Flaubert, en tnut cas. « Au début, je voyais d'où venoit mon public, et puis ou fil des onnées de moins en moins. Ce spectocle, c'est lo 250 fois que je le joue, je ne vois plus oucun signe de classe sociole dons lo salle. Il y o tout le monde, même le président de lo République est venu, on est en face de quelque chose d'étrange... »

Oui, comme un énorme succès populaire. On a bean se dire avec Cocteau qu'un succès est toujours génie visite assez souvent.

Il n'est pas particulièrement beau gosse - Depardieu, Auteuil non plus, la mode n'est plus au beau aumurd'hui -, mais il est exceptionnellement plastique, il fait rire, l'œil rond, et dans la seconde même il terrifie, glace, puis capture, fascine. Il a le pouvoir d'hypnotiser très rapidement ses proies, consentantes, ravies et payantes, et d'en faire ce qu'il veut, les manger tout de suite ou se les garder pour plus tard. On l'a comparé à un enbra. Un caméléon serait plus juste, pour les changements d'humeur à vue et pour la longue langue serpentine qui se déroule

Les drôles de boîtes du préfet Poubelle

En 1884, il imposa l'usage de « récipients communs pour recevoir les résidus de ménage ». Privés de leur gagne-pain, les chiffonniers protestèrent. Dénoncé par les concierges, brocardé par la presse, il tint bon, persuadé de faire œuvre de salubrité publique

du XIX siècle qui, bien que moins illustre que le baron Haussmann, n'en aura pas moins marqué son temps. Lorsque Eugène Poubelle meurt à Paris le 16 juillet 1907, Paris lui fait des funérailles solennelles à la Madeleine, là où cinq ans plus tôt il a marié sa fille Henriette, Parmi la foule on reconnaît l'ancien président de la République Emile Loubet. Un bataillon d'infanterie sui rend les honneurs militaires avant que sà dépouille aille rejoindre celle de son épouse dans un petit cimetière de l'Aude. La presse hi adresse un bommage mesuré après l'avoir, vingt ans auparavant, passablement brocardé.

Lorsque le 7 mars 1884, par un arrêté devenu célèbre, qui reprend un «brouillon» du 24 novembre 1883, il assigne aux propriétaires d'immeubles parisiens l'obligation de mettre à la disposition des locataires des « récipients communs de capacité suffisante pour recevoir les résidus de ménage... »

Habile, conciliant tout en sachant in fine faire prévaloir les prérogatives de l'Etat, bon orateur, têtu si nécessaire, il lui faut aussi être diplomate avec les élus municipaux surtout à Paris qui n'acceptent pas de bon cœur que le gouvernement mette son nez dans leurs affaires

(provoquant au passage la colère de la corporation toute-puissante des chiffonniers et autres biffins, placiers, triqueurs, rouleurs et du recyclage avant la lettre), lesdits propriétaires - relayés par les concierges - protestent qu'on les accable de charges et sujétions supplémentaires intolérables. L'administration va loin puisqu'elle prévoit des conteneurs différents pour les déchets putrescibles, les papiers et chiffons, le verre, les faiences et les coquilles d'huitres. Eugène Pou-

Bibliographie

• Poubelle-Paris : 1883-1896. La

collecte des ordures ménagères à la fin du XIX siècle. L'ouvrage le plus complet sur Eugène Poubelle. Mémoire de maîtrise de géographie historique présenté en septembre 1992 par Jeanne-Hélène Jugie à Puniversité Paris-IV-Sorbonne. Ce travail minutieux de 290 pages peut être consulté au service de archives de la Ville de Paris, 18, boulevard Serrurier (19°). Histoire des hommes et de leurs ordures du Moyen Age à nos jours, de Catherine de Silguy. Le Cherche Le Marché des ordures, de Gérard Bertolini. L'Harmattan, Au propre et au figuré, une

Attali. Fayard, 1988. • Les Chiffonniers de Paris, de Georges Meny. L'Action populaire (Reims), 1956. « De la chaire de droit civil de Toulouse à l'ambassade de

France auprès du Vatican : une belle carrière dans les hautes sphères de la Troisième République », de Frédéric Ogé. Annules de l'université des sciences

A poubelle doit sa belle a succédé il y a quatre mois à célébrité à un préfet peine au préfet Oustry et n'a donc

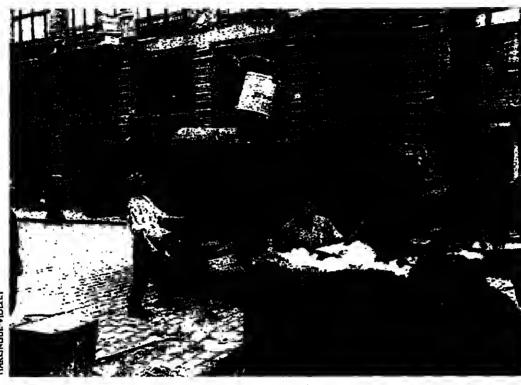
L'Histoire lui accordera cependant une petite et tardive reconnaissance: une rue minuscule du 16 arrondissement porte son nom depuis 1933. Sa décision fait des remous au conseil municipal de Paris, et jusqu'au Parlement. Mais, se souvenant des tout récents dégâts consécutifs aux épidémies de typhoïde et de choléra, le baut fonctionnaire tient bon. Il s'appuie sur le courant hygiéniste, représenté par des bommes comme Jules Chrétien ou Octave Du Mesnil, qui marque des points de puis quelques années. Pour preuve : en 1882, Jules Ferry avait fait remplacer le cours de cathéchisme à l'école par celui d'hygiène. Issu d'une famille bourgeoise, il

naît le 15 avril 1831 dans la bonne

ville de Caen. Bonne... et exemplaire puisque - coïncidence prémonitoire - les historiens spécialisés se souviennent que, dès 1699 les édiles normands avaient mis à la disposition des habitants des petits paniers destinés à recevoir les détritus ménagers. Brillant, Eugène suit des études de droit qui seront couronnées en 1859 par une médaille d'or au doctorat. Le dictionnaire des préfets, quelques décennies plus tard, însistera dans la notice biographique sur « ses sérieuses aptitudes et sn facilité d'assimilation qui dénotent une nature d'élite appelée aux plus hautes destinées ». Mais l'homme a aussi du caractère, et ce républicain convaincu devenu chargé de cours à Caen puis Grenoble et Toulouse n'bésite pas à afficher une opposition (modérée) à l'empereur des Français. Le fils L d'Hortense de Beauharnais, cependant, ne lui en tiendra guère ri-Eclate la guerre de 1870, et le

ieune professeur s'engage dans l'artillerie. Pour peu de temps puisque Charles de Rémusat, alors ministre des affaires étrangères, le recommande chaudement à 1º avril 1871 préfet de la Charente à Angoulême, bastion bonapartiste. Et voilà le point de départ d'une beile et riche carrière polico-diplomatico-administrative. Un périple qui le mènera successivement dans les préfectures de l'Isère, de Corse, puis des Bouches-du-Rhône, avant la capitale. Non sans accroc puisque ce Normand qui sait dire franchement « non » démissionne en 1873 de son poste - et regagne sa chère chaire de Toulouse - pour chineurs, véritables professionnels ne pas prêter la main à la politique du maréchal de Mac-Mahon. Ce n'est qu'avec l'élection de Jules Grévy à l'Elysée qu'il réintègre l'administration: direction la préfec-

ture de Besançon. Habile, conciliant tout en sachant in fine faire prévaloir les prérogatives de l'Etat, bon orateur, têtu si nécessaire, il lui faut aussi être diplomate avec les élus municipaux - surtout à Paris - qui n'acceptent pas de bon cœur que le gouvernement mette son nez dans leurs affaires. L'épisode de la collecte des



DE LA VILLE DE PARIS



tes qui, devant l'opposition des habitants et les intérêts économiques en jeu défendus par les professions en place, étaient restés lettre morte: règlement de police de la vnirie et lettres patentes de septembre 1608, lois de 1790 et 1791, décret d'octobre 1859, arrêté gouvernemental du 11 septembre 1870 pendant le siège de Paris interdisant les dépôts d'ordures sur la voie publique. L'assainissement restera vraiment sa passion puisque c'est

lui qui prépare, en 1884, avec les ingénieurs de la ville, Belgrand notamment, les dispositions sur le tout-à-l'égout qui ne prendront

force de loi que dix ans plus tard. Mais sa plus grande réussite fut cependant de rester plus de treize ans à son prestigieux - et très bien rémunéré – poste puisqu'il ne le quitte qu'en 1896. Il aura entretemps signé le contrat avec Gustave Eiffel aux termes duquel l'ingénieur s'engageait à terminer les

travaux de la tour pour mai 1889, en contrepartie d'une subvention de 1 S00 000 francs. Plus tard, le gouvernement le chargera d'une mission diplomatique: aller représenter la France à Magdebourg chercher des mains des autorités allemandes les cendres de Lazare

Arrive le printemps 1896, et le voilà nommé ambassadeur au Saint-Siège, où il ne demeurera cependant que peu de temps, l'état de santé de son épouse, originaire de la région de Carcassonne, se dégradant jour après jour. Fait rare, le pape le nomme comte par un bref dn 1º décembre 1898, juste avant son départ de Rome. Les soins du vin méridional le passionnent depuis plus de vingt ans, et il sera même l'un des membres actifs de la Société des viticulteurs de France. Mais, dans l'Aude, comment se battre pour et avec le vin sans s'engager dans la politique? Son beaupère est un sénateur connu, Emile Lades-Gout, et tout naturellement le gendre guigne la place. L'électorat, cependant, ne semble guere apprécier les parachutages, et ses tentatives au Sénat comme à la députation en 1900 et en 1902 se soldent par des échecs. Contre Aibert Sarraut la partie n'était pas facile. La Dépêche ironise sur « l'nmbitinn sénile d'un vieil mbassadeur ».

Alors pourquoi ne pas tenter sa chance là où l'on a œuvré treize ans durant? Les élections législatives de 1903 le taraudent. Il choisit le 4 arrondissement. Mais là non plus ce ne sont pas des gamins qu'il affronte. Il y a le nationaliste Barrès et le socialiste Deville.

L'ancien préfet sera battu à plate conture, et l'auteur de La Colline inspirée rassemblera sept fois plus de suffrages que lui. L'amertume l'envahit. Il choisira cependant la capitale – par une sorte de retour de l'Histoire – pour y mourir à l'âge

de solvante-seize ans. ! Engène Poubelle n'a eu que deux filles. Robert Poubelle, aujourd'hui tain descendant. Arrière-arrière-petit-cousin? « Je ne sais pas très bien, car la généalogie que j'ai essayé de reconstituer se perd après trois nu quatre générations », raconte-t-il. « Cétait un homme très rigoureux et probablement sévère, mais avec un entregent formidable : c'est en tout cas ce que rapporte la chranique familiale. . Robert Poubelle est aujourd'hui vice-président de l'association Boulogne-Biliancourt environnement. « Naus ne voulons pas être systématiquement contre tout mais avoir, en matière d'écologie, des attitudes justes et raisannubles, et entretenir une collaboration critique avec in municipalité. » Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) est la ville de banlieue la plus peuplée, et le cadre de vie ici comme ailleurs est soumis à rude épreuve. Près d'un siècle après la mort du lointain ancêtre, son esprit en tout cas, autant que ses boîtes,

30 A

· 4 47 4 18 150

- -- --

4.5

100

10 miles 27

41,000

n nga siya nasa sa saya nasa yaki nga

1353

Sugar

François Grosrichard

Des bennes tasseuses aux camions électriques

ES guelque 35 000 hadissement de Paris sont des cobayes. C'est dans leur quartier que la municipalité a décidé de franchir, à titre expérimental, une étape supplémentaire dans la politique de tri sélectif des déchets ménagers. A côté des conteneurs spécialisés dans les papiers et le verre, voilà les nouveaux bacs reconnaissables à leur couvercle jaune dénommés *boites des corps creux * dans lesquelles les citoyens sont invités à jeter emballages de yaourts, gobelets et autres bouteilles.

Le maire, Jean Tiberi, a relancé cet automne un grande « offensive propreté » dans la capitale. Une brigade de quarante jeunes à vélos va veiller à pourchasser tout ce qui traîne, salit, enlaidit. Quant aux propriétaires de toutous, attention / Une crotte en debors des endroits désignés pourra leur en coûter, en cas de faute grave, jusqu'à... 3 000 francs d'amende ! Mais à côté du nettoyage des rues

ménagères à Paris continue à représenter une large part du budget de la direction de la protection de l'environnement que dinge Dominique De Legge. Une direction qui gère quelque 2 milliards de francs et qui renégocie tous les six ans - par appel d'offres - les marchés conclus avec les entreprises privées, essentiellement - à Paris comme allleurs - des filiales des géants

En haut : enlèvement des

Ci-dessus: E. R. Poubelle,

bulletin municipal officiel

ordures, du 7 mars 1884.

préfet de la Seine (1831-1907)

Ci-contre: première page du

dans lequel est paru l'arrêté concernant l'enlèvement des

ordures en sera la meilleure illus-

Il avait abondamment réfléchi au

professait le droit civil à Toulouse, &

sujet depuis longtemps. Lorsqu'il

Eugène Poubelle était tombé sur un

article expliquant que dès 1800 la

ville de Lyon avait institué un sys-

tème de seaux et de boîtes métal-

liques afin d'aider les éboueurs

dans leur travail et leur épargner le

ramassage des ordures à la pelle.

A Grenoble, juste avant d'être mu-

té en Corse Il avait été à deux

doigts de faire adopter par le maire

le regroupement des déchets dans

des baquets que l'on viderait à tour

de rôle à la rivière. Le juriste avait

aussi pioché toute une série de tex-

rues de Paris vers 1910

Lyonnaise et Générale des eaux. Paris faisant, dans ce domaine comme dans d'autres, exception, son territoire et ses babitants sont soumis à deux régimes. Dans certains arrondissements, le service des ordures est assuré par des véhicules et des personnels privés (qui travaillent le soir), dans d'autres, c'est le système de la régie municipale qui prévaut. Avec une subtilité administrative supplémentaire: certaines entreprises continuent à employer - en vertu d'un arbitrage rendu en de grands établissements - c'est des mémoires parisiennes. Le

et des façades barbouillées de 1937 après une grève dure et tags, le ramassage des ordures connu sous l'appellation de « marchés de sentence » - quelques centaines de salariés privés. bien que bénéficiant du statut des fonctionnaires de la Ville, et qui sont mis à la disposition des services municipaux.

> L'imbrication est telle qu'il est très difficlle pour un riverain à l'œil non exercé de savoir si = sa > benne à ordures est publique ou privée. « Tout est vert, hammes, conteneurs et muchines, c'est imposé par la Ville », explique Dominique Pin, directeur général de SI-TA, une filiale de la Lyonnaise. « Ce sant les ingénieurs de la Ville qui décident des fréquences et trajets; naus ne sommes que prestataires de services. » On essaye aussi de plus en plus de distinguer entre les déchets des babitants et ceux des commerçants et artisans, auxquels est demandée une redevance spéciale. Pour les ordures

1919 reste une date-clé. André Mariage qui contrôlait alors la Compagnie générale des omnibus (CGO) invente un véhicule prototype qui, après un concours, allait être retenu par la Ville. « Equipé d'un châssis Schneider-CGO (le même que celui qui équipait les nutobus), il comportait une benne à couvercles de 7 m³. Environ trois

cents de ces véhicules virent rapide-

ment le jour et constituérent le pre-

le cas de MacDonald - des mar-

chés spéciaux sont conclus.

mier parc de la SITA qui prit naissnnce à in même époque », raconte M. Pin. Finis les traditionnels tombereaux tirés par des chevaux. Un nouveau pas technique, sanitaire et économique fut franchi en 1934 quand l'ingénieur Fernand Rey inventa la benne tasseuse avec caisson fermé dans lequel les immondices étaient comprimées par un piston. La productivité fit un bond considérable. Les fameuses bennes « RS » (Rey, Sita)

vert bouteille, restent dans bien

même système de base -le compactage - équipe encore les bennes actuelles.

Les camions électriques qui commencent à sillonner les artères de la capitale ne sont pas - contrairement à la « mode » écologique - une innovation. Les premiers véhicules apparurent en 1941. « Nnus en avans exploité une grande quantité, se souvient Dominique Pin. Mais ils furent peu à peu réformés enr ils étaient lents, ovec une nutonomie réduite. » Maintenant que les batteries sont plus puissantes, que des progrès notables ont été faits pour l'aconstique, on y revient. Ils fonctionnent avec un moteur bimode: électrique dans les rues pendant la collecte, avec carburant pour rouler vers les usmes d'incinération. Trente-cing sont en service mais, selon Dominique De Legge, il est prévu à terme de ramasser le tiers des ordures avec

F. Gr.

D'autres s'en inquiètent, soulignant le rôle irremplaçable de professionnels chargés du tri et de la vérification des nouvelles. Un récent article du Washington Post suggère qu'une collaboration est possible entre journalistes et non-journa-

L'information sans journalistes

par Thomas Ferenczi

Post a publié un intéressant article, repris le 22 octobre par l'International Herald Tribune, sur l'évolution tu journalisme aux Etats-Unis. Son titre, « The news without the newsroom », pourrait être traduit librement par

> listes ». Son auteur, Richard Harwood, y note que les médias américains doivent faire face, depuis quelque temps, à un problème d'identité. La question qui

Note confrère cite plusieurs exemples de nouvelles importantes publiées par la presse améri-

ter for Public Integrity). Ce centre, dit-il, n'a rien à voir avec une entreprise de presse. Ses membres ne possèdent pas de carte de presse et ne sont accrédités ni à la Maison Blanche ni au Congrès. Pourtant, il public des rapports, au rythme de trois ou quatre par an, le plus souvent en exploitant judicieusement des bases de données informatiques, et, selon notre confrère, « distribue ses scoops à travers le monde »,

S'agit-il de « journalisme » ? demande Richard Harwood. Ou les rapports ne méritent-ils ce nom qu'après avoir été repris par la presse? Peu importe, en réalité. Ce qui retient l'attention, c'est que désormais, selon notre confrère, une bonne partie des informations publiées par les médias a pour origine des institutions qui ne sont pas des organes de presse (« non news organizations ») et qui proposent le résultat de leur travail aux journaux et aux télévisions.

Toutefois, ce qui est vrai des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne ne l'est pas encore de la France. Chez nous, rares sont les établissements indépendants qui aident les journalistes à faire face aux experts officiels ou à découvrir des cyberespace.

« scoops ». On peut citer en exemple la Criirad (Commission de recherche et d'information in-dépendantes sur la radioactivité), principal laboratoire des « contre-experts du nucléaire » (Le Monde du 19 juin). Mais, dans l'ensemble, les journalistes out affaire soit aux grands instituts de recherche publique tels que l'Insee ou l'Inserm, soit à des centres privés d'analyse et de réflexion comme la Fondation Saint-Simon ou les services d'études des banques.

Aucun de ces organismes n'a vocation à concourir au développement du journalisme d'investigation, alors que ceux dont parle le Washington Post, souvent animés par d'anciens journalistes, sont plus proches des préoccupations des médias. En France, l'existence de telles associations serait utile pour prêter assistance à la presse et assurer une plus grande crédibilité à ses enquêtes. Si l'actualité est pour partie créée par les groupes de pression, il est préférable que ceux-ci fournissent une information stire. Ce peut être une des vertus de ce « nouveau journalisme » qui émerge, selon le Washington Post, du

proclamations des « relativistes »

Jean Sarniguet

LA MORALE À L'ÉCOLE

Jean-Louis Bernou

des « social studies », qui s'achament depuis dix ans sur les font certains auteurs de termes scientifiques dans des contextes prétendus « scientistes » des très différents de leur contexte « sciences dures », en brandissant d'origine. Sur le relativisme, on mal à propos des citations obscures d'une poignée de philosophes « post-structuralistes » français, on comprend bien l'exaspératioo salutaire des inculpés. Il semble donc mal venu de leur reprocher leur humour corrosif à l'égard de leurs procureurs aux dents longues et aux idées courtes. Restaurer le crime de lèse-majesté serait-il politiquement correct?

Notre gouvernement veut réintroduire l'apprentissage de la mo-rale à l'école. Fort bien i Une morale n'a pas valeur d'absolu, mais est un ensemble de règles qui réglemente une société à un moment donné. Or notre société a beaucoup changé et continue d'évoluer très vite. Où sont ces oouvelles nomnes que l'oo pourra enser à nos enfants? (...) La morale ne serait-elle tout simplement pas l'apprentissage du bien et du mal? Cette ootion est-elle innée? Sur quoi peut-on la fonder, qui ne fasse pas appel à une religion? Pourquoi ne dois-je pas tuer autrui? Le bon sens me dit que si j'accepte de tuer, alors j'accepte aussi d'être tué, et l'on en reste là. Consensus diabolique...à la merci d'individus pour qui la vie et la mort n'ont pas le même sens, ou pas de sens du tout. Enfin, comment peut-on sérieusement prétendre apprendre la morale à nos enfants aiors qu'ils ont devant les yeux l'étalage d'immoralité dont font preuve bon nombre de nos dirigeants, de quelque parti qu'ils soient?

Fresnes (Val-de-Marne)

Les leçons d'un conflit

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05

Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90 Internet: http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL 4

OUVENT présenté comme l'ilinstration des blocages de la société française, le conflit des routiers s'est terminé par un réel succès du dialogue social et d'un syndicalisme à la fois capable d'établir un véritable rapport de forces mais aussi de s'asseoir à une table de négociations pour élaborer un compromis et non pour bumilier la partie adverse. On pent. certes, regretter qu'une fois de plus le conflit alt précédé la négociation. On pent également déplorer que les syndicalistes ent en besoin d'installer des barrages sur les rontes et d'entraver la circulation alors qu'en bonne logique sen! un blocage des entreprises concernées se justifiait. Mais les syndicats savalent pertinemment que, sans l'opinion publique et l'aide dn gouvernement, ils n'obtiendraient pas gain de cause.

L'Issue de la grève est un succès pour la CFDT, le gouvernement, mais aussi pour l'Europe sociale. Pour la CFDT, c'est évident. Grâce à un travail de fond dans les entreprises, elle a su s'implanter dans un secteur bostile an syndicalisme et v devenir majoritaire. En perturbant le trafic sans le bloquer totalement, elle a obtenu le soutien des médias. Dans la pégociation, elle a obtenu gain de cause sur sa principale revendication: la création d'un salaire minimum garanti an niveau de la branche.

La fédération du transport CFDT, opposée à la ligne confédérale de Nicole Notat, a, cette fois, démontré sa capacité à analyser les enjeux du conflit et conflit bien plus onéreux.

à le maîtriser jusqu'à son terme Le gouvernement s'en surt égaiement blen. Jean-Claude Gayssot a intelligemment joué le rôle de médiateur sans brandir nne menace particullère à l'égard du patronat qui l'aurait faît sortir de son rôle d'arbitre. En levant par la force quelques barrages aux frontières, le gouvernement a montré qu'il entendait les récriminations de ses partenaires enropéens. C'est nne des nonveautés de ce conflit. Théoriquement national, celni-ci a eu Immédiatement une dimension européenne. A cause de soo origine - la libéralisation du transport -, mais aussi parce qu'une grève, daos un pays, a désormais des conséquences an-delà de ses frontières. La libre circulation des marchandises impose la construction d'une Europe davantage sociale. On ne peut que s'en féliciter et espérer que les gouvernements comprendront le message une semaine avant le sommet européen sur l'emploi à Luxembourg.

Enfin, un an après l'accord non respecté de 1996 et trois ans après le contrat de progrès de 1994, également bafoué. le patronat du transport a saisi une dernière occasion de regagner en crédibilité. La balle est maintenant dans son camp. Le succès on l'échec de l'accord concin vendredi dépend des chefs d'entreprise. S'ils s'emparent de Paccord pour moderniser leur politique salariale, chacun sera gagnant. Si, comme eo 1996, fls ne respecteot pas les engagements de leurs représentants, ils prennent le risque d'un nouvean

fr. Historic extédit par la SA, LE MONDA du directoire, directeur de la publicarion : Jean-Mairle Colombant : Jean-Marie Culomband ; Dombrique Aldry, directeur général ; Noci-Jean-Bergerman, directeur général-adjoin.

Directeur de la réduction : Edwy Plemei Directous adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pietre Georges, Directeur artistiqué : Dominique Roynerie Réducteur en chef uchnique : Eric Azan rétaire général de la rédaction : Alain Fourmen

Médiacur: Thomas Ferenczi Directeur exécuir : Eric Piallour ; directeur délégoé : Anne Chaus Conseiller de la direction : Alain Rollat : directeur des relations internations

Conscil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courrois, vice-président Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1967-196 Anciel Laurens (1982-1985), Anciel Fontaine (1985-1991), Jacques Lescurne (1991-1

Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : cent aux à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 961 800 F. Actionnaires : Société civile » Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert Beuve-Méry, Société amonyme des locteurs du Monde ».

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseur,

Le Monde Presse, Jéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

Le vieillissement de la France

PARMI les phénomènes qui, de-puis un demi-siècle, ont eu une in-permettent de suivre l'évolution du fluence déterminante sur la civilisatioo occidentale, il en est un, d'ordre démographique, qui est peu connu du public. Nous vouions parier du vicilissement de la population, c'est-à-dire de l'augmentatioo constante du nombre des vieillards dans la population

Bien que les premiers recensements par âge remontent déjà à plus d'un siècle, c'est à une date re-lativement récente que l'on s'est attaché à étudier la structure par age des populations et que fut mis en évidence le processus du vieillissement. On peut s'étonner de ce retard si l'on songe qu'il s'agit là d'un phénomène ne pouvant prêter à aucune contestation et, au surplus, facilement mesurable.

Le vieillissement est commun à toutes les populations occiden-

mal. Si à la fin du XVIII siècle notre pays comptait, pour 100 Français, 8 vicillards de plus de soixante ans, cette proportion s'est élevée constamment depuis. Après avoir atteint 11 vers 1860, et 12 eo 1900, elle se situait, à la fin de 1946, à 16.

Ce vieillissement déjà si accusé de la population active ne fera que s'acceotuer encore, et les calculs les plus sûrs permettent d'affirmer que - sauf immigration bien eotendu - il va s'accélérer pendant au moins vingt ans, même avec une reprise sensible de la natalité. Abaissement de la mortalité et abaissement de la natalité sont intervenus coojointemeot pour provoquer le vicillissement.

Jean Daric (9-10 novembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 61-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

IL Y A près de trois semaines, le Washington

« L'information sans journa-

SI L'ON AVAIT SU...

la seul solution honorable....

dans : cadre des lois qui le ré-

cas d'spèce, l'entrave à la libre cir-

culation et à la liberté du travail.

Ainsi, comme notre pays en est coutunier, une minorité prend en

ENTEAVE

l'air & laisser entendre : si l'on

DU MÉDIATEUR leur est posée, dit-il, est de savoir qui est journaliste et qui ne l'est pas.

caine sur le financement de la campagne présidentille de Bill Clinton ou sur l'échec de son projet le réforme de la protection sociale, par exempe - qui avaient pour origine non le travail des journalistes, mais celui d'une des nombreuses associations installées à Washington, en l'occurrene le Centre pour l'intégrité publique (Cen-

preuve de compassion béate pour riques; d'autre part, l'usage que Je sús absolument effaré. On a

ces routiers? Jacques Farines Ensisheim (Haut-Rhin)

avait si l'existence de la « solution finale », on n'aurait pas déporté les juifs. larce que leur interdire la L'ORGANISATION phipar des professions, confisquer **DES TRANSPORTS** leurs liens, les obliger à porter Beaucoup a été dit sur les condil'étoilejaune, les envoyer dans des tions de travail et de rémunération. indignes, le comportement arcampsqu'on supposait de travail. en Allmagne, c'était oormal... chaïque du patronat, tout ce qui pour es juifs? Personnellement, justifie le nouveau conflit des roumaintou avec ma classe dans l'artiers. On a parlé aussi de l'individualisme qui règne dans ce milieu, et qui rend difficile la gestion de ce mée damistice, en 1940, j'ignorais les prenières mesures antisémites lorsque le « toubib », adjudantconflit. Mais on parle très peu de médeca originaire du contingent, deux autres sujets. Primo, en s'orm'appit que, si on lui reconnaisganisant à flux tendus, certaines sait la apacité de soigner les trouentreprises économisent la eestioo des stocks et surchargent les fions, I oe pourrait pas terminer ses étules quand il serait démobiliroutes, avec les coûts qui s'ensé, la professioo lui étant intersuivent pour la collectivité. Elles se reodeot aussi tributaires d'un dite... parce que juif! Alors que j'avaisdéjà mai digéré la suppresconflit social chez les transporteurs sion immédiate de la République, et en aggravent les conséquences. Secundo, le camion est sans doute j'ai coupris que la Résistance était oécessaire sur les courtes dis-Henri Coutis tances, mais est-il raisonnable Voiron qu'un transport d'Espagne en Aneterre, par exemp e, soit fait bai la route, avec toutes les misances Le colt de grève doit se faire que cela entraîne? La Suisse et

gissen. Or l'exercice normal du draconiennes de restriction du transit routier; les autres pays, y droit le grève n'autorise pas les troubis à l'ordre public et, dans le compris la France, seraient bien

Rouen

organisation des transports.

l'Autriche ont décidé des mesures

avisés de revenir à une meilleure

Jacques George

otage a majorité de la profession des rutiers et le pays pour faire LE COMBAT DE SOKAL about ses revendications, peu im-Je suis de ceux que le canular de porteleur légitimité. Cela ne fait Sokal a réjouis (...). Mais je suis plus réservé en ce qui concerne le que escréditer un peu plus notre combat actuel de Sokal et Bric-Etat e apporte de l'eau au moulin mont. Il me semble qu'ils attaquent des etrémistes. De plus, ce type simultanément deux cibles, qu'on d'attitude ne peut que favoriser le aurait intérêt à distinguer : d'une non-espect des lois et le prolongepart, le relativisme, qui réduit la mentie ce conflit. Le Monde pourrait-i avoir une attitude un peu pluscritique, au lieu de faire

peut avancer beaucoup d'obiections, et elles oot déjà été largement formulées et diffusées. Mais il ne faut pas confondre tous les relativistes : si certains sont de purs philosophes on essayistes, d'autres sont de véritables sociologues, qui appuient lenrs thèses sur des études empiriques souvent de grande qualité, ce qu'on peut reconnaître sans endosser toutes les conclusions qu'ils en tirent. L'utilisation, à leurs yeux abusive, de termes scientifiques pose de tout autres problèmes, et je crains que nos deux physiciens ne mènent un mauvais combat, ou piutôt qu'ils ne poussent pas leur critique assez loin pour qu'elle puisse convaincre. Oue certains auteurs utilisent des termes scientifiques d'une facoo qui est absurde si oo les preud dans leur significatioo scientifique rigoureuse ne suffit pas à les disquamer. La question a se poser est: qu'ont-ils voulu dire ? Lorsque Lacan dit que l'inconscient est un tore, est-ce que cela a un sens en psychanalyse, indépendamment du sens pour le mathématicien? (...) C'est aux psychanalystes de dire si ce que dit Lacan a un sens pour eux, et si la théorie à l'intérieur de laquelle le mot est utilisé est valide, ou au moins constitue une bypothèse intéressante.

Benjamin Matalon Evry (Essonne)

Lèse-majesté

Dans l'affaire Sokal, on peut se demander qui est le loup vindicatif, coupable de faire un faux procès à l'agneau innocent pour le croquer, et qui est l'agneau récalcitrant, qui cherche seulement à tuer le loup par le ridicule? Quand on a lu les

science à un texte ou à un produit des seules conditions socio-histo-Les Etats-Unis principaux composants et les installations de réparation et de production. L'Irak doit aussi accepter « inconditionnellement de ne pas enpanne ocquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant destratégie servir à en fabriquer ». La résolution 687 dispose néan-

Suitede la première page

irakienne

Wahington n'a pas eu davantage le succès avec une autre coalition n'elle a encouragée, l'Entente naticiale irakienne. Les bombardemens américains de cibles militaire au sud de Bagdad en 1993, 1994 t 1996 n'ont eu que des résultats tès limités.

Le Etats-Unis exigent de Bagdad le rspect des résolutions du Consil de sécurité de l'ONU. Mais, soutnus par la Grande-Bretagne, ils reusent une lecture légaliste de la pls importante de ces résolutions la 687, adoptée en avril 1991, et qi prévoit la « destruction », « l'eièvement » ou la « neutralisation : « sous supervision internationale, des armes de destruction massye de l'Irak.

Ces inclut les armes chimiques et bilogiques, tous les missiles balistiges d'une portée supérieure à 150 Homètres, ainsi que tous les

moins (paragraphe 22) que, lorsque Bagdad aura satisfait toutes les conditions de son désarmement, les interdictions « touchant l'importation de produits de base et de marchundises d'origine trakienne et les transactions financières connexes seront levées ». C'est ce paragraphe que la Russie, la France et, dans une moindre mesure, la Chine font miroiter aux yeux du président irakien, Saddam Husseln, pour qu'il fasse preuve de transparence totale en matière de désarmement. Les Etats-Unis n'en sont pas

d'accord. Ils estiment que l'Irak ne peut pas choisir à la carte les résolutions qui lui plaisent. Contre le paragraphe 22 de la résolution 687, M. Pelletreau invoquait le préambule de ce même texte qui souligne la nécessité de s'assurer « des intentions pacifiques de l'Irak», ce qui n'est pas possible.

Pour la France et la Russie, c'est au peuple irakien de décider qui le gooverne. Aussi longtemps que Saddam Hussein sera au pouvoir, c'est avec lui qu'il faudra donc traiter. Paris et Moscou ont un argumeot de poids: l'embargo pluriel imposé à l'Irak depuis sept aus a lourdement pénalisé la population et o'a pas affaibli le régime. Il doit donc être levé dès que Bagdad aura satisfait les conditions requises par la resolution 687.

Une partie sculement de l'opposition irakienne partage ce point de vue. Il faut, explique Labib Abbawi, membre du bureau politique du Parti communiste irakien, que toutes les dispositions soient parallèlement prises pour maintenir le régime dans un état d'isolement politique et diplomatique, de la même manière que le Couseil de sécurité a su faire preuve d'inventivité en créant un mécanisme d'application de la formule « pétrole contre nourriture » qui empêche le pouvoir d'en tirer profit.

BAGDAD AGGRAVE SON CAS

L'opposition réclame aussi un dispositif qui oblige le gouvernement à respecter la résolution 688 de l'ONU, d'inspiration française, qui exige le respect des droits de l'homme, bafoués à outrance par le régime irakien. Les opposants affirment, par ailleurs, avoir réuni les pièces nécessaires pour faire traduire en justice M. Hussein pour crimes contre l'humanité.

Les gouvernements arabes sont perplexes et divisés: alors que le Koweit et l'Arabie saoudite, les

deux pays les plus menacés par M. Hussein et aussi les plus dépendants de la protection des Etats-Unis, redoutent de voir ce dernier réhabilité, l'Egypte et la Turquie partagent l'avis de la France et de la Russie. Les opinions publiques arabes supportent de plus en mal les souffrances des trakiens et une politique américaine jugée résolument hostile aux Arabes, puisque ce sont les Etats-Unis qui sont à l'origine des embargos imposés non seulement à l'Irak, mais aussi à

C'est la pugnacité des inspec-

la Libye et au Soudan.

teurs internationaux qui a régulièrement forcé les dirigeants iraldens à admettre qu'ils n'avaient pas tout dit. Dans son dernier rapport, l'Unscom affirme avoir répertorié pratiquement tous les missiles Scud importés de l'ancienne Union soviétique, mais elle n'est pas sûre du nombre de missiles balistiques de fabrication locale dont l'Irak dispose encore. La Commission estime aussi que Bagdad cache tourjours du matériel dans le domaine des armes chimiques et biologiques. En dérobant à la surveillance des caméras de l'ONU certains matériels militaires lors de la dernière crise avec l'Unscom, les autorités irakiennes n'ont donc fait qu'aggraver leur cas.

Mouna Naïm

SPIRITUEUX Si les spiritueux (vodka, gin et surtout whisky) ont le vent en poupe, les liqueurs, plus siru-peuses, traversent une période diffi-cile. Elles souffrent de leur image

vieillotte et d'un mode de consommation en voie de disparition.

MA-RIE BRIZARD en est l'illustration. Le groupe bordelais de spiritueux et boissons sans alcool a obtenu du

tribunal de commerce de Bordeaux la nomination d'un mandataire afin de trouver « un accord général de restructuration financière » avec ses banquiers. • POUR ENRAYER leur dé-

consommateurs et de transformer leurs produits en apéritifs. Or ce marché est déjà très encombre, et en voie

de changer les habitudes des PAUL RICARD, fondateur du gioupe Pernod-Ricard (lire aussi page 16), a ainsi relancé les spéculations artour d'une OPA sur la société.

Les vieilles marques de digestifs se tournent vers le marché de l'apéritif

Menacés par l'image vieillotte de leurs produits et par la concurrence d'alcools plus « universels », les fabricants de liqueurs cherchent à modifier les habitudes des consommateurs. Mais ils ont été précédés par le lancement, à grand renfort de publicité, de boissons plus « branchées »

MARIE BRIZARD placée sous la tutelle d'un mandataire ad hoc par le tribunal de commerce de Bordeaux : l'information a fait, début octobre, l'effet d'une bombe dans le petit moode des alcools. Commeot cette marque bicentenaire, la hultième figueur le plus consommée au moode en 1996 (13,2 millions de litres), a-t-elle pu en arriver là? Les problèmes de Marie Brizard sont d'abord ceux d'un groupe diversifié dans les boissons. Le célèbre digestif anisé ne représente d'ailleurs plus aujourd'hui que 7 % des ventes du groupe du même oom. Mais cette crise en révèle une autre, plus structurelle, celle du secteur des liqueurs.

Tout le dilemme de ce marché est résume dans une formule d'Olivier Charriaud, directeur du marketing international de Cointreau. chargé par le groupe Rémy-Comtreau de relancer cet alcool à base d'écorce d'orange : « Nous souhaitons montrer que les valeurs de Caintreau appartiennent davantage au monde des spiritueux qu'à celui des liqueurs traditionnelles. » Spirimens on housins, la ouance d'est pas que sémantique. Les premiers se resument de plus en plus aux alcools de grain: vodka, gin et surtout whisky, très prises par les jeunes consommateurs, qui les dégustent, précisément, en long drinks, c'est-à-dire coupés avec une boisson non alcoolisee. Les secondes, plus sirupeuses - de 100 à 200 grammes de sucre par litre, et jusqu'à 400 grammes pour les cremes de cassis -, souffrent de leur image vieillotte et de leur mode de consommation comme digestif, une habitude en voie de

Pour essayer de changer d'uni-

Les dix liqueurs les plus vendues dans le monde						
Marque	Groupe	Pays (mi	Ventes lions intes)			
De Kuyper	De Kuyper	NL '	36,4			
Badey's	Grand Met	UK.	35,6			
Berentzen	IB Berentzen	ם	30,7			
Kahlua	Allied Domeco	UK	212			
Southern Comfort	Bmwn-Forman	USA	19,8			
Malibu	Grand Met	UX 🔭	144			
Amaretto Disaronno	ILLVA SpA	i	14,3			
Marie Brizard	Marie Brizard	F	13.2			
Bols	Bols International	NL	13			
Grand Marnier	Marmer-Lapostolle	F 1.4	122.			

vers, Cointreau a fait redessiner sa célèbre boutelile carrée par l'agence Dragon Rouge, le designer de la mascotte de la Coupe du monde de football, tandis que le slogan publicitaire est résolument tourné vers l'international: «The Loogest Drink in the World >. Un

français. Ils réalise ot aujourd'bui 68,7 % de leurs ventes bors de France. Les trols grands pays consommateurs de liqueurs sont les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. Les Grand Marnier, Comtrean, Marie Brizard doivent cependant faire face à l'offensive de produits marketing plus « branchés » et lancés à grand renfort de publicité par des géants moodiaux des alcools tels que la crème de whiskey (irlandais) Bailey's ou la liqueur de rhum-coco Malibu, fers de lance du groupe britannique GrandMet dans ce secteur. Le succès de sa bqueur de pomme (apfelkorn) a permis à l'allemand Berentzen de se hisser à la troisième place moodiale des bquoristes. De quoi faire rêver les producteurs du boo

jeu de mots sur le thème du long

drink, le sesame du marché des spi-

ritueux. L'international est une

vieille tradition chez les liquoristes

vieux calvados... Quant à relancer le marché intérieur, c'est un serpent de mer. La consommation française d'alcools forts est en chute constante depuis 1960, où elle culminait à 17,4 litres par habitant. En 1997, elle est tombée à 11,2 litres par babitant. La fiscalité, lourde et complexe, n'arrange tien. . Les spiritueux et les liqueurs sont sobante fais plus taxés que le vin et trente fais plus que la bière I., s'insurge Alain Trocquemé, président de la Fédération

FORTE SAISONNALITÉ

française des spiritueux.

Même dilués, les alcools resteut surraxés sur leur base d'origine, ce qui a tué dans l'œuf, par exemple, le développement de produits « prémixés ». « Alors que, dans le même temps, les bières et les cidres à grés) connaissent un fort développement auprès des jeunes », observe M. Trocquemé. Pour les liqueurs s'ajoute une forte saisonnalité des ventes. En France, le quart des qua-Claudia Courtois rante-huit millions de bouteilles de

cassis et de fruits) qui seron vendues cette année le sera au mois de décembre, à l'occasion des fèes.

C'est donc par une révoluto du mode de consommation quepasse la survie de la liqueur. « De dgestif, elle doit devenir apéritif », reume Michel Rigo, délégué géoéal du Syndicat des biqueurs. Le chaoine kir, en imagmant de mélange de la crème de cassis au vin bland dans les années 50, fut en quelquesorte un précurseur. Maire de Dijoi, l'ecclésiastique, qui avait dépos l'ap-pellatioo kir en 1952, ne cachat pas qu'il entendait soutenir ansi la productioo locale de liqueur comme de vin. Pari réussi, pisque le kir est devenu l'un des aféritifs les plus prisés des Français.

ENCOMBREMENT

Tout récemment, le comac a amorcé une tentative de renonter sa consommation de l'ava vers l'amoot du repas. Chez Hemessy, même le prestigieux maîre de chai, dépositaire de la traction, vante aujourd'bui les mérits du cognac en long drink, cousé de Schweppes (Le Monde du 1) sep-

Reste que le marché des artirits est déjà très eocombré. Il st le théâtre, en France, d'un choque titans entre le whisky et le jastis, dont le roi, Paul Ricard, vient de mourir, ce qui relance les spiculations à propos d'une OPA sura société. Et les apéritifs à base le vin cèdent progressivement la pice au champagne, au muscat, vore au vin tout court ou... au jus deiruits, boissons jugées plus « naturdes ». La aussi, la France dispose d'un patrimoine de marques dont lanotoriété tenace masque le décil : les Saint-Raphael oot beaucop de mal à se frayer une place str des comptoirs de pins en plu encombrés à l'heure de l'apéro.

Pascal Gamier

Un mandataire ad hoc pour le groupe Marie Brizard

BORDEAUX de notre carrespondante

Faute d'un accord avec ses banquiers, Marie Brizard et Roger International, groupe bordelais de spiritueux et boissons sans alcool, a obtenu du tribunal de commerce de Bordeaux la nomination d'un mandataire ad hoc. M' Hubert Lafont, administrateur judiciaire parislen, va devoir trouver «un accard général de restructuration financière » entre les deux par-

En 1990, pour financer sa croissance externe, la société familiale avait créé une bolding européenne composée d'une vingtaine de banques. Depuis quelques mois, la société négociait avec elles pour étaler le remboursement d'une dette de 959 millions de francs, à laquelle s'ajoutent des pertes cumulées de 61 millions sur les deux derniers exercices. « Il fallait que tous les partele cas, malgré des garanties supplémentaires, du type affacturage ., explique le PDG, Paul Glotin.

Créée en 175S, l'entreprise doit sa recommée à la liqueur anisée, un secret hérité de Marie Brizard, fille d'un tonneller bordelais. En sept générations elle s'est diversifiée: dans les liqueurs,

les vins, les alcools, le gin Old Lady's, lancé en 1960, les jus de fruits et sirops (Pulco, Cidou, SIrops Sport), qui représentent 43 % des ventes en 1996. Egalement distributeur de marques, Marie Brizard va souffrir de la perte de deux marques phares de son portefeuille, les whiskies Grant's et Glenfiddich, en France, après la résiliation en 1993 d'un accord vieux de trente-cinq ans par la firme familiale écossaise William Grant & Sons. Ces marques représentaient près de 40 millions de bénéfices pour le groupe.

Paul Glotin a porté plainte pour rupture abu-sive de contrat. En janvier 1995, le tribunal de commerce de Bordeaux a condamné les Ecossaís à payer 130 millions d'indemnités compensatoires. Grant a protesté et la cour d'appel a ordonné une expertise. Un accord partiel bordelais de se faire rembourser 16,7 millions et de débloquer 77 millions de trésorerie.

Cette perte a contraint Marie Brizard à se concentrer sur son métier d'industriel en développant ses propres produits et en réduisant les coûts. En 1995, l'entreprise rachète le groupe

provençal Berger (anisés) pour enviroo 600 millions, un investissement qui est pour beaucoup dans l'endettement actuel. Les résultats soot eo deots de scie depuis plusieurs années, l'année 1996 ne fut pas aussi bonne que prévu, le cours de l'action est passé de 1 300 francs, mi-1996, à 712 francs le 4 oovembre. Paul Glotin reste serein : « L'an prochain, notre dette sera réduite de 200 à 300 millions. Nous allans céder deux à trais actifs, dont les jus de fruits Cidau : Grants devrait nous rembourser 75 millions et nous avons dégagé une marge brute d'autofinancement de 100 mil-

Ces turbulences pourraient exposer le groupe à une OPA. La famille contrôle 63,3 % du capital, dont 55,3 % détenus par la Société financière (Sofia) dans faquelle se trouvent quatre-vingts membres de la famille. En 1990, des dissensions ont poussé certains membres à vendre leurs ça oe se renouvellera pas? L'ancien président de la chambre de commerce y a peut-être pensé en justifiant l'arrivée du mandataire : « C'est un élément très positif pour éviter toute OPA. »

Elf Aquitaine rappelle à l'Allemagne ses engagements dans la raffinerie de Leuna

de natre envoyé spécial · Nous avons tenus nos engagements, et j'ai du mal à imaginer que les autorités allemandes ne tiennent pas les leurs ». Le ton de Philippe Jaffré, présideot d'Elf Aquitaioe, était conciliant mais ferme, vendredi 6 novembre, lorsque, sur le site de Leuna, il a rappele les promesses du gouvernement, lors de la construction de cette raffinerie dans l'ex-Allemagne de l'Est, près de Leipzig, en 1994.

Non seulement l'intégralité des subvections n'a pas été versée - la compagnie pétrolière française attend encore 260 millions de marks (860 millions de francs1- mais les autorités du pays n'ont pas non plus trouvé de partenaire industriel pour prendre 33 % du capital de le nouvelle raffinene. Refusant de ceder à l'« inquiétude » et se gardant de vouloir « engager un conflit », le présideot du groupe français n'a pas fixé d'échéance pour régler ces deux points. Seule certitude: « L'inauguration officielle n'aura lieu que larsque tout sera réglé », mème si la raffinetie a démarré son activité, comme prévu, au début du mois.

Ce rebondissement constitue l'un des multiples épisodes autour de ce projet de 6 milliards de marks (près de 20 milliards de francs). considéré comme « l'investissement franco-allemend le plus significatif depuis 1945 ». En 1992, fort du soutien de François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, Eff Aquitaine s'engage avec la Treuhand. l'organisme alors chargé des privatisations, dans la constructioo d'une nouvelle raffinerie dans l'ancienne RDA. Située eo plein cœur du triangle de la chimie est-alle-

mande, et à l'extrémité du contestent pas le mootant des subcomplexe pétrochimique de Leuna, appelé à fermer progressivement, cette raffinerie, d'une capacité de production de 10 millions de tonnes, permet de maintenir dans cette zone une activité et des emplois. En échange, la compagnie française obtient le réseau de sta-

tions-service Minol. L'importance de l'engagement financier pour Elf, qui a la charge des deux tiers des dépenses, conduit, en 1993, le oouveau présideot du pétrolier français, Philippe Jaffré, à reconsidérer cet investissement engagé par son prédécesseur Loik Le Floch Prigent. Un bras de fer s'amorce avec les autontés alle-

CONTESTATIONS

La crise est telle qu'elle nécessite des interventions au plus haut niveau des Etats. Après trois mois de conflit, un accord Intervient en 1994. Elf promet d'investir 4,8 milllards de marks et à embaucher 2 550 personnes. De son côté, le gouvernement allemand débloque 1,4 milliard de subventions, représentant 23 % de l'investissement total. Il s'engage egalement a trouver, dès le démartage de la raffinerie, un parteoaire industriel acquérant 33 % de soo capital. Si aucun candidat ne se présente, il est prévu que BvS, la société qui a remplacé la Treuhand se porte acquéreur de la participation.

Très rapidement, l'importance des subventions est contestée et les coûts sont jugés surévalués. Le versement de commissions occultes est également dénonce. En juillet 1997, la Commission européenne ouvre une enquête. Ses conclusions, rendues début octobre, ne

ventions, mais la forme des versements. Les autorités allemandes doivent rédiger une nouvelle réglementation pour verser le solde.

Elf trouve que le dossier n'avance pas assez vite. Comme si des rancoœurs subsistaient au niveau administratif. Pour Philippe Jaffré, le mootant des aides réprésente moins d'un cinquième du chantier total et ne parait pas « aberrant, comparé aux énormes difficultés de l'Allemagne de l'Est ». A ses interlocuteurs allemands, il rappelle qu'une usine Mercedes vient d'être inaugurée eo Lorraine : « Le groupe autamobile a reçu des subventions importantes et normales, je n'ai pas entendu parier de problèmes ».

Eofin, le pétroller français joue de maichance dans la recherche de partenaires. Elf a toujours souhaité être l'opérateur de la raffinerie. tout en étant actionnaire minoritaire. Aujourd'hui, il détieot l'intégralité de l'Installation flambant neuve. Non seulement les Allemands n'out pas trouvé preneur pour les 33 % du capital à placer, mais même la société DvS oe semble plus s'y intéresser. Des négociations devraient s'engager sur une éventuelle indemnisation.

Des partenaires russes, qui s'étaient engages à prendre 24 % du capital dans la raffinerie, se sont retires au début de l'année. Els espère néanmoins attirer d'autres producteurs russes, dans la mesure ou la raffinerie est alimentée par le « pipe-line de l'amitié », qui vient de Russie. Mais tout cela o'est que projet. L'objectif d'Elf, être minoritaire à Leuna, est reporté. Et au-

Dominique Gallois

La City victime d'une escroquerie de 4,6 milliards de francs

LONDRES de notre correspondant

dans la City Trois hommes d'affaires, un Britannique, un Taïwanais et un Américain, appréhendés à la sortie d'une banque, une vaste escroquene portant sur près de 800 millions de dollars (4,6 milliards de francs) de faux bons du Trésor américain. une opération de surveillance impliquant une quarantaine de policiers aidés par les services secrets américains, une City sur les nerfs après la bourrasque financière: autant d'ingrédients sulfureux pour un de ces thrillers financiers à grand spectacle chers à John Grisham. Mais, vendredi, la fiction a rejoint la réalité. Après dix jours d'enquête, la fine équipe s'est bien retrouvée en prison.

. Souvent, tes malfaiteurs s'efforcent de monnayer ce type de documents comme garantie pour emprunter de l'argent ou pour obtenir une avance sur les gains que peuvent procurer ces obligations + et, comme l'a indiqué Scotland Yard, si de petits épargnants auraient pu facilement tomber dans le filet du trio, les grandes institutions comme Menil Lynch ou Salomoo Brothers oui font leurs vaches maigres du oégoce des US Tresory Bonds. n'auraient pas été dupes. Le recours grandissant aux tractations électroniques sur le marché obligataire aurait réduit, par ailleurs, la marge de manœuvre des escrocs. Les faux boos du Trésor, dont la date d'émission remontait à 1940, réalisés sur un petit ordinateur portable, apparaissent peu sophisti-

Comment expliquer, dès lors, que cune nouvelle date n'est arrêtée. cette affaire fasse grand bruit sur la première place financière euro-

péenne, qui a vu bien pire en ma-tière de scandales reteotissants au cours des dernières années, tels que les faillites Barings, BCCI ou Maxwell? Depuis la bourrasque boursière de la semaine demière sur le marché des actions, les traders, qui vivent aujourd'bm an raleoti, atteodent dans l'angoisse... de connaître le montant de la prime annuelle de fin d'année, représentant jusqu'à quatre fois leur salaire de base, qui risque de se révéler bieo maigre. Ils sont nerveux, braques, voire déprimés et sont donc réceptifs, sur le plan émotionnel, à

ce type d'« embrouille ».

PHASE DE TRANSITION De surcroît, cette tentative de fraude intervient eo pleine phase de transition du système de réglementation britannique, période propice à toutes les coovoitises. La mise sur pied de la Financial Services Authority (FSA), super régulateur devant chapeauter tout le secteur financier et qui concrétise la refonte de la Banque d'Angleterre

annoncée, en mai, par le gouvrnement travailliste, s'avère une oération plus complexe que prévu

Par exemple, les neuf différntes autorités de régulation ne sront absorbées que progressivemen par la FSA d'ici à 1999. La coopériion entre les oouveaux gendarme du Londoo Stock Exchange ave les autorités équivalentes américines et japonaises n'en est qu'à sespalbutiements. Enfin, ce coup de alai a permis de mesurer une couelle fois la vulnérabilité de certainsétablissements exposés à des doots indésirés, malgré la multiplicaion des cootrôles internes imposé par l'institut d'émission.

Pour une fois peu bavard, leprésident de la FSA, Howard Dvis, s'est borné à répliquer au Mnde que « cette période de flottemet est celle des plus grands dangers que naus comptons toutefois minisser grâce à la mise en place, en doueur, d'un mode de réglementationefficace ». Pourtant, il y a à dire_

Marc Rche

35

DÉPÊCHES

■ FRANCE TÉLÉCOM: le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a signé une convention tarifaire avec France Télécin prévoyant une baisse des tarifs du service universel des télécommuncations pour les années 1997 à 2000, a annoncé Bercy, vendredi 7 p vembre. Les tarifs devraient baisser (par rapport à l'évolution des prià la consommation! en moyenne annuelle d'au moins 9 % en 1997et 1998 et de 4,5 % en 1999 et 2000. Les tarifs internationaux et longue detance connaîtront des baisses plus importantes encore.

■ IIT SHERATON: Starwood Lodging, qui a déposé, le 20 octob une offre publique d'achat (OPA) amicale du groupe bôtelier ITT Se raton à 80 dollars par titre, l'a portée, vendredi 7 novembre, à 82 dilars par action. Les actionnaires d'ITT estiment qu'Hilton, l'autre pe tendant à la reprise, avec une offre à 80 dollars par titre, augmentra aussi son offre d'ici à l'assemblée générale d'ITT, mercredi 12 b

PLACEMENTS

Les petits actionnaires ne doivent pas prendre de décisions hâtives

Malgré une conjoncture agitée, la Bourse de Paris affiche encore une performance très honorable depuis le début de l'année. Et les places financières ne sont pas à l'abri de nouvelles secousses

LE MOUVEMENT de Yo-Yo des dernières semaines sur les marchés financiers a de quoi dérouter les épargnauts français, qui avaient fini par se laisser séduire par les actions. Les 5,2 millions de petits actionnaires, dont près de 3 millions sont détenteurs d'un plan d'épargne en actions (PEA). et particulièrement les 4,2 millions d'acheteurs de titres de France Télécom, sont partagés quant à l'attitude à adopter face à de telles variations. Faut-il profiter des baisses nour acheter ou des hausses pour vendre? Il n'y a pas de réponse unique, tout dépend de sa situation personnelle. Seule certitude, « il ne fout pas agir dans lo précipitation », souligne Alain Lunard, responsable de la gestion de patrimoine à la BRED.

Dans leur ensemble, les Français semblent d'ailleurs avoir fait preuve de sérénité. Aucum retrait massif des sicav investies sur les actions u'a été observé. C'est plutôt le mouvement inverse qui s'est produit. Ainsi, à la BNP, les chargés de compte ont dû freiner les ardeurs de certains clients qui voulaient profiter du creux pour renforcer leurs positions en actions françaises. « D'outres ondes de choc sont à craindre, et il y aura d'autres occasions pour entrer sur le marché », estime François Xavier Chevalier, stratège chez BNP Gestions. Une prudence que partagent beaucoup d'observateurs. * La crise asiatique n'est pas terminée et les marchés sont entrés dans une grande période de volatilité », surenchérit Thierry Deheuvels, de chez Axa Asset Management. AN CHO

Faut-il pour autant ue rien faire? Une chose semble certaine, quelle que soit l'importance des secousses qui ébranlent les Bourses mondiales, les actions demeurent le meilleur moyen de se constituer une épargne à long terme. D'abord parce que le PEA fait figure de dernière oasis fiscale pour les épargnants français qui ont an moins cinq ans devant eux.

A condition d'avoir un porte-

feuille inférieur à 600 000 francs pour une personne seule et 1 200 000 francs pour un couple, les revenus et les plus-values des titres détenus dans un PEA restent

exonérés d'impôt (hors CSG et RDS). Ensuite et surtout, les perspectives macroéconomiques demeurent favorables aux actions.

«La correction brutale intervenue sur les morchés ne remet pas en cause le schémo global qui o été bénéfique oux actions ces derniers temps, d savoir une croissance soutenue aux Etats-Unis - et mointenont en Europe-, des taux d'intérêt bas et une inflation maitrisée », estime Monique Bourven, présidentdirecteur général de State Street

Cet établissement d'origioe américaine continue de surpoodérer la place de Paris dans soo allocation entre les différentes Bourses mondiales. Toutefois, « l'orgent focile, issu d'une sousévaluation monifeste sur certoins morchés, est terminé. Il va folloir etre encore plus selectif », note Didier Bouvignies, gestionnaire de UAP Actions France.

Les actionnaires français qui détienneut des titres en direct doivent opérer quelques arbitrages dans leur portefeuille. Il est vain de vouloir à tout prix profiter de tous les mouvements de baisse et de hausse pour acheter ou vendre des titres, ne serait-ce que parce que ces allers-retours occasionnent des frais, Néanmoins, il faut désormais éviter les actions de sociétés, comme LVMH ou Carrefour, qui réalisent une part plus ou moins importante de leur chiffre d'affaires dans la zone asiatique, laquelle devrait, au moins pour nn temps, connaître une crolssance plus faible. Tout comme il est prudent de se tenir à l'écart des valeurs financières tant que l'on u'aura pas mesuré précisément le niveau de leurs engagements en Asie et l'impact sur leurs comptes de la tourmente financière dans cette région.

A contrario, certains gérants recommandent de privilégier des sociétés qui exercent leur activité en Europe et bénéficieront de la reprise. Ils apprécient, par exemple, des titres comme Canal Plus et Pernod-Ricard, qui offreot des rendements éleves, Quant à France Télécom, les gérants sont quasiment unanimes pour dire que les baisses sur le titre seront autant d'occasions d'acbeter des actions que l'on n'a pas pu obtenir

Bourse de la société. France Télécom offre une assez bonne visibilité sur ses résultats futurs et devrait être en mesure de verser de confortables dividendes à ses ac-

Pour les épargnants qui souhaitent miser sur les actions françaises via des sicav ou des fonds communs de placement (FCP) - ils constituent la grande majorité de ceux qui ont ouvert des PEA -, là aussi des aménagements peuvent être effectués pour tenir compte du manque de visibilité sur les marchés à court terme. Ces ajustements doivent être pris en fonction du risque que ces épargnants sont prêts à prendre et de leur horizon de placement.

Les plus prudents peuvent se porter sur la vingtaine de fonds garantis oui sont actuellement commercialisés par la plupart des grands réseaux bancaires. Pour ceux qui disposent d'un horizon de placement limité, inférieur à cinq ans, ou qui ne veulent pas courir un trop grand risque, trois types de fonds sont à privilégier.

Les sicay ou FCP qui affichent clairement un niveau de risque limité tont d'abord: il s'agit de fonds dits à gestion profilée, comme Stratégis Equilibre, de la BNP, ou Sélect Equilibre PEA, de la Société générale, qui sont pilotés pour prendre un minimum de risques tout en étant largement investis en actions. Deuxièmement, il peut être ju-

dicieux de s'intéresser à des fonds qui détiennent une part importante Cobligations, Ces titres sont destinés à amortir les à-coups des marchés. Enfin, un grand nombre d'établissements financiers : commercialisent des fonds éligibles au PEA qui diversifient environ 30 % de leurs investissements sur les Bourses européennes (Euro PEA du CCF, par exemple) ou mondiales (State Street Spinnaker 2, de State Street Banque). Ces OPCVM présentent l'avantage d'afficher une volatilité, une sensibilité aux mouvements de baisse ou de hausse, inférieure à celle des sicav ou des FCP qui misent uniquement sur la Bourse de Paris.

Les épargnants qui disposent de temps devant eux ont moins à se reprise en France et en Europe. préoccuper des soubresauts ac-

le risque est toujours payant », τέsume Alain Lunard. Néanmoins, les spécialistes conseillent de ne pas investir en une seule fois la somme que l'on souhaite consacrer aux actions. Dans une période de marchés agités, on minimise ainsi le risque de rentrer au mauvais moment. Les fonds indiciels qui répliquent l'évolution de l'indice CAC 40 ou ceux qui privilégient les grandes valeurs de la cote

Le refuge des fonds garantis

Les fonds garantis éligibles au PEA (plan d'épargne en actions) dounent l'assurance aux souscripteurs de retrouver leur mise de départ an bout de un à buit ans, et cela quelle que soit la configuration des marchés. Ils garantissent, par ailleurs, une partie des progressions de la Bourse pendant cette période. Selou sou tempérament, optimiste ou pas, il est possible de préférer un produit garanti plus ou'un autre. L'épargnant très réticent à l'égard de la Bourse peut se contenter de retrouver, à l'échéance dn fonds, son capital plus un rendement équivalent à celni que procurerait une obligation, soit environ 5.7% l'an. C'est ce qu'offrent les Forfailys de La Poste oo Différence, bientôt commercialisé par la BRED. Les antres pourront souscrire des produits, comme ceux de la BNP, de la Société générale on du Crédit agricole Ile-de-France, qui garantissent, outre le capital, la moitié envirou de la moyenne des hausses trimestrielles du CAC 40 on d'un panier d'indices des principales Bourses européennes.

seront, à court terme, très sensibles aux à-coups des marchés. Les particuliers qui épargnent ment diversifier une partie de leur portefeuille sur des sicav et des FCP spécialisés sur les petites valeurs de la cote. Ils affichent actuellement un retard par rapport aux sicav grandes valeurs, mais ils devraient finalement profiter de la

Ioël Morio

Plus-values et dividendes : l'impôt devrait s'alourdir

Contrairement à ce qui a été annoncé, les . plus-values sur les valeurs mobilières ne devraient pas être taxées à 25 % mais



à 26%, à partir de l'au prochain. Quant an total des prélèvements sociaux sur les dividendes – par barème progressif de l'impôt sur le revenu -, il devrait atteindre 11 % et non pas 10 %, comme on avait pu le croire dans

un premier temps. Lorsque la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, once son plan de réduction du déficit de la Sécurité sociale, tout paraît clair : la CSG doit passer de 3,4 % à 7,5 %. Et les 2 % de prélèvements sociaux -1 % an profit de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) et 1 % an profit de la Caisse nationale d'allocations viellesse (CNAV). seront étendus à l'assurance-vie, à Pépargne-logement ainsi qu'au PEP (plan d'épargne populaire) et an PEA (plan d'épargne en actions), qui en restalent exonérés jusqu'ici. Résultat : si l'on ajuste la CRDS de 0,50 %, le total des prélèvements sociaux sur les gains ou revenus de ces placements doit atteindre

10 % à partir de l'an prochain. Reste la question plus complexe de l'imposition des plus-values boursières, et celle des dividendes. Dans un premier temps, il avait été considéré hâtivement que l'application des 1 % CNAV et 1 % CNAF

de 1 %. Mais, en décortignant plus finement les choses, le cabinet d'avocats Francis Lesebvre relève justement que ni les dividendes ni les plus-values boursières ne supportent en réalité le 1 % CNAF... Résultat : l'imposition des plus-values boursières devrait atteindre 26 %: 20,9 % - Fimpôt actuel - majoré de S.1 % (4,1 % de CSG +1% de CNAF) et non de 41% seulement comme on l'avait cru dans un premier lemps. Quant aux dividendes, Ils devraient supporter un prélèvement giobal de 11 % à partir du 1° janvier si l'on ajoute

revenus dejà soumises à deux prélèvements

serait neutre pour ces catégories de

Laurent Edelmann tuels des marchés. «A long terme

Le football, un investissement qui séduit les Britanniques

de notre correspondant

dans la City « Le football est un placement dynamique. Son succès, à l'avenir, dépend de sa copacité d exploiter d l'éche'le notionale, européenne, voire planétaire, le cocktail magique des droits de télévision, du mécénat commerciol, de lo vente d'articles de sport.» Comme l'indique David Brooks, spécialiste des loisirs auprès ce Nomura international, le ballon rond fait aujourd'hui figure d'investissement à la mode aux yeux des organismes de placements et des fonds d'arbitrage an-

glo-saxons. L'English National Investment Company (ENIC) est devenu, en peu de temps, le premier conglomérat au monde du football grace à sa prise de contrôle de quatre clubs européens réputés : Glasgow Rangers, Slavia Prague, Vicenza et AEK Athènes. « Notre objectif est d'experter le savoir-faire ocquis en Anglezerre. En général, l'acquisition de clibs du continent, qui sont souséquipés, démunis de ressources et gérés de monière artisonole, est

moins chère qu'en Gronde-Bre-tagne », déclare Dan Levy, directeur général de ce trust, dont les principaux actionnaires sont le financier britannique Joe Lewis, qui vit aux Bahamas, et le groupe sudafricain Richemont-Nethold (tabac, luxe et médias).

A la lumière de cette réussite, un autre fonds, Singer & Friedlander, dont le succès est fondé sur des investissements dans des clubs de football, chez des fabricants de maillots ou de chaussures à crampons et dans des compagnies de restauration, a annoncé le lancement d'un nouveau produit financier centré sur le basket et le hockey sur glace.

CIBLE DE LA PUBLICITÉ

L'introduction en Bourse de Leicester City FC, formation de première division du championnat d'Angleterre, actuellement en milieu de classement, a fait un tabac auprès des investisseurs institutionnels. Enfin, le rendement du premier sports portners, un fonds plus spéculatif, s'est accru de 66 % depuis sa création, l'an demier.

DÉPÊCHES

■ SICAV : Pencours des sicav françaises, toutes catégories confondues, a diminué de 2,27 % en octobre, par rapport à septembre, à 1 St8 milliards de francs, revenant pratiquement à son niveau de décembre 1996, selon les statistiques mensuelles de la base de données spécialisée Fininfo. Cette baisse est liée essentiellement aux marvaises performances des marchés actions (- 21 milliards).

■ CAT: les obligations assimflables du Trésor pour les particuliers serent proposées, en novembre, au prix de 2 017,80 francs pour une coupure nominale de 2 000 francs, a annoncé le ministère des finances. Ces OAT font partie de la ligne 5,50 %, échéance le 25 octobre 2007. Elle sera proposée aux particuliers du 6 au 24 novembre.

A l'évidence, investir dans le football peut être rentable. Selon une enquête du Center for Football Research, le profil du supporteur britannique moyen est passé, en une décennie, de la catégorie C1 (ouvriers) à AB (classes moyeune et supérieure), cible idéale des publicitaires tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger. Résultat de cette mutation : les compagnies de haute technologie, de télécommunications ou de services financiers out remplacé comme sponsors les brasseries, les banques locales ou les sociétés d'électroménager.

Autre avantage en termes de marché: la dimension désormais paneuropéenne de ce sport. Plusieurs clubs italiens étudient, par exemple, une inscription au London Stock Exchange. Comme aux Etats-Unis, les groupes européens de l'audiovisuel s'intéressent, de surcroît, de près au secteur. «L'ochat d'un club renforce la position d'une choine de télévision quand il s'agit de négocier les droits de retransmission avec les fédérations sportives. Le partenariat Conal Plus - Paris-Saint-Germoin en est lo meilleure illustration », insiste David Brooks.

Les analystes, par ailleurs, soulignent les plantureuses perspectives au Japon, à Singapour et en Malaisie. Des pays qui ont plongé récemment dans la frénésie footballistique. Dernier argument, les gestionnaires de portefeuilles disposeot d'une information de bonne qualité sur la tenue de leurs placements grâce à la presse mais aussi à l'indice boursier Nomura, basé sur la capitalisation bour-

Si l'expérience vous tente, prudence toutefois. Car la performance des dix-neuf clubs britanniques cotés s'avère décevante, à l'exception de ceux qui sont dirigés de manière moderne et efficace comme Manchester United. . Celtic et Chelsea. Les contrôles financiers laxistes, l'envolée des salaires et du coût des transferts. les blessures et contre-performances des stars expliquent, par exemple, la chute de l'indice Nomura de 35 % depuis le début de

RISQUE D'ÉTOUFFEMENT

John Williams, expert à l'univer-sité de Leicester, craint, pour sa part, que le sport ne suffoque par l'étreinte du profit. « Obsédés par la création de valeurs pour l'octionnoire, les présidents de club peuvent être omenés o prendre des décisions contraires à l'intérêt de leurs supporteurs, comme lo vente des meilleurs joueurs, qui porte préjudice d lo performonce de l'équipe sur le terrain. . En dernier lieu, la valse des entraîneurs, le retour du hooliganisme et les scandales de corruption qui toucbent régulièrement le milieu du foot corsent le jeu boursier.

« Le football peut rapporter gros, mois d long terme »: conscient de ces dangers, Dan Levy, de l'ENIC, parie de ce placement sans passion, avec la précision clinique qu'il convient d'adopter pour une activité au rendement spectaculaire mais comprenant sa part de risques. Les passionnés doivent faire preuve de patience...

Marc Roche

"GRAND JURY" RTL-Le Monde-LEI

JULIEN

ANIMÉ PAR RICHARD ARZT

MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE) PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

BÉATRICE HADJAJE (RTL)

DIMANCHE

the second of the second

6 milliards de italia

A Street S

REVUE DES ACTIONS

NERGIE		
	07-11-97	Diff.
Offerdp	690	+8,49
if Aquitaine	692	-3,08
550	502	- 4,19
otal	612	4,37
ilya	_	
RODUITS DE	BASE	
	07-11-97	Diff.
ur Liquide	860	- 3,91
ramet	242	+5,21
ascogne (B)	498,80	- 4,80
Metaleurop	63	+3.96
Pechiney	235	-0.92
thone Poulenc A	250	-0,59
lochette (La)	24,50	-7,54
Isinor	90,90	4,81
	380	+0.26
allourec		
/allourec IFF.(Ferrailles) Dayq.Ext-Orient	429 4391	-2,27 -1,32

Bouygues	545	-0.42
Ciments Français	229,70	-2.66
Colas	830	-1.19
Eiffage	261,50	- 1,28 _
Groupe GTM	354,90	-1.41
Imetal	620	_
Lafarge	345	-427
Lapeyre	318,50	-5.48 -
Saint-Gobain	786	5,07
SGE	145,10	-1,82
Vicat	500	: +1,81
BIENS D'ÉQUIPI		

Lapeyre	378,50	-5,48
Saint-Gobain	786	- 5,07
SGE	145,10	-1,82
Vicat	500	: +1,61
BIENS D'ÉQUIP	EMENT	
	(7-11-57	Diff.
Alcatel Alsthorn	687	-1,29
Bulle	66,70	+5,67
Carbone Lorraine	1565	+2.78
CS Signaux(CSEE)	196	- 2.97
Dassault-Aviation	1295	-3.14
Dassault Electro	588	+1,37
De Dietrich	263	- 219
Fives-Lille	323,10	6,34
Intertechnique	1175	-4,23
Legrand	1050	- 2,23
Legris indust	193,70	-5,51
Sagem SA	2570	-4.74
Sat	1612	5,17
Schneider SA	324	+5,19
SFIM	990	+1.02
Sidel	335,10	+3.42
Thomson-CSF	152	3.06
Zodlac ex.dt divid	1252	+8,11
CNIM CAP	187,50	1.31
Faiveley #	187	+1.66
Cebo Industries #	696	+0.86
GF1 Industries a	1050	+9,37
HIT Ly &	508	-2,30
Manitou #	717	-3,62
Mecatherm #	232	-127
NSC Groupe Ny	804	
Radiali #	635	0.47
T - Reason	120	d' comme

Sous le signe de l'Asie et du dollar

GEORGES SOROS est-il faillible? Il y a juste un naine, le financier américain d'origine hongroise mait, sur les ondes de la BBC, que la « teme » qui avait soufflé sur les marchés boursiers

it désormais « terminée ». Au vu de la performance hebdomadaire de la Bourse de Paris et de celles des autres places boursières, la tempête, si elle a perdu de sa vigueur, n'en a pas moins fait quelques dégâts. En cinq séances, les valeurs françaises ont pendu 1,45 % après

avoir pendu 3,85 % au cours la semaine précédente. L'indice CAC 40 s'est crit juste sous les 2 700 points à 2 699,71 points. puis le début de l'année, la cote française gagne ore 16.5 %.

i les résultats trimestriels ont retenu l'attention boursiers en début de période, la baisse du dolprovoquée par la rechute des places asiatiques a tiré l'ensemble du marché vers le bas en fin de se-

Quelques valeurs s'en sortent mieux que d'autres en profitant de certaines situations ponctuelles. Les parapétrolieres comme Coflexip (+8,49 % à 690 francs), Bouygues Offshore (+ 21,02 % à 331 francs) et Technip (+ 7,87 % à 658 francs) ont bénéficié d'un regain d'intérêt dans l'attente des résultats de trois appels d'offres d'Elf

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

le 31 octobre

Dans la distribution, Carrefour réalise une performance moyenne en gagnant seulement 0,5 % à 3 025 francs. Mardi, le groupe avait annoncé un chiffre d'affaires pour octobre en hausse de 9,7 %, qui avait redonné un coup de fouet au cours du distributeur avant que ses gains ne fondent en fin de semaine. Dans une étude consacrée aux perspectives des distributeurs mondiaux, le Crédit Suisse First Boston (CSFB) considère que le groupe français est la meilleure carte à jouer si l'on veut investir dans le commerce de détail en Chine. En revanche, une crise en Amérique latine lui serait préjudiciable. Le CSFB, qui a un objectif de cours de

4 000 francs fin 1998, recommande le titre à l'achat. Les banques d'affaires américaines, JP Morgan et Goldman Sachs, vienneut de publier des notes concernant la stratégie à adopter sur les actions européennes après les récentes secousses boursières. JP Morgan a inscrit Elf Aquitaine et Accor dans la liste de ses valeurs défensives européennes. Goldman Sachs cite également ces deux valeurs dans sa liste aux côtés de Cap Gemini, CCF, L'Oréal, Rhône Poulenc, Sanofi, Total et Valeo. Elf Aquitaine termine la semaine sur un repli de 3,08 % à 692 francs et Accor, sur une baisse de 3,35 % à 1 038 francs.

La mort de Paul Ricard, vendredi 7 novembre, a relancé les spéculations d'une possible OPA sur le

Grandoptic.Photo / IMS(Int.MetalSer)i

AUTRES SERVICES

du dollar	Unibali porteur Fonciere (Cie)	565 605	+2,72
	Fonciere Euris	305	.000
NN MATINE	Fone Lyonnaise *	700	_
	Foncina #	495	-1,19
groupe de spiritueux. Pour expliquer ces spécula-	Imm.Plaine Monc.	190	~ 13,63
Stoute of springers tout deposite and springers		7650	-1,16
tions, certains analystes, relevent les incidences	ım.Marseillaise	73.60	-1.86
que pourraient avoir le décès du fondateur sur	Frankoparis 4	75,60 246,50	+1,64
l'avenir du groupe. Certains mettent en avant le	Immob.Batibail Ny#	25	+8.69
fait que Patrick Ricard pourrait avoir les mains plus	imraob.Hotel. #	-23	100
There returns no metion do miser de décl	erninere ribidh	CIEDO	
libres, notamment en matière de prises de déci-	SERVICES FINAN		Diff.
sion. D'autres imaginent que le « rôle fédérateur »		07-T1-97	<u></u> Um
joué par Paul Ricard au sein des actionnaires sûrs	AGF-Ass-Gen.France	299	- 1,48
de l'entreprise, comme la famille ou les salariés, qui	Axa	398,50	+ 0,58
va s'éteindre avec la mort du fondateur, va libérer	Bancaire (Cle)	739	-6,13
	B.N.P.	250,50	- 1 .76
ces actionnaires, qui deviendront plus exigeants,	CCF.	318	-2,69
notamment en terme de valorisation du cours, et	Cetelerri	626	- 2,15
ne résisteront pas le cas échéant aux sollicitations	CPR	441	-1,45
de l'extérieur.	Cred.Fon.France	63,50	+0,79
Pour Jean Weisse, l'analyste qui suit cette valeur	Credit Lyonnals Cl	32 0	+9,94
à la CPR. Pernod-Ricard est actuellement à la croi-	Cred.Nat.Natexis	321	- 0,92
	Dexia France	562	- 2.95
sée des chemins et le titre est faiblement valorisé	GAN excit sous.	· 127	·+ 5,04
pour des raisons essentiellement sectorielles. Le	Interbail	172	+1,17
groupe vient de réaliser des acquisitions majeures	Locindus	770	– Q,is•
en Espagne et en République trhèque alors qu'il	P <i>ariba</i> s	409,10	-2,33
	SCOR	254,80	- 4,88
n'en avait pas réalisé depuis 1988. En outre, il de-	Selectibanque	68, 15	- 3,87
vrait rapidement toucher les dividendes des me-	Societe Generale	762	- 3,54
sures prises en période de crise et profiter très net-	Sophia	225,90	-0.92
	UIŠ	208	+0.97
tement du mouvement de reprise. Pour la seule	Union Assur Foal	650	+0,77
séance de vendredi, le titre a gagné 3 % à	Via Banque	160	5,7?
270,50 francs, dans un marché qui a baissé d'au-	Worms & Cie	493,10	- 0,38
tant. En cinq séances, l'action a gagné 1,2 %. De-	France 5.A	1178	-0,76
	Immobanque	625	_
puis le début de l'année son recul est de 5,7 %.	UFB Locabail		
	Cardif SA		
François Bostnavaron	C.A. Paris IDF	736	-0,54
	Factorem	640	+ 5,22
	Courtie	500	- 5.60

1 active citt		
Fructivie	590	- 5,60
I.C.C.	140,10	+0,79
Union Fin.France	540	-4,42
SOCIÉTÉS D'IN	VESTISSEM	IENT
	07-11-97	Diff.
Bollore Techno.	735	- 0,67
Cerus Europ.Reun	31,70	- 7,21
CG1P	1860	-7,06
Christian Dior	606	- 5,31
Dynaction	154	- 0,64
Eurafrance	2380	ا3, 1 +،
Fimalac SA	471,30	: - 5,36
Gaz et Eaux	2399	+0,58
Lagardere ·	166	+0.06
Lebon	238,90	+4,78
Marine Wendel	659 -	-0.75
Nord-Est	114,20 .	: - 1,46
Salvepar (Ny)	445	-1,33
Albatros invest	150	-5,66
Burelle (Ly)	281	- 2,43
Carbonique		·
Centenaire Blanzy	384,50	.:-0,12
F.F.P. (Ny)	251	-4,67
Finaxa	337	+0,29
Françarep	- :	<u></u>
Saheton (Ly)	681 .	+4,76
Finatis(ex.Localn)	185	- 17.73
Montaignes P.Gest.	-	
Siparex (Ly) #	116,90 .	64,1-

LES PERFORMANCES **DES SICAV MONÉTAIRES**

(res brenueres er les	Desilieres de d	aque	categori	٠,	10.01	OCCODIC
LIBELLĖ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 3 mois	Rang	Pert %	Valeur Ilquid.
SICAV MONÉTAIRE	ES FRANCS					
Performance moye	enne sur 3 me	ois : O	,71 %, s	ur 1 a	an : 2,86	%
Vercors	CDC GEST	1	4.4.14	1	3.95	119194.82
CDC Arbitrages	CDC GEST	2	F05	4	3.50	107848,54
CIC Tresorerie Plus (C)	CIC PARI	3	0.98	59	3.19	1384,94
CIC Tresorerie Plus (D)	CIC PARI	4	10,98	60	3,19	1341,11
Atlas Court Terme	ATLAS	5	9.69	24	3,32	158,54
Ecureuil Expansion	ECUREU1L	6	0.85	5	3.50	83738,69
Natwest Court Terme	NATWEST	7	6,63	3	3,50	1925,20
Union Plus	CIC BUE	8	0.85	8	3.43	183955,13
Valcomex Pibor Gestion	B NATEXI	9	0.85	79	3.13	181297,05
ABF-M)	ABF	10	8.84	28	. 3,31	1858,90
Orsay Sécurité	ORSAY	11	0.84	9	3,40.	10612,42
lena Performance 3	BF7"	12	13.83	6	3,45	12564,71
Placements Monétaire	NSM	13	8.83	12	3.38	1131491,40
GP Cash	5MC	14	0,83	11	3.34	150047,38
RTP Triconeria	RRTD	15	1.23	7	200	47169 83

SICAV MONETAIRES FI						
Performance moyenne	sur 3 ma	is:		ſŢ	an : 2,86	%
Vercors	CDC GEST	1	4.14	1	3.95	119194,
CDC Arbitrages	CDC GEST	2	F05*	4		107846,
CIC Tresorerie Plus (C)	CIC PARI			59		1384,9
CIC Tresorerie Plus (D) Atias Court Terme	CIC PARI ATLAS	4 5		60 24		1341,1 158,5
Ecureuil Expansion	ECUREUIL	6		Š	350	83738.0
Natwest Court Terme	NATWEST	7		3	3,50	1925,2
Union Plus	CIC BUE	8		8		183955,1
Valcomex Pibor Gestion	B NATEXI	9		79		181297,0
ABF-M)	ABF	10		28 9		1858,9 10612,4
Orsay Sécurité léna Performance 3	ORSAY BFT	11 12	0.84	6	3,48	12564,7
Placements Monétaire	NSM	13		12	3.36	1131491,4
GP Cash	5MC	14		11	3,38.	150047,
BTP Tresorerie	B BTP	15	0.83	7	371	47169,8
Moneterme	B PARIBA	16		46	3,23	105352,
BFT Sécurité 2	BFT	17		13	3.37	1972,4
Absolu Véga DB Cash	VEGA FIN DEUTSCHB	18 19		10 15	3.35	12084,1 16947,4
Fimatrisorenie	FIMAGEST	20		17	3.34	18674
BFT Sécurité Première	BFT	21	0.82	16	3,39	1801,0
Sampaolo Institutions	SANPAOLO	22		19	3.33	10970,7
Nativest Jour	NATWEST	23		14	3.35	1789,3
CPR Cash	CPRGESTI	24		31	5,31 3,31	99189,4
Valcomex Sécurité Jour Centrale Monétaire	B NATEX CCR	25 26	0.82 0.82	26	3.31	25066,2
Diademe Jour	LB.	27	0.82	23		3294348,3
Citi-Monétaire Plus	CITIBANK	28	0.87	22	3.32	111092,5
BIP Court Terme	BIP	29	0.52	21	3,22	119350,8
CDC Monétaire	CDC GEST	30		27	3,30	19213,0
Ecofi-Cash Valunion	CIC BUE	31 32	*0.82	25 41	3.31 3.26	280280,2 50339,8
Primacic	CIC PARI	33	0.82	18		,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
Véga Sécurité	YEGA FIN	34	3.61	32	330	18334,5
Indosuez Europibur	INDOSUEZ	35	ast.	30	3,31	96900,0
Statere	BGP	36	0.87	37	3,28	21693,7
Real Monetaire .	SOFIDEP SG	37 38	- 0,21 - - 0,21 -	45 35	3.24	1064,7 105400.7
Moneplus Firmasecurite (D)	FIMAGEST	39	0.80	39	3.76	1106,1
Arcade	BIMP	40		42		1565656,7
Midland Tresorerie	MIDLAND	41	48.0	43	3.26	92970,5
Firmsecurite (C)	FIMAGEST	42	0.80	40	3,26	1278,5
Tresorys Mone-Tiop	SOGEPOST B PARIBA	43 44		70 44	3.24	269538,9 554707,5
Alfi Tiop	ALFI GES	45	0.50	36	3.28	93059,3
Moneprime (C)	B PARIBA	46	6.80	62	3,19	159693,8
Moneprime (D)	B PARIBA	47	0.80	63	3,19	153588,5
CNP Assur-Monet	CDC GEST	48	0.80 8,60	51	3,21	17073,7
AGF Sécurité Placements Trésorerie	AGF NSM	49 50	6.80	54 47	3,29 3.23	11 <u>222,</u> 2 137 969 4,1
CPR Mobiterme	CPRGESTI	51	il fer	48	3.22	19782,9
Multival (O)	CFCM NOR	52	0000	34	3,25	19902,1
Multival (C)	CFOM NOR	53	0.00	33	3,29	20483,5
J) Centre TCN Première	CFCM CEN MASSONAU	54 55	953	49 29	331	353052,8 1842,5
Orsay four	ORSAY	56	0.79	56	320	1920,8
Naturest Institutionnels	NATWEST	57	. 879	58	3,20	568244,4
Valeurs Monétaires	DEMACHY	58	0.79	61	. 3,19	231461,1
Pension TMP -3/32	GERER CO	59	6.79	55	3,70 3,21	887027,0
EFI-Performance Demactiv Première	CCCC DEMACHY	60 61	0.79	53 112	3.04	2072,4 187422,4
BTP Monecourt	B BTP	62	0.79	50	3,22	19709,8
Entreval Sigav	ENTREPRI	63		93	2.67	19641,4
Phénix Sécurité (C)	PHENIX	64	0.79	72	3.16	8 173,7
Phénix Sécurité (D)	PHENIX	65	0,79	73	3,16	7397,5
ABF MA6 Invesco Trésorerie	ABF INVESCO	66 67	. 0.79 -0.79 0.28	78	3,73	2056,1. 1026,0
Option Sécurité	BRED	68	. 0.20	<u>-</u> 57	3.70	195137,6
Cardif Trésorerie	CARDIF	69	9.78 11.78	67	3,70 5,18	85032,4
Boreal	CDC GEST	70		69		8510,5
Finord Plus	CDT NORD	71	9,72	22	.3,24	946832,9
Epargne Associations (D)	B PARIBA	72	. 678 1	36	2.58	25061,2
Epargne Associations (C) Parmer Régularité	B PARIBA LA MONOI	73 74		35 85	2,98 3.₹ſ	25849,0 924,1
	B PARIBA	75	0.78	89 01	3.10	325555.5
	AGF	76		71 71	3,10	1029.7

SÉLECT GESTION VALORISEZ VOTRE ÉPARGNE....: SANS SOUCI DE GESTION!

Valeur de l'action au 6/11/97 • Sélect Dynamique 1148,51

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE 07-11-97

Bongrain Danone Eridania Beghin Fromageries Bel LVMH Moet Her Pernod-Ricard

DISTRIBUTION

* Sélect Equilibre PEA 1 023.13 F Sélect Equilibre 1 106.591

 Sélect Défensif 1 056,49 F Sélect Gestion est accessible à partir de 50 actions. Renseignez-vous auprès des agences Société Générale. Valeurs liquidatives 24h/24 au 08 36 68 36 62 (2,23 F/min).



AXA Court Terrile (D)	AXA	78	8.77	66	2.338.	10606,67
AXA Court Terme (C)	AXA	79	0.37	65	3.38	11005,71
Soprane)	BACOT	80	0.77	75	334	47920,04
Bardays Institutions	BARCLAYS	81	- 8.72	68	337	768858.30
Saint-Honore Sécurité	CF ROTHS	82	8.77	84		198335.65
Austral	CDC GEST	83	0.77	82	3.13:	12443.69
Gestion Investicourt	INDOSUEZ	84	0.73	76	3.34	19068.60
Trésoricic	CIC PARI	85	0.72	86	2.31	179470.27
Chatgaudun Court Terme	CPRGESTI	86	0.76	102	3.06	95962,60
Firmagarantie	FIMACEST	87	0.76	77	4.27	19247.84
Midland Protection	MIDLAND	88	0.76	99	3.06	18783,34
Demachy+	DEMACHY	89	0.76	38	2 3 77	2027.85
Institutions Court Terme	B PARIBA	90	0.76	129	*200	96440,88
VIA Court Terme (D)	VIA BANO	91	9.76	95	3.02	4777.29
VIA Court Terme (C)	VIA BANO	91	0.76	95	402	4777,29
Placement M (D)	5MC	93	0.76	116	4.0%	21256,23
Placement M 1C)	SMC	94	B,76	115	42700	22810,66
La Henin Pibor (O)	LA HENIN	95		144	. Z 2 4K.	18229,46
La Henin Pibor (C)	LA HENIN	96	70.先	163	270	18983.90
Escaval	ESCOMPTE	97	0.74	83	233	125220,45
Federal Trisorerie	FEDFIN	98	0.76	65		10290,04
Questar Trésorerie	CFCM LOI	99	= 6.7 6	91	ainb	135163.32
Stratège	CCF	100	0.76	94	200	29870.36
			. 44		31.28	24070,00
Optifinance	CCF	267	0,62	258	128	21890,23
Objectif Première	LAZARD G	268	0.62	267	2,52	19775,78
Mone_Dis	CNCA	2 69	0.62	235	26	10333,91
Yaireai (C)	B PARIBA	270	0,62	264	350	35754,79
Valreal (D1	B PARIBA	271	0.62	263	253	32662,95
CM Epargne J (D)	COT MUTU	272	8,82	278	247	19979,28
CM Epargne (C)	CDT MUTU	273	0.62	279	2.07	23136,84
Rhone +X Court Terme (C)	BP LYON	274	- 5.62	260	252	1944,36
Rhone +X Court Terme (D)	BP LYON	275	. 642-	561	2.97	1779,63
Placements Securité (C)	NSM	276	0,62	253	254	92109,60
Flacements Sécurité (D)	N5M	277	0,62	254	2.5	83814,55
Citi-Valor (C)	CITIBANK	278	0.62	272	249	18941,53
Citi-Valor (D)	CITIBANK	279	0.62	273	7.49	18411,17
Duestar Court Terme 1C)	CFCM LOI	280	0.61	270	72,50	17657,47
Ovestar Court Terme (D)	CHOM FOR	281	0,61	271	2.50	16388,50
Priv associations (C)	ВІМР	282	0.81	294	-244	39136,69
Priv'associations (D)	BIMP	283	0.61	295	440	37512,77
Occireal	BDEI	284	-16	234	26	23270,69
Pyramides Court (D)	VERNES	285	0.61	287	2,42	42404,62
Pyramides Court (C)	VERNES	286	0,61	288	242	49315,97
Cardif Monetaire (C)	CARDIF	287	* 0,67	282	40.	203,31
Cardif Monetaire (D)	CARDIF	288	6,61	283	243	198,60
Sécurita	DEMACHY	289	× 0.61.	300	2.37	48241,33
Ecureuil Monetaire (C)	ECUREUIL	290	USL	290	2.42	13141,79
Ecureuii Monetaire (D)	ECUREUIL	291	O <i>RT</i>	289	. 2/12	12515,89
Investsecurite Court Terme D	CFCM MED	292	6.20	280	- 244	3144,31
Investsécurité Court Terme C	CFCM MED	293	8.66	281	F 224	3450,80
BRO-Sécurite (D)	BRO	294	9.60	285	. 2.6	16220,56
BRO-Securité (C)	BRO	295	0.69	286	293	17577,17
Eficoop Sicav (C)	CCCC	2 96	0.50	293	241	1909,88
Eficaop Sicav (D)	CCCC	297	0,66	292	2,44	1855,53
Uni-Associations	CNCA	298	0,59	291		121,70
Topcash (D)	CPRGESTI	299	0.55	298	-728	1652,31
Topcash (C)	CPRGESTI	300	0.58	299	238	1699,93
BICS Monétaire (D)	ECOFI FI	301	0.38	306	239	1581,80
					2.30	
BICS Monétaire (C)	ECOF1 FI	302	B,58	305	430	1850,96

imco .	429,50 400	+230	Montaignes P.Gest. Siparex (Ly) #			116,90	BA,1-	
,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	*00	- Carrier	эгра	ex (cy/ s		170,50	- 1,40	
ion 20000 (C)		CL.	303	0.58	296	2,39	7299,	
lon 20000 (D)		a	304	0.58	297	2,39	16594,	
rsay Court Terme		ORSAY	305	-0.56	304	2,33	1575.	
inond Securité (C)		CDT NORD	306	0.58	301	2,35	21563,	
mord Securité (D)		COT NORD	307	0.58	302	4~ 2,35	20045	
IP Sécurité (D)		BIP	306	0.27	310	2,30	1962,	
IP Securité (C)		BIP	309	. 9,57	311	230	_ 2135,8	
cti Régulière	٠.	GERER CO	310	9,57	309	2,31	1992,7	
M Court Terms	•	B-JOIRE	311	0.57	312	2.30	M255,	
cureuli Distrimonetaire	2	ECUREUIL	312	0,57	303	254	10310,8	
rucil-Associations (C)		GRP BP	313	0.56	321	2,20	46,	
caixa		CAIXA DE	314	0.56	314	2.27	24302,	
nucti-Associations (D)		GRP BP	315	0.56	320	2.22	41,	
redit Maritime Securio	ė (D)	COT MARI	316	9.56	324	7,17	1678,	
rédit Maritime Sécurité		COT MARI	317	0.56	325	. 2,17	11734,0	
cureus Trésorerie (D)		ECUREUIL	318	20.55	316	2.25	, 310,	
Cav Associations		CDC	319	0.53	318	2.24	2440.5	
cureuil Trésorerie (C)		ECUREUIL	320	0.55	317	2.25	327	
Curi-Taux		LEGAL FR	321	0.55	319	2.72	1846	
ecuricic (O)		CIC PARI	322	8.75	308	2.32	2171,4	
souricic (C)		CIC PARI	323	0.51	307	2.32	2297.	
ovence Court Terme		HOTTINGU	324	0.54	313	r . 2,29 ·	52702,	
B Sécurité (C)		CIC 5B	325	0.54	323	239	1633,2	
B Sécurité (D)		CIC SB	326	234	322	249	11587.1	
atio Monétaire (D)		BNP	327	0.54	326	2.17	5295,7	
atio Monétaire (C)		BNP	328	0.54	327	2.17	5511,5	
cumi Court Terme (D)		COT MUTU	329	.0.5	328	2.17	15274,8	
eumi Court Terme (C)		CDT MUTU	350	0.53	329	232	16481,	
ryade (D)		BGP	337	. 2.52	337	2,12	6728,	
ryade (C)		BGP	332	235	330	2,12	6945,3	
vril Plus		CYRILFI	333	0.51	196	283.	921,4	
ni-Cash		SANPAOLO	334	0.26	315	2.27	305.3	

Les sicav monétaires bénéficient de la hausse des taux

mois demier en Europe a permis de stopper la baisse du rendement des sicav monétaires. A de rares excep-tions près, les gestionnaires ont pu bénéficier de la hausse des taux. Ils étaient largement investis sur des titres à durée de vie très courte ou obligations à taux variables.

Atlas Court terme, une sicay de Financière Atlas, profite particulièrement de sa politique prudente d'investissement sur des titres peu sensibles à l'évolution des taux. Une bonne partie de cette sicav gérée par Philippe Caron était en effet investie sur des titres émis pour un ou deux mois et n'a pas souffert de la remontée inattendue des taux courts en Europe. D'autres, comme GP Cash, une sicav de la Société marseillaise de crédit, a tiré parti de son actif investi sur les titres à taux variables. Néanmoins, certains OPCVM, comme par exemple CPR Mobidiv, n'ont pu bénéficier immédiatement de cette hausse des taux courts.

Pour les semaines qui viennent, les gestionnaires se montrent très pru-dents. « Nous investissons sur des titres très courts pour ne pas se faire piéger et saisir les opportunités qui vont se présenter », indique Rémy de Prancqueville, gérant de GP Cash. De nouvelles hausses des taux courts pourraient intervenir d'ici à la fin de l'année. « Les propos tenus por cer-

LA LOGIQUE est respectée. La re-montée des taux courts intervenue le laissent craindre une nouvelle renonlaissent craindre une nouvelle remontée des taux allemands », juge Denis Flachaire, gestionnaire d'Ecureuil Expansion.

« L'argument selon lequel la raisse des marchès financiers aura des épercussions sur la croissance économique tient moins avec des Bourses qui sont revenues à des niveaux pas significati-vement différents de ceux d'avant la crise », souligne Eric Marcombes, de CPR Gestion. Du coup, rien nempêche la Bundesbank de relever ses taux si elle en juge la nécessité. « Les taux courts sont appelés à augmenter légèrement, car la croissance deviait se concrétiser et conduire les barques centrales à être moins accommodantes dans leur politique monetaire x estime Rémy de Francqueville. Pour l'instant, la probable poursuit du mouvement de bausse des aux courts en Europe, donc du reide-ment des sicar monétaires, n'aua eu aucun impact sur la collecte de ces produits. L'encours des sicav menétaires a fondu de plus de 4 milliards de francs en octobre, selon Finnto. La sortie de grands investisseurs qui out préféré se porter directement sur les marchés pour profiter de la hausse des taux n'est pas compensée par un retour de particuliers qu'auraient vendu leurs sicav actions pour miser sur des placements plus sus.

15

The state of the s

The second second second second second

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE

THE PERSON AND AND THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF

THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY OF

The state of the s

The state of the s

The second of the second

The same was a second of the second

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

ر در دوران های این از در میکند. در در دوران های بردوران در دوران در دوران

Company of the second

The state of the s

Maria Maria Maria Maria Maria Maria

the Sugar to a

والمعار الرياضي الزيواران

د مرموساؤ د د دولو ليو پيون

PROPERTY WAS A STORY OF THE PARTY OF THE

Carres 35 (154)

The state of the s

Compression of the State of the

The same of the

الإستراءاتها البر

the same

وراسته مشهد

والأراج الأسارا المنطورية

The Confidence of

 $(\lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}) = \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}} (\lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}) = \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}} (\lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}) = \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}} (\lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}) = \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}} (\lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{a}}, \lambda_{\mathcal{T}}^{\mathsf{$

 $\frac{1}{12\pi^2} \frac{1}{12\pi^2} \frac{1}{12\pi^2} \left(\frac{1}{12\pi^2} \left(\frac{1}{12\pi^2} \frac{1}{12\pi^2$

المتحاربة في المتحاضرة

 $|\mathcal{A}^{(k)}| + \frac{k_1 + k_2}{k_1 + k_2} = |\mathcal{A}^{(k)}| + |\mathcal{A}^{($

MANUAL CONTRACTOR

Mark Carlotte

The state of the s

Compared to the second of the

Taking service of the service of the service of

Marine Har Co.

一大変 (変数) (1数4) インドー・デ

网络美国人 医直线性炎

AND REPORT OF THE PARTY.

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Special fields the state of

De Love House

Supplied the second

2025

Rakeyouter set of

The state of the s

NAMES OF

AND THE PARTY OF T

Commence of the control of the contr

 $\#_{\mathcal{H}_{\mathcal{F}}} \#_{\mathcal{F}} = \mathbb{A}_{\mathcal{F}} \oplus \mathbb{A}_{\mathcal{F}} = \mathbb{A}_{\mathcal{F}} \oplus \mathbb{A}_{\mathcal{F}}$

an in the second

" Beiere ber betit meinen

THE PARTY NAME OF THE PARTY OF

THE RESERVE ASSETS THE TAXABLE PARTY.

The second secon

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

MATIÈRES

PREMIÈRES

COURS DE L'ALUMINIUM

L'aluminium se stabilise

LA CRISE boursière que viennent

d'essuyer les pays d'Asie du Sud-Est

n'a pas particulièrement affecté le

marché mondial de l'aluminium. Les

prix varient dans une fourchette al-

lant de 1 S90 dollars la tonne pour le

contrat de référence (à trois mois) à

en dollars par tonne

Le repli du dollar face aux devises européennes s'accélère

La rechute des places boursières s'est accompagnée d'une nette baisse du billet vert face au franc et au deutschemark. La candidature française à la présidence de la Banque centrale européenne n'a pas eu jusqu'à présent d'impact sur les marchés

Pour expliquer la neutralité bien-

De surcroît, les experts notent

Bundesbank. « Si lo France avait

présenté un outre condidot que

M. Trichet, lo réoction des marchés

auroit sans doute êté tout autre »,

note un banquier français: « Que

M. Trichet au M. Duisenberg l'em-

porte n'aura pas d'incidence sur lo

Certains analystes se montrent

moins optimistes et jugent que l'ini-

tiative française pourrait finir par

provoquer des remous sur les mar-

chés financiers. Leur principale in-

quiétude réside dans la réaction de

future politique monétoire euro-

péenne. »

Le nouvel accès de faiblesse des Bourses mondiales, vendredi 7 novembre, a entraine des perturbations sur les marchés de taux

plus bas depuis le mois de juin. Il s'est en revanche nettement apprécié face au yen, en raison de l'inquiétude croissante des opérateurs à propos de la sante de l'économie japonaise. La candidature du gouverneur de la

présidence de la Banque centrale européenne (BCE) n'a pas déstabilisé jusqu'à présent les marchés. Certains analystes s'inquietent toutefois de la réaction que pourrait avoir la facteur d'affaiblissement de l'euro.

Banque de France, Jean-Claude Trichet, à la Bundesbank, qui soutient le Néerlandais Wim Duisenberg. Ils craignent aussi que la décision porte un mauvais coup à la crédibilité du projet monétaire européen et constitue un

la Bundesbank. La banque centrale de l'été 1993 à l'intérieur du Système monétaire européen (SME), que son irritation pouvait se refléter dans ses décisions monétaires. La plupart des experts ne croient toutefois pas que la Bundesbank ira jusqu'à cette extrémité que serait

Fortes turbulences au Japon

allemande o'a jamais caché soo

soutien a M. Duisenberg. Si respec-

té soit-il à Francfort, la candidature

de M. Trichet agace profondément.

Pour l'instant, la Bundesbank s'est

refusée à toute polémique, se

Le plongeno de la Bourse de Tokyo (-4,22 %), vendredi 7 novembre, a entraîné un nonveau repli des rendements des emprunts d'Etat nippons, qui servent de valeur refuge. Le taux du titre à huit ans est tombé à 1,57 %, ce qui constitue un nouveau record mondial dans l'histoire financière du XX siècle. Le mouvement est d'autant plus impressionnant que le taux d'inflation est remonté à 2,4 %, en rythme annuel, au Japon, au mois de septembre. Le ministre des finances, Hiroshi Mitsuzuka, a reconnu vendredi que l'économie japonaise est « à l'arrêt ». Le yen, parallèlement, s'est nettement affaibli, tombant jusqu'à 124 yens pour un dollar, son cours le plus falble depuis six mois. Les analystes s'atteodent à une poursuite du recul de la devise nippone. Un tel reflux permettrait de corriger la surévaluation du ven face aux devises de l'Asle en développement qui ont perdn en moyenne plus de 30 % de leur valeur face aux monnales américaine et japonaise depuis le début du mois de juillet.

rence pour la candidature Duisenberg. Mais, au-delà d'une réplique verbale, les opérateurs craignent surtout que la Bundesbank choisisse de riposter en faisant preuve d'une rigueur monétaire accrue. Cette thèse est développée par certains analystes anglo-saxons. Il est vrai que la Banque centrale allemande a déjà démontré dans le passé, notamment lors de la crise

contentant de réaffirmer sa préfé- une bausse de ses taux directeurs. ils jugent qu'elle perdrait toute légitimité en adoptant une attitude revancharde. Les derniers indicateurs publiés cette semaine outre-Rhîn semblent par ailleurs exclure un prochain resserrement mooétaire; en septembre, la production industrielle a reculé de 1,6 % et le combre de chômeurs a progressé de 19 000, tandis que l'indice des prix à la consommatioo s'est replié de 0,1 %

> D'autres économistes craignent pour leur part que l'initiative française ne finisse par affaiblir les devises européennes vis-à-vis du dollar. Seloo plusieurs éditorialistes de la presse allemande et britannique, l'apparition de tensions entre la France et l'Allemagne et la résurgence des oationalismes portent un mauvais coup à la crédibilité du projet monétaire européeo et donnent de nouveaux arguments à ceux qui estiment que l'Europe o'est pas mûre politiquement pour se doter d'une monnaie unique. La guerre des candidatures pourrait dooc accroître la défiance des investisseurs américains à l'égard de l'euro, ces derniers ayant bieo du mal à imaginer qu'aux Etats-Unis le Texas et la Floride, par exemple, puissent s'affronter afin de placer un représentant de leur Etat à la

tête de la Réserve fédérale. Toujours selon cette interprétation germano-britannique, un suc-cès de la candidature de M. Trichet, marquant à la fois une victoire des nolitiques sur les banquiers centraux et une défaite des Allemands. favorables à un euro fort, face aux Français, partisans d'un euro qui « ne soit pas surévalué », selon l'expression euphémique du premier ministre, Lionel Jospin, représenterait un risque majeur de dépréciation de la future monnaie unique.

Pierre-Antoine Delhommais

I 635 dollars sur le London Metal Exchange (LME). Fin octobre, les cours ont été entraînés à la hausse dans la suite du redressement des Bourses occidentales et des rachats de couverture de la part des fonds d'investissement. Le 7 novembre, leur fixation à 1 634 dollars à trois mois était due à une baisse continue des réserves du LME, qui se sont vidées en trois jours de 7 175 tonnes, ce qui les a rameoées à un total de 729 825 tonnes.

Le consultant britannique Anthony Bird annonce le doublement des cours de l'aluminium d'ici à Pan 2000, car, estime-t-il, l'industrie ayant sous-estimé la demande, les capacités de production oe seront pas suffisantes. On vient d'apprendre cepeodant que l'usine d'Abasi, au Nigeria, d'une capacité annuelle de 193 000 tonnes, avait commeocé à produire peodant qu'Alcoa World Ahminia & Chemicals (entreprise conjointe entre Alcoa et l'australien WMC) entreprend le raffinage d'alumine dans sa fonderie Sainte-Croix, aux îles Vierges,

CONFIANCE DES OPERATEURS

Les opérateurs sont confiants sur les perspectives de la demande. En déclin en Asie en raison du ralentissement de l'activité économique au Japon et du krach boursier de Hongkong, elle restera soutenue aux Etats-Unis car les prévisions de croissance ne s'y démentent pas, mais l'Europe occidentale ne devrait pas être décevante.

d'une capacité de 600 000 tonnes.

En France particulièrement, Pechiney vient d'annoncer qu'il augmenterait sa production de 40 000 tonnes avant la fin de l'année sur un total de 125 000 oui avaient été gelées pour répondre à la réduction des surplus mondiaux. Selon soo PDG, Jean-Pierre Rodier, la croissance de la demande semble insuffisante pour permettre aux usines du groupe de redémarrer à pleine capacité l'année prochaine. Si la consommation russe, qui s'est fortement réduite en quelques années, ne se redresse pas brusquement, le marché restera stable.

Carole Petit

d'intérêt et de changes. Le dollar s'est replié jusqu'à 1,70 mark et 5,70 francs, ses cours les ALORS QUE le calme semblait revenu sur les marchés financiers Internationaux, les places bour-DOLLAR CONTRE YEN sières ont lourdement rechuté, vendredi 7 novembre. Ce plongeon a provoqué des remous sur les taux d'intérêt et les changes. Selon le schéma habituel, les rendements des emprunts d'Etat, qui servent de valeur refuge en période de crise, se

sont repiés tandis que le dollar a reculé face aux devises européennes. Le billet vert a reflué, vendredi, jusqu'à 1.70 mark et \$.70 francs. Le taux de l'emprunt américain à trente ans est pour sa part revenu à 6,15 %, et ce en dépit de l'annonce d'une nouvelle diminution du taux de chômage aux Etats-Unis en octobre, à 4,7 %. La situation pourrait devenir très inconfortable pour la Réserve fédérale américaine : elle doit, d'un côté, veiller à éviter la surchauffe de l'économie et l'apparition de tensions inflationnistes et, de l'autre, elle dolt prendre garde à ne pas transformer les réceotes turbulences en krach. La Banque d'Angleterre, confrontée au même choix, a décidé de passer outre à l'environnement international tourmenté et a relevé, jeudi, soo taux de

base, porté de 7 % à 7,25 %. Si elle a suscité un vif émoi dans les capitales européennes, la candidature surprise du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, à la présidence de la future Banque centrale européenne (BCE)

grande quantité.

LA SITUATION s'est un peu améliorée |

pour ce qui est des emprunts internationaux

de bonne qualité. C'est insuffisant pour rou-

vrir largement l'accès du marché des capitaux

aux nombreux candidats qui veulent cette an-

née encore se procurer des ressources en

Les rendements ont cessé d'augmenter par

rapport aux fonds d'Etat et, dans certains cas,

pour des raisons techniques, les écarts ont

même diminué depuis quelques Joors. Ces

écarts s'étaient considérablement creusés à la

fin du mois d'octobre, sous le choc provoqué

par la crise boursière asiatique, qui a mis en

évidence la nécessité de respecter une juste

hiérarchie des signatures. L'abaissement

continu du niveau de l'intérêt avait, depuis

des années et jusqu'à cet été, conduit à des

exagérations. Des obligations d'un établisse-

ment public n'étalent guère mieux rémuné-

rées que celles de l'Etat lui-même et les autres

bons débiteurs pouvaient se contenter de

On est maintenant à la recherche de nou-

veaux équilibres qui refléteront mieux les dif-

férents risques. Mais ce processus de réajus-

tement prendra du temps. La demande

demeure faible et les emprunteurs hésitent à

offrir des obligations internationales sans

souscription publique à taux fixe. Ceux qui le

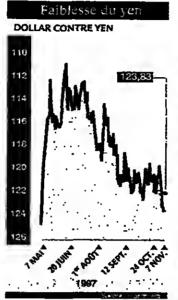
peuvent envisagent tous des solutions inter-

médiaires ou de rechange, qu'il s'agisse de fi-

nancement à court terme sur le marché de

l'argent ou bien d'emprunts privés placés auprès de quelques investisseurs. Il est toujours

n'offrir qu'un supplément très faible.



qu'à présent les marchés financiers internationaux. A l'annonce de l'initiative française, mardi en milieu d'après-midi, le dollar comme le franc sont restés stables face à la monnaie allemande. Cette indifférence a sans doute été un soulagement pour les dirigeants politiques français, qui pouvaient redouter

> possible de lever des fonds, même à long ! terme, si on propose une rémunération attrayante. Mieux vaut le faire dans la discrétion, car cela ne portera pas à conséquence. Agir au grand jour pourrait bien revenir à déclarer publiquement qu'on se situe à telle ou telle distance de l'emprunt d'Etat de référence, et le même supplément qu'il faut payer aujourd'hui pourrait bien être exigé à l'ave-

Il convient, dans ces conditions, de saluer le courage du Portugal, qui a émis publiquement, jeudi 6 novembre, pour 1 milliard de florins néerlandais d'obligations, d'un peu plus de dix ans de durée, par l'intermédiaire de la Banque ABN Amro. Les investisseurs pouvaient au départ compter sur un rendement de 21 centièmes de point de pourcentage supérieur à celui des fonds d'Etat des Pays-Bas. C'était la première fois que le Portugal se présentait sur le marché hollandais. Cela lui a permis d'élargir le cercle de ses investisseurs, tout en donnant à sa transaction un caractère européen. Non seulement les titres seront convertis en euro des que la monnaie commune existera, mais il est en outre envisagé de les assimiler, le moment venu, à ceux d'un autre emprunt qui, lui, verrait le jour sur le marché national de Lisbonne.

Ses promoteurs ne disent que du bien de cette transaction portugaise dont le placement s'est, pour l'essentiel, effectué aux Pays-Bas. Ailleurs, les spécialistes divergeaient dans leur appréciation. Tous se montraient impressionnés, mais certains, sceptiques, en

diminualent l'importance car, prétendalent-Ils, elle avait été accompagnée par un autre emprunt à caractère privé, qui aurait été conclu en Allemagne et dont le rendement serait plus élevé. Aucune confirmation n'a été fournie quant à une éventuelle seconde émission. Il reste que les incertitudes sont trop fortes pour que le marché dans son ensemble

Pour ce qui est des emprunteurs dont le crédit est discuté, la crise s'est poursuivie ces derniers jours, les obligations d'Amérique latine étant fortement malmenées. Aucune opération de cette catégorie de débiteurs n'a été contractée depuis deux semaines et il est impossible de prévoir quand l'offre reprendra. Un tel environnement a mis en évidence l'attrait de plusieurs pays d'Europe centrale, dont de nombreux experts pensent que la priorité devrait leur être donnée dès que le marché se rétablira. Il mentionne ainsi la Slovénie, la Pologne, la République tchèque et surtout la Hongrie, dont la Banque centrale avalt indiqué en septembre qu'elle prévoyait de lancer bientôt son premier emprunt international depuis longtemps. Cinq cents millions de DM pour une durée de cino ans. Le débiteur est très apprécié et son opération était attendue comme une sorte de cadeau d'adieu au marché. A partir de 1998, lorsque la Hongrie se procurera des ressources en devises, elle le fera directement, et non plus par l'intermédiaire de sa Banque centrale.

Wall Street résiste en dépit d'un nouvel accès de faiblesse des Bourses mondiales

l'économie japonaise et les risques d'extension de la crise financière à l'Asie du nord ont jeté un trouble sur les marchés cette semaine avec, comme point d'orgue, la séance du vendredi 7 novembre où la totalité des places ont cédé du terrain. En Europe, toutes les Bourses affichaient des reculs compris entre 2 et 3 %. Wall Street a baissé de 1,33 % et, plus inquiétant, la Bourse de Tokyo a perdu 4,22 %. Sur la semaine, seule la Bourse new-yorkaise tire son épingle du jeu en gagnant 1,87 %, les grandes places européennes perdent entre 1,02 % et 1,61 % alors que Tokyo abandonne 3,78 % repassant sous le scuil symbolique des 16 000 points, son plus bas niveau depuis deux ans.

Seule Wall Street a bien résisté. La plupart des analystes soulignent que la force des données fondamentales de l'économie américaine et la tendance résolument baussière du marché boursier aux Etats-Unis amortissent les conséquences de la crise cours des deux à trois prochaînes se-

Bourses mondiales peuvent continuer pendant un certain temps mais les données fondamentales de l'économie ne justifient pas une tendance à la baisse du marché boursier oméricain en ce moment », souligne même Bruce Steinberg, économiste en chef de la maison de titres Merrill Lynch, dans son analyse mensuelle. « Plus que la chute de Hongkong, ce sont la baisse de Tokyo et les problèmes de la Corée du Sud », qui inquiètent les investisseurs américains, observe pour sa part Hildegard Zagorski, analyste chez Prudential Securities.

L'indice Dow Jones a terminé vendredi 7 novembre à 7 581,32 points et

INQUIÉTUDES AU JAPON

affiche une progression de 17,57 % depuis le début de l'année. Mace Blicksilver, analyste au Crédit lyonoais securities à New York, prévoit que le Dow Jones devrait évoluer entre 7 300 points et 7 650 points au

LES INQUIÉTUDES sur la santé de asiatique. « Les turbulences sur les maines, avant de commencer seule-

ment à se rechesser. Mais c'est du Japon que viennent les plus vives inquiétudes. La Bourse de Tokyo a chuté de 4,22 % vendredi, l'indice Nikkei passant sous les 16 000 points pour la première fois depuis fullet 1998, dans un climat marqué par de fortes inquiétudes concernant l'économie japonaise, les difficultés du secteur bancaire et la chute de la Bourse de Hongkong. Le ministre des finances Hiroshi Mitsuzuka a reconnu vendredi les difficultés du pays, estimant que l'économie japopaise était « à l'arrêt ». Certains analystes, tel Kenneth Courtis, cher économiste de Deutsche Morgan Grenfell en Asie, estiment que la crise dans le Sud-Est asiatique n'était que « le hors-d'œuvre munt le plat de résistance », le Japon. Selon les opérateurs japonais, même si l'indice Nikkei repasse le niveau des 16 000 points, il est plus que probable qu'il amorce une rechute dans la foulée. Ils voient dans ce niveau des 16 000

15 836,36 points

vite été déçus par le rapide retourne-

ment de tendance. La Banque d'An-

gieterre a contribué à la morosité du

marché londonien et surpris nombre

d'observateurs en relevant son taux

directeur jeudi. Le Comité de poli-

tique monétaire a justifié sa décision

par la persistance de risques inflation-

nistes principalement en raison de la

tension sur le marché du travail et du

maintien d'un rythme elevé de pro-

gression de la consommation des

ménages. Nombre d'analystes pen-

saient que les récentes perturbations

sur les marchés asiatiques et le risque

de fort ralentissement des économies

7 581.32 points

1,45%

LONDRES FRANCFORT DAX 30 IBIS 3 715,38 points

points, seulement la moitié du chemin vers la baisse. d'Angleterre de resserrer sa politique En Europe, c'est la Bourse de Londres qui affiche le plus fort recul La Bourse de Paris termine la se-(-1,61%) inscrivant par la même ocmaine sous le seuil des 2 700 points, casion une troisième semaine consévictime, comme l'ensemble des cutive de baisse. Après avoir cru places, de la crise asiatique et du nouvel affaiblissement du dollar. L'indice comme tout le monde à la reprise hindi en voyant Wall Street et Hong-CAC 40 s'est inscrit vendredi à kong progresser fortement, les inves-2 699,71 points. Cette dernière séance tisseurs de la Bourse de Londres ont a bénéficié d'un montant de transac-

> Les pertes hebdomadaires du marché parisien sont dues, pour Florent Bronès, responsable de la stratégie à BNP Equities, à la « conjonction de trois facteurs : le rebondissement de la crise asiatique, le relèvement jeudi des taux directeurs britanniques malgré le contexte asiatique et le fait que l'économie américaine soit proche de la sur-

tions particulièrement étoffé en rai-

son des modifications apportées à la

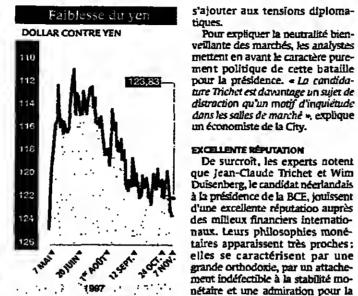
composition de l'indice CAC 40. Plus

de 20,3 milliards de francs ont été

chauffe ». Outre-Rhin, la Bourse de Francfort termine, selon l'indice Dax Ibis, sur un recui de 1,02 % à 3 715,38 points. En dépit de cette baisse, les analystes de la Commerzbank restent plutôt sereins. Les experts de la banque estiment que «fondomentalement, les evénements asiatiques ne justifiaient

pas une dégrineologe aussi forte des cours mondiaux. Ils ont surtout fourni l'occasion attendue depuis longtemps de prises de bénéfice ». Ils estiment que les taux d'intérêt, justement à cause des turbulences boursières, resteront bas plus longtemps que prévu alors que de plus en plus d'indicateurs témoignent de la reprise économique. Le dollar devrait aussi se renforcer à la veille de l'euro. Autant d'élémeots qui « parient pour une croissance à deux chiffres des gains des entreprises l'an prochain aussi ». Sans attendre 1998, il semble, qu'à l'image des autres places, Francfort ne soit pas aussi sereine face à la tourmente

F. Bn



Les inquiétudes crossantes sur l'économie japonese affectent la devise nicoone.

n'a en revanche guère affecté jusqu'une tempête monétaire vienne

Marché international des capitaux : situation encore très fragile

croie à la possiblité d'une grande réussite.

Christophe Vetter

2 699,71 points de la région dissuaderaient la Banque

4 764,30 points

with the same Sandy of Sandara The same of

AUJOURD'HUI

SPORTS A quelques semaines du match inaugural France-Espagne, le 28 janvier 1998, l'état de la pelouse du Stade de France inqulète : le ga-zon souffriratt d'un manque de lu-

mière, qui le rendrait très vulnérable aux maladies. • L'ALERTE a été donnée après la visite du président de la Fédération internationale de football, Joao Havelange, qui s'est par

ailleurs félicité de la qualité des ins-tallations. • UNE POLÉMIQUE est ouverte entre des experts indépendants, qui affirment que le toit prive la pelouse de lumière, les concep-

teurs de l'enceinte, qui prétendent le contraire, et les gestionnaires du stade, qui nient le problème. • L'AS-PECT « sale » de la pelouse est dû, selon eux, à un traitement dont les

effets disparaîtront « d'ici deux à trois semaines ». • LA PELOUSE du Stade de France, posée dès le 10 septembre, a coûté jusqu'ici près de

La pelouse du Stade de France doit faire l'objet de soins attentifs

Deux mois après sa mise en place et deux mois avant sa première utilisation officielle, il semblerait que l'aire de jeu de l'enceinte de Saint-Denis soit victime d'un jaunissement suspect dû à un déficit de lumière. Les spécialistes s'activent

LE PRÉSIDENT de la Fédération internationale de football (FI-FA) était ravi. A l'issue de sa visite du Stade de France, jeudi 6 00vembre, Joao Havelange a déclaté: « En le découvrant, on peut le dire, on ressent une grande émotian. Tout y est partait. Dans taus les damaines. . Dans tous les domaines ou presque. Michel Platini et Fernand Sastre, co-président du Comité d'organisation de la Coupe du moode 1998 (CFO) et Noël de Saint-Pulgent, délégué interministériel chargé du sulvi des opérations, qui accompagnaient M. Havelange, se sont inquietés, à voix basse, de la couleur bien pale de la pelouse. L'alerte était don-

Interroge par le Parisien, dans son édition du samedi 8 novembre, Jean-Pierre Leboucher, teaux de rugby dont l'écartement

ingénieur-conseil et coosultant n'étaieot pas conforme. Et îl faupour la pelouse du Stade de France, l'a reconnu: « C'est vrai qu'elle a un problème de couleur actuellement. Elle fait un peu sale et i'ai d'ailleurs demande au'on la

REPIQUAGES MINIMES

Et d'expliquer : « Cet aspect vient d'un sablage que naus lui avans appliqué la semoine dernière, Peutètre en avons nous trop mis por endraits et cela a pu l'asphyxier. Mais c'est une auestian de deux ou trois semaines. » N'empèche, on s'affaire actuellement autour du gazon, élément essentiel de l'équipea des repiquages minimes en raison de la remise eo place des podra suivre de près l'évolution des atteintes provoquées par le tracé des lignes de l'aire de jeu à la peinture. « Cela ne cancerne que quelaues mètres carrés au total et ce sera réparé rapidement », rassure Jean-Pierre Leboucber. Ces problèmes ne sont pas les premiers: une semaloe après sa pose, le 10 septembre, la pelouse avait été attaquée par un champignon doot les affections avait été efficacemeot soignées à l'aide d'un fongi-

Pourtant, tout avait été prévu afin que le Stade de France recoive une pelouse digne de son standing ment. Selon, Jean-Pierre et échappe à la malédiction qui Leboucher, il a déjà fallu procéder avait frappé naguère le Parc des Princes. Elevé peodant quinze mois par la société Serpey dans une « gazonnière » proche de la

forêt de Fontainebleau (Seine-et-Marne) - l'emplacement exact est resté secret afin d'évîter les visites des curieux et autres amateurs de souvenirs-, le gazon est un mélange de ray-grass anglais et de pâturin des près. Il a été semé sur un substrat élaboré à base de roche volcanique drainante, lui-même déposé sur une couche de terre (1300 m³) provenant du site de Saint-Denis, histoire de faciliter son installation définitive.

Lors de la cooception architecturale du Stade de France, les architectes se sont appliqués à ce que Paudacieux toit elliptique de l'enceinte laisse passer la lumière nécessaire à la bonne santé de la pelouse. De même, ils se sont assurés d'une circulation d'air efficace pour « sécher comme il faut lo rosée, évitant jounissement et pour-

rissement de l'herbe ». Mais avant la mise en place, les responsables de la société Serpev (ils ont fourni les pelouses du Nou Camp, du stade olympique de Barcelone et des pans inclinés du Palais omnisports de Paris-Bercy), étaient un peu inquiêts.

« D'oprès les phatos, expliquait au mois de juin Jean-Pierre Fiocre, qui a surveillé la culture du gazon pour Serpev, j'avais un peu peur

Pas de spectateurs

virtuels

Le supporteur contraint, faute de billet, de suivre à la télévision la prochaine Conpe du monde de football ne s'étranglera pas an spectacle de travées laissées vides par les invités des sponsors et des grandes entreprises, peu soucieux du ballon rond. La société informatique fondée par l'ancien can-didat à la présidence des Etats-Unis, Ross Perot, Electronic Data Systems (EDS), chargée de la gestion de la billetterie, a mis au point des logiciels d'attribution des places qui « saupoudreront » dans les tribunes celles réservées aux VIP. Ainsi, même si les chapiteaux montés à l'extérient des stades ne désemplissent nas pendant les matches, l'absence des invités dans les tribunes ne se remarquera pas. Avant de mettre au point ce procédé, EDS avalt songé à ajouter en surimpression, lors des re-transmissions télévisées, des supporteurs virtuels qui auraient combié les travées vides grâce au procédé de Matra qui permet de modifier, à l'antenne, les panneaux publicitaires en fonction des législations en vigueur dans les pays où l'événement est diffusé. Cette solution a finalement été jugée moins efficace que la tech-

qu'il ne manque de lumière. Mais j'ai été rassuré. Ce n'est pas comme l'ArenA d'Amsterdam. » Des experts indépendants, contactés par le Parisien, affirment au contraire que c'est bien un déficit de lumière qui provoque le mal : « Naus retrouvons le même problème que celui rencontré à l'ArenA d'Amsterdom. Ces deux stades ont des toitures trop impartantes qui limitent l'accès de la lumière et empechent le gazon de faire canvenablement sa photosynthèse. »

REMONTEES D'HYDROCARBURES « Le toit en ellispse du Stade de France, même doté d'une verrière, fait obstacle aux rayons du soleil. très rasants en cette saison, et provoque une corence, expliquent-ils encore. La pelouse développe donc un stress qui lo rend vulnérable et plus sensibles aux moladies, notamment oux champignans. » Sur place, depuis deux mois, les jardimers ne ménagent pas leurs efforts (tootes multiples, roulages réguliers, scarifications, aérations, sablages) pour prévenir les maux et permettre que la pelouse soit présentable le 28 janvier 1998, date du match France-Espagne,

qui lui servira de bapteme officiel. Reste à savoir - et là les experts sont plus discrets - si la qualité du sous-sol du site, qui a fait l'objet d'une dépollution longue et coûteuse, n'est pas en cause, et si des remontées de produits nocifs ne pourraient pas, également, expliquer le jaunissement de la pelouse. Des remontées d'bydrocarbures auralent été notées en certains points du chantier. En tout état de cause, la société Serpev est prête à intervenir d'urgence. En Seine-et-Marne, elle continue de cultiver 3 000 m² de gazon de même nature susceptible d'être rapidement mis en place.

Michel Dalloni

ي بنيد .

Vers des matches de la Coupe du monde sans grillages

LA PROCHAINE phase finale de la Coupe du monde de football, que la France organisera du 10 juin au 12 juillet 1998, se déroulera vraisemblablement sans grillages sur les dix stades prévus, comme le souhaitait avec insistance la Fédération internationale de football, sans obtenir un grand écho du côté des services de sécurité français ¡Le Monde du 19 septembre). Fernand Sastre et Michel Platini, coprésidents du Comité trançais d'organisation (CFO), accompagnés de Jacques Lambert, directeur général du CFO, ont clairement laissé entendre aux membres du conseil d'administration de la Ligue oationale de football (LNF), lors de leur première visite vendredi au nouveau siège de la Ligue, que cette question en suspens depuls plusieurs mois était sur le point d'être tranchée.

DÉMONSTRATION DE PROTOTYPES

« Chacun des dix stades retenus pour le Mon-

ce qu'il canvient de faire, mais il est vrai que depuis ces derniers jours la tendance avi se developpe dans les milieux du football va vers la suppression de ces grillages. »

La récente visite au Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) du président de la Fédération internationale de football, Joan Havelange, n'est sans doute pas étrangère à cette nouvelle appréciation de la situation. La FIFA ne cesse depuis fort longtemps de prôner la suppression de ces grillages. Les dirigeants du CFO ont assisté à une démonstration de la Commission des stades de la LNF sur différents prototypes de clôtures: mains courantes comme à Wembley, de structures légères, beaucoup plus basses que les grillages actuels, dont certaines équipées de systèmes coulissants.

Le CFO s'est montré intéressé, tout en rappelant sa position en la matière. « Elle est claire, nous sommes contre les grilloges pendant la Caupe du monde », a précisé Jacques Lambert. Pour question des grillages, a indiqué Fernand Sastre. Noël Le Graet, président de la LNF, il n'y a au-Un rapport sera adressé le 15 novembre au minis- cum doute : « lo Coupe du monde se Jouera sans tère de l'intérieur et ou ministère de lo jeunesse et grilloges. » « C'est lo tendance, et celo paroit acdes sports. Après, il s'agira d'unalyser cas par cas quis », a-t-ll affirmé après le consell, ajoutant

que, « s'ils étaient supprimés pour la Caupe du monde, il ne se voyait pas les remettre pour le

TOURNOI DE JEUNES DU MINDE ENTIER

Les responsables du CFO ont effectué un large tour d'horizon des préparatifs du Mondial devant les membres du conseil d'administration de la Ligue. Michel Platini a notamment évoqué les différentes animations prévues. Il a confirmé qu'une cérémonie d'ouverture se déroulerait eo plein Paris la veille du match d'ouverture quatre « géants » devraient notamment cooverger vers le Champ-de-Mars pour symboliser la convergence des points cardinaux vers le Mon-

« Une cérémonie protocolaire est prévue avant le match d'ouverture dons le stade et après la finale », a-t-il souligné. Dès fin janvier, plusieurs Jeunes effectueront une sorte de grand marathon à travers 70 villes pour distribuer des billets dans certains quartiers défavorisés. Un grand tournol mettant aux prises plusieurs équipes de jeunes en difficulté venues du monde entier est

La contre-expertise confirme le dopage du judoka Djamel Bouras

sur l'implantation d'un club à Saint-Denis Y-AURA-T-II, un « club ré- prendre la décision ». Pour ce qui pelle Paris joue à Paris. Le bon sens, sident », c'est-à-dire une équipe de football disputant le championnat de France de première divisioo. dans le Stade de France après la Coupe du monde de football? La réponse à la question vaut plusieurs dizaines de millions de francs, éventuellement à la charge des contribuables. Si bien que, Jeux alympiques ». l'écbéaoce approchant, les échanges deviennent de plus en plus rudes entre les différentes partles prenantes à cet épineux, sinoo

ruineux, dossier. Ainsi, répondant à une question de Patrick Bloche (PS, Paris), lors du débat budgétaire, la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, a affirmé : « la position de bon sens, qui tend à préserver les deniers publics, me paraît être la venue du PSG au Stade de France, mais bien évidemment, c'est à lui de

est de «l'avenir du Parc des Princes » dans ce cas, la ministre a estimé que c'était « d la Ville de Paris » de régler le problème. A son avis, « le mointien de deux stades (en le-de-France) se justifie, surtout si Paris et l'Île-de-France posent rapidement leur candidature pour les

Le ministère des sports et la Mairie de Paris polémiquent

« CHARGE FINANCIÈRE LOURDE »

Selon M™ Buffet, «l'idée d'avoir deux clubs en Ile-de-France est tout à fait justifiée: c'est le cas dans beaucaup de copitales européennes, mais un club ne se crée pas du jour au lendemain ». Pareils propos ont aussitôt déclenché une riposte du maire (RPR) de Paris, Jean Tiberi, qui n'envisage pas de laisser partir le PSG eo Seine-Saint-Denis sur une commune « rouge » : « Le bon sens, c'est qu'une équipe qui s'apc'est qu'une équipe subventionnée par la ville de Paris et par les Parisiens joue à Paris. Le bon sens, c'est que les travaux que les Parisiens ont finance au Parc des Princes (86 MF) servent à quelque chose et notamment d leur équipe. Le bon sens, c'est enfin qu'une equipe qui a, en si peu temps, fidelisé 30 000 supparteurs par match, joue dans un stade de dimensian humaine au riche passe spartif » affirme-t-il dans un communiqué.

« Chacun sait que l'Etat devra assurer une charge financière très laurde en cas d'obsence de club résidant au Stade de France », remarque encore le maire de la capitale, qui précise : la « ville de Paris a dejà contribue à l'effort nécessaire à la canstruction du Grand Stade, en dannant gratuitement le terrain à

été effectuée, jeudi 6 novembre, au laboratoire national de dépistage du dopage à Châtenay-Malabry, a confirmé le résultat positif de la première analyse pour le champion olympique et vicechampion du moode de judo (78 kg), Diamel Bouras, qui risque désormais une suspension maximum de trois ans. Aucune nouvelle n'avait filtré au terme de douze beures de contre-expertise. C'est l'avocate du Judoka, Patricia Moyersoen, qui a annoncé, vendredi 7 novembre, dans un communiqué, que la contre expertise avait mis en evidence des mé-

tabolites de nadrolone.

« Une partie de ce deuxième flacon a foit l'objet d'une mise sous scellés et sera remise aux autorités judiciaires chargées d'instruire la plainte déposée par Djamel Bauras pour administration de substances nuisibles ayant porté atteinte à son intégrité physique », indique le conseil du judoka, qui relève, comme cela a été le cas pour le footballeur Cyrille Pouget (Le Monde du 6 oovembre) que « la présence d'un huissier a par ailleurs permis de faire constater un certoin nombre d'erreurs commises pendant la procédure de contrôle ainsi que la mise en évidence d'un doute scientifique sur l'éventualité d'une praduction endogène des substances détectées dans l'organisme de Diamel Bouras ».

La Fédération française de judo (FFJ) a enregistré cette annonce sans la commenter, se bomant à préciser que, selon le règlement, elle allait convoquer dès réception du procès-verbal officiel de la contre-expertise et dans un délai maximum de trois mois, une réunion de sa commission antidopage. En matière de suspension, la durée est d'un maximum de trois

LA CONTRE-EXPERTISE qui a mum pour la Fédération interna- confirmée, la Fédération appliquetionale de judo (FIJ), alignée sur le Comité international olympique

trique du sampondrage.

(CIO). La FFJ, qui envisageait de faire le point de la situation vendredi matin, a été obligée de rester muette sous peine d'une poursuite en justice par Djamel Bouras pour « violation da secret professionnel ». Le risque était sérieux car Mº Moyersoen avait déjà porté plainte contre X..., à la demande de son client, pour « odministration de substances nuisibles et de substances dopantes » et pour « violation du secret professionnel » avant que ne soit organisée la contre-expertise.

« PRÉJUDICE CONSIDÉRABLE »

Selon Jean-Luc Rougé, directeur de la FFJ, parmi les personnes ou organismes informés (ministère, FIJ. FFJ, CIO et Djamel Bouras), seul le champion olympique avait la possibilité de rompre le secret. Le préjudice subi par Djamel Bouras, qui nie fermement avoir absorbé sciemment de quelconques substances dapantes, est considérable », a également noté l'avocat du champion olympique, qui est âgé de vingt-six ans. Sa carrière sur les tatamis semble en effet sérieusement compromise. Après avoir accumulé titres olympique et européen et médaille d'argent aux derniers championnats du monde à Bercy, Diamel Bouras va, avec les mêmes arguments que Cyrille Pouget, devoir continuer la lutte sur le terrain judiciaire pour tenter de prouver une innocence qu'il ne

cesse de proclamer. La justice sportive devrait néanmoins le sanctionner : le ministère des sports a récemment précisé que « la procédure disciplinaire doit rester indépendante de toute action menée en justice ». Ainsi Mians à la première infraction pour la FFJ. Elle est de deux ans mini-

rait le règlement sans états d'âme. Il en va en effet de l'image de ce sport propre, éducatif et respectueux des valeurs, qui a été frappé de plein fonet et fortement traumatisé par ce cas unique dans ses

annales. La Fédération internationale pourrait également se saisir du dossier. Le contrôle inopiné effectué à l'Insep sur sept judokas (seul Diamel Bouras a été positif), le 2 octobre, a été antérieur à l'ouverture des championnats du monde le 9 octobre. « On pourrait aller iusqu'à retirer sa médaille à Diomel Bouros », avait déclaré François Besson, directeur sportif de la FIJ, à l'annonce de la première analyse positive. L'Union européenne de judo a aussi réagi en demandant à Thierry Rey, président du PSG, de ne pas aligner Djamel Bonras samedl 800-

■ Neuf baltérophiles américains sanctionnés: accusés d'avoir utilisé des produits dopants, tels que des hormones, de la cocaine et d'autres drogues, neuf haltérophiles juniors ont été exclus, vendredi 7 novembre, du principal centre d'entraînement du Comité olympique américain (USOC), à Colorado Springs.

vembre en Coupe d'Europe.



Frank Williams mis hors de cause après la mort d'Ayrton Senna

DANS LE PROCES sur la mort du pilote brésilien Ayrton Senna qui a lieu à Imola (Italie), le procureur Maurizio Passarini a demandé, veodredi 7 novembre, l'acquittement de Frank Williams. Il a estimé, dans son réquisitoire, que le patron de l'écurie de formule 1, qui était inculpé « d'hansicide involontaire », était étranger

aux faits qui lui sont reprochés. En revanche, le procureur a annoncé son intention d'ouvrir une enquête à l'eocontre de certains responsables de l'Association des constructeurs de formule I(FO-CA). Il leur reproche notamment de ne pas vouloir communiquer l'enregistrement de la caméra qui se trouvait à bord de la voiture du triple champion du monde, lors ces trois personnes soient trans-

de l'accident mortel du Grand Prix de Saint-Marin, le 1º mai 1994. Le procureur a estimé que les réponses données par les responsables de la FOCA sont « deconcertantes au franchement camiques, voire tragiques ».

DERNIÈRES SECONDES

S'il n'a pas mentionné devant la cour le nom des personnes soupcoooés de faux témoignages, il a déclaré par la suite qu'il s'agit du réalisateur de télévision Alain Wollard, du chef du département de la télévision de la FOCA, Eddie Baker et du technicien chargé de la caméra embarquée sur la monoplace, Andrew James. Il a demandé que les témoignages de

mis au bureau du procureur de Bologne.

De leur côté, la FOCA et le président de la Fédération automo-bile internationale (FIA), Max Mosley, ont soutenu que les dernières secondes de course d'Ayrtoo Senna n'ont jamais été filmées parce que la couverture télévisée de la compétition avait été transférée sur une autre voi-

Le procureur Passarini n'eovisage pas qu'après avoir suivi pendant 9 minutes la voiture du pilote brésilien, l'équipe de télévision, par une simple coîncidence, aurait décidé de changer de voiture quelques fractions de secondes avant la sortie de route

the france proces don to 12 to 1 lent of spices oversion from the

Bagarattone within trees of Manual & G.A PERGUST OIL

pertie andaperatorial for exerci-A THE PROPERTY OF THE PARTY OF office to and ones to the forth of the Marie to the second of the second per a morning to train of the to · 并 學學的一門 大小人 好人 人名

िन्द्र करण बंदे । वर्ष चला क्षा चल्या वर्ष वर्ष हरू । हु

the Bangara and the contract of the contract of

网络教育的大学教育,在14年12年19日,北京教育的大学 when you to stay to be a second Transfers of the second of the second Bet Green in the state of the antition with war war and a second conprojects a property of the where the wife of the same of the same mayor was been not not been also from Berthall Committee of the Committee of the Market for state to the book by the Add Jan J. was Eliza to a service of

and believed remains the comme

京兵を保護される ままで (1000 the thin 1400 to the state of the state of the entroperation territories (in the contract of Butter by they we have to be huggered A Transfer of the second of th Residence - Security of the second Bearing and the second of the second But the Burgarian and the second of GAME TARREST TO SEE SEE ST. Service to the service of

great the street of the street of the street the state of the s Form to the second to the second Step Park to the Control of the Control of institution in the constitution of the constitution in the constit Martin artificación con a construcción de la constr

But the light of the second of والمرافق الربيد الهراك عوالمعط المحادث والمرادي and the second of the second second 建电子 医内部 医原子性内 网络人工作品 医二十二 医髓髓 医额骨的 化加油原物 化二二二 The Congress of the section of 连续点点 经重相资本税 计二十二 海水水水 水子 化双环状态 化基本分子的 人名 新 网络阿拉斯 化异丙基酚 医神经 有新的的 化二 العجار وبداريها المحارات في الأجارية والمرافق العالم في المرافع في الم hatter than in the street have in 医胃肠原剂 解某人 医乳性神经病 医前线性

(Alexander of the Section of the co igner Aggressen in the first that was great 医内一种 医病 一人 化八字子 医红 Spirate decision and reserve and The project of the second second second a material to the second of the ma Charles the Control of the Control o The same of the same of the same 實際的 医乳光性脓肿 不可以不知

网络公司的 网络安克斯 1975年 The state of the state of the state of the state of Market La Harris State - 465 To La 191 The stories . Take to the star is a second The same of the same of the same of the planta de la companya and the second section of the second section is a second section of the second section is a second section of the second section is a second section of the second section sec Maria Laboration



attentifs

bre. Ce jour-là, sur la piste d'un aérodrome suédois, des journalistes spécialisés testeot la toute nouvelle Classe A, petite voiture qui doit permettre au groupe de sortir de sa spécialisation sur le seul secteur des grosses berlines. Au sortir du test dit de la « baionnette » (deux virages brusques à angle droit, l'un à gauche, l'autre à droite, négociés à 60 km/h), la voiture opère une culbute et s'immobilise sur le toit, le montant du pare-brise enfoncé. Deux des cinq occupants sont légèrement blessés nar des éclats de verre. La structure de la Classe A, une automobile très compacte et toute en hauteur, a indiscutablement favorisé la cabriole, mais celle-ci oe

s'est produite qu'avec les pneus spécialement réalisés par Goodyear à partir du cahier des charges de Mercedes. Chaussée de pneus Michelin Energy, la Classe A a tangué, mais elle n'a pas basculé. Tout en affirmant que sa voiture est parfaitement sûre (Le Mande du 31 octobre), Mercedes accepte de « prendre au sérieux » cet incident. Dès février 1998, la voiture recevra le système ESP (Electronic Stability Program), qui permet de

corriger, en jouant sur les freins, les dérapages dans les virages. D'ici là, cet équipement sera gratuitement installé sur les Classe A. Coût global de l'opération pour Daimler-Benz: près de 500 millions de francs en 1998 et la résiliation de plusienrs dizaines de commandes dans l'immédiat.

Les malheurs de la Classe A, un

Les constructeurs se trouvent pris au piège de la sécurité automobile

Les malheurs de la Mercedes Classe A témoignent de la fragilité de leurs arguments de vente

Alors que Mercedes s'apprêtait à commercialiser sa toute nouvelle Classe A, la firme a dû prendre de sécurité. Cet exemple, comme d'autres prépondre aux attentes du public, sans toujours indes dispositions d'urgence pour rassurer sa

VOIX POSÉE, rassurante; argu-

mentaire technique précis et dé-

taillé, sans passion. Les interlo-

cuteurs qui répondent au 0-800-22-23-24, le ouméro vert mis

en place par Mercedes pour « faire

toute la clarte sur la Classe A . ne

trahisseot aucunement la tour-

mente dans laquelle est plongée la

marque à l'étoile depuis le 22 octo-

de sécurité. Cet exemple, comme d'autres précédents, rèvèle les limites d'une démarche qui a sister sur les comportements au volant. quelques jours et qui faisait de la sécurité l'un de ses atouts majeurs.

savent qu'ils répondent à l'attente Tout cela impose de ne mettre du public, dont le niveau d'exien circulation que des voitures au gence s'est élevé. L'automobiliste freinage et à la tenue de route irrévit dans une société plus dure et prochables. Or les constructeurs se attend de sa voiture qu'elle le sésont pris à leur propre piège : leur curise - il formule les mêmes atposition serait plus confortable tentes pour ce qui concerne son alimentation ou son habitat. D'all-

leurs, toute la symbolique automobile est devenue sécuritaire au sens large. La communication publicitaire flatte systématiquement l'instinct protecteur du chef de famille et le design de la carrosserie comme de l'habitacle vise explicitement à engendrer une impression d'apaisement.

La Volvo S40, berline la plus sûre

illustrent la fragilité des construc-teurs automobiles. Aucun d'entre

eux ne considère être à l'abri d'une

telle mésaveoture. Impossible, si

un modèle est mis en doute, de

s'enfermer dans un silence outra-

gé. Renault, qui avait d'abord choi-

si d'ignorer les critiques émises sur

le comportement de la berline Mé-

gane en cas de freinage d'urgence

effectué en virage, en a fait l'amère

expérience. Après une vive polé-

mique, la firme au losange a dû or-

ganiser un rappel des premiers

exemplaires. Interpellé à son tour

Euro NCAP, qui regroupe vingt-quatre organisations européennes de consommateurs, dont FUFC-Que chaisir, vient de tester treize berlines familiales. Les crasb-tests réalisés prévnyaient un cboc frontal à 64 km/h - ao beu des 56 km/h de la directive européenne. soit 30 % d'énergie supplémentaire à absorber - et un choc latéral à

Les résultats placent en tête la Volvn S40 (quatre étoiles) devant la Renault Laguna, la Volkswagen Passat, l'Opel Vectra, la Nissan Primera, la Ford Mooden (trois étolles). L'Aodi A4 et la Peugeot 406 sont jugées « moyennes » alors que la Citroco Xantia est jugée « médiocre », surtoot pour les chocs latéraux. La « plus mauvaise voiture du crash-test » est la BMW série 3, indique Que choisir ? dans son onméro de novembre.

sur le comportement du train arrière de la nouvelle Xsara, Citroën a fait amende hooorable. A la suite d'une erreur de fabrication, la hauteur de caisse des modèles incriminés était surélevée de 3 centi-

UN PUBLIC EXIGEANT

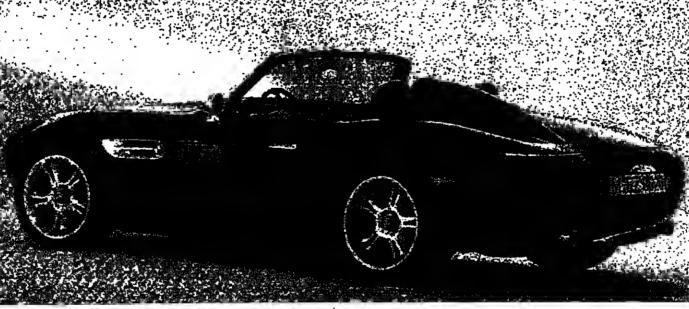
En mettant en avant, avec insistance, la présence sur leurs modèles d'équipements tels que l'ABS, les coussins de sécurité gonflables et les ceintures de sécurité à prétensionneur, ou, à un degré moindre, la colonne de direction rétractable et les barres de renfort modèle commercialisé depuis dans les portes, les industriels

De leur côté, les associations européennes de consommateurs ont mis la barre toujours plus haut. Les crash-tests s'effectuent désormais à 64 km/h et concernent aussi des mannequins afin d'évaluer les dommages causés aux plétons. Réalisée sans freiner, l'épreuve de la « baïonnette » sur laquelle a trébuché la petite Mercedes n'est pas prévue dans les règlements officiels (la Classe A a subl avec succès le test ISO de la baïonnette, moins exigeant). De même, la prévention des blessures aux jambes imputables au positionnement des pédales est dorénavant prise en

s'ils n'avaient pas autant privilégie la dimension technologique de la sécurité automobile et insisté un tant soit peu sur les comportements au volant. « Les constructeurs ont surrendu les équipements de sécurité passive. Ils se sant lancés dans cette escalade sans véritablement expliquer, par exemple, que !'ABS ne raccourcit pas les distances ? de freinage », insiste Francis Monsenergue, rédacteur en chef de L'Automobile Magazine. Le principe du « risque constant » (le conduc- 5 teur a tendance à cooduire plus vite lorsqu'il a le sentiment d'être mieux protégé) n'est pas une vue de l'esprit. Faute d'avoir su faire preuve de pédagogie, les constructeurs n'ont-ils pas dangereusement sacralisé les équipements de sécurité ? « Un airbag est plus spectaculaire qu'une banale ceinture de sécutité. Pourtant, sans elle, un coussin gonilable n'a aucun effet. Il faudrait plus souvent roppeler aux automabilistes que se protéget, c'est d'abord boucler sa ceinture, notamment en ville », plaide François Palemoo, Ingénieur spécialisé dans les questions automobiles auprès de l'UFC-Que chaisir.

S'il faut considérer qu'une voiture doit être prête à faire face à des situations extrêmes, oo ne peut pas oublier qu'en France les derniers résultats les plus palpables et les plus durables en matière de sécurité routière sont le fruit de changements de comportemeot. Lies - hélas - à un durcissement de la réglementation, qu'il s'agisse du permis à points, de l'abalssement à 0,5 gramme de l'alcoolémie ou de la limitation de la vitesse en ville à 50 km/h.

Jean-Michel Normand



Un roadster BMW de « science-fiction »

Baptisée Z07, cette « étude de design » présentée par BMW lors du Sa-Ion automobile de Tokyo du 22 octobre au 5 novembre est une version

contemporaine de la fameuse BMW 507 présentée par la firme en 1955. La « protubérance aérodynamique prononcée » installée juste derrière le conducteur lui donne un petit aspect « science-fiction » du meilleur effet, mais BMW assure que la décision de commercialiser le Z07 n'a pas encore été prise. Cette étude, présentée à Tokyo avec le huit-cylindres de la M5 et un châssis en aluminium, semble toutefois bien trop détaillée pour qu'elle reste sans suite...

Dans les cartons de Renault, la P-55, une concurrente pour la Smart

La course à la micro-voiture urbaine est lancée



« C'EST un autil de travail, pas forcément récem. Beaucoup de prototypes ne voient pas le jaur, » Propos laconiques du service de presse de Renault : oo ne veut ni infirmer ni confirmer le « scoop » de L'Auto-journal du 6 novembre. On n'en saura donc pas plus sur la réalité de la préparation d'une petite sœur de la Twingo, une volture de 3 mètres, trois cylindres et quatre places, présentée par le magazioe, photos à l'appui, comme l' « anti-Smart », c'est-àdire le cootrefeu à la mini-voiture qui doit sortir dès le priotemps 1998 des chaînes de production d'une usine inaugurée à Sarreguemines (Moselle) par Jacques Chirac et Helmut Kohl (Le Mande du 28 octobre), sous le blason de MCC, la firme allemande Mercedes, alliée à Swatch.

Vraie ou fausse, l'histoire est piquante car l'inventeur de la Smart, le Suisse Nicolas Hayek, par ailleurs beureux père des montres Swatch, a d'abord soumis son projet à Renault avant de se retourner vers la firme de Stuttgart. Sans doute s'est-on mordu les doigts d'avoir repoussé pareille proposition du côté de Boulogne-Billancourt. Comment ne pas avoir toute prête dans ses cartons une micro-voiture urbaine, facile à garer et pas gourmande en carburant au moment où les citadins veulent respirer et reconquérir les rues de leur cité? Opel a donné le nom de Maxx à ce rêve. Chez Citroen, c'est la Citela tout-électrique, et chez Peugeot c'est la Tulip. Autant de projets sur lesquels chaque constructeur garde un secret jaloux, en attendant de voir comment le public réagira face au format voiturette à deux places. N'y aurait-il pas plutôt un marché pour une - vraie - voiture de quatre passagers, bourrée d'astuces tout eo restaot peu polluante? Y a-t-il une place eotre les 2,50 mètres de la Smart et les 3,44 mètres de la Twingo?

Selon L'Auto-Jaurnal, Renault et Matra cherchent en commun une réponse à cette question. Et la réponse de leurs bureaux d'études serait le véhicule dévoilé sous le nom de code P-55. Avant trois ans. Renault serait ainsi en mesure de proposer une quatre places dans laquelle les passagers arrière seraient adossés à ceux de l'avant. Dans cette configuration, les sièges étant fixes pour nigiditier l'ensemble, tableau de bord et pédales seralent coulissants pour s'adapter à la position de conduite

et à la morphologie des passagers. Le coffre à bagages, de forme triangulaire, serait implanté entre les dossiers des sièges avant et arnère. L'accès aux places se ferait par une porte unique avec ouver-

ture en élytre. L'aménagement inténeur, réalisé par Matra, tendrait à obtenir une habitabilité maximale. Après avoir réalisé le design, Renault travaillerait sur la motorisation. Les Ingénieurs auraient retenu un moteur de 300 à 350 cm² alimenté par injection directe dont la consommation serait de 3 litres aux 100 kllomètres. Le bloc, qui hériterait des expérimentations du programme Mosaïc, seralt conçu à partir d'une base Clio, en aluminium et matériaux composites pour un gain de poids optimum. La carrosserie serait moulée avec des matériaux composites teintés dans la masse à haut niveau de tolérance aux rayures (comme le prototype zoom dévoilé en 1992 par les mêmes Matra et Renaulti. Si l'industrialisation du projet est autorisée, le montage pourrait être réalisé à Romorantin.

Alain Giraudo

DÉPĒCHES

■ RENAULT: une série limitée Safrane Camargue vient d'être lancée sur la base de la version RXE mais sans supplément de prix. Ce modèle, notamment équipé de pbares à lampes à décharge au xéooo et d'airbags latéraux, est commercialisé à partir de 187 000 francs.

■ MAZDA: à l'occasion du Salon automobile de Tokyo, le constructeur nippon a présenté une nouvelle version du roadster MX-5 apparu en 1989. Ce modèle, un peu plus large et disponible en deux motorisations (1,6 litre et 1,8 litre), sera commercialisé eo France début 1998.

■ TOYOTA: le Toyota Land Cruiser a été élu « 4 × 4 de l'année » par uo jury réuni par le mensuel 4 × 4 Magazine. Cette distinction a été attribuée à l'unanimité. ■ BLAUPUNKT : trois nouveaux

autoradios dotés de la sécurité Keycard (une carte magnétique que l'on introduit dans le poste) et assurés gratuitement un an contre le voi ont été lancés. Il s'agit des modèles Augsburg (1 190 francs), (1 590 francs) et du lecteur CD

Toronto (2 290 francs). ■ ENFANTS: Cerfeuil Kids propase un écritoire portable rigide livré avec des feuilles de couleurs, des pochoirs et des crayoos de couleurs pour occuper les jeunes voyageurs en voiture, en train ou en avion. Le Cerfeuil Kids (135 francs enviroo) est eo vente dans les FNAC Junior et chez Nature et Décou-

vertes, notamment. ■ ENVIRONNEMENT : Ivegaz, société spécialisée dans l'installation de systèmes de bicarburation, a présenté une Ferrari Testarossa fonctionnant au GPL Ce prototype de près de 400 chevaux qui se veut une « vitrine technologique » n'est pas destiné à être commercialisé.

■ MICHELIN: Agilis, une nouvelle gamme de pneus pour véhicules utilitaires, vient de faire son apparition. Selon le manufacturier, ces pneus polyvaleots sont plus confortables.

Les Côtes-d'Armor lancent une opération-pilote en matière d'éthylotest

RENNES

de notre correspondante Fiable et pratique, il se branche sur l'allume-cigare et préfigure peut-être un équipement banal de tout aotomobiliste responsable. L'éthylotest électronique fabriqué par Celtronic, une entreprise implantée dans les Côtes-d'Armor, est proposé jusqu'au 30 novembre, dans ce département, pour 100 francs supplémentaires sur l'achat d'uo véhicule oeuf, alors qu'il en vaut trois fois plus. Xavier Inglebert, directeur de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor, jubile: sept cent trente commandes avaient pu être enregistrées dès le 3 novembre, jour du lancement de l'opération. En 1996,

les acquisitions moyennes étaient de deux mille véhicules neufs par mois dans ce département.

L'éthylotest serait-il un boo argument de vente ? C'est à voir. « // y a les clients très intéressés qui le demandent spontanément, et ceux à qui an n'ose même pas le proposer », coostate une employée d'un garage concerné, sous couvert d'anonymat car ses convictions bostiles à l'alcool au volant lui ont déjà valu de manquer des affaires. Le penchant des Bretons pour la boisson est une image qui colle fermement à l'image de la région. Le combre de décès dus directement à l'alcoolisme reste supérieur à la moyenne nationale dans trois départements bretons sur

quatre, note l'Observatoire régional de la santé. Mais, évolutioo des mœurs et mobilisation aidant, la tendance est à la baisse depuis une trentaine d'années. En outre, sur la route, cootrôles et sanctions sont plus nombreux qu'ailleurs.

DES EFFORTS PAYANTS

Les Côtes-d'Armor représentent un département test intéressant : il abrite 1 % de la population francaise et le oombre d'accidents de la circulation liés à l'alcool - un sur six, le double dans le cas d'accidents mortels - est ideotique à la moyenne nationale. Mais, nuance Xavier Inglebert, les taux relevés par la gendarmene restent inquie-

VETUTIUM MAINTUS

Depuis quelques années, le département a lancé de nombreuses initiatives dans le domaine de la sécurité routière, en particulier auprès des jeunes après une enquète lourde menée dans les établissements scolaires, les missions locales, etc. La dernière opération a été réalisée en mai, avec les discothèques - plus d'un tiers des noctambules ont déjà trop bu

pour pouvoir conduire avant d'aller danser.

Tous ces efforts oot fini par payer: en 1996, les Côtes-d'Armor ont enregistré le nombre d'accidents corporels le plus faible de France (1.18 accident pour 1 000 habitants). Mais pas question de baisser la garde : à chaque campagne de sécurité routière, la situation s'améliore, puis se dégrade légèrement peu après. L'offre d'éthylotests s'inscrit dans ce plan d'actions. La préfecture s'est chargée de la

communication. Des concessionnaires, des constructeurs (Peugeot. Renault, Citroen), des assureurs (UAP, Groupama, Macif) subventionnent les deux tiers de l'équipement. Les Côtes-d'Armor se sont engagées à fournir à ces partenaires les résultats d'une étude sur les motivations des automobilistes au moment de l'achat et sur leur pratique queiques mois plus tard.

Martine Valo

UNE DÉPRESSION assez profonde circulera, dimanche, du sud de l'Angleterre à la mer du Nord. Les vents d'ouest à sud-ouest vont se renforcer sur la façade atlantique et la moitié nord du pays, at-teignant parfois les 100 km/h en rafales dans les terres, les dépassant en bord de Manche.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandle. – En matinée, le vent soufflera en tempète. Les rafales les plus fortes seront de l'ordre de 120 à 140 km/h sur les côtes de Manche, 100 dans les terres. Le soleil fera de brèves apparitioos entre les averses. Il fera de 12 à 14 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le vent de sud-ouest atteindra en pointe 100 km/h du Centre à la région parisienne, jusqu'à 140 du pays de Caux au Pasde-Calais. Les averses parfois fortes seroot entrecoupées d'embellies. Il fera de 12 à 14 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace,

vent donnera sa pleine puissance sur les hauteurs. Les nuages s'accompagneront d'averses, plus fréquentes par l'ouest l'après-midi. La plaine d'Alsace bénéficiera d'un temps plus clément. Il fera de 11 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Pluie, averses et vent jusqu'à 100 km/h en Poitou-Charentes et dans le nord de l'Aquitaine. Plus au sud, les éclaircies seront plus larges, les averses rares. Il fera de 13 a 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages s'attarderont sur le massif alpin, porteurs de neige à partir de 1800 mètres, avec du vent sur les crètes. Ailleurs, le soleil tentera quelques percées. Il fera de 11 à 15 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La matinée sera pluvieuse de la Côte d'Azur à la Corse. Les éclaircies seront de retour l'après-midi. Plus à l'ouest, le solell se montrera, surtout en bordure côtière. Il

09 NOVEMBRE 1997	ALT THE IIII	**
Prévisions	THE STATE OF THE S	Brande Ensoled
vers 12h00		
ALL Zone		No muopeax
Danie income	//// TASM	A M
April Burn	Ansierous	Brèves écloircies
50		
raf p	a Allen Santa	Couvert
110 Santa	0 Port 90 January Manage	Brume brouilland
raf	IIII a later	A Company of the Comp
raf } ///// 80 A/// \$> 7////	M. T.	Averses
- My		Pluie
W 30	w locations 27 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	7
AND THE PROPERTY OF THE PARTY O	3	a Athenes Orages
	1000	53
	Alexander	Neige
Robot St.	<u>~</u>	20" METED Vent for

LE CARNET DU VOYAGEUR

PAYS-BAS. La compagnie aérienne néerlandaise KLM laissera au sol une partie de ses avioos à partir du 1= janvier de l'an 2000 si elle n'est pas convaincue que les systèmes internationaux de contrôle aérien et de surveillance radar ne sont pas alors configurés à la date exacte. Il s'agit de pallier les risques de bogues engendrés dans les ordinateurs conçus dans les années 70 et 80, dont l'horloge interne n'utilise que les numéros des décennies pour désigner les

années. - (Reuters.)

ETATS-UNIS. La compagnie Delta Airlines sert désormais, en première et en classe affaires sur ses vols transatlantiques, des menus diététiques qui « diminuent les calaries sans sacrifier le goût », conçus par des chefs d'établissement de thalassothérapie réputés en Europe et aux

Bourgogne,	Franche	-Comté. – Le	fera de	: 18 à 20 degré	s.		• 17	C. Carlotte Contract		7.10	(6.)	tats-Unis.
PRÉVISIONS Ville par ville	S POUR L , les minin el. S : ensole : pluie; * : r	:Dé; N : nuageu	BRE 1997 empératur	POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RÉ. EUROPE AMSTERDAM ATHÈNES	25/30 N	LISBONNE LIVERPOOL LONDRES LUXEMBOURG MADRIO MILAN MOSCOU MUNICH NAPLES	9/13 N 13/17 S 7/11 P 6/12 P 5/10 P 7/13 P 11/14 P 7/8 C	VIENNE AMÉTIQUES BRASILIA BUENOS AIR, CARACAS CHICAGO LIMA LOS ANGELES	11/14 P	LE CAIRE MARRAKECH NAROBI PRETORIA RABAT TUNIS ASTE-OCÉAR	17/26 S 13/23 C 16/21 C 21/36 S 16/23 N 15/23 S	
CAEN CHERBOURG CLERMONT-F. OJJON GRENOBLE LILLE LIMOGES LYON MARSEILLE	8/13 P 9/14 P 6/15 P 6/13 P 7/14 P 8/12 P 8/14 P 8/14 P 13/18 N	RENNES ST-ETIENNE STRASBOURG TOULOUSE TOURS FRANCE OUD CAVENNE FORT-DE-FR, NOLIMEA	8/13 P 7/14 P 7/13 P 7/13 P 7/13 P 7/13 P 24/30 P 19/24 S	BRUXELLES BUCAREST BUCAREST COPENHAGUE OUBLIN FRANCFORT GENEVE HELSINKI ISTANBUL	7/72 P 9/18 C 8/16 S 6/10 N 6/9 P 5/12 P 4/9 P 6/9 N 14/19 S	PRAGUE ROME SEVILLE SOFIA ST-PETERSB. STOCKHOLM TENERIFE	14/22 N 3/9 S 14/19 S 15/20 P 6/16 P 6/9 P 15/20 C 7/11 N	SANTIAGO/CHI TORONTO WASHINGTON AFTRIQUE ALGER	10/15 P 10/16 C 12/22 S 2/6 C 9/13 C 15/23 S 25/31 S 22/32 N	JERUSALEM NEW DEHLI	24/28 N 23/25 C 15/24 S 16/27 S 8/15 C 8/17 S 27/31 C 17/23 N 9/17 S	

SANTÉ

L'enfer de la presbytie n'est plus sans rémission

PASSÉ la quarantaine, on commence à avoir du mal à lire le menu au restaurant ou les étiquettes des magasins. Il s'agit de la presbytie, le vieillissement du cristallin, qui empêche l'accommodation. La vision de près est la première touchée, puis c'est le tour de la vision intermédiaire. Les conducteurs doivent savoir que la vision de muit est également affectée. Dix-buit millions de Français sont actuellement concernés, et I'on compte 600 000 nouveaux cas

Les demi-lunes, ou loupes de une à trois dioptries. Mals elles occasionnent parfols des maux de téte, en raison d'effets prismatiques (déviation de l'image), et la qualité du verre n'est pas toujours • Les frais d'optique sont très excellente. Seules les loupes de lecture en verte surfacé et tenant compte de l'écart pupillaire du porteur ont une chance d'éviter cet 65 % sur la base d'un tarif inconvénient. La Forty d'Afflelou nettement inférieur aux prix (quatre demi-lunes pour 390 francs) est en verre surfacé, mais son écart pupillaire est standard et ne convient pas forcément à tout le monde. De toute facon, il ne peut s'agir que de lunettes de

dépannage pour ceux gul n'ont aucune autre correction visuelle. «Mon ophtalmologiste o

commencé par me prescrire deux paires de lunettes, l'une pour voir de près, l'autre pour voir de loin, se souvient Elise T.,, qui est à la fois myope, astigmate et presbyte. l'ai cru devenir falle, car j'étais contrainte de changer sans cesse de lunettes: dons le métra, par exemple, J'oi l'habitude de lire pendant les trajets, mois si je ne pensais pas à sortir la seconde paire avant l'arrêt Je n'y voyais pas ou-delà de deux mètres dans les coulairs. Caût

mal remboursés pour les aduites :

12.13 francs pour les montures.

Les verres sont pris en charge à

pratiqués par les opticiens. Une

personne myope, astigmate et

presbyte qui aura pavé ses verres

progressifs 2 800 francs percevra

Des remboursements mai assurés

et pour les verres progressifs, que je me suis empressée de réclamer. » Les verres à double foyer permettent la vision de près et de loin mais n'offrent aucune vision intermédiaire (de 70 centimètres à un metre). Seuls les verres progressifs procurent une vision complète, grace à la puissance qui varie du haut vers le bas. Mais les personnes qui n'ont jamais porté de lunettes ou qui ont un problème de convergence ont du mal à s'y habituer. Il existe deux types de vertes progressifs, selon qu'on privilégie la visioo statique, pour les ce désagrément, en aloutant de deux paires de lunettes, inutilisables. Vision dynamique, dans les métiers

Varilux d'Essilor, qui se décline en plusieurs versions (Varilux 2, Varilux confort), au Presio de Nikon, en passant par les progressifs de Zeiss, Buchmann, Rödenstock oo BBGR. La recherche se concentre dans deux directions: la douceur de la progression et la limitation lecture, permettent de remédier à de l'opération : 6 000 francs paur les grands lecteurs par exemple, ou la des défounations latérales. La qualité du centrage est essentielle. Celui-cl est défectueux si l'on est obligé de mettre ses lunettes au bout du nez pour conduire. Maiheureusement, comme il faut commander de nouveaux verres, rares sont les opticiens qui assurent un réel service après-vente. En principe, le verre progressif permet de travailler sur ordinateur. Mais, pour leur confort, les scharnés du clavier auront intérêt à avoir des lunettes de travail concues pour voir à une distance

où l'on se déplace beaucoup; la

ligue de la progression varie alors

Inventés en 1959 par Bernard

Maitenaz, ingénieur de la Société

des lunetiers, et développés en

1972 par Essilor, les verres progres-

sifs sont maintenant légion : du

de 12 à 16 millimètres.

de 50 à 60 centimètres. Les coquettes qui refusent absolument le port des lunettes pour-

ront essayer les lentilles à double foyer - pour les jeunes presbytes qui n'ont pas de troubles de la vi-sion intermédiaire - ou les ientilles progressives. Quelques marques placent la vision de loin au centre de la lentille ; d'autres, comme Essilor, préférent y mettre la vision

ADAPTÉS AUX BESOINS

«Il m'arrive de faire essayer une lentille de conception différente à choque œil pour que le client puisse décider avec laquelle il se sent le plus à l'aise », explique Bernard Raquet, opticien adaptateur chez Lissac. Certains fabricants, comme Bourgeois, adaptent le diamètre de la zone centrale de 2 ou 3 millimètres en fonction des dimensions de la pupille et des impératifs du client, s'il a besom d'une grande plage en visioo de pres par exemple.

Le principe de la lentille progressive repose sur la vision simultanée de plusieurs objets situés à des distances différentes. Le cerveau sélectionne alors l'image utile, tout comme, « au volant de sa voiture, le conducteur voit la route même si distance de 35 à 75 centimètres. son pare-brise est sale, car son cerveau occulte les moucherons écrasés

sur la vitre », explique Véronique Loncke, d'Essilor. Les trois quarts des utilisateurs s'adaptent facilement; pour les autres, l'image reste floue.

Enfin, il y a des métiers qui exigent une vision rapprochée en hauteur : anesthésistes, pharmaciens, bibliothécaires, électriciens, pilotes, plombiers, peintres, gara-gistes. Les intéressés ne doivent pas désespérer, car ils ont le choix entre des verres à double foyer inversés ou un verre progressif spécialement conçu, le Varilux pilote d'Essilor. Il a été testé par trois compagnies aériennes et par la NASA pour les nombreux pilotes presbytes qui, avec des progressifs classiques, ne pouvaient pas lire les contrôles situés au-dessus de leur tête. En effet, lors du décollage, de l'atterrissage ou en cas de danger, ce n'est pas le moment de jongler avec ses lunettes. Le Varilux pilote se présente comme un verre progressif normal qui comporte un segment supplémentaire de vision de près dans la partie haute : celui-ci permet un travail précis à bras tendu, soit une

7 7

The second se

المتعدد موجها

₹ ≱

A - 5- . A

19-7-7-

...

10 may 15

e per Au

11 11 11 11 11 11

2.5

18 1724

ter.

. . .

. .

٠.

. .

1

Michaēla Bobasch

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 97248

65 % de 168,25 francs, soit

109,36 francs. La CNAM est

♦ SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

généralement qu'en une seule

couleur et une seule taille.

« consciente des faiblesses du

remboursement » et « souhoite

négocier une canvention avec les

opticiens ». Certaines mutuelles

sociale », que doit proposer tout

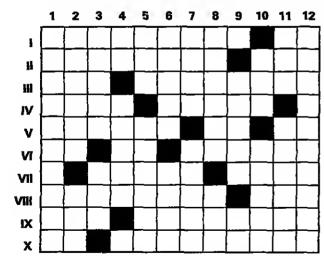
opticien au prix de 18,65 francs,

est choisie parmi les invendus de

prennent le relais.

• La monture « Sécurité

son stock. Elle n'existe



HORIZONTALEMENT

L Mousseline bien apprêtée. La grand-messe de 20 heures. - IJ. Dégraissée. Ne supporte pas l'échec. - III. Lâcher de gaz. Mettre dans les champs. - IV. Mesures pour les champs. il s'oppose au civil. - V. Fait une bonne couverture. Petit petit écran. En affaires. - VI. Personnel. Pascal. Représentante africalne de Morphée. - VII. Grecque. Problèmes de répétitions. - VIII. Se croient sortis de la cuisse de Jupiter. Possessif. - IX. La crise de foie lui est fatale. Se prend pour la mouche du coche. - X. Possessif. Toulours prets à vous emmener faire un tour.

VERTICALEMENT

1. Attaque la moulure en profondeur. - 2. Sans foi ni loi. Devient aber en Bretagne. - 3. Des coups pour rien. Avec elle, les hulles en prennent pour leur grade. - 4. Mesure. Sent quand la fin approche. - 5. Plus fort

que le caid. Fus dans l'embarras. - 6. Bien roulée dans sa robe. Met au parfum. - 7. A quelques faiblesses. Pas terrible. - 8. Des endroits d'où il est difficile de sortir. Titre à Londres. - 9. Meilleur à table qu'en saile. Le cobalt. - 10. En tête sur les ondes. Pièce de bois. - 11. Le plus méchant des Dalton. Le grand écart, il ne connaît pas, le petit non plus. - 12. Monte pour redescendre plus vite.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97247 HORIZONTALEMENT

L Vulcanologue. - IL Urée. Epinard. - III. Lacée. Tairai. - IV. Net. Blairent. - V. Etoile. St. lo. - VI. RER. Roquet. - VII. Asam. Tonus. - VIII. Talon. Enta. – IX. Ré. Raids. Eau. – X. Eric. Terreux. VERTICALEMENT

1. Vulnéraire. - 2. Uraètes. Er. - 3. Lectorat. - 4. CEE. Marc. - 5. Ebié. La. - 6. Ne. Lé. Toit. - 7. Opta. Ronde. -8. Liaison, St. - 9. Onirique. - 10. Gare. Usnée. - 11. Uranie. Tau. - 12.

Le Illiande est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration

PRINTED IN FRANCE

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75228 PARIS CEDEX 05

Tél: 01-42-17-39-00 - Fax: 01-42-17-39-26

Printing:
Ombrique Aktuy
Voo-président - Gérard Norex
Director général Stighente Come

TOURNOI OPEN DE HOOGEVEN (1997) Blancs : D. Bronstein. Noirs : R. Vedder. Défense ouest-indienne.

ECHECS N- 1765



NOTES

o) Ou 6. Cb-d2, 0-0; 7. 0-0, Fxd2;
8. Dxd2, d6; 9. b3, Cb-d7; 10. Fb2, D67; 11. d5, C64; 12. D63, f5;
13. dx66, Dx66; 14. Cd4, Df7; 15. f3, C6-c5; 16. Dg5, b6; 17. Db4, C66; 18. Fb3, Cd4; 19. Dd4, C65 avec un jeu compliqué (Browne-Dzinzishas-vili, championnat des Etats-Unis, 1989).

b)6.... Dé7 est souvent joué; par 0/6..., De/ est souvent joue; par exemple: 7.0-0, Fxd2: 8. Dxd2, d6; 9. Cc3, Cc4: 10. Cxc4, Fxc4; 11. Dc31 (Neverov-Kiselev, 1989). Ou aussi: 6..., a5; 7.0-0, 0-0; 8. Fr4, Fc7; 9. Cc3, Cc4; 10. Dc2, Cxc3; 11. bxc3, f5 (Piket-Savon, Palma de Majorque, 1989)

1989).
c) Une autre possibilité consiste en 7.0-0, 0-0; 8. Fab4, cab4; 9. Dd3.
d) La suite de la partie inkov-Georgiev (Plodiv, 1986) 9..., Fé7; 10. Ff4, Ca6; 11. Td, Cc5; 12. Fd6, Cc-64 donne aux Noirs une bonne égalité. e) 10..., Cxd2 semble préférable.

f) lci, l'échange qui permet aux Blancs de doubler les T sur la colonne d sans contre-partie est sans aucun doute une perte de temps et une er-

reur. g) L'avantage positionnel des Blancs grossit à vue d'œil. h) Apparemment, les Blancs dé-fendent le pion c4 tout en menaçant

tendent te pion c4 tout en menaçant 16. Ca4.

i/Les Noirs croient-ils gagner le pion c4 ou réfuter la défense 16. Ca4 par 16..., b5 (et non 16..., Dxc4; 17. Dxc4, Txc4; 18. Cxb6 avec gain d'une qualité); 17. cxb5, axb5; 18. Dxb5?, Fc6? Cela témoignerait bien peu de considération à l'égard du vice-champion du monde de 1951 et du très grand artiste des échecs qu'est du très grand artiste des échecs qu'est. David Bronstein.

David Bronstein.

j) Un sacrifice de pion introduisant une magnifique combinaison qui r'est que la réfutation du traitement erroné de l'ouverture par les Noirs.

k) En fait, le pion c5 est imprenable : si 16..., Dxc5 ; 17. Ca4! gagnant la qualité ; si 16..., Fxc5 ou 16..., bxc5 ; 17. Txd7!!, Cxd7 ; 18. Dxé6+, Rh8 ; 19. Txd7, Dx6 ; 20. Dt7 et 21. Txb7, les Blancs gagnent. L'avance c4-c5 avait donc pour objet d'exploiter la faiblesse de la chaîne de pions d7-é6-f5 et d'ouvir la diagonale a2-g8, l'objectif étant le R noir!

l'Espérant récupérer le pion plus 1) Espérant récupérer le pion plus

m) Du grand art. m) Du grand art.
n) Si 18..., d5; 19. Cxd5!, éxd5;
20. Txd5!, Rh8 par exemple; 21.
Td8+!, Txd8 (ou 21..., Fxd8; 22. Cf7+, Rg8; 23. Cf7+, Rh8; 24. Ch6+, Rh8;
25. Dg8+ mat); 22. Cf7+ suivi du « mat à l'étouffée ».
a) Si 19..., Chxd7; 20. Dx66+ suivi du même mat.

p) Le style avant tout. Un gain pro-saique consiste en 20. Cxd5, Cxd7; 21. Cxe7+. q) Ou simplement 21. bxq3. r) Porçé. Si 21..., Fxd8; 22. Txd8 mat.

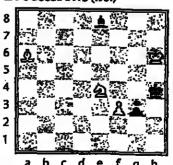
SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1764 MORAZEV (1913) (Blancs : Rh8, TaZ. Noirs : Rg8, Pg7

(blanes: Rh8, Ta2, Noirs: Rg8, Pg7 et h5.)

1. Rh71, h4 (si 1..., g5; 2. Rg6, g4; 3. Rg51, g3; 4. Rh41, g2; 5. Rh3, Rh1; 6. Txg2): 2. Rg61, h3; 3. Rg5, h2; 4. Rg4, h1=D (si 4..., h1=C; 5. Rf3, g5; 6. Td2, g4+; 7. Rxg4, Cf2+; 8. Rf3, Ch1; 9. Ta2!); 5. Rg31, et les Blanes gagnent.

gagnent. Si les Blancs avaient pris le pion g (1. Reg7), les Noirs auraient gagné par 5..., Dh8! surveillant la case al.

ÉTUDE Nº 1765 E. POGOSSIANTS (1961)



abcdefqh Blancs (4): Rh6, Fa6, C64, Pf3. Noirs (3): Rh4, F68, Pg3.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

.

State ...

· +

4 6 6

1

See Majore

 $D(\mathcal{F}(\omega)) =$

17.7

- - خوسو

MAK . A MAT

distance .

الدود من من

Marie Se

Markey 6

day of the

4-2-6

And the same of th

The San Color How Is to the

The same of the same of

17 14 16 BARE 2017 511

And the second section of the second

The same of the same

The State of the S

The state of the s The second secon

12.

Acres Contractor

Company who seems

- 197 A. E. A. P. Park

- A-

the property of the second

Market and the second

The state of the s

Administra 1997

Testing factor of states

100 4 m - 1 m 2 m 2 m 2 m 1

Assessed the second section of the

Benjaman (K.)

Martin Anna Carlotte Contract Contract Contract

Asses market

des opéras en France.

UN ÉTAT DES LIEUX des dix-huit théâtres lyriques fait apparaître des situations disparates. Le statut de régie municipale directe, souvent adopté, est notamment décrié : il génère des lourdeurs, voire des absurdités, dans le mode de gestion, mettant parfois en danger l'activité culturelle proprement dite. Le rapport Serrou prone l'adop-

tion d'un statut souple et identique pour toutes les maisons d'opéra. YVON ROBERT, le maire (PS) de Rouen, interrogé par Le Monde vendredi 7 novembre à propos de la fermeture annoncée de l'Opéra rouennais, n'a pas caché un certain dépit: « Rouen ne peut financer quasiment seule un théâtre dont la seule activité serait l'art lyrique. »

L'art lyrique entravé par son mode de financement

Tandis que l'Opéra de Rouen est menacé de fermeture, l'avenir des dix-huit théâtres lyriques français est suspendu à l'adoption d'un statut adapté à leur gestion. Loin d'assurer une bonne activité culturelle, la situation disparate actuelle empêche de connaître le vrai coût de cet art

LA FERMETURE ANNONCÉE du Théâtre des Arts-Opéra de Normandie, à Rouen, a fait remonter à la surface des problèmes financiers découlant des lieos conflictuels entre l'Etat, les villes et les autres collectivités locales. Qui sait aujourd'hui combien d'opéras seront encore des beux de production dotés de personnels permanents dans cinq ans? En une décennie, le oombre de levers de rideau a chuté de 25 %, selon Jean-Paul Fuchs, président de la Réuoioo des théâtres lyriques de France (RTLF). L'argeot public étant le moteur de l'action culturelle en France, les problèmes liés au mootant et à la pérennité des subventions allouées aux institutions lyriques a induit, là où elles ont été stationnaires ou oot chuté. des problèmes qualitatifs et quantitatifs rejaillissant sur le taux de fréquentation du public. Ces problèmes mettent ao jour une disparité de statuts administratifs, fiscaux et juridiques dénoncés par une majorité d'administrateurs et par certains élus, dont Robert Serrou, président (RPR) de la commission des affaires culturelles du conseil régional Languedoc-Roussillon, et rédacteur, à la demande de l'ancien premier ministre, Alain Juppé, d'un rapport jugé excellent par la profession (lire ci-dessous).

Sur les dix-huit opéras de la RTLF, neuf sont gérés en régie municipale directe (Avignon, Caen, Limoges, Marseille, Metz. Nancy, Nantes, Nice et Saint-Etienne), quatre en régie municipale annexe (Bordeaux, Rouen, Toulouse et Tours), trois sont en association de type 1901 (Lyon, Montpellier et l'Opéra-Comique à Paris), un est un syndicat intercommunal (Opéra du Rhin), le dernier est un établissement public (Opéra national de Paris).

MANQUE OF SOUPLESSE Les responsables et élus en

charge de la plupart des opéras coostatent unanimement que. à l'exception du statut conféré par l'Etat à l'Opéra de Paris, les autres n'offreot ni les garanties suffisantes ni la souplesse oécessaire au boo fonctionnement d'un théâtre. Ainsi, Jean-Luc Maeso, secrétaire général du Grand Théâtre de Bordeaux, affirme que « la régie municipale est un système antiproductif et anticommerciol qui ne permet oucune souplesse de gestion ». Elie Bankhalter, directeur de l'Opéra de Marseille, ajoute que « le foit d'avoir à siener un chèque à l'ordre du Trésor public fait fuir les sponsors, qui n'ont pas envie de voir leur orgent partir dons le budget général des mairies. Nous avons ainsi perdu cina fois 700 000 froncs d'une grande campagnie pétrolière ».

SUBVENTIONS ET RECETTES DES OPÉRAS DÉPARTEMENT CUB*, DISTRICT**, CUS*** RECETTES (1)- Sans l'Orchestre lyrique, qui reçoit. 5 millions de la ville et de l'Etat, 1,2 de la région et 2,65 du département. (2)- Sans l'Orchestre de chambre de Caen, qui reçoit 3,3 millions de la ville et nen de l'Etat, de la région et du département

(3)- Sans l'Orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon, qui reçoit 12 millions de la ville, 18,28 du district, 8,39 de l'Etat, 6 de la région et 1,75 du département.

(4)- Sans l'Orchestre lyrique et symphonique de Nancy, qui reçoit 20,97 millions de la ville, 1,86 de l'Etat, 200 000 F du département et rien de la région.

(5)- Sans l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, qui reçoit 8,5 millions de la ville de Nantes, 4,5 de celle d'Angers, 10,5 de l'Etat, 11 de la région et 2,5 des cinq départements.

(6)- Sans l'Orchestre philharmonique de Nice, qui reçoit 27 millions de la ville, rien de l'Etat ni de la région et 3 du département sous forme d'achat de concerts. (7)-(Syndicat intercom, regroupant les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar), Sans la mise à disposition par les villes des théâtres en ordre de marche et la participation des orchestres

de Strasbourg et de Colmar. La ville de Strasbourg apporte 30,85 millions, celle de Mulhouse 8,95 et celle de Colmar 4,6. Le Haut-Rhin apporte 550 000 F, le Bas-Rhin 1,35 million. (8)- La région ne donne aucune subvention pour l'activité lyrique, les 4 millions vont à l'activité symphonique de l'orchestre.

Pour Robert Gouazé, administrateur général du Théâtre du Capitole et de l'Orchestre national de Toulouse, «lo régie municipale est un bon système mais ne peut fonctionner que larsque les relations entre mairie et institutions se fondent sur un respect mutuel des responsabilités ». En poste depuis plus de vingt ans, M. Gouazé se félicite qu'il en soit ainsi à Toulouse, grâce « à l'envergure ortistique, au professiannalisme et au sens des res-ponsabilités de Michel Plasson et Nicolas Ioël, grâce aussi à la détermination de Dominique Baudis, maire

Claude Valentin, directeur administratif de l'Opéra-Théâtre de Metz, estime que « la régie municipale fonctionne très bien, malgré sa lourdeur administrative, cor elle permet un cantrôle des dépenses »,

de Toulouse ».

mais il reconnaît quelle est « plus adoptée à une petite structure qu'à une grande moison ». Michel Fabre, administrateur de l'Esplanade-Opéra, à Saint-Etlenne, soutient que ce statut « Interdit toute souplesse paurtant exigée por la vie d'un théâtre et entraîne parfois des surcouts ». La régie municipale directe a un autre défaut, souligné par tous les administrateurs à la suite de Patrick Foll, do Théâtre de Caen: «La fanction territoriale Ignare une partie des métiers du théâtre et naus sommes contraints de jangler en permanence dès qu'il s'agit des plans de carrière des mochinistes, des responsables de LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES. communication et des rédacteurs de programmes ou des dramaturees, » Auréolée par les félicitations de la chambre régionale des comptes.

Renée Panabière, administratrice

de l'Opéra de Mootpellier, se « félicite de fonctionner dons le codre d'une ossociation qui autorise la plus grande efficacité et permet de savair précisément quelle est la charge supportée par les collectivités dans le fonctiannement de l'Opéra »; mais elle ajoute immédiatement que « l'association, camme la régie municipale, ne peuvent fonctianner que si directeurs artistique et administratif sont soudés et que l'on a la chance d'avoir un maire aussi impliqué que Georges Frêche ». Avis unanime des professionnels: pas de grand opéra sans grand maire.

La souplesse du régime associa-

tif est pateote dans la marche d'une entreprise culturelle, mais elle fait peur à de nombreux élus nies appliquent des quote-parts de qui gardeot en mémoire les déra-

pages de certaines, dans les domaines culturel et sportif. Avec ses cootrôles tatillons - chaque dépense doit être visée par la matrie -, la régie municipale offre des garanties de transparence pourtant battues en brèche par l'examen des comptes. Comme le dit un élu, « elle permet le cantrôle des dépenses au centime près, pas à 10 000 francs près... ».

Trois exemples: Nantes, Nancy et Marsellle. Chacune de ces villes impute à soo théâtre lyrique des frais indirects gul ne correspoodent pas à la réalité - presque toutes les villes ayant un opéra en régie font de même. En sorte que la charge réelle supportée par les villes est inférieure aux chiffres votés en conseil municipal. Ces maifrais administratifs (parfois égale-

ment salariaux) selon des critères fixés par l'Etat dans une circulaire. Ils prenneot en compte la surface en mètres carrés occupés par les différents services de la mairie, et non la réalité objective de l'acti-

C'est ainsi que l'Opéra de Marseille est débité de 20 millions de francs, celui de Nantes de 9 millions et celui de Nancy de 5,3 millions. Ces sommes grossissent le budget dépenses des théâtres et seraient beaucoup plus faibles si les théâtres avaient leurs propres services de paie, juridique, etc.

« MOINS CHER EN RÉALITÉ »

Yannick Guin, adjoint au maire de Nantes chargé de la culture, avoue que, « contrairement ò ce qui o été ounance, l'Opéro de Nontes n'est pas à deux daigts de fermer. D'une foçon générale, l'opéra coûte en réalité moins cher aux villes que les bilons chiffrés ne l'indiquent ». En régie municipale directe, les subventions de l'Etat et des collectivités, les recettes et le mécénat sont crédités au budget général de la mairie... Certaines d'entre elles confoodent dépenses municipales et budget quand on leur demande quelle est la charge supportée par la ville - dans l'infographie ci-contre, les recettes et les subventions ont été défalquées des dépenses annoncées par les villes.

En régie municipale indirecte, la municipalité vote un budget annexe confié à l'administrateur, qui perçoit les recettes. Système plus transparent qui permet à l'institution de bénéficier réellement du mécénat et des recettes directes (billeteries) et indirectes (vidéo, retransmissioos radiophoniques et télévisées, location de salles, de décors). Le statut d'association autorise l'Opéra de Montpellier à vendre ces anciens costumes sans passer par les Domaines, à mener une réelle politique commerciale. Le syndicat intercommunal offre lui à la fois souplesse et rigueur de gestioo; il satisfait l'administrateur de l'Opéra du Rhin.

Reste qu'il est aujourd'hui impossible de savoir combien coûte l'opéra à la collectivité. Avant de parler de crise budgétaire ou artistique - tous les administrateurs soot d'accord sur ce point -, il faudrait créer des outils qui permettent de vraies comparaisoos. Uoe chose est certaine: l'Opéra national de Paris aura recu 521,6 millions de francs de subveotions de l'Etat eo 1997 et vu passer dans ses murs 808 000 spectateurs. Soit une dépense de 645 francs par mélomace... hors dépenses de construction d'un bâtiment unilatéralement décidée par l'État.

« Il est indispensable de doter les maisons d'opéra d'un statut identique souple » plan Etat-régions. Ce choix présente deux avand'opéra existantes dans les capitales régionales

VOICI un extrait du rapport sur lo situation des théâtres lyriques en France commandé à Bernard Serrou, président (RPR) de lo commission des af-



faires culturelles du conseil régional Languedoc-Roussillan, par l'ancien premier ministre, Alain Juppé. Ce rapport n'o jamois été publié. « Il est vital (...) d'assurer la pérennité des finance-

ments. Une maison d'opéra doit voir cinq ans à l'avance ce qui permet de structurer les saisons et d'en diminuer les coûts. C'est la raison pour laquelle je

propose l'inscriptioo de ces financements an

tages: financements assurés pour cinq ans et participation au financement du conseil régional et des conseils généraux concernés à côté de l'Etat et des villes. (...) » Mis à part cette formule idéale créant obligation et habitude, il est envisageable de mettre en

place des conventions trisannuelles répondant partiellement à ces objectifs. Les directeurs pourraient, de ce fait, être nommés pour cinq ans, renouvelables une fois. Le directeur serait responsable devant le conseil d'administration d'un projet artistique, entouré des responsables artistiques et administratifs qu'il aurait choisis. (...) » Il est urgent de renforcer (...) les maisons

et les grandes villes (_) et de leur donner le statut d'opéra national ou régional. L'Opéra national de Paris devrait bénéficier de subventions des collectivités concernées au même titre que les autres opéras. (...) Pour un bon fonctionnement (...) et une parfaite lisibilité, il est indispensable de doter les maisons d'opéra d'un statut public identique souple ou d'offrir les possibilités de choix d'un statut privé (cf. l'évolution très significative dans le domaine du sport). Ce statut pourrait être celui d'établissement public à objet culturel. (...) L'aménagement du territoire (...) doit être à la base même de la politique natiooale menée eo ce domaine. »

Alain Lompech

La crise du Théâtre des Arts de Rouen contraint élus locaux et ministre à se retrouver autour d'une table

VUE par les personnels du Théâtre des Arts-Opéra de Normandie, la décision prise par Yvon Robert, maire (PS) de Rouen, de diviser par deux, dès 1998, la cootributioo goe la ville apporte au fonctionnement de leur maison, est aussi brutale qu'injuste puisqu'elle se traduira dans les faits par des beenelements. En tout état de cause, elle l'est puisqu'ils sont les otages de l'absence d'entente des élus. Cette décision fait suite à des années de réductions budgétaires ayant entraîné une baisse de capacité de productioo artistique: quand les subventions allouées à une institution diminueot, les frais fixes de fonctionnement prennent le pas sur les frais artistiques. Arrive un seuil où il devient difficile

de lever le rideau. C'est précisément ce qui s'est passé au Théâtre des Arts, qui a accueilli, au cours de la saison 1996-1997, 18 000 spectateurs pour 37,5 millions de francs de subventions publiques. Il y a là une réalité chiffrée qui ne peut échapper à un maire soucieux de gestion, ni au

directeur de l'Opéra de Rouen, tival Octobre en Normandie, dans Marc Adam, qui o'a cessé de se battre cootre ses réductions.

La décisloo de M. Robert a le mérite de provoquer un sursaut d'intérêt du conseil général, présidé par Charles Revet (UDF), du conseil régional, présidé par Antoine Rufenach (RPR), et du district rouennais, présidé par Laureot Fabius (PS), ainsi que celui de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication et porte-parole du gouvernement. Les élus locaux et les représentants du ministère devaient se retroover, samedi 8 novembre, pour tenter de trouver une solutioo acceptable pour toutes les parties. Interrogé par *Le Monde*, Yvon Robert affirmait, vendredi 7 oovembre, ne plus trop y croire.

ACTIVITÉ ÉLARGIE

La solution de sauvetage retenue pour maintenir une activité lyrique en Haute-Normandie en l'élargissant à la danse et à la musique instrumentale a été proposée par Laurent Langlois, directeur du Fesun rapport que lui avait commandé M. Robert. Ce projet, baptisé Léonard de Vinci, a recu l'assentiment du ministère de la culture. - musicale capable d'irriguer l'en-Dans une lettre adressée au maire de Rouen, le 20 octobre, Mor Trautmann écrit : « Je voudrais tout d'abord exprimer la satisfaction globale que ce travail m'a inspirée.

tour d'équipes artistiques et techniques et odministratives permanentes, un outil de production semble du territoire des deux départements de lo Seine-Maritime et de l'Eure me semble d même de répondre aux attentes du public et des collectivités concernées. »

Yvon Robert, un maire désabusé

« Depuis que je suis maire [juin 1995], a résumé avec dépit le maire (PS) de Rouen, Yvon Robert, interrogé par Le Monde vendredi 7 novembre, je tente de bâtir un projet avec les autres collectivités locales. Leur réponse est invariable : « Que la ville de Rouen propose un projet et nous verrons si nous pouvons nous associer. » Mon idée n'est pas de retirer au Théâtre des Arts sa vocation de production, mais de créer des conditions qui rendent son activité profitable à la région et à la ville. » « Depuis que la crise est ouverte, j'entends tout et son contraire sur la qualité des productions actuelles de l'Opéra », a-t-il ajouté.

« Pendant des années, a poursuivi M. Robert, Jean Lecanuet [ancien maire (CDS) de Rouen, décédé en 1993] o fait croire aux Rouennais qu'ils vivaient dans une grande ville qui pouvait tout financer. Mais Rouen ne peut financer quasiment seule un théâtre dont la seule activité serait l'art lyrique. Mon idée était de créer un orchestre régional avec l'Etat, le département, les villes du Grand Rouen et la région, un orchestre permanent et non à temps partiel comme celui du Théâtre des Arts. »

La position ministérielle a provoqué les plus vives réactions des salariés du TDA et des syndicats de musiciens, qui dénoocent le rapport Langlois, à propos duquel lls affirment qu'il transforme l'Opéra de Roueo en lieu d'accueil. La réalité est plus complexe. Laureot Langinis propose de créer une structure de production et de diffusioo appuvée sur les capacités de productioo d'un orchestre à géométrie variable regroupé sur uo noyau de vingt-cinq musiciens permaneots. épaulés eo fonction des projets par des instrumentistes au cachet. Cette structore accueillerait également le Choeur Accentus de Laurence Equilbey, I'un des meilleurs de France, et la Compagnie

de danse de François Raffioot, basée au Havre. Le but de Laureot Langlois est d'associer ces trois eotités artistiques pour les fondre dans une programmation favorisant échanges, rencootres et interdis-

ciplinarité, de produire concerts,

spectacles et operas, afin de les

est séduisant, et les exemples de programmations thématiques qu'il propose ferait le bonheur du public d'un grand festival interdisciplinaire organisé dans une ville qui, en outre, possède des institutions musicales solidemeot ancrées. L'aspect festivalier de cette programmation doit cepeodant être cootrebalancée par la présence des trois « troupes » artistiques permaneotes. L'idée de proposer Oswald Sallaberger comme chef du nouvel orchestre est artistiquement incontestable, malgré l'opposition des syndicats français qui déconcent la préseoce d'un « Autrichien ». La complexité du montage de ce projet, et les difficultés pratiques et financières qu'il implique, devraieot inciter les partenaires potentiels à demaoder l'expertise d'un ou de deux professionnels

indépendants sur sa faisabilité.

diffuser à Rouen et dans les villes

Sur le papier, le projet Langlois

de la région.

Six intellectuels arabes tentent de rompre le silence sur le drame algérien c

Quatre écrivains, un cinéaste et un psychanalyste proposent une réunion – certains souhaitent qu'elle se tienne à Alger – pour manifester leur solidarité avec la population civile meurtrie par les massacres

Six intellectuels arabes s'élèvent contre le silence actuel du monde arabe vis-à-vis du drame algérien. L'écrivain égyptien Gamal Ghitany, le Marocaín Tahar Ben Jelloun, le Libanais Elias Khoury, sa concitoyenne la

romancière Hanan El Cheikh, le cinéaste Palestinien Michel Khleifi et le psychanalyste tunisien Fethi Benslama souhaitent une réunion qui regrouperait des intellectuels 10 novembre sera, à Paris et en règions, arabes indépendants des pouvoirs pour ex-

primer leur solidarité avec la population civile algérienne et répondre « avec des livres » à la barbane. En outre, le lundi

Des sommités de l'islam se sont évertuées, fin juillet dans l'heb-

domadaire Al Wasat édité à Londres, à récuser l'argumentaire reli-

gieux des courants fondamentalistes algériens, notamment du

Groupe islamique armé. Les muftis d'Egypte, Nast Farid Ouassil, et

de Syrie, Ahmad Kaftarou, comme le cheikh de Puniversité Al Azhar,

au Caire, Mohammad Sayyed Tantaoui, abondalent dans le même

sens : « Ce ne sont pas là les méthodes de l'islam, ni celles du Prophète ;

l'université de Damas, attribuait, lui, clairement au GIA « ces mus-

sacres barbares qui ont dépassé toutes les bornes de la cruauté ». « Et

même si ce ne sont pas les militants du GIA qui commettent ces car-

nages, ils y ont ouvert lo voie », a-t-li affirmé, concluant que « les au-

Mohammad Saïd Ramadan Al Bouti, de la faculté de théologie de

cipales organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme. Manifestations culturelles et débats culmineront à Paris avec un rassemblement à la gare de l'Est, une « marche de lumières vers La Vil-

çais et algériens. Une pétition reclamant « la creation d'une commission d'enquête internationale sur les atrocités » commises en Algérie sera également lancée.

UNE CULTURE commune et un rève partagé, celui de l'unité arabe, n'aurant, jusqu'à présent, guère suffi pour engendrer une solidarité effective entre les peuples de cette région. Hier, le Liban, aujourd'hui l'Algérie et le Soudan, la barbarie déambule. Et. pendant ce temps, les réactions d'indignation, de colère ou de révolte sont rares dans le

monde arabe.

Enlèvements, disparitians, vials, égorgements, à Blida, à Sidi Raïs et à Abou Moussa, près d'Alger, cinq années de guerre, quatre-vingts mille morts d'après Amnesty International. Pas une seule initiative collective dans le monde arabe exprimant un soutien, une solidarité avec la populadon algérienne. Pas une manifestation. Aucune pétition paur faire entendre la voix - meme sans illusions - d'une civilisation qui a pourtant donné, au cours des siècles, maints signes de

Depuis le début des violences en 1992, quelques initiatives individuelles ont toutefais exprimé le désarroi et la colère de leurs signataires, saucieux de « sauver la face » d'une culture privée d'une vaix callective. Des articles sont parus dans la presse, française, italienne et libanaise. De l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun, qui a demande la constitutioo d'une commission internationale saus l'égide de l'ONU pour enquêter en Algérie. Du sociologue algérien Lahouari Addi qui a fustigé le pouvoir qui impose le huis clus à cette société où « un canflit (...) o dégénéré dons des formes de luttes que lo conscience humaine ne peut accep-ter ». Et de l'écrivain libanais Eilas Khoury. Il y a deux ans, après la vague d'attentats qui ont coûté la vie à des dizaines d'intellectuels alsignes (éditions de L'Aube), qui paraît en France, dirigée par le psychanalyste tunisien Fethi Benslama, a réalisé un numéro spécial « Pour l'Algérie » qui a tenté d'explorer les champs historique, sociologique et psychanalytique du pays ou Albert Camus avait, en 1947, situé l'action de son roman La Peste.

Mais il manquait le sursaut, le refus collectif en réponse à la folie meurtrière. Pourquoi ce retrait par rapport à l'Algérie ? Elias Khoury repand: «Les Arabes vivent auiourd'hui dans un silence vaincu. La série de catastrophes qui s'est abattue sur les sociétés arabes dans les années 90, à cammencer par la guerre du Golfe, et qui se poursuit ovec les désillusions de la situation actuelle en Palestine, a engendré ce silence vaincu qui s'étend au drame olgérien. » Quant à la romancière Hanan El Cheikh, auteur de Poste restante, Beyrouth (Actes Sud, 1995), elle estime: «Il n'y a pas assez d'humonisme dans les sociétés arabes. » « l'éprouve une honte, confie le cinéaste palestinien Michel Khleifi, et comme pour toutes les autres causes arabes, les intellectuels sont neutralisés. Nous n'avons

arabe, il y aura un intellectuel arabe. » Au moment où le cinéaste égyptien Youssef Chahine célèbre le philosophe du XIII siècle Averroès dans son dernier film, Le Destin, pour mieux évoquer la situation des penseurs d'aujourd'hui face à l'intégrisme, Tahar Ben Jelloun confirme: «La plupart des intellectuels orabes vivent eux-mêmes dons une inquiétude qui o du mal à s'exprimer. Ils sont terrifiés par l'intégrisme et les pouvoirs répressifs. »

pas de rôle. Pas plus que nos canci-

toyens. Quand il y auro un citoyen

gériens, la revue semestrielle Inter- Fethi Benslama déplare qu'ils démocratique, il ne cansidère pas solent « absents partout »: « On dirait qu'ils ne sont pas dans le caurs du mande. Ils sont soit muselés par les pouvoirs, soit terrorisés par les mauvements islamistes. Quant à ceux qui se trauvent en France, beaucoup n'ont pos accès aux grands médias. »

Le cinéaste palestinien Micbel Khleifi, réalisateur de Noces en Gaillée (1987), est dubitatif: « Nous pouvons jouer un rôle. Mais il sera symbolique, et il sera adressé à l'opi-

La réponse des oulémas au GIA

ce n'est pas ainsi que l'on sert l'islam. »

nion européenne plus qu'à l'opinion

du monde arabe où les médias sont

contrôlés par les Etats. Toute liberté

est interdite. Même l'Occident ne

naus danne pas l'occasion d'être

partie prenonte dans la démocrati-

sation du monde arabe. Il se sert de

nous quond celo l'arrange. Les mé-

dias occidentaux ne s'intéressent à

nous que quand nous défendons un

point de vue qui cadre avec l'idéolo-

gie daminante. Il faut que nous

sayons conformes à la représentation que se fait de nous l'Occident. Il ne

nous regarde pas à travers une vision

teurs de ces crimes ne peuvent être des musulmans »,

que nous puissions nous apposer à lui. » Fethi Benslama s'interroge sur le degré de conscience des élites : « De quelle qualité d'infor-mation disposent les intellectuels qui vivent dans le mande arabe? Et quelle est leur culture du monde moderne? Je pense que 95 % d'entre eux n'ont pas les outils pour penser le mande et so complexité. » Michel Khleifi, pose la question, pour lui essentielle, qui devrait être an centre de tout débat : « Comment la

les dictatures qui les dominent, se suicidalent. Un climat de suicide collectif prédomine, et je vois le drame algérien comme un aspect du suicide collectif où des seigneurs de guerre et des assassins exploitent la brèche béante du silence. » « La catastrophe du suicide collectif, il faudrait l'arrêter, à tout prix, ajoute-il. Il faudrait faire porter à l'autorité miltaire et à l'opposition militaire les intégristes armés, la responsabilité de la destruction de la société algé-

> Michel Khleifi évoque un nécessaire réexamen des connaissances sur l'islam, la perception de son histoire et l'«incapacité du monde arabe d'analyser, de concevoir un traitement historique et scientifique de l'islam. En réalité, nous faisons abstraction de l'histoire de l'islam. Notre vision est truffée d'événements qui ne sont plus réels, mais légendaires, mythiques. Les mythes impo-sés comme réalité provoquent la vio-

> Le réalisateur insiste : « Dons les années 50-60, les forces démocratiques orabes et de libération ont était empêchées d'avoir leur autonomie, et les gouvernements occidentaux ont refusé de traiter avec ces mouvements. L'Occident peut réexaminer ses positions passées. Il o décide que le nationalisme arabe ne pouvait pas, à l'instar des nationalismes qui l'ont précédé, être une pluralité, à travers la langue, le marché, etc. C'est un ensemble historique, l'Algérie fait partie de cet ensemble. Les relations de l'Algérie avec lo France oussi. »

L'islam ? Fethi Benslama n'y voit qu' + un prétexte. A partir d'une certain degré de violence, des hommes peuvent perdre la tête et ne se compartent plus comme des êtres

humains. La déshumanisation arm'e blèmes sociaux, la crise ovec Israël et très vite. » « Une telle vialence, ponrsuit le directeur d'intersignes, se prépare sur plusieurs générations. La violence coloniale a été terrible. La vinence commune à tre terrible.

La répression que la France a exercée, durant l'occupation de l'Agérie, a été terrifiante. A cela a succèdé le FLN, qui a exterminé une partie de ses propres cadres, les plus poli-

> « Comment notre culture, nos structures humaines et sociales ont-elles introduit la "bête immonde" en nous?»

tiques, et qui o tué des centaines d'Algériens. Ce sont les coporaux qui ont gagné la guerre. Ensuite, ils ant massacré les harkis. Des massacres de familles entières. Aujourd'hui, nous n'assistans qu'à la répetition des atrocités commises dans un passé récent »

« Les événements d'Algérie, affirme Fethi Benslama, morquent un tournant dans l'histoire de l'islom, de notre monde. Les crimes contre l'humanité marquent une ligne de partage. Je suis sur que, si l'on parvient à réunir les intellectuels arabes, ils dirent des choses très importantes, Beaucoup d'entre eux ont des choses à dire. Mais je crois qu'il o manqué jusque-là l'occasion, et les gens capables de prendre l'initiative. Les moyens aussi. »

Se réunir pour l'Algérie? « Je suis prêt à toute initiative qui puisse aider à sauver ce pays, indique Elias Khoury. Initiative rationnelle et ouverte, qui aurait le courage de nommer les choses par leur nom, qui dénoncerait aussi bien lo dictature militaire que l'obscurantisme fandamentoliste barbare et tucur. » [] poursuit : « Et pourquoi pas se rencantrer en Algérie même? Je suis paur une initiative qui olerte et qui exprime une solidarité avec la population civile. Une initiative indépendante des pouvoirs. Il faut que les Algériens sachent que leur mort est lo notre, que leur destruction est

٠..

-- .

\$: Ly

 $S \subseteq \mathbb{R}_{+}$

100

Alger? Hanan El Cheikh et Michel Khleifi sont partants. « Nous ne seront pas autorisés à y aller, prévient la romancière libanaise. Mais il faut quond même essayer. Nous arborerans des livres et des rameaux d'olivier. Même si nous sommes refoulés à lo frontière. » Fethi Benslama est enthousiaste : « Une réunion d'intellectuels créerait un choc psychologique et permettrait de demander que lo lumière soit faite sur les responsabilités dans les massacres. » Par l'entremise d'une commission d'enquête? « Mais qui va enquêter? », se demande Elias Khoury, sceptique face aux « intérêts nationaux » qui risquent de prévaloir sur l'exigence de vérité. L'écrivain est pourtant canvaincu qu'« à la différence de ce qui s'est passé au Liban, il faudra que les responsables des massacres en Algérie soient jugés, Ces procès pourraient permettre à la société algérienne de de mieux se comprendre, de s'autoanalyser, et empêcher la répétition de telles horreurs. Je suis, en revanche, favorable à la constitution d'une commission d'enquête composée d'intellectuels, d'avocats, de juges et de personnes independantes par rapport aux pou-

Gamal Ghitany, écrivain et romancier égyptien

« Les personnalités culturelles influentes et crédibles doivent se mobiliser »

GAMAL GHITANY est l'auteur de L'Epitre des destinées (Seuil, 1993), de La Mystérieuse Affaire de l'impasse Zaafarani (Sindbad-Actes Sud, 1997) et de douze autres romans. A cinquante-deux ans, il est considéré comme l'un des meilleurs représentants de la génératian d'écrivains égyptiens apparue au cours des années 60. Il a renouvelé le roman arabe en puisant dans le patrimoine littéraire, si décrié par ses aînés. Lui a trouvé dans les œuvres du passé une source de modernité. Il a connu les prisons égyptiennes dans les années 70, sous la présidence d'Anouar El Sa-

« Pourquoi les intellectuels arabes ne se sont-ils pas eucore mobilisés face au drame algé-

- Je suis l'actualité du mande arabe depuis une quarantaine d'années. Naus avons vécu des événements moins dramatiques que ceux que connaît actuellement l'Algérie. Ils étaient affrontés avec beaucaup de fermeté de la part des intellectuels arabes. Les événements d'Algérie sont effroyables, mais le sais aussi que la situadon de l'intellectuel arabe n'est pas des plus enviables. C'est pourquoi je ne m'en prendrai pas aux intellectuels. Je sais qu'en Egypte ils ont constitué une avant-garde, et qu'ils en ont payé le prix. Du temps de l'occupan'an britannique, ils étaient les premiers à manifester et à écoper. La plupart des écrivains d'aujourd'hui

ont cannu la prison, du temps de Gamal Abdel Nasser et d'Anouar El

- L'insécurité que vit l'intellectuel arabe explique-t-clie le silence collectif devant la barbarle eu Algérie ?

- Il vit une situation difficile, sauf dans un nombre très limité de pays où il peut s'exprimer, comme au Liban ou en Egypte. Mais prenez le Soudan: que savons-nous de la situation des intellectuels arabes au Soudan? Pas grand-cbase. Il y a des pays qui ont disparu de la mémoire culturelle arabe, comme l'Irak. C'est un pays assiégé. Beaucoup d'intellectuels irakiens vivent en exil. Et nous ne disposons pas d'informations sur ceux de l'inténeur", sauf qu'ils vendent des livres pour subsister. La Libye ? Il semble que ses intellectuels vivent dans une position de faiblesse, car nous n'entendons pas leurs voiz. Nombreux sont les régimes arabes qui font pression sur les écrivains et les artistes pour les transformer en outil de propagande. En Egypte, nous jouissons d'une part relative de li-

- Malgré les agissements des

mouvements fondamentalistes? - Des mouvements terroristes... L'extrémisme résulte des crises sociales. Il y a aussi des puissances extérieures qui attisent la violence chez les jeunes. Mais il existe un courant que l'on ne peut ignarer au sein de la saciété égyptienne. L'échec des expériences socialistes, le ressentiment des peuples à d'autres pays arabes.



l'égard du colonialisme, puis envers l'hégémonie économique occidentale ont fait le lit des courants fondamentalistes. Je dénonce l'attitude des intégristes envers les intellectuels, la culture, et l'usage des armes pour imposer son opinion. Mais, en même temps, je suis contre la dictature, l'hégémonie du capitalisme et la corruption.

- Pensez-vous que les intellectuels libanais et égyptiens peuvent se mobiliser pour l'Al-

- Il y a des ininatives individuelles, mais je souhaiterais qu'il y ait une réunion ou une conférence des intellectuels arabes et qu'il s'en dégage une position forte, un communiqué signé par les plus grands poètes et les plus grands romanciers, qui dénaucerait l'effusion de sang en Algérie. C'est une catastrophe, une honte pour la nation arabe. Ce que font aujourd'hui les extrémistes en Algérie, ils pourraient le commettre demain dans

- Déjà, dans les années 70-80, le Liban a en sa part de folie meurtrière...

réolité arabe renferme-t-elle outant

de potentiel de violence? Comment

natre culture, nos structures hu-

maines et sociales ont-elles introduit

Lo « bête immonde », Elias Khou-

ry la perçoit dans la « continuité »

des guerres du Liban et de l'Algé-

rie. L'auteur de la Petite montagne

(Arléa, 1987) sent « les événements

de l'Algérie comme un prolongement

de lo guerre du Liban. Comme si les

sociétés orabes, à travers leur im-

puissonce à offronter leurs pro-

la "bète immonde" en nous. Voilà la

question principale. »

-C'est vrai. Et le Soudan est en proie à une guerre civile oubliée. -La culture arabe contemporaine est-elle mise en péril par les actes barbares commis en Algérie?

- Assurément. C'est un danger

pour l'islam même. Les assassins justifient leurs actes par des interprétations erronées de l'islam. Je crois que si les intellectuels sont dans une position si faible, c'est le résultat d'une longue appression. Il est temps que les personnalités culturelles arabes influentes et crédibles prement une position collective et claire devant l'histoire et devant les générations futures. Les intellectuels arabes doivent se mobiliser, dans un but avant tout humanitaire. Des massacres sont commis en Algérie, et nous ne savons pas out sont leurs auteurs. Si l'Etat algérien est incapable de protéger les innocents, il faut que les autres Etats arabes intervienment,

même si Alger refuse toute initiative internationale. -Mals les Etats arabes n'ont Jusqu'à présent exprimé aucune position commune dénonçant

- Parce que les Etats ne veulent pas se gêner les uns les autres. On n'entend pas la voix de la Ligue

- Comment expliquez-vous la présence et le surgissement d'une telle vialence au sein de la société algérienne ?

notamment l'ignorance de la religion. L'Algérie vit depuis des années, bien avant l'annulation calamiteuse des élections législatives de 1992, une crise sociale algue. Mais ce pays connaît surtout une crise culturelle, d'identité. La mécounaissance des traditions explique aussi ces violences. Des raisons identiques sous-tendent les agissements des talibans en Afghanistan. C'est le même courant qui s'étend, de l'Algérie à l'Afghanistan, produisant des effets comparables, lesquels font un tort énorme aux musulmans et à l'islam.

- Par la pauvreté et l'ignorance,

.- Y aurait-il une filiation entre les méthodes du Groupe Islamique armé et celles des Ismaélites (secte chilte avant adopté l'assassinat politique comme moyen de intte, aux XIF et XIII' siècles)?

- Je dirais qu'il y a plutôt une filiation avec le manvement des Kharifites (lire page 25), Les Ismaélites, eux, avaient un culte intérieur et secret, ils utilisaient le meurtre politique pour arriver à leurs fins. Les Kharijites recouraient aux massacres collectifs.

- La réunion à laquelle vous appelez pourrait-elle avoir lieu dans un pays arabe?

- Oui, pourquoi pas en Egypte au au Liban? Sinan, dans un pays proche du monde arabe. »

> Propos recueillis par Hani Boutros



H. Bo.



A l'occasion de l'exposition **Emil Schumacher** 13 novembre 1997 | 4 janvier 1998

Colloque sur le situation de l'art en Allemagne depuis 1945 en collaboration avec le Goethe Institut et le Département des Affaires internationales du Ministère de la Culture et de la Communication 15 et 16 novembre 1997 de 10 h à 13 h



Jeu de Paume



jusqu'au 17 novembre

The State of the S

desirate for all The state of the state of difference with the Beren gagering and an ex-PART OF THE PART OF THE PARTY O ethal to be a

The second second

Jan Berlin and P. 15. But they were to be The state of the state of the ---,\$1.3**59**0年(1.478)。 1.1. State of the second --and the state of t

The section is

Same Same

The Art of the Second Second

क्षांत्रिकोते असम्बद्धः है। Are

A. A. M. T. 1974 11.

AND MARKET BOOK OF THE PERSON OF THE PERSON

THE STREET AND ADDR.

The State of the second

The Contract of the Contract o

Ber etterfen a better

THE PERSON NAME OF

杨一大

Marie ... THE PERSON NAMED IN · ***

DESIGNATION OF THE PERSON graduate describer. 福養的 海を一手を出ていてい The state of the state of the state of the same of 44 The sale of the sa the state of the M. S. The property The wind of the said ALTERNATION OF THE PERSON OF T -State retrains States a a · 新种种种 课 10 S. Married Copies Ser. T Miningary and Burger at the

THE RESIDENCE -The second secon





Extraite d'un album intitulé « Lumière noire », paru en 1996 aux éditions Prestel, cette photographie de l'artiste marocain Touhami Ennadre, né en 1953 à Casablanca, appartient à une série intitulée « Les Mains, le dos, les pieds », réalisée entre 1978 et 1982 en Asie. Les œuvres de ce photographe d'exception sont accrochées dans les plus grands musées et de nombreuses galeries dans le monde.

Les luttes des années 90 contre l'oppression et l'intolérance

EN SOLIDARITÉ avec l'écrivain trois ans, prix Nobel de littérature britannique Salman Rushdie, cible de la fatwa décrétée par l'imam Khomeiny en février 1989, une centaine d'écrivains arabes et musulmans ont contribué, en 1993, à un ouvrage collectif, Pour Rushdie (La Découverte). En septembre 1994, une trentaine d'écrivains arabes, réunis à Carthage à l'initiative de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), ont dénoncé l'oppression et l'intolérance dans le monde arabe. « Le dagme étauffe lo raison et l'aninion. L'assassinat remplace le dialogue. Au nom de Dieu, an tue. Au nom de l'islam, an extermine la culture et la civilisation. (...) La grandeur de notre civilisation a été fondée sur la pluralité, le métissage, l'interragotian, lo quête, l'echonge », affirme le texte rédigé en commun.

En octobre de la même année, l'écrivain égyptieo Naguib Mahfouz, âgé alors de quatre-vingt-

Rendez-vous

A París. 9 oovembre : à

18 h 30, sur l'esplanade du

peinte de Sahine Mooyris.

eo faveur de l'Algérie. 10 novembre : à 16 h 30, à la

Sorbonne, débat sur la

littérature algérienne à

Paris-Villette, collogue à

Trocadéro, élévation d'une tolle

Lancement des manifestations

l'initiative d'Algérie littérature

action. A 17 heures, au Théâtre

l'initiative de la Ligue des droits

projectico en avant-première du

de l'homme. A 18 heures, au

cinéma 14 Juillet-sur-Seine,

1988, fut victime d'une tentative d'assassioat dans une rue du Caire - deux coups de poignard dans la nuque. Le leodemaio, quelque cent cinquante écrivains égyptiens ont signé une lettre ouverte affirmant leur détermination à affronter le terrorisme, qui, « sous le couvert de la religian, cherche à détruire les libertes démocratiques, notamment la liberté d'expression, de crayance et de canscience ». En décembre 1995, en Tunisie,

près de cent trente intellectuels - universitaires, avocats, médecins, journalistes, syndicalistes ont lancé, à l'occasion du 47º anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, un appel pour une amnistie générale dans leur pays. Ils exprimaient leur profonde préoccupation de « la dégradation de l'état des libertés, notomment de la liberté d'opinion, d'association, de réunion et de circulation ».

film de Rachida Krim Sous les

pieds des femmes. A 19 heures,

vers le parc de La Villette. A

19 h 45, aux Bouffes du Nord,

« Moments de musique dans le

silence », à l'initiative de Peter

Brook. A 21 heures, sur la place

« Lumières pour l'Algérie » en

présence de nombreux artistes

En régions. Angers : Nouveau

de la Footaine-aux-Lions du

parc de La Villette, veillée

exceptionnelle intitulée

français et algénens.

rassemblement à la gare de l'Est

pour une « marche de lumières »

Les kharidjites, précurseurs de la violence sectaire en terre d'islam

L'ASSOCIATION du puritanisme, de l'excommunication et de la violence a fait ses preuves dans l'histoire universelle du crime. En islam, cette triade a été éprouvée par plusieurs sectes, entre le VIII et le De siècles, dans leur « lutte contre les impies » et parfois même entre elles. Ces sectes se réclamaient du mouvement des khandjites (les «sortants» ou les «rebelles»), le premier mouvement politico-religieux qu'ait connu l'islam. Mème si cette «filiation» ne peut, il s'en faut, expliquer à elle seule les violences en Algérie, il o'en reste pas moins que les méthodes des kharidiites ont marqué l'inconscient collectif.

Lors de la bataille de Siffin (au-Jourd'hui en Irak), qui opposa eo millet 657 les troupes d'Ali, quatrième calife et geodre du prophète, au gouverneur de la Syrie, Muawiya, un groupe de soldats a refusé le combat entre croyants et quitta les rangs de l'armée d'Ali. Celui-ci dut alors accepter la proposition que lui fit Muawiya de demander un arbitrage de juges au Beu de se livrer bataille pour régler leur différend.

Muawiya était à ce momeot. d'après la tradition, en mauvaise posture militaire. Les kharidjites (les soldats rebelles), reprocheront, en fait, plus tard à Ali d'avoir accepté cet arbitrage des hommes alors qu'il était, à leurs yeux, calife par choix divin. Muawiya l'intrigant a fini par obtenir un arbitrage qui lui était favorable, ce qui a renforcé sa contestation du pouvoir du ca-

Les kharidiites ont été écrasés par les troupes d'Ali en 658 à Nahrawan (en Irak aussi). Il n'en survécut que quelques dizaines. L'un d'entre eux assassinera Ali en 661 à la demande de sa bien-aimée qui voulait venger les siens, morts à Nahrawan. Le pouvoir à poigne de Muawiya, qui succédera à Ali, ne favorisera pas la réémergence des kharidfites. Mais ultérieurement, sous le règne de la dynastie des Omeyades, que Muawiya a fondée à Damas, les kharidites parviendront à jouer un rôle d'opposition de premier plan dans un empire musulman en pleine expansion.

Après avoir rejeté aussi bien Ali, parce qu'« inopte à guider les hommes », que Muawiya, « qui réduisit les serviteurs de Dieu en esclavage », les kharidjites ont évolué vers une doctrine du califat qu'ils

Théâtre, à 18 heures, table ronde, expositioo et coocert. La Rochelle: La Coursive, à 20 heures, rassemblement et marche à l'Initiative du Ballet atlantique/Régine Chopinot. Villes associées par leurs institutions culturelles à la date du 5 novembre : Caeo, Grenoble, Lille, Lonent, Lyon, Marseille, Nancy, Nice, Quimper, Rennes, Strasbourg, Toulouse et Saint-Etienne. Renseignements. Association Un jour pour l'Algérie, 4, place de Valois, Paris-1º, Tél.: 01-55-35-36-37. Télécopie : 01-55-35-36-36.

souhaitaient choisi par les croyants. guidés par la providence. Pour les kharidjites aussi, quiconque peut prétendre au califat du moment qu'il possède les qualités morales et religieuses nécessaires. Mais si le calife se départit de l'application de la loi islamique, il doit abdiquer ou

subir le sort des armes.

En 693, avec une secte appelée les azraqites - se réclamant de Nafe' ben Azraq -, la doctrine caractéristique des kharidjites, celle du « péché absolu », est apparue. Pour eux, être musulman est un absolu en soi, un état de salut, de nerfection spirituelle. Le péché majeur rompt cet état et disqualifie le croyant. S'il a péché, c'est que soo apostasie était déja en hi. Nulle rémission possible chez les kharidites, alors que les sunnites, de leur côté, croient en toutes circoostances en la miséricorde divine. Ainsi, pour les « rebelles », un apostat de l'islam est un ennemi, il doit être mis à mort. A la limite, les croyants des autres religions, les « gens du Livre » comme on les oomme jusqu'à aujourd'hui en is-

La secte en est venue à considérer tous ses coreligionnaires comme des incroyants, des traîtres à l'islam

lam, étaient, eux, mieux percus, pourvu qu'ils reconnaissent la mission du prophète.

Les kharidiites sont allés jusqu'à considérer tous leurs coreligionnaires comme des Incrovants. traîtres à l'islam, et à estimer, par conséquent, qu'il était impossible de vivre parmi eux. Leur exigence d'une application littérale du Coran était sans faille. A la suite de plusieurs insurrections réprimées, notamment à Bassorah, en Irak, ils développèrent la tactique des attaques-éclairs contre des villages noo défendus, et du repli rapide. Les chevaliers kharidiites acquirent même à l'époque une réputation « légendaire », due à leur vitesse d'« exécution ». Ils étaient recrutés parmi la tribu des Tamims.

Après de nombreux déboires, les troupes de l'opiniatre Al Hajjaj ibn Youssef, général omeyade et futur gouverneur de l'irak, ont réussi à pourchasser les « sécessionnistes ». Affaiblis par leurs divergences internes, les kharidjites finirent par ne plus représenter de danger militaire sous les Abbassides, successeurs des Omeyades, mais leur influence religieuse perdurera. Bien plus modérés sont leurs « descendants » qui subsistent, de nos jours, en Afrique du Nord - dans Me tunisienne de Dierba et dans le Mzab (au pord du Sahara algérieu) -, en Libve, au sultanat d'Oman, et à Zaozibar (Tanzanie), Ils soot connus sous le nom d'Ibadites.

SORTIR

EN RÉGION PARISIENNE

Collectif Polysons Installés depuis 1993 dans la salle de spectacles La Clef de Saint-Germain-eo-Laye, le Collectif Polysons déplace pour quelques jours ses folies musicales, collages de styles et inventions, à Marly-le-Roi. Au programme, notammeot, les projets « musique et danse », « classique et jazz », « Boris Vian ». « Beatles » et « Viva Zappa »...

Centre culturel Jean-Vilor, 44, allée des Epines, 78 Marty-le-Roi. Dix concerts du 8 ou 22 novembre, 21 heures. Tél.: 01-39-58-74-87. De 50 F à 70 F.

Blanche-Neige, septet cruel de Benoît Bradel, d'après les frères Grimm. Robert Walser et Ghérasim Luca, mise en scène de Benoît Bradel, avec Ese Brume, Roser Montlio, Pierre-Henri Puente, Pascal Tokatlian, Claudia Triozzi, Toméo Vergès et Tomasz Zarachowicz. Benoît Bradel et la Zabraka Compagnie, doot les spectacles assemblent souvent des matérieux

Lombards, Paris In. Mr Chôtelet. hétéroclites, se soot peochés cette 22 h 30, les 8 et 9 novembre. Tel.: 01-42-33-22-88. 80 F. année sur le coote de

Blanche-Neige, dans lequel ils ont aimé voir un exemple de théâtre de la cruauté (crime par empoisonnement suivi d'une résurrection). Leur spectacle, créé à Toulouse et déjà donné au Mans, sera repris en 1998 a Rennes, puis au Théâtre des Bernardines de Marseille. Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdon, Paris 14. RER Cité-Universitoire. A partir du 7 novembre. Les lundi, mardi, vendredi et samedi à 20 heures. le ieudi à 19 heures, le dimonche à 17 hcures. Tél. : 01-45-89-38-69. De 55 F à 110 F. Jusqu'au 11 décembre. Antoine Hervé Quintet invite Markus Stockhausen Avant de jouer autour et avec la musique de Mozart à la mi-novembre à Suresnes, le pianiste Antoine Hervé convie le trompettiste Markus Stockhausen – fils de Karlheinz – à venir s'échauffer en club avec l'une des rythmiques les plus pertinentes et inventives du jazz européen, celle qui unit les frères François et Louis Moutin. Le Duc des Lombards, 42, rue des



GUIDE

FILMS NOUVEAUX

100 % arabica de Mahmaud Zemmouri (France, 1 h 25), avec Khaled, Cheb Maml, Mouss, Najim Laouriga, Farid Fedjer,

Youssef Oiawara. La femme de chombre du « Titanic » de Bigas Luna (France-Espagne, 1 h 39), ever Olivier Martinez, Romane Bohrin-Aitana Sanchez Giino, Oidier zace, Aido Maccione, Jean-Marie Juan.

de Takeshi Kitano (Japon, 1 h 43), avec Takeshi Kitano, Kayoko Kishimoto, Ren Osugi, Susumu Terajima, Tetsu Watanabe, Hakuryu.
Imuhar, una légende
de Jacques Dubuisson (France, 1 h 22),

avec Ibrahim Paris, Mohamed ba, Mohamed Ichika, Rhali Ixa, Atibou Abouba-

car, Oumou Algabid. de Petr Vaciav (République tchèque, 1 h 49), avec Stefan Ferko, Milan Cifra, Radek Holub, Jaroslava Vyslouzilova,

Ludmila Krokova, Terza Zajickova-Gry de Gary Oldman (Grande-Bretagne, 1 h 59), avec Ray Winstone, Charlie Creed Miles, Laila Morse, Kathy Burke,

Edna Dore, Jamie Foreman. de Oavid Fincher (Etats-Unis, 2 h 08), avec Michael Douglas, Sean Penn, De-borah Kara Unger, James Rebhorn, Car-

Violetta, la reine de la moto de Guy Jacques (France, 1 h 32), avec Florence Pernel, Dominique Pinon, Oaniel Prévost, Eva Darlan, Julien Guior

Chantal Neuwirth. Vive la république I d'Eric Rochant (France, 1 h 30), avec Aure Atika, An-toine Chappey, Gad Elmaleh, Hippolyte Girardot, Atmen Kelif, Florence Pernel. (*) Film interdit aux moins de 12 ans,

TROUVER SON FILM Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONOE, ou tél.: 08-36-68-

03-78 (2,23 F/mn) **VERNISSAGES**

Marianne et Germania, un siècle de pas-

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8. M. Champ Clemenceau. Tél.: 01-42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi et fétes. Du 8 novembre au 15 février. 30 F

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théatre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commis-sion par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Mantparnasse. Oe 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Un mois à la campagne d'Ivan Tourgueniev, mise en scène d'An-

Arel Smirnott, avec Catherine Salviet, Alain Pralon, Nicolas Silberg, Igor Tyczka, Nathalie Nerval, Céline Samie, Eric Ruf. Coraly Zahonero, Denis Podalydės et Clotilde de Bayser. Comédie : rançaise salle Richelieu, 2, rue

de Richelieu, Paris 1". Mº Palais-Royal. Le

8 novembre à 14 heures. Tél.: 01-44-58 15-15. De 30 F à 185 F.

Ballet de l'Opéra de Paris Léo Staats : Soir de fête. Roland Petit : L'Arlésienne. Léonide Massine : La Symphonie fantastique. Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9°. Mº Opéra. Le 8 no-vembre à 19 h 30, le 9 à 15 heures. Tél. :

08-36-69-78-68. De 30 F à 330 F. Orchestre national de Prance Florentz: Second Chant de Nyandarua,

Le Songe de Luc Alcari. Prokofiev : Sym-phonie nº 3. Gary Hoffman (violoncelle), Friedemann Layer (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 10°. Mº Passy. Le 8 novembre à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16, 40 F.

Hommage à Duke Ellington Big band de David Murray et James ewton. Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de Pantin. Le 8 novembre à 20 heures. Tél. :

01-44-84-44-84, 100 E New Marning, 7-9, rue des Petites-Ecories, Paris 10°. M° Château-d'Eau. Le 8 novembre à 20 h 30. Tél.: 01-45-23-51-

41. De 110 F à 130 F. L'Européen, 3, rue Bigt, Paris 17.

Mº Place-de-Clichy. Le 8 novembre à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 80 F. REPORT

Margaret Price

Le récital de Margaret Price initialement prévu le 24 novembre est reporté au lundi 10 ianvier 1998. le Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8-. Mº Miramesnil, Tél.: 01-49-53-05-07.

RESERVATIONS

d'Edward Bond, mise en scène de Carlo Théâtre national de la Colline, 15, nue

laite-Brun, Paris 20°. Mº Gambetta. Du 27 povembre au 21 décembre. Le mardi à 19 heures, 110 F. Du mercredi manche à 21 heures, de 110 F à 160 F. La Tête dans les nuage de Marc Deruelle, mise en scène de Jean

Bouchaud. Comédie-Française Théâtre du Vieux-

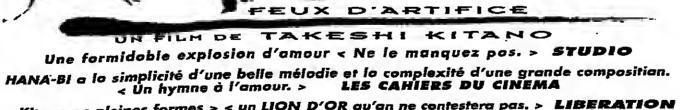
Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier. Paris 8. Mª Saint-Sulpice, Sèvres-Babyione. Du 18 novembre au 21 décembre. Tél.: 01-44-39-87-00. 160 F.

DERNIERS JOURS 15 novembre :

Manolo Valdes Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1=. M° Tuileries. Tél.: 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à et de 14 heures à 18 heures. Fermé di

Dans la compagnie des hommes d'Edward Bond, mise en scene d'Alain Francon, avec Jean-Luc Bideau, Jacques nnaffé, Carla Brandt, Gilles David, Jean-Yves Dubois et Michel Aumont Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20. M. Gambetta.

Tél.: 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.



< Kitano en pleines formes > < un LION D'OR qu'an ne contestera pas. > LIBERATION

< Polar, mélo, humour ... captivant. > TELERAMA

< Takeshi Kitano : l'explosion d'un grand cinéaste > LES INROCKUPTIBLES < Un chef d'oeuvre, vous dis-je! > LE FIGARO

< KITANO le réalisateur japonais le plus marquant de sa génération > LE MONDE ION D'OR FESTIVAL DE VENISE 1997 PARADIS

ec ics sympathisants

Veronique Maurus

DISPARITIONS

Paul Ricard

Le roi du pastis de Marseille, passionné de sport et défenseur de l'environnement

de la France des trente giorieuses qui s'est éteint vendredi 7 novembre. Paul Ricard laisse son nom sur des millions de bouteilles (90 millions de bouteilles tous les ans), mais aussi sur un circuit automobile, un bateau (naguère barré par Tabarfy, autre mythe français), un château en région parisienne, et surtout dans la mémoire populaire qui se construit aux comptoirs des histrots et sur les routes du Tour de France.

Petit-fils d'un boulanger, fils d'un marchand de vin, Paul Louis Marius Ricard nait le 9 juillet 1909 à Sainte-Marthe, un faubourg de Marseille. C'est un enfant studieux, actif, qui dès l'adolescence nourrit de grandes ambitions. Il veut être un grand peintre. Mais son père ne lui permet pas d'étudier aux Beaux-Arts, il y a l'affaire familiale à reprendre. Paul et son frère se

■ JOSEF PIEPER, philosophe allemand, spécialiste de saint Thomas d'Aquin et de Platon, est mort jeudi 6 novembre, à l'age de quatrevingt-treize ans, à Münster, en Allemagne. Né en 1904, Josef Pieper avait enseigné à l'Ecole normale d'Essen, puis à l'université de Münster. Après des travaux sociologiques et politiques dans les années 30 interdits par le régime nazi -, il s'était efforcé d'établir une synthèse entre la philosophie pratique et la scolastique issue de saint Thomas. S'appuyant sur une analyse originale des vertus, il chercha à fonder le devoir moral sur l'ontologie. Pieper a publié quelque cinquante ouvrages, dont certains traduits dans quinze langues. Une fondation qui porte son nom avait été créée en 1992 afin de propager son œuvre.

Ce Monde DOSSIERS DOCUMENTS littéraires

Insaisissable Giraudoux

Ses détracteurs sont aussi passionnés

que ses admirateurs. Un dossier

pour mieux connaître cet écrivain si controversé.

Les mythes, d'Cédipe à Dééper Blue

Un défile de légendes, des histoires du parlent à tout le monde. Un dossier bour répondre à la question : qu'est-ce qu'un mythe ?

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

diplomatique

ASE: L'alliance américano-japonaise cimentée, par Selig

AMÉRIQUE LATINE : L'industrie des enlèvements, par Hubert Prolongeau et Jean-Christophe Rampal.

MAGHREB: Vers la fin du conflit au Sahara occidental, par

ISRAEL: L'immigration a changé de nature, par Amnon

BALKANS : Lendemains amers pour les orphelins de la « Grande Serbic », par Jean-Arnault Dérens.

EUROPE SOCIAIF: Trompe-l'œil, par Corinne Gobin. – Et si les classes existaient encore?, par Serge Halimi. – • Misères du présent, richesse du possible • d'André

EAU: Bataille planétaire pour l'eor bleu -, par Mohamed Larbi Bouguerra. – Quatre modèles de gestion, par Daniel Baudru et Bernard Maris. – Pour un contrat mondial, par Riccardo Petrella.

DROGUE: Le toxicomane domestique, par Claude

CIVILISATION: Vivre avec les pierres (lettre au

UNE PUBLICATION DU MONDE

 $LE\ MONDE$

Gorz, par Bernard Cassen.

Olievenstein.

S. Harrison.

divers apéritifs qui rencontrent un peu de succès. En 1932, à vingtdeux ans, il crée son anisette, dessine l'étiquette de sa bouteille et la baptise « le vrai pastis de Marseille ». Un coup de génie publicitaire autant que gustatif: le petit apéritif Ricard au goût de Provence, qui se trouble lorsqu'on le dilue dans cinq volumes d'eau, dame vite le pion aux géants du pastis, les Pernod, Berger, Casanis. En 1940, Vichy met à l'index ce breuvage aux forts relents d'absintbe, supposée contraire aux « valeurs » de l'Etat français. Le « Pagnol des comptoirs », antipétainiste affiché, s'exile en Camargue. Officiellement pour tenter d'y acclimater la plantation du riz -ce qu'il réussira. Privé de son anis, Paul Ricard distille de la prune et de la cerise... pour alimenter la Résistance en carburant, au nez et

■ IEAN-PIERRE GUESDON, secrétaire général de la Fédération française de basket-ball (FFBB), est mort vendredi 7 novembre d'une embolie pulmonaire, à l'âge de cinquante-huit ans. Né le 1º juillet 1939 à Montoire-sur-le-Loir (Loiret-Cher), Jean-Pierre Guesdon, ingénieur au CNRS, a débuté sa carrière de joueur à Ermont (Vald'Oise), à l'ASCA, club dont il fut le secrétaire puis le président avant d'être secrétaire général puis président du comité du Val-d'Oise. Elu au comité directeur de la FFBB en 1980, il était devenu, huit ans plus tard, président de la ligue d'Ile-de-France, membre du bureau fédéral et président de la commission des qualifications, Jean-Pierre Guesdon était secrétaire général de la FFBB

lancent alors dans la confection de à la barbe de l'occupant l'En 1952, sa route croise celle d'un jeune résistant tout aussi méridional que hii, pétri d'ambition : Charles Pasqua. Le futur baron du RPR sera l'un des artisans de la croissance fulgurante du groupe Ricard, dont il développera pendant vingt ans l'inimitable réseau de VRP, qui visitent et revisitent sans cesse les cafés, prenant au passage le pouls de la France profonde, puis bientôt du

> LE TOUR DE FRANCE ET JEAN XXIII La technique publicitaire de l'entreprise est sans pareille. En quelques années, Ricard investit le Tour de France, lance la casquette Ricard, les cendriers Ricard, les cruchons Ricard bleu et jaune dont il réussit même à caser subrepticement deux exemplaires dans la grotte de Lourdes. Ricard inonde les plages, les fêtes populaires, envahit la Pête de L'Huma et se fait recevoir au Vatican par Jean XXIII, qui donne sa bénédiction à la " Fabbrica Ricard ». En 1996, Ricard

était la troisième marque de spiritueux vendue dans le monde, derrière le rhum Bacardi et la vodka Smirnoff, et devant le whisky Johnny Walker. Le deuxième fils de Paul Ricard, Patrick, préside aux destinées du groupe, devenu Pernod-Ri-card en 1974. En décembre 1968, à quelques mois de ses soixante ans. écceuré par les tracasseries de l'administration, Paul Ricard démissionne de la présidence de sa société - il en restera président d'honneur - pour se consacrer à ses passions, le sport, la peinture, qu'il assouvit surtout par procuration en devenant mécène, et la défense de la nature et de l'environnement. Dès 1963, en précurseur, il était parti en guerre contre Pechiney qui veut rejeter en mer ses

combat ardu, mais qu'il gagne. Le Tour de France, la formule 1 et la voile, on l'a dit, mais aussi le rugby doivent beaucoup à « Monsieur Ricard ». Le directeur de la communication de la société Ricard, Christian Carrère, n'est autre

« boues rouges » de bauxite. Un

que le capitaine toulonnais do Quinze de France qui remporta le premier grand chelem de son his-

Au mythe du patron paternaliste succède celui du milliardaire généreux. Ce Citizen Kane provençal n'a iamais eu de Rolls ni de palais. Il s'habillait volontiers dans les grandes surfaces et portait un éternei jean bleu et un biouson de

ANTI-ADMINISTRATION Propriétaire de deux îles dans le golfe de Bandol, Bendor et les Embiez, l'empereur du pastis y fait aménager des villages de vacances dans un style kitsch digne des films bollywoodiens des années 50. Lui préfère s'installer dans l'arrièrepays, au flanc du massif de la Sainte-Banme. C'est là, près du Castelet, dans le Var, qu'il construira son fameux circuit de formule 1 - qui inspirera tous les autres pour

sa sécurité - et un aérodrome. Patron social avant l'heure, il accordera cinq semaines de congés

payés à son personnel féminin dès 1965 et distribuera très tôt des actions de la société aux salariés, L'administration est une de ses têtes de turc favorites. « C'est simple, raillait-il, on l'écoute et on fait le contraire de ce qu'elle dit, comme ça on est dans le vrai à coup sûr. » La politique ne le tente guère : il consentira juste à se faire élire en 1972, le temps d'un mandat, à la mairie de Signes, la commune où il a installé sa résidence et son circuit.

Cibie régulière de médecins et de ligues de sécurité routière, qui l'accusent d'avoir contribué à développer le goût immodéré des Français pour l'alcool, Paul Ricard ne sort de sa réserve que pour répliquer ver-tement et défendre les « vertus » de son pastis. « N'ayez crainte, riaitil en 1977 en servant justement un pastis à un journaliste du Monde venu l'interviewer, tous ceux qui meurent autour de moi sont des buveurs d'eau. »

Pascal Galinier

AU CARNET DU « MONDE » Anniversaires de naissance

Il y avait des brumes, Des brouillards, des effrois Uo borizon bitune. Et puis il y eul toj.

Marie, Praline DUBOSC, 8 novembre 1997.

Décès

 La famille Blandel,
 La famille Boukari, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

La levée du corps aura lieu le lundi 10 novembre 1997, à la maison funéraire

Père-Lachaise, ou l'incinération débutera

Que son âme trouve la paix qu'elle a tant cherchée.

Maison functaire, rue Saint-Eloi,
 78100 Saint-Germain-en-Laye.
 Crématorium du Père-Luchaise. 16, rue du Repos, 75020 Paris.

M= Lucie CLERC, aće BONNET, veuve du pasteur Risée CLERC,

s'est éteinte le 5 novembre 1997, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Elle repose auprès des siens dans imetière familial de Pouzeau.

Je suis le chemin. la vérité et la vie. » (Jean XIV.5).

De la part de M. et M™ Robert Clerc, M™ Jean-Marc Clerc, son fits et ses belles-filles. M= Marianne Hienly, M. Olivier Clerc, M= Aline Chapelcan, ses petits-enfants, et ses six arrière-petits-enfants

86600 Lusignan, 87190 Villefavard

- M™ Helène Mezenge Et toute la famille

M= Georgette FERRARO, survenu le 29 octobre 1997, dans s Les obsèques out été célébrées dans intimité familiale.

16, rue Alphand, 75013 Paris.

 Madeleine et Claude Aslangul, Claire et Marie, Luce et Henri Serre, Leurs enfants et petits-enfants, Bernard et Maria Thivillier, leurs enfants et pents-enf Paulette Buthion, Aimee Fleures, es enfants et petit Perieue Perrin, ses enfants et petits-enfants. Et tous ses amis. ont la douleur de faire part du décès de

> Suzanne FLEURET, née THIVILLIER.

urveno le 6 novembre 1997. Selon sa volocié, soo come sera

iocioére au crématorium du Père-Lachaise, le jeudi 13 novembre, à 15 h 45. 40, rue d'Hampoul, 75019 Paris.

~ La famille de

Gilles GAUTHIER-VILLARS, a la tristesse de faire part de son décès, le 5 novembre 1997, à son domicile.

Les obsèques auront lico le 12 oovembre, à 14 heures, ac torium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes

- Monique Noc.

a fille. Patricia Godineau, Thierry Le Méhanté et Quentin La famille Noé et Lucien Schaller, Sa famille,

Ses proches, Et tous ses amis et collègues de la Fondation 93, ont la douleur de faire part du décès carel de

Richard GODINEAU,

à l'âge de trente-sept ans.

Ils vous inviteot à assister à ses Nous nous retrouverons à partir de 10 h 30, an cinéma « Le Trianon » (place Carnot, à Romainville), pour noe

L'inhumation aura lieu ensuite à La Villeterue, dans l'Oise.

Monique Noé et Marion Godineau, 60240 La Villetertre.

Pour tout renseignement, téléphonez à la Fondation 93 : 01-49-88-66-33.

- Léo izak Et loute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Henriette IZAK, rvenu le vendredi 17 octobre 1997.

Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière de Bagneux. 42, rue Chanzy,

75011 Paris.

 M
 — Denise Malignou,
 Ses cufants, petits-enfants, Son arrière petite-fille.

Ainsi que tous les proches, ont la tristesse de faire part du décès de

André MALIGNON,

Nous pensons à celui que nous avons aimé et estimé.

32, rue des Bruyères

- M Danièle Ricard. M. et M Bernard Ricard M. et M René-Julien Baudinet, M. et M Patrick Ricard,

eurs enfants et petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-

M. Paul RICARD, commandeur de la Légion d'Aonneur officier de l'onire national du Mérite,

orvenu le 7 novembre, dans sa quatre

La cérémonie religiouse aura lieu le Saint-Pierre, Port-du-Bruse (Var), suivie (Lire ci-dessus.)

Messes anniversaires

- Pour le premier anoiversaire du rappel à Dieu de

Marc ZAMANSKY, une messe sera célébrée le samedi 15 novembre, à 12 h 05, en l'église Saint-

Jacques du Hant-Pas, Paris-5. Anniversaires de décès

- Le 9 novembre 1988, René MICALET

> raissait sans récilement quitter ceux Les morts sont invisibles.

lls ne sont pas absents. »

Saint Augustin.

Conférences

Dans le cadre de l'exposition « Les Ibères » organisée par l'AFAA, première cooférence débat à l'auditorium des Galeries nationales du Grand Palais, square Jean-Perrin, Paris-8, le mercredi 12 novembre 1997, à 18 b 30.

PICASSO ET L'ART IBÉRIQUE

ivec Henri Cueco et Pierre Daix. Enmée libre.

Soutenances de thèse

films ...

¥

2. . .

4 v 19

C

1

6

- Victor Acker, de New York, a soutenu le 20 octobre 1997, à l'université Rennes-II, sa thèse : « Célestin Freinet : l'histoire d'un jeune intellecuel ». Son jury, composé des professeurs Boumard, Tessier et Avanzini, lui a décerné la menvha0663@is4, et nyu.edu...

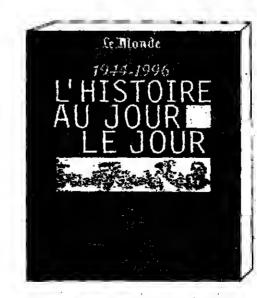
CARNET DU MONDE

21 bis, rua Claude-Bernard 75242 Peris Cedex 05

01-42-17-39-80 01-42-17-29-96 01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30



Le Monde

Les archives du quotidien au service de l'histoire

La grande encyclopédie du Monde avec chronologies, cartes et index (1 242 pages, 400 F)

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1996

En vente en librairie

CINÉMA: Les archives manipulées, par Edgar Roskis. En vente chez votre marchand de journaux - 225

sous-commandant Marcos), par John Berger.

•

- SAMEDI & NOVEMBRE

هِ كذا من رلامل

GUIDE TÉLÉVISION

Paris Première

Canal +

Histoire

Ciné Cinéma:

Canal Jimmy

France 3

France 3

Planète

TMC

Arte

Paris Première

19.30 Histoire parallèle. Invité: Rudolph von Thadden. Arte

20.50 Le Club. Anna Karina. Ciné Cinéfil

0.55 La 25° heure. Brève histoire d'amour, Berlin 1942. France 2

florissants. France Supervision

19.30 Accident de carrière. Le chômage des « Cadres sup ». Téva

20.35 La Force céleste du kriss. Planète

20.35 Natures de toutes les Russies.

20.45 L'Aventure humaine. Mort à la garce I, l'affaire Marie Stuart. Arte

21.35 ▶ Palettes, Georges de la Tour. Arte

DOCUMENTAIRES. .

19.00 William Christie et les Arts

13.45 ► Savoir plus santé. Les maladies de la poliution.

19.00 T.V. + . Avec Jerôme Bonaldi et David Charvet.

21.00 Le Magazine de l'Histoire.

17.05 A bout portant. Léo Ferré.

22.05 Ciné Cinécourts. Invité : Eric Rochant.

22.15 T'as pas une idée ? Invité : Michel Leeb.

23.55 Musique et Cie. John Eliot Gardine et révolutionnaire

0.45 Paris modes.

19.45 Nica libra.

21.00 Orgue de Barbarie,

21.30 L'Enfance, (4/7).

nn t'aime à la folie !

21.50 ▶ Georges de La Tnur.

21.55 Mon pays m'a quitté.

22.25 ► Strip-tease Maryflo:

175

is tendre...

To make a l

-- maerin

Ten.

1 1 TA 2

· A. Lawrence

Same Same

1. 1. 15 TE.

....

1.7

garager of 1861

and the state of the

- CAME

-

A STATE OF THE STATE OF

を表現された。1950年 第1887年 株子の

And a second

the second light will be

A CONTRACTOR OF STREET

the second of the second of the

The state of the s

the state of the second second second second

Spirit in the grant of Land in the second

The same of the sa

中面 (2004 全年) "连发 排版集件进程。

parties the second of the second of the second

Bearing of the Street

I grow with it they to be AMERICAN PROCESSION OF THE STATE OF THE

to shappy the same to bear in a comment The state of the s

Successive to the Winds of Standing Bridge. Laterated of the Source managements a new

with the said to see the second of the second second second

The second of the second of

DONOR DE TRANSE

the spirit high the state of the

diagram, -

30 x 27 10 10

The second street of the second state of

A separate manuality of the many

the state of the s

The description of the second section of the section of the second section of the section of the second section of the section

The to the second of the secon

The state of the second second second second

PARTY BACKSON

THE PERSON OF THE PARTY.

printer in terminal and

- Princes 4 56 % 10

An experience of the contract of the contract of

Segment Control of

and the second second

water the transport of the control of the same

Market Company of the party of

Software stated

Parcel Californ

Continues es

Land Company

Marie Land

:

The second second

· 100 100 100 100 100

A MARK & S. T.

23.00 Fetax croisés # # D'Edward Dmytryk (Etats-Unis, 1927, N., v.n., 90 min). Ché Gnéfil N., va., 90 min). Cine Cinetii
23.10 Taking Off III
De Maos Forman (Etats-Unis,
1971, 95 min). Ciné Chémas
23.20 Le Retour des morts vivants II
De Dan D'Bannon (Etats-Unis,
1985, 90 min). TSR

22.50 Paysans d'aveoir.

0.30 Cabanes.

23.45 Music Planet. O Fado:

17.55 Football. 112: Amiens - Nancy.

MUSIQUE

TÉLÉFILMS

20.30 La Secte. De Rod Hedden.

20.35 Des gens si bien élevés. D'Alain Nahum.

20.50 Le Cri du corbeau. O De Serge Meynard

22.40 L'Affaire Kate Willis. O De Lou Antonio.

23.00 Hollywood Night. Il Cap sur le danger, de Serge Rodnunsky.

0.40 Amitiés en péril. De Heiko Schler,

20.20 Chostakovitch:

Le 3' Quatuor.

20.30 Le Messie, de Haendel. France Superv

22.00 Don Carlos.
Mise en scène de Luc Bondy. Muzzik

23.40 Guitarras : Montoyita.
France Supervision

23.50 Gus Gus. La Route du rock
Paris Première

0.15 Guitarras : Tomatito. France Supervisi

SPORTS EN DIRECT

15.30 Rugby.
Coupe d'Europe. Quart de finale.
Toulouse - Harlequins. Fr

20.00 Equitation. Coupe du monde de saint d'obstacles à Bruxelles. Eurosport

20.30 Motocyclisme. Championnat du monde de supercross au Palais omnisports de Paris-Bercy. Paris Première

0.30 Conier le Bismarck III
De Lewis Gilbert (Grande-Bretagne,
1960, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
2.05 Les Qualtre Malfrats III De Peter Yates (Etzes-Unis, 1972, v.o., 95 min). Ciné Cinémas v.o., 95 mm). Ciné Gnémas 2.10 Monsieur Coccinelle E De Bernard Deschamps | France, 1935, N., 85 min). Ciné Cinéffi

19.05 Lois et Clark, les nonvelles

20.30 Derrick, Le second meunre.

20.50 Aux frontières du réel.

20.55 Nord et Sud. [3 et 415].

O L'homme invisible. O Nid d'abeilles.

aventures de Superman. Concert de plaintes. Série Club

20.30 Médecins des hommes. Les Karens, le pays suns péché. Festival

21.00 Profit. Forgiveness. Canal Jimmy

21.30 lake Cutter.
Les aventures du Sultan. Série Club
21.40 Columbo. Grandes manceuvres
et petits soldats. TSR

22.00 La Cloche tibétaine. [\$7] Histoire

22.05 Bonne espérance. [1/5]. Festival

22.15 Les Anges de la ville. Le tonneau des danaides. Série Club

22.40 et 23.40 Uo cas pour deux. RTL9

22.45 Du rouge à levres sur ton col. [3/6].

23.00 Voltaire : Ce diable d'homme.

23.45 Mission impossible. Série Club

espioo de l'empereur. L'affaire Adams.

la nonvelle génération. Evolution (v.O.). Canal Jimmy

22.40 Inspecteur Morse.

0.25 Star Trek:

0.30 Schulmeister.

0.40 Nestor Burma.

0.55 New York District.

1.15 Seinfeld.
Bizarre Land (v.o.).

SÉRIES

20.00 Molière. [25].

Arte

Canal +

Eurospor

Ciné Cinéma

Canal -

RTL 9

M 6

TMC

France 3

TEVA

Festival

RTB# 1

RTL 9

France 2

- DIMANCHE 9 NOVEMBRE -

Canal Jimmy

16.35 France 3 He-de-France - Centre Le New Musette de Richard Galliano Il est fils d'accordéoniste. Il s'y est

NOTRE CHOIX

mis très jeune, puis il y a eu l'époque où l'instrument fut taxé de ringardise. Richard Galliann a dépassé ce rejet en se tournant vers le classique avant de trouver sa voie, jazz et tango. Avec lui, l'accordéon est revenu sur le devant de la scène. Vingt-six minutes pour entendre l'instrument (Gal-liano joue avec Daniel Humair, Didier Lockwood, Michel Portal, Enrien Rava...) et le récit du parcours du musicien entrecoupé de témoignages (Claude Nougaro, la veuve d'Astnr Piazznila, M. Galliann pere).

 22.50 Planète Paysans d'avenir

Pendant près d'une heure, des agriculteurs font leur autnerltique: " Nous arons trop pollué, trop produit. Certains d'entre nous ont plus cuitive les primes que leurs champs. » C'était les années 60, le temps de l'agriculture productiviste. Aujnurd'hui, les paysans ne représentent plus que 4% de la population active. Pour regagner la confiance générale, certains unt noté pour l'agriculture bio et la prise en compte de l'environnement. Fini les terres à l'abandon, entrainant la désertification, terminé l'arrachage systématique des haies. Il faut réduire les traitements, produire autrement, expliquent les intervenants de ce très intéressant documentaire d'Anne-Sophie Boisgallais, qui privilégie le franc-parler. Une seule numbre au tableau: il y a 1 million d'agriculteurs en France et non 700 000, comme le dit le commentaire, ce dernier chiffre correspondant sensiblement au nombre des exploitations. - Pa. L.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

19.05 Beverly Hills. 20.00 Journal, Résultat des courses, Météo, Trafic infos. 20.42 Simple comme... 20.45 Drole de jeu.

23.00 Hollywood Night. Il Cap sur le danger. 0.50 Formule foot. 1.25 TF7 mult, Météo. 1.35 Embarquement porte nº L.

18.50 1 000 enfants vers l'an 2000. 18.55 Farre attaque... Besançor 19.50 et 20.40 Tirage du Loto. 19.55 Au nom du sport 20.00 Journal, A cheval, Météo. 20.55 Fiesta. 23.15 Du fer dans les épinards.

Les maisons closes, c'était mieux pour tout le monde ! 0.50 Journal Metén

FRANCE 3 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.00 et 23.30 Météo.

20.05 Fa si la chanter 20.35 Tout le sport. 20.50 Le Cri du corbeat Téléfilm 12 de Serge 22.25 ➤ Strip-tease.

Maryflo; Un strip-tease spécial. 23.40 Solr 3.

23.55 Musique et Cie. John Eliot Gardine romamique et révo 0.55 New York District. 1.40 Un livre, un jour. 1.50 Musique graffiti.

► En clair jusqu'a 20.35 18.50 et 22.00 Flash infos.

CANAL ÷

22.15 Jour de foot

t9.00 T.V. +. 20.05 Les Simpson 20.30 Le journal du cinéma 20.35 Des gens si blen élevés. Téléfim d'Alain Nahum. 22.05 Surprises.

23.00 Dracula, mort et heureux de l'être. Film de Mei Brooks. 1.25 Basket-ball

ARTE

19.00 KYTV. 19.30 Histoire parallèle. 1947 : l'Allemagne au miroi 20.15 Le Dessous des cartes. 20.30 8 1/2 Journal.

20.45 L'Aventure humaine. Mort à la garce!. l'affaire Marle Stuart. 21.34 > Spécial Georges de La Tour. 21.35 Palettes : Georges de La Tour. 21.50 Georges de La Tour.

22.45 Du rouge à levres sur ton col. Feuilleton de Dennis Potter [3/6]. 23.45 Music Planet II Fado.

0.40 Amitiés en péril. Téléfilm de Heiko Schier

19.05 Turbo. 19.40 Warning. 19.54 6 minmes, Météo.

M 6

20.35 Ciné 6.

20.50 Aux frontières du réel. D L'homme invisible. D Nid d'abeilles. 22.40 L'Affaire Kate Willis. efilm O de Lou Anie 0.20 Le Monstre évadé de l'espace.

1.05 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Comédie-Française. Oeux œuvres de Maïakov 20.00 Les Boins. 21.40 Tro 22.35 Opus. Festival d'Ile-de-France.

19.30 A l'Opéra. L'opera classique à la Cité. Il Re Postore, de Mozart. 23.07 Présentez la facture.

FRANCE-MUSIQUE

RADIO-CLASSIQUE 20.40 J.-S. Bach vu par les Romantiques. Œuvres de Bach, R. Schumann,

22.30 Da Capo. Le violoniste Oleg Kagan.

6.00 Le Cinéma des effets spéciaux.

18.00 L'Aéropostale. Feuilleton de Gilles Grangier (3/6). 19.00 Cartoon Pactory.

19:30 Maestro. Guennadi Rojdestvenski dirige Tchailovski et Chostakovitch. 20:30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique. Méditerranée, mer partagee

20.45 Les Nouveaux Monstres. Film d'Eurore Scola, Oino Risi, Mario Monicelli (v.o.).

une tomate dérobée

13.20 Commando sur Téhéran. Téléfilm d'Andrew V. McLaglen [1 et 2/2].

20.45 Capital, La chasse aux trésors.

23.20 Onze jours, onze nuits 2. Téléfilm D de Joe d'Amato.

1.05 Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

18.35 Colture physique.

20.30 Laissez-passer. Jazz.

21.30 Le Concert. Avec le Groupe de recherche : 22.35 Atelier de création

Notre alorieuse Ukraine

FRANCE-MUSIQUE

Cesar Vezzani, ténor

RADIO-CLASSIQUE

20.30 Concert internatio

22.00 Voix souvenirs.

23.07 Transversale.

0.05 Radio archives. Jean-Louis Barrault et les auteurs.

19.37 L'Ateliet du musicien. Le Clavier bien tempéré, de Bach.

radiophonique.

Histoires inconnues de soldats,
par Jürgen Ellinghaus
et Etienne Chambolle.

17.00 Agence Acapulco.

19.00 Demain à la une.

20.35 et 0.55 5port 6.

22.50 Culture pub.

RADIO

20.05 E = M 6.

17.45 Préquensiar. Khaled.

22.40 Méditerranée, miroir du monde.

0.10 De Phulle d'olive, un peu d'eau,

0.39 ▶ Spécial Georges de La Tour.

22.30 Le Dessous des cartes.

15.00 Esquimanx.

16.25 Le Sens de l'Histoire.

17.50 Le Journal du temps.

FILMS DU JOUR

17.45 Fettx croisés II III D'Edward Omycryk (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 85 min). Ciné Gnétik 18.00 Youbi le petit pingouin III De Don Bluth (Etats-Unis, 1995, 70 mln). 18.00 Le Seigneur de l'aventure III De Henry Koster (États-Unis, 1954, 95 min). Ciné Cinémas

20.30 Coulez le Bismarck De Lewis Gilbert (Grande-Bretagne, 1960, N., 100 min). Ciné Cinéfil 20.30 Le Rideau déchiré 🗷 🖼 D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1966, 125 min). Giné Clnémas

D'Henri Decoin (France, 1952, N., 90 min). Festival

DEBATS

12.10 et 2.00 Polémiques. Invitée : Elisabeth Guigou,

garde des Sceaux.

20.00 Spécial procès Papon.

23.15 Dimanche soit. Invité: Pierre Moscovici, ministre des Affaires européennes.

MAGAZINES

10.55 Drolt d'auteurs.

ministre de la justice,

invité : Julien Dray, député P5 de l'Essonne.

18.30 Le Grand Jury RTL-Le Monde.

Invités: Dominique Sampiero; Marc Trillard; Daniel Picouly. La Cinquièm

12.25 Arrêt sur îmages. Simone Vell et la mémoire. Invitée : Simone Vell. La Cinquième

13.00 Le Magazine de l'Histoire. Invités: Dominique logna-Prat ; Michel del Castillo ; Bartolomé Bennassar ; Pierre Nora et Saul Friedlander. Histoire

13.55 La Planète ronde. Le 5tade de France. La Cinquième

Le Stade de Printoire. 16.25 Le Sens de l'Histoire. La Cinquième

16.50 Naturellement. Cyclone. France 2

19.00 Public. Invites: Claude Alègre, ministre de l'Education nationale, de la Recherbre et de la Technologie r Georges Charpal, prix Nobel de phyrique 1992.

Mourir à verdun. Histoire d'une hécatombe. Histoire

17.45 Fréquenstar Khaled.

La chasse aux trésors

21.00 Les Dossiers de l'Histoire.

22.25 Viva. Les grands de ce monde

Festival a l'ile d'Elbe.

23.50 Musiques au cœur.

23.55 Lignes de mire. Invité : Alain Prost.

23.00 Envoyé spécial, les années 90.

20.45 Capital

20.45 La Cité de la jole

O De Roland Joffé (France-Grande-Bretagne, 1992, 140 min.). TF 1

21.00 Henry V W th Branagh (GB, 1989, nin). Parts Première

GUIDE TÉLÉVISION

La

France 3

22.10 Le Masque d'or II II De Charles Brabin (Etats-Unis, 1932, N., v.o., 70 min). Ciné Cinéffi 22.15 Body Double III
Oe Brian De Palma (Etats-Unis, 1984, 115 min). 22.30 Un privé en escarpins III De jeff Kanew (Erats-Unis, 1991, 90 mm). 22.35 Notre histoire # #

De Bertrand Blier (France, . 1984, 105 min). 22.35 Le Passage III III De René Manzor (France, 1986, 85 min). Ciné Cinémas 23.00 Nouvelle-Oriéans III De Arthur Lubin (Ezats-Unis, 1947, N., 185 min).

23.15 Un justicier dans la ville III A De Michael Winner (Etats-Unis, 1974, 100 min). 23.20 Symphonic magigue # # O'Andrew L. Stone (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 80 m/n). Cine Cinefil

DOCUMENTAIRES

20.35 Femmes,

0.00 True Lies, le caméléon III De James Comeron (Etats-Unis, 1994, v.o., 140 min). Ciné Ginéroas 0.10 Le Château de verre II II De René Clément (France - Italie 1950, N., 95 min). 0.40 L'Opéra de quat'sous # # De Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1930, N., v.o., 110 min). France 3 0.40 La Route semée d'étalles WE De Leo McCarey (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 125 min). Gné Cinéfil 1.05 L'Elève M D'Olivier Schatzky (France, 1996, 100 min). Canal + D'André Téchiné (France, 1985, 80 min). Ciné Cinémas 3.30 ► Crash ■ ■

De David Cron 1996, 95 min). 5.20 Ridicule III
De Patrice Leconte (France, 1996, +, 95 min).

TELÉFILMS

17.15 Babylon 5. Chute libre vers l'apothéose.

17.25 Mission impossible.

19.00 Demain à la une. Une file dans la mafia.

18.00 Mollère, [2/5].

20.00 Selidekt.

17.25 Lois et Clark. Lune de miel à Metropolis.

19.05 Logs et Clark, les nouvelles

Strarre Land (v.o.). 20.10 Mister Bean. Attention au bébé.

20.30 Les Douze Salopards. Mission suicide.

20.45 Vidocq, t'auberge de la Mère tranquille.

20.30 Dentick. Le don de soi.

20.55 Le Grand Batre, 19/9)

aventures de Superman. Question Série Club

19.55 FX, effets spéciaux : la série. L'œil du dragon. Série Club

20.30 Dream On. Les femmes d'à côté (v.o.). Canal Jimmy

20.35 Au cœur du temps. Le fandime de Néron. Disney Channel

NOTRE CHOIX

● 22.40 Arte Méditerranée, miroir du monde

Autour du bassin de mosaïque

COMME DANS CES VILLAS dont les ruines parsèment ses rives, la Méditerranée est un bassin décoré de mosaïque, au centre du patio et d'une vaste maisonnée qui, pour être cosmopolite, n'eo cultive pas moins le sens de la famille. Dans un long document programmé au cœur d'une soirée thématique sur la mer du Milieu. lean-Denis Bonan décompose cette image, et mootre, par exemple, que la musique d'une complainte entonnée en chœur dans une taverne du Pirée n'est pas si différente de celle d'une chanson arabe entendue par d'autres convives dans un café de

La Méditerranée inspire la convivialité. D'un bord à l'autre, du Nord au Sud, de l'Orient à l'Occideot, les marchés se ressemblent, non seulement par leurs couleurs et leurs odeurs, mais plus encore parce qu'ils sont théâtres de rencontres. Et. tout autour de la « mer Intérieure », ruines grecques nu romaines rappellent l'unité millénaire du Bassin. Unité dans la diversité, snulignent presque toutes les personnes interrngées lars d'une maderne odyssée, de port en port, d'istanbul à Tanger, d'Alexandrie à Marseille. • Ce qui est beau en Tunisie. dit un pecheur, c'est d'avoir assimilé toutes les cultures. On presse, et on a le ius... » A Barcelone, un de ses confrères affirme : « La mer, c'est pas un métier. Si l'on péchait de l'argent, je ne serais pas pécheur. » Un cuisinier alexandrin dit: « La Méditerranée est une fenêtre. D'ici, je vois l'Italie et tous les

autres pays. * Dans les neuf ports visités, les mêmes traits : pudeur et expansivité, comédie et tragédie, art de vivre et mélaocolie, sens du présent et goût de l'éternité. Passionné, le Méditerranéen est à la fois « convivial » et « guerrier », précise un écrivain. « On s'aime et on se déteste *, ajoute une archéologue. Tous sont fascinés par le mélange, par la mosaïque, celle du bassin dans son ensemble, celle de chaque cité riveraine en particulier. Promiscuité qui est source de plaisirs et de conflits.

Ce document est un grand voyage intérieur.

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

TF 7 13.20 Le Rebelle.

14.10 Les Dessous de Palm Beach. 15.05 Rick Hunter, inspecteur choc. 15.55 Pacific Blue. 16.50 Olsney Parade. 18.00 Vidéo Cag. 18.30 30 millions d'amis.

19.00 Public. Avec Claude Allègre, Georges Charpak. 20.00 Journal, Résultat des courses, Météo, Simple comme. 20.45 La Cité de la joie III Film II de Roland Joffé.

23.05 Ciné dimanche 23.15 Un justicier dans la ville Film A de Michael W

0.55 TFI outt, Météo. 1.05 Histoires naturelles.

FRANCE 2 13.30 et 15.55 Dimanche Martin. 15.10 Le Client 16.50 Naturellement

17.50 Stade 2 18.45 1 000 enfants vers l'an 2000. 18.50 Drucker's Co. 19.30 Stars'tt Co.

20.00 Journal, A cheval, Météo. 20.55 Le Grand Batre 19/9 L'inespérée. 22.35 Lignes de vic. 23.35 lournal, Météo. 23.50 Musiques au cœur. 1.05 ➤ Savoir plus santé. Les maladies de la pollut

FRANCE 3

13.15 Les Quatre Dromadaires. 14.12 Keno.

14.20 Sports dimanche. 14.25 Tiercé à Auteuil. 14.25 Rugby, Wasps (Ang.) - Brive. 17.00 Rugby, Pau - Leicester (Ang.) 17.25 Les deux font la loi. 18.15 Va savoir. 18.55 Le 19-20 de l'inform 20.01 et 23.00 Météo. 20.50 Derrick, Le don de so

21.55 Un cas pour deux. La clé. 23.05 Soir 3.

23.55 Lignes de mire. Invité : Alain Prost.
0.40 L'Opéra de quat'sous II II II II III de Georg Withelm Pabst (v.o.). CANAL +

➤ En clair jusqu'à 14.00 13.35 La Semaine des Guign 14.00 Dimanche en familie. 14.05 Le Désert de feu. 15.35 Blake et Mortin ► En clair jusqu'à 17.15

16.20 Apollo 13 18.00 Youbl le petit pingouin
Film de Don Bluth. ► En clair Jusqu'à 20.30 19.10 et 22.30 Flash infos

19.20 Ça cartoou. 20.15 Football, 20.30 PSG - Marseille. 22.35 L'Equipe du dâmanche. 1.05 L'Elève E Film d'Olivier Schatzky.

13.20 ▶ Les Lumières du music-hall.

13.55 La Planète ronde

والمرابع والمنافية والمسترين والمنافية والمناف Secretary and the first man are provided by the second of

LAN WITH VAL SPECIME BUILDING de l'histoire

rande er veloped r do Monde PAC CONCOUNTS CAPINA MI ITALIA 247 pages 400 F

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir.

 \bigcirc

LES CODES DU CSA: O Accord parental souhaltable

A Accord parental Indispensable
ou interdit aux moins de 12 ans D Public adulte

ou interdit aux moirs de 16 ans

■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques Ou merun aux moins de 16 ans

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code Showylew – ceux de la télévision
ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

Sous-titrage spécial pour les sourds et les maientendants.

France :

qu'en France les sympathisants

18.00 Mon pays m'a quitté. 1830 Aime-tol toujours. 18.50 Paysans d'avenir. 18.50 Paysans a avera.

18.50 Per Kirkeby, légende d'hiver.

France Supervision.

19.45 Ces fascinants olseaux de proje.

Planête 20.55 Le Cri du silence. 22.00 Les Rives du paradis. De Robin Davis. SÉRIES

Arte

une histoire inédite. [5/6]. Jeux de pouvoir. 21.50 L'Enfant aveugle. [2/2]. Planète 22.00 Les Pigures de la foi. [1/3]. Briginz de Suède. 22.35 Lignes de vie.
Rumeurs sur Carpentras.

22.40 Méditerranée, miroir du monde. 23.10 Les Demoiselles de la mit 'Planète 23.35 5aumīaluk,

le grand gaucher. 0.00 Mémoires d'ex. [1/3]. Debout les dannés : 1920 - 1939. 0.10 De l'huile d'nive, un peu d'eau,

une tomate dérobée. SPORTS EN DIRECT

14.55 Rugby, Coupe d'Europe : quart de finale, Wasps - Brive, au stade Loftus Road. 15.00 Tennis, Open messieurs de Stockholm : finale. France 3 20.30 Football. D1 : Paris SG - Marseille.

Canal 4 MUSIQUE 19.00 Quatuor nº 1, de 5metana. Muzzik

19.30 Maestro. Guennadi Rojdestvenski dirige Tchalkovski et Chostakovitch. 20.55 Une fille à scandales. Nora 20.30 Theodora. Mise en stèrie de Peter Sellars. France S 20.55 Navarro. Mort d'un témoin. 21.55 Un cas pour deux. La de France 3 23.20 Vanessa Rubin. Paris Première 23.55 Festival d'Antibes. Michel Petrucciani.

22.05 New York Police Blues. il. France Supervision 22.30 Twin Peaks. (v.o.). 22.50 Spin City. Li compétition (v.o.). Canal Jimmy 23.15 Pohergeist,

les aventuriers du surnaturel. La valée perdue. Série Club 23.25 Aux frontières du réel Anagramme.

0.10 Dream On. Bess, tu n'es pas ma femme (v.c.). 2.15 KYTV Spérial trise (v.n.). Arte

4.25 Bottom, Burglary (v.o.), Canal Jimmy

Veronique Maurus

Francis Cornu

LA CINQUIÈME/ARTE

LIGNES DE VIE Rumeurs sur Carpentras un documentaire de J-C. DENIAU ce soir 22h35

20.00 Soirée lyrique. Hommage à Maria Callas. Akeste, de Gluck. 22.30 Maria Callas, l'apraée 1955, Œuvres de Belini, Verdi, Rossini, Giordano, Percini

··· FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE DE DINARD

والمستيد والمتاكرة والمائد والمتالية والمتالية

2016/12-3

100

There's

Le Monde

Epitaphe par Pierre Georges

IL Y A des hommes qui prennent sagement leurs précautions. Ils déposent leur épitaphe de leur vivant, la plus brève des épitaphes, leur nom. C'est le plus sûr moyen de passer à la postéri-té. Ainsi le préfet Poubelle dont le mérite est célébré chaque matin. Ainsi le comte de Sandwich dont le cuisinier fit, parce que soo maître avait horreur de quitter sa table de jeu, le saint patron du vite-déjeuner. Ainsi l'ingénieur Mac Adam, roi du macadam. Ainsi de suite. La liste est longue, universelle. Michelin et sa cousine micheline, Mademoiselle de Lavallière et sa cravate, M. Borsalino qui coiffa tant Alain Delon.

Paul Ricard fut de ceux-là qui déposa son nom et vient de déposer sa vie. S'il devait exister quelque paradis des saints patrons de comptoir, gageons qu'il y trinquera bientôt avec l'un des glorieux pionniers, le fameux chanoine Kir qui sauva le cassis dijonnais de la solitude et de l'ennui.

Un Ricard! il faudrait tout l'accent, la gouaille, le raclement de gorge d'un Coluche pour dire combieo ce breuvage anisé fit pour la France et la franchouillerie. Uo Ricard | Tous les bumoristes, caricaturistes, oe cessèrent jamais de célébrer et moquer à la fois cet art tellemeot français qu'oot les Marius de comptoir de

Plus qu'une boisson, Paul Ricard, qui se prénommait aussi Marius, inventa un concentré de francité. Quatre tiers en somme. comme les fameux quatre tiers de Pagnol ou comme les Trois Mousquetaires: une dose d'anis, une dose d'eau, une dose de soleil et une dose de convivialité imbibée.

On pourrait rétorquer que Paul Ricard fit aussi beaucoup pour l'alcoolisme et contre la santé. Certes. Mais, aussi sûrement que oul n'est obligé d'emplir cinq poubelles chaque matin ou d'avaler huit sandwiches chaque midi l'inventeur d'une boissoo ne saurait être teou pour le créateur de l'intempérance.

Et puis, si l'on a envie de parler de Paul Ricard, ce matin, c'est moins pour célébrer la disparition d'un personnage do patrimoine oational, moins pour raconter un patroo à la fois ultralibéral et partageur, un mécène ou un écologiste de toujours, la réussite et la fortune du fils de marchand de vin provençal qui inveota l'alchimique trésor, que pour une

Il y a quelques mois, oous avions publié un long portrait de Paul Ricard. Et au détour d'une vie, durant la période de l'Occupation, oo y apprenait que ce personnage avait su dire « non ». Que, replié en Camargue, il distilla de l'alcool de fruits pour concocter une essence de Résistance. Et surtout, que courant la Camargue à cheval, il ne cessait de clamer: « J'emmerde le maréchal Petain et son gauvernement! . Un tel homme ne saurait être fondamentalement ricardien.

L'actualité, celle d'un procès à Bordeaux, nous a ramené jeudi à cette noire période. Reprenant à son compte un texte diffusé sur Internet par Robert Faurisson, le oégationniste, Maurice Papoo s'est autorisé à mettre en cause Yves Jouffa, président d'honneur de l'Amicale du camp de Drancy et président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme. De lui, il s'est cru autorisé à dire qu'il avait été « gardien de camp à Drancy ». Comme indiqué dans Le Monde hier, c'était faux. Et abject. Mais il y a un moment déjà que l'on sait que Maurice Papon o'était pas du genre à courir, à pied, à cheval ou en auto, les rues de Bordeaux eo criaot à l'époque : « l'emmerde le maréchal Pétoin et son gouverne-

Les Etats-Unis veulent obtenir de l'ONU de nouvelles sanctions contre l'Irak

Le Conseil de sécurité devrait en discuter lundi 10 novembre

LE CONSEIL de sécurité doit examiner, hmdi 10 novembre, l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Irak alors que Bagdad a renouvelé son refus d'autoriser des experts américains en armements à opérer sur son territoire (Le Monde du 8 novembre). Après avoir laissé planer le doute sur ses intentions, le département d'Etat a fini par annoncer, vendredi, qu'il accorderait un visa au vicepremier ministre irakien, Tarek Aziz, afin de lui permettre de se rendre à New York pour des réonions au siège de l'ONU. Les Etats-Unis, indique notre correspondante à New York, Afsané Bassir Pour, ne veulent pas que M. Aziz s'exprime en séance plénière du Conseil de sécurité et o'étalent disposés, vendredi, à lui coocéder que des tencootres bilatérales avec des membres du Conseil de sécurité.

En attendant; Washington a acceotué les pressioos pour que l'ONU impose des sanctions supplémentaires à l'Irak ou recourt à des représailles militaires. Estimant qu'il o'y avait aucune raisoo d'espérer que l'Irak céderait, le président Bill Clinton a appelé les partenaires des Etats-Unis à être « fermes et ré-

« Je n'ai pas vu d'indication qu'au-

Arte

LEFTENTE

termination > face à l'Irak, a affirmé M. Clinton, tout en admettant que Washington devait consulter ses alités. « Nous devons leur donner une chance de se faire entendre et voir ce que nous allons faire », a dit le président américain. Le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a tenu le même langage et affirmé que le président Saddam Hussein oe devrait avoir aucun doute sur la « résolution » de la communauté interoationale. «Nous nous attendons à ce qu'il y ait des mesures fermes », at-elle ajouté.

Tout eo soulignant la nécessité pour l'Irak de respecter les résolutions des Nations unies, qui impliquent un libre accès des inspecteurs de l'ONU sur tous les sites suspects en Irak, le président français, Jacques Chirac, eo visite à Londres, a toutefois semblé prendre quelque distance par rapport à une attitude « dure ». « La France, a dit M. Chirac, n'est pas, en principe, favorable aux méthodes brutales, en particulier le recours à la force, ou les sanctions. »

Parmi la panoplie de sanctions, le porte-parole du département

Luchini

à 20.45

La Discrète

de façon..."

Arte Ciné

badine avec

l'amour...

Lundi 10 novembre

avec Fabrice Luchini et Judith Henri (1990).

.. parce qu'une femme t'a quitté,

en la séduisant, puis, la conquête

Chaque lundi à 20.45,

une grande soirée cinéma

avec deux grands films.

tu décides de te venger de tautes les

femmes en en prenant une au hasard.

assuree, tu l'abandonneras sans plus

Un film de Christian Vincent.

d'Etat, James Rubin, a évoqué la mise eo place de restrictions de voyage pour des responsables irakiens, prévues par la résolution 1134, votée par le Conseil de sécurité, le 23 octobre. C'est à la suite de ce vote que Bagdad a décidé de cesser sa coopératioo avec les experts américains de la Commission spéciale sur le désarmement de l'Irak (Unscom).

Washington a par ailleurs mis en garde l'Irak contre toute tentative d'attaquer les avions espions U 2, qui survolent l'Irak pour le compte de l'ONU. M. Aziz a prévenu à nouveau vendredi que la DCA irakienne pourrait abattre ces appareils. « Ce serait certainement un acte d'hostilité », a déclaré un haut responsable militaire américain sous couvert de l'anonymat. Le chef de l'Unscom, Richard Botler, a mainteou pour lundi le vol d'un U 2, dont les missions avaient été suspendues lors du séjour des émissaires de l'ONU à Bagdad. L'Irak, seloo lui, pourrait profiter de l'arrêt des inspections pour produire « en quelques jaurs » des armes chimiques. Bagdad a accusé M. Butler de vouloir « monter les membres du Conseil de sécurité contre »

L'Opéra de Paris se sépare du danseur étoile Patrick Dupond

DANS UN COMMUNIQUÉ publié vendredi 7 novembre, la direction de l'Opéra de Paris (Hugues Gall, directeur général, et Brigitte Lefèvre, directrice de la danse), annonce qu'il a été mis fin aux fonc-tions du danseur étoile Patrick Du-pood, ce dernier o'ayaot pas respecté « certaines obligations de son contrat ».

« Cette inexécution, poursuit le communiqué, a conduit l'Opéra à mettre fin au contrat de danseur étoile permanent de M. Patrick Dupond pour lui proposer un contrat d'étoile invitée rémunérée au cachet et lui permettant de danser à l'Opéra national de Paris au cours de lo saison 1997-1998, » Patrick Dupond a refusé cette proposition et a saisi les tribunaux

Le 3 juillet, l'Opéra de Paris - répondant à une question de l'AFP qui s'interrogeait sur la disparition do oom du danseur des programmes depuis le mois de juin -, précisait : « Juridiquement, le contrat de Patrick Dupond est venu à échéance en juin 1996, et le danseur, qui ne s'est pratiquement pas produit avec la compagnie au cours de la saison 1996-1997, est en train de renégocier son contrat, d'où cette disparition de son nom des programmes de l'Opéra. » On parlait déjà de statut d'artiste invité.

CONFLITS MÉDIATIQUES

Ce n'est pas la première fois que Patrick Dupond entre en conflit avec l'Opéra de Paris. En 1988, alors en désaccord avec Rudolf Noureev, il part diriger le Ballet de Nancy. En 1990, il est de retour avec le titre de directeur de la danse, Noureev ayant quitté ses responsabilités en novembre 1989. Brigitte Lefèvre, nommée en septembre 1992 administratrice de l'Opéra Garnier, puis, en février 1994, directrice adjointe, chargée de la danse, se voyait attribuer, en 1995, le titre de directrice de la danse, en place et lieu de Patrick Dupood, redeveou simple étoile. Leurs relations o'ont jamais été au beau fixe. Patrick Dupond n'est pas apparu sur scène à l'Opéra de Paris depuis de longs mois.

Ce différend est à rapprocher, selon les experts de l'Opéra de Paris, du départ récent de Marie-Claude Pietragalla. L'étolle a accepté de preodre la direction du Ballet Théâtre de Nancy. On sait aussi qu'Isabelle Guérin danse de plus en plus aux Etats-Unis. On rappellera encore le conflit, très médiatique, qui opposa Sylvie Guillem à la direction de l'Opéra de Paris, sous le règne de Rudolf Noureev : l'étoile demandait un contrat moins rigide pour pouvoir danser sur d'autres scènes. Ayant essuyé un refus, elle partit pour Londres danser avec le Royal Ballet. Certains pensent toutefois que les contrats des étolles devraient être plus souples, leurs carrières à l'Opéra de Pans se terminant à l'âge de quarante ans pour les femmes, quarante-cinq ans pour les hommes. Patrick Dupond a trente-huit ans.



Le généticien Axel Kahn juge « anormale » la décision d'exhumer le corps d'Yves Montand

LA DÉCISION de la cour d'appel de Paris d'ordonner l'exhumation du corps d'Yves Montand a continué, vendredi 7 novembre, de suscidu corps d'Yves Montand a continué, vendredi 7 novembre, de susci-ter des réactions négatives. Le généticie Axel Kahn, membre du Comité consultatif national d'éthique, a qualifié « d'anormale » la dé-cisioo judiciaire et estimé, sur France 2, que la recherche sur le corps d'Yves Montand « ne sera pas valide » puisque ce dernier « avait refu-sé de son vivant, comme il en avait le droit, de se soumettre à cet exa-men ». De son côté, le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, s'est déclaré » indiené » « le comprende qu'il s'agit plus d'une affaire s'est déclaré + indigné ». « Je comprends qu'il s'agit plus d'une affaire d'héritage et de gros sous que de recherche, a-t-il déclaré. Je comprends qu'une jeune femme puisse être dans l'angoisse, mois je connais personnellement la famille d'Yves Montand, qui était un ami, et je partage son indignation », a-t-il ajouté.

■ JUSTICE: Anne-Marie Devier-Joncour, une proche de Roland Dumas, ancien ministre (PS) des affaires étrangères et actuel président du Conseil constitutionnel, a été mise eo examen pour recel d'abus de biens sociaux et placée eo détentioo provisoire, vendredi 7 novembre. M. Devier-Joncour est soupçonnée d'avoir bénéficié, à la demande de M. Dumas, d'un emploi fictif au sein du groupe Elf de 1990 à 1993. Interrogé par Le Monde, M. Dumas a assuré o'être « pour rien dans l'embauche par Elf de cette persanne » (Le Monde du 6 novembre). La justice s'interroge aussi sur les conditions d'acquisition de l'appartement parisien de M= Devier-Joncour.



FAITS DIVERS: un habitant de Vitrolles, poursulvi pour avoir ouvert le feu sur un groupe de jeunes au mois d'août à Vitrolles (Bouches-du-Rhôce), a été condamné à cinq mois de prisoo avec sursis, vendredi 7 oovembre, par le tribuoal correctionnel d'Aix-eo-Provence. Excédé par le bruit, Hervé Jauffret, vingt-cinq ans, avait légèrement blessé avec un fusil à plombs cinq jeunes gens, doot quatre mineurs. Le premier adjoint au maire de la municipalité de Vitrolles, dirigée par le Froot national, avait pris la défense do jeune homme.

EDITION: les demandes de

huit reporters photographes mis eo examen après la mort de

Tirage du Monde daté samedi 8 novembre : 510 502 exempla

